

BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III

XVII

C

45

NAPOLI



XVII - C-45



ACTES
ET
MÉMOIRES
DES
NEGOCIATIONS
DE LA
PAIX
DE RYSWICK.

Seconde Edition revue , corrigée & augmentée.

TOME QUATRIÈME.



A LA HAYE,
Chez ADRIAN MOETJENS
Marchand Libraire.

M D C C. VII.

Avec Privilege.






T A B L E

D E S

P I E C E S

De ce Tome IV.

Dans l'ordre , qu'elles y sont rangées.

	M EMOIRES ET NE'GOCIA- TIONS DE LA PAIX DE RYSWICK..	I
	Avertissement.	ibid.

<u>Plein-pouvoir de sa Majesté le Roi de Suède,</u> <u>pour son premier Ambassadeur Médiateur</u> <u>Monsieur le Comte de Bonde, en date du</u> <u>31. Juillet 1697.</u>	2
---	---

Acte de Réservation de la part de la Média- tion, touchant la Paix en général, & la clause de Religion en particulier, du $\frac{20}{30}$ Oc- tobre 1697.	8
--	---

<u>Extrait du Protocole de la Médiation, tenu</u> <u>au Château de Ryswick le $\frac{20}{30}$ Octobre 1697.</u> <u>où les François accordent le tems de six se-</u> <u>maines à ceux qui ne signoient pas le Traité</u> <u>de Paix.</u>	11
--	----

Avertissement.	12
----------------	----

<u>Traité de Paix, entre l'Empereur & l'Em-</u> <u>pire d'une part, & la France d'autre,</u> <u>conclu au Château Royal de Ryswick en</u> <u>Hollande le 30. Octobre 1697.</u>	13
---	----

T A B L E

Pleinpouvoir de l'Empercur.	44
Pleinpouvoir général de l'Empire pour les Princes, Députez de la part d'icelui donné en Latin aux Ambassadeurs de France,	47
----- général de l'Empire pour les Princes Députez de la part d'icelui, donné en Latin aux Ambassadeurs de France.	49
----- de sa Majesté Très-Chrétienne,	51
Articles séparés.	53
Ecrit des Ministres du Duc de Wirtemberg, portant les raisons pourquoi ils ont signé la Paix, avec-reservation des Droits de leur Maître, du 20 ^o Octobre 1697.	107
Déclaration faite par Monsieur Norff, Député de son Altesse Sérénissime & Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège, & inserée au Protocole de Ryswick, le 30. Octobre 1697.	110
Protestation des Ministres de Liège touchant Bouillon, du 31. Octobre 1697.	112
Certificat touchant la Protestation de Bouillon ou Extrait du Protocole de la Médiation, tenu au Château de Ryswick, le 31. Octobre 1697.	115
Relation que la Députation de l'Empire envoya de la Haye à la Diète Impériale à Ratisbonne le 1. Novembre 1697.	116
Protestation du Comte Bagliani Envoyé du Duc de Mantoue : touchant les pertes que ses Etats ont souffertes durant la Guerre, & les différens entre le Duc son Maître & le Duc	Duc

DES PIÈCES.

- Duc de Savoye, présentée aux Médiateurs
le 4. Novembre 1697. 122
- Certificat touchant la Protestation de Man-
toïe, ou Extrait du Protocole de la Média-
tion, tenu dans le Château de Ryswick, le
4. Novembre 1697. 125
- Protestation de la part du Duc de Wolfenbut-
tel, touchant deux Canoncats en Alsace,
présentée aux Médiateurs le 4. Novembre
1697. 126
- Arrêt du Conseil souverain d'Alsace-donné à
Brisac, portant restitution de la moitié du
Village de Lampertsheim, en faveur du
Chapitre de Strasbourg du 11. Juillet 1687.
130
- Certificat touchant la Protestation de Wolfen-
buttel, au sujet de deux Canoncats situez
dans l'Evêché de Strasbourg, ou Extrait
du Protocole de la Médiation, fait dans
le Château de Ryswick, le 4. Novembre
1697. 133
- Protestation faite au nom du Sérénissime Prin-
ce d'Ostfrise, contre l'Article par lequel la
Ville d'Emden s'est fait comprendre en
particulier dans le Traité de Paix, conclu
entre la France & la Hollande, présentée
aux Médiateurs le 4. Novembre 1697. 135
- Certificat touchant la reception de la Protesta-
tion d'Ostfrise, au sujet de la Ville d'Em-
den, ou Extrait du Protocole de la Média-
tion, tenu dans le Palais de Ryswick le 4.

T A B L E

<i>Novembre 1697.</i>	139
<i>Ecrit des Ministres des Comtes de Weteravie , portant les raisons pourquoi ils avoient si- gné la Paix , présenté aux Médiateurs le</i>	
<i>^{25 Octobre} 4 Novembre</i>	1697. 141
<i>— des Ministres Protestans del' Empire en général , portant les raisons pourquoi ils n'avoient pû signer la Paix , du 4. Novem- bre 1697.</i>	143
<i>Certificat touchant l'écrit des Ministres Pro- testans , qui n'avoient pas pu signer la Paix , ou Extrait du Protocole de la Médiation , tenu dans le Palais de Ryswick le 4. No- vembre 1697.</i>	156
<i>Article d'Inclusion faite par les Impériaux avec réserve d'une Inclusion Ulérieure du 9. Novembre 1697.</i>	158
<i>Extrait du Protocole du Directoire de la Chan- cellerie de Mayence , ou Certificat délivré à Monsieur Norff , touchant la Protestation faite sur le Duché de Boüillon , du 11. No- vembre 1697.</i>	161
<i>Ecrit du Secretaire de l' Ambassade Impéria- le , contenant le rapport qu'il avoit fait de bouche à la Médiation , touchant ce que les Ambassadeurs de l'Empereur , avoient pro- posé aux Ministres Catholiques , pour con- courir avec les Protestans dans l'affaire de la Religion , mais qu'ils y avoient trouvé de la répugnance , à cause que la Députa- tion</i>	tion

DES PIÈCES.

tion étoit si avancée, du $\frac{4}{11}$ Novembre 1697.

164

Extrait du Protocole de la Médiation, de
quelle manière les Ambassadeurs de France,
avoient déclaré que les Protestans qui ne si-
gnoient pas, jouïroient néanmoins de la Paix.

Cet Ecrit sert d'amplification à un autre de
la même date 2^o Octobre 1697.

166

Harangue de Monsieur Schonborn, Ambas-
sadeur de sa Sérénité Electorale de Mayen-
ce, faite à leurs Hautes Puissances les Sei-
gneurs Etats Généraux des Provinces Unies
des Pays-Bas, à son Audience de Congé,
faite le 21. Novembre 1697.

167

Lettre de sa Majesté Très-Chrétienne à l'Ar-
chevêque de Paris, lui ordonnant de faire
chanter le Te Deum en actions de grâces pour
la Paix, du 12. Novembre 1697.

168

Reservation de l'Ambassadeur de Hanover,
touchant ce qui avoit été stipulé par la Paix
entre l'Electeur Palatin, & la Duchesse
d'Orleans, délivrée à la Médiation le $\frac{15}{27}$
Novembre 1697.

170

Acte d'Inclusion de la part de l'Angleterre
pour l'Espagne, la Hollande, les Suisses
& les Villes Hanseatiques, du $\frac{3}{11}$ Novem-
bre 1697.

176

Pleinpouvoir de l'Electeur de Mayence pour
Monsieur Norff, Plénipotentiaire de Colo-
gne pour échanger la Ratification de l'Em-
pire

T A B L E

pire contre celle de France , du 2. Décembre 1697.	179
Réservation des Ministres de l'Empire, touchant la manière de traiter des Impériaux, pendant la Négociation, présentée à la Médiation le $\frac{11}{21}$ Novembre 1697.	181
Extrait du Protocole de la Médiation, portant de quelle manière les Ambassadeurs de France, avoient été requis par les Ambassadeurs Médiateurs de changer la Clause de Religion, du $\frac{20}{30}$ Octobre, délivré le $\frac{14}{24}$ Novembre 1697.	186
----- du Registre des Résolutions des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, contenant le rapport que les Ambassadeurs de Hollande avoient fait, touchant l'affaire de Religion, du Jeudi 28. Novembre 1697.	187
✚ Lettre de Monsieur Norff Plénipotentiaire de son Altesse Sérénissime le Prince de Liège, à Monsieur le Baron de Lillieroot Médiateur, touchant le Certificat, signé de Monsieur Frisendorff, du 18. Décembre 1697.	191
----- de Monsieur le Baron de Lillieroot, servant de Réponse à la Lettre de Monsieur Norff, du $\frac{30\text{ Novembre}}{10\text{ Décembre}}$ 1697.	192
Ratification de son Altesse Electorale Sérénissime de Cologne de la Protestation faite	194

DES PIÈCES.

touchant Bouillon. Du 10. Décembre 1697.

193

Ratification du Chapitre de la très-Illustre Cathédrale de Liège, touchant la Protestation faite touchant Bouillon. Du 9. Décembre 1697.

194

Reichs-Gutachten, ou Résultat de la Diète de l'Empire à Ratisbonne, par lequel l'Empereur est requis de consentir à la Ratification de la Paix du 20^o/₃₀ Octobre, moyenant certaines restrictions y ajoutées, particulièrement touchant l'affaire du Palatinat, du 16. Novembre 1697

195

Rescrit par le premier Commissaire de l'Empereur, où il demande le Reichs-Gutachten simple du 3. Décembre 1697.

205

Ecrit des Ambassadeurs de l'Empereur, contenant la Liste des Lieux dont l'Electeur Palatin avoit destiné les rentes au payement des cent mille florins, accordez par la Paix à Madame d'Orleans, delivré à la Médiation le 10. Décembre 1697.

209

Nouveau Reichs-Gutachten, intitulé : Conclusum Trium Collegiorum (puisque l'Empereur avoit désapprouvé le premier) qui fait simplement mention de la Ratification de la Paix, un autre Reichs-Gutachten ayant été adressé à l'Empereur pour réserver les Droits de l'Empire tant eu égard à la maniere de traiter, qu'autrement du 26. Novembre 1697.

211

Postscripta joints aux délibérations de l'Empire à la Diète de Ratisbonne, touchant l'inclusion du Roi de Pologne dans la Paix générale, du 26. Novembre 1697.

214

Ratification faite par sa Majesté Impériale du Traité de Paix avec sa Majesté Très-Chrétienne, conclu à Rysswick le 30. Octobre 1697.

215

* 5

de

T A B L E

— de sa Majesté Impériale pour l'Article séparé.	216
— de sa Majesté Très-Chrétienne.	221
— de l'Article séparé par sa Majesté Très-Chrétienne.	222
Certificat des Ambassadeurs de l'Empereur & de France, sur ce que la Ratification s'étoit faite le $\frac{3}{13}$ Décembre 1697.	224
Lettre de Monsieur Norff au Secrétaire de la Médiation, touchant le Reichs-Gutachten qui devoit servir de Ratification du Côté de l'Empire, où il prétend que ledit écrit étoit Authentique, du 13. Décembre 1697.	225
Protestation générale des Ambassadeurs de France contre toutes celles, qui pourroient avoir été faites pendant la Négociation.	226
Extrait du Protocole de la Médiation sur la Protestation générale des Ambassadeurs de France, tenu à la Haye le 13. Décembre 1697.	228
Acte de Consentement des Ministres des Electeurs & Princes, à ce que Monsieur Norff fit l'échange des Ratifications, du $\frac{2}{12}$ Décembre 1697	ibid.
Lettre de Monsieur Norff, au Secrétaire de la Médiation, touchant la manière dont il étoit convenu avec Monsieur de Crecy pour l'échange des Ratifications à part avec l'Empire, du $\frac{4}{14}$ Décembre 1697.	230
Extrait du Registre des Résolutions des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pour remercier le Roi de Suède des soins de sa Médiation, du Vendredi 13. Décembre 1697.	232
Lettre de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, au Roi	

DES PIÈCES

*Roi de Suède , du 13. Décembre 1697. pour le
remercier de sa Médiation.* 234

— *de Monsieur de la Clofure , à Monsieur
Norff , touchant l'échange des Ratifications,
du 18. Decembre 1697.* 237.

*Actes d'Inclusion de la France signez par ses Am-
bassadeurs , fçavoir pour l'Empereur , l'Angle-
terre , l'Efpagne & la Hollande , dans lesquels
font compris le Pape & autres Princes d'Italie ,
le Roi de Portugal , les Suiffes &c. du 15. No-
vembre , exhibez à la Médiation le 1^o Décem-
bre 1697.* 238

*Autre Acte d'Inclusion de la France , donné à la
Médiation le 1^o Décembre 1697.* 240

*Acte d'Inclusion de la part de l'Empereur , signé
par ses Ambassadeurs dans lequel sont compris
le Pape , & autres Princes d'Italie , & le Roi
de Portugal , exhibé à la Médiation le même
jour 1^o Décembre 1697.* 243

*Extrait du Protocole de la Médiation , touchant
la reservation faite par Monsieur le Baron de
Gortz , pour la Noblesse de l'Empire , du 6.
Decembre 1697.* 244

*Certificat ou Extrait du Protocole de la Média-
tion , touchant le Plein-pouvoir de Monsieur de
Bodmar , Ambassadeur de Hanover , à la
Haye le 6. de Decembre 1697.* 246

*Adresse présentée par l'Université d'Oxford à sa
Majesté Britannique , pour la remercier d'a-
voir procuré la Paix au Royaume d'Angleterre.* 248

— *présentée par le Comté de Dorset à sa Ma-
jesté Britannique , pour la remercier d'avoir
procuré la Paix à l'Angleterre.* 250

*Harangue de sa Majesté Britannique au Parle-
ment,*

T A B L E

- ment, dans laquelle Elle les avertit, que la Paix
a enfin été conclüe. 251
- Adresse de la Chambre Basse à sa Majesté Britan-
nique, pour la remercier, d'avoir procuré la
Paix à ses Etats. 253
- de la Chambre Haute à sa Majesté Bri-
tannique pour la remercier d'avoir procuré la
Paix à ses Etats. 255
- Quatre Actes d'Inclusion de la France, signez
par le Roi même, savoir pour l'Empereur,
l'Espagne, l'Angleterre & la Hollande. Mon-
sieur de la Clofure en délivrant ceux-ci rede-
manda les autres. 257
- Cinquième Acte d'Inclusion du Roi de France
livré pour l'Empire à part, lors de l'échange
des Ratifications, avec l'Empire séparément.
258
- Extrait du Protocole de la Médiation, touchant
la transposition des noms dans la signature
des Traitez; insérées aux Ratifications de
France avec l'Empire, le 9. Janvier 1698.
259
- du Protocole de la Médiation, touchant
ce qu'on avoit été obligé de collationner le
Traité, inséré dans ladite Ratification contre
un Exemplaire imprimé. Le 9. Janvier 1698.
260
- Lettre de sa Majesté Très-Chrétienne, à Monsieur
l'Archevêque de Paris, sur la Paix avec l'Em-
pire, du 5. Janvier 1698. 261
- Extrait du Registre des Résolutions de leurs Hautes
Puissances Messieurs les Etats Generaux des
Provinces-Unies des Pays-Bas, par laquelle ils
déclarent qu'ils ne sauroient recevoir l'inclusion
du

DES PIÈCES.

du Pape, que comme d'un Prince seculier, du 8.
Janvier 1698. 262

Harangue de Monsieur le Baron de Lillieroot, par
laquelle il fit part à leurs Hautes Puissances
Messieurs les Etats Generaux des Provinces-
Unies, de l'avènement du Roi son Maître à la
Couronne, du $\frac{16}{18}$ Janvier 1698. 266

Harangue de son Excellence Monsieur le Comte de
Bonde Médiateur, faite à leurs Hautes Puissan-
ces Messieurs les Etats Generaux des Pro-
vinces-Unies, en prenant congé, avant que de
passer en Angleterre, en date du $\frac{3}{13}$ Fevrier
1698. 269

Mémoire de Monsieur Norff, touchant de preten-
dus contraventions des François, sur la Terre
de Saint Hubert, dans le Luxembourg & autres
Lieux, appartenans à l'Evêché de Liège, pré-
senté à leurs Excellences Messieurs les Ambassa-
deurs Médiateurs, le $\frac{4}{14}$ Janvier 1698. 270

— de Monsieur Norff, touchant de prétendues
exactions dans les Terres de l'Evêché de Liège,
contraires à la Paix, comme aussi touchant le
retardement de l'évacuation de Dinant, pré-
senté à leurs Excellences Messieurs les Ambassa-
deurs Médiateurs, le $\frac{17}{27}$ Janvier 1698. 272

Extrait des Registres des Resolutions de la Cham-
bre des Comptes du Duché de Gueldres & Comté
de Zutphen, pour être inferées dans le Protocole
de la Médiation, avec la Protestation que la
Province de Gueldre a fait insinuer contre celle
du Comte d'Egmont, du 7. Octobre de l'année
passée, ce 30. Janvier 1698. 275

Contre Protestation de leurs Nobles Puissances
Mess-

T A B L E -

<i>Messieurs les Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen , contre celle que Monsieur Ghillet a fait insérer dans le Protocole du Médiateur , le 17. Octobre 1697. de la part du Comte d'Egmont, ce 30. Janvier 1698.</i>	276
<i>Certificat ou Extrait du Protocole de la Médiation de sa Majesté le Roi de Suède , touchant la reception de la Contre-Protestation ci dessus , tenu à la Haye le 30. Janvier 1698.</i>	278
<i>Extrait de la Lettre des Ambassadeurs de l'Empereur à l'Electeur Palatin , touchant le sequestre de Veldentz , du 30. Janvier 1698.</i>	279
<i>Mémoire de Monsieur Norff , touchant quelques Ouvrages à Dinant que le Magistrat prétendoit ne devoir point être démolis , suivant l'Article du Traité de Paix , présenté à la Mediation , le 7. Février 1698.</i>	282
<i>Déclaration des Ambassadeurs de l'Empereur touchant l'Abbé de Saint Gall , savoir qu'il ne recevoit aucun préjudice , de n'avoir pas été nommé dans l'Article 56. du Traité de Paix , dans le rang , qui lui convient , parmi les Alliez des Cantons Suisses , insinué à la Médiation , le 12. Février 1698; mais datté du 14. Decembre 1697.</i>	283
<i>Réponse du Roi de Suède à la Lettre que leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies , avoient écrit à sa Majesté pour la remercier de sa Mediation , dattée du 19. Janvier 1698.</i>	285
<i>Acte d'Inclusion du Roi de France , pour l'Angleterre , dans lequel le Pape étoit omis , mais le commencement de l'Acte n'étant pas conforme à la teneur de la Paix , l'Ambassadeur d'Angleterre ne le voulut point recevoir , sans datte , insinué le 20. Février 1698.</i>	289
	Dé-

DES PIÈCES.

Décret de la Commission Impériale, dicté à Ratisbonne, le 11. Février 1698. 290

Relation de l'Ambassade Impériale de la Haye. 294

Memoire de Monfr. le Baron de Heeckeren Envoyé de leurs Hautes Puissances, & du Sr. Resident Rumph: présenté à Sa Majesté le Roi de Suede au sujet des troupes Suedoises que les Seigneurs Etats Generaux vouloient congédier. A Stockholm le 6 Octobre 1697. 342.

Reponse de sa Majesté le Roi de Suede au Memoire de Monsieur le Baron de Heeckeren Plenipotentiaire, & du Sr. Constantin Rumpf Resident des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies. Faite à Carlsberg le 10 Octobre 1697. 345.

Memoire de Monfr. le Baron de Heeckeren Plenipotentiaire de Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies; prenant congé du Roi de Suede. Présenté le 4 Mars 1698. 347

Extrait du Registre des Resolutions des Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies. Lune 16. de Decembre 1697. 352

Harangue de Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, faite à Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies en prenant congé de leurs Hautes Puissances. 353

Liste des affaires particulieres recommandées par les Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances aux Traitez de Paix, aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de France. 355.

— de quelques affaires recommandées par les Sieurs Ambassadeurs Plenipotentiaires de sa Ma-

T A B L E

Majesté de France , à ceux de Leurs Hautes Puissances. 362

Mémoire de Monsieur Norff, touchant la demolition des Ouvrages de Dinant , des pièces de Canon emmenées, des Otages, &c. du 15. Mars 1698. 365

Acte d'Inclusion du Roi de France pour l'Angleterre , dont Monsieur de Williamson fut content , dattée à Versailles le 17. Mars 1698. 367

Lettre de Monsieur l'Abbé de Saint Hubert , à Monsieur l'Ambassadeur de Lillieroot , par laquelle il se plaint de ce que la Jurisdiction de son Abbaye lui étoit disputée par diverses autres Puissances , du 17. Mars 1698. 368

Copie d'une Lettre du Serenissime Prince de Liège , à la Serenissime Infante , du 26. Mars 1624. 371

Harangue de Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi de Danemarc , faite à leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies , en prenant congé d'eux, le . . Mars 1698. 373

Extrait du Registre des Resolutions de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies , sur ce que les Ambassadeurs , du Roi de Danemarc, ayant eu leur Audiance de congé avoient été Traitez d'Excellence contre l'Ancienne coutume , cela étant arrivé par inadvertence : du 25. Mars 1698. 378

Harangue de Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Mediateur , par laquelle il prend congé de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies. Endat- te du 3. Avril 1698. 383



MEMOIRES
ET
NEGOCIATIONS
DE
LA PAIX
DE RYSWICK.

AVERTISSEMENT.



Monseigneur le Comte de Bonde étant arrivé à la Haye le 9. Octobre S. N. 1697. pour assister à la conclusion de la Paix générale, en qualité de premier Ambassadeur Médiateur ; j'ai cru que c'étoit ici le lieu où je devois insérer son Plein-pouvoir.

PLEIN-POUVOIR

De sa Majesté le Roi de Suède, pour son
premier Ambassadeur Médiateur Mon-
sieur le Comte de Bonde, en date du 31.
Juillet 1697.

NOS CAROLUS Dei gratia, &c. No-
tum hisce testatumque facimus, quod cum
ad restaurandam Orbis Christiani tranquillitatem
ingentibus bellorum motibus hactenus graviter con-
cussam, delatum Divo Parenti nostro, gloriosis-
sima memoria, à partibus mutuo bello implicitis,
Mediatoris munus, & post excessum ejus, earun-
dem concordibus suffragiis in nos derivatum & de-
volutum, divinâ aspirante gratiâ, jam eos sor-
titum sit progressus, ut superatis quæ circa præ-
liminaria emerferant difficultatibus, delecto quo-
que jam & denominato ad Congressus instituendos
loco, pradio nempe Ryswick, prope Hagam, ad
pertractanda ipsa Pacis futura capita, ii quorum
interest sese accingant, ideoque undique elucescat
digna Christianis pectoribus ad ponenda arma &
Pacem amplectendam animorum inclinatio; nos,
assulgente tam latâ spe successus exoptabilis, nihil
omittere volentes tam salutari operi profuturum,
consultum duximus, ad arduum illud Mediatoriæ
functionis onus, tanto facilius & felicius susti-
nendum, præter Ministrum nostrum Plenipoten-
tarium & legatum Extraordinarium Baronem
Nicolaum Lillieroot, Meditationis officiis hactenus
adhibitum, alium insuper ad obeandam idem mu-
nus deligere rerum usu & in expediendis negotiis
prudentiâ & dexteritate conspicuum, quò junctis
eorum

orum officiis ac paribus studiis in tanti momenti opere & tam latè patenti, cuncta tantò auspiciatius & aptius procederent, nec ulla enasceretur mora, alteratro valetudine aut quocunque alio casu impedito ac districto. Quapropter intuentes eximii animi dotes & frequentia specimina quibus fidem & integritatem suam, necnon in tractandis gravibus negotiis peritiam & solertiam à pluribus retro annis divo parenti nostro, nobisque approbavit Senator noster atque Dicafterii nostri in Livoniâ Præses, Illustris nobis sincerè fidelis, Dominus Comes Carolus Bonde, eundem constituere volumus Legatum nostram Extraordinarium primarium ad obeunda & perficienda unà cum altero Legato nostro Extraordinario, Barone Lillieroot, Mediationis jam cæpta munia, ita ut vel junctim, vel alteruter eorum, altero absente, aut impedito, eadem prosequantur ac peragant, dantes ac concedentes eum in finem & vigore præsentium plenam ac sufficientem potestatem, cum Ministris partium patiscentium & tractantium, plenà ad id potestate pariter munitis, Congressus & Colloquia instituendi, consilia conferendi & officia suinter partes dissidentes omni meliori modo interponendi, denique pro re natà ex æquo & bono statuendi & concludendi, conclusa subscriptione ac obfignatione suâ corroborandi, garantiam quoque nostram, si desiderata fuerit, promittendi, aque in universum expediendi, quæ ad obtinendam Pacem universalem, æquam, honestam & duraturam facere & conducere poterunt. Quicquid vero ita egerit, tractaverit, statuerit & conclusarit, subscripserit, signaverit & promiserit, id omne gratum ratumque habituri sumus, requirimus proinde ab omnibus & singulis dicto Pacis tractatui interfuturis, ut Senatori & Le-

1697. *gato huic nostro Extraordinario primario fidem plenam ac solidam tribuant eique congrua dignationi ejus humanitatis ac benevolentiae officia exhibeant, experturi parem vicissim propensionis nostra Regiae indulgentiam, ubicumque ad testandam eam casus & occasio obvenerit. In quorum omnium majorem fidem ac robur hasce sigillo nostro Regio, honoratissima & charissima Avia nostra, nec non cæterorum nostrorum tutorum, manibus subscriptas communiri jussimus. Dabantur in Carlsberg die 31. Julii anno Christi 1697.*

HEDWIG ELEONORA R.S.
(L.S.)

BENEDICTUS OXENSTIERNA, CHR.
GULLENTIERNA, F. WREDE,
NICOLAUS GYLDENSTOLPE,
LAURENTIUS WALLENSTEDT.

T. POLUS.

TRADUCTION.

PLEIN-POUVOIR

De sa Majesté le Roi de Suède, pour son premier Ambassadeur Médiateur Monsieur le Comte de Bonde, en date du 31. Juillet 1697.

NOUS CHARLES par la grace de
Dieu, Roi de Suède, des Gots & des
Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de
Scanie, d'Esthonie, de Livonie, de Carelie,
de

de la Paix de Ryswick. 5

de Breme , de Ferden , de Stetin , de Pome-
ranie , de Cassubie & de Wandalie , Prince de 1697.
Rugie , Seigneur d'Ingrie & de Wismar ; Com-
te Palatin du Rhin , Duc de Bavière , de Juliers ,
de Clèves & de Berghes ; faisons savoir par ces
présentes à tous ceux qui y ont ou qui peuvent y
avoir intérêt , de quelque maniere que ce puisse
être ; que comme la fonction de Médiateur qui
a été déferée à notre très-cher & très-honoré
Père de très glorieuse mémoire par les parties
intéressées dans la présente Guerre , pour le ré-
tablissement du repos de toute la Chrétienté
qui a été troublée jusqu'à présent par la fureur
des armes , & qui après son décès a passé dans
notre personne du consentement mutuel des mê-
mes parties , a fait des progrès si considérables ,
qu'après avoir surmonté toutes les difficultez
qui s'étoient présentées touchant les prélimina-
ires , & après avoir choisi la Maison Seigneuriale
de Ryswick près de la Haye , pour y tenir les
Conférences de la Paix , ceux qui y sont intéres-
sez se disposent à y traiter de tous les points qui la
concernent , & qu'ainsi chacun témoigne de tous
côtés un zèle digne d'un cœur vraiment Chrê-
tien , pour l'extinction de la Guerre , & pour
l'avancement du grand ouvrage de la Paix : c'est
pour raison pour laquelle ne voulant rien omettre
de tout ce qui peut contribuer à la réussite d'un si
bon dessein , dont nous attendons un heureux
succès , nous avons jugé que pour soutenir avec
plus de facilité & de bonheur la fonction très-
difficile de la Médiation , il étoit nécessaire de
donner à notre Ambassadeur Extraordinaire , &
Ministre Plénipotentiaire le Baron Nicolas Lil-
icroot , qui a été jusqu'ici employé à faire l'of-
fice de Médiateur , un Associé & un Collègue ex-
péri-

1697. périmenté, & d'une prudence & capacité reconnue au maniment des affaires d'Etat, pour lui aider dans cét emploi pénible, afin que travaillant ensemble de concert avec un même zèle & une pareille vigilance, ils réussissent d'autant mieux dans une Négociation aussi importante & d'une aussi grande étendue que celle-là, & que rien n'en pût retarder l'exécution, en cas que l'un ou l'autre fût empêché d'agir, soit par maladie ou par quelque autre obstacle que ce pût être. C'est pour ce sujet qu'en considération des grands talens, de l'esprit & des fréquentes marques d'intégrité & de suffisance qu'Illustre personne nôtre fidele & bien aimé le Comte Charles Bonde nôtre Sénateur & Président de nôtre Conseil en Livonie, a données à nôtre très-honoré Père & à nous; nous voulons le constituer & établir nôtre premier Ambassadeur Extraordinaire pour faire & pour achever conjointement avec le Baron de Lillieroot nôtre Ambassadeur Extraordinaire, les fonctions de la Médiation qui est déjà commencée; de manière qu'ils puissent ensemble, ou l'un d'eux séparément quand l'autre sera absent ou empêché, exercer & accomplir lesdites fonctions; lui donnant & accordant pour cét effet en vertu des présentes un plein & suffisant pouvoir d'entrer en Conférence, de négocier, de communiquer ses Conseils avec les Ministres des parties contractantes & intéressées aux Traitez de Paix, munis pareillement d'un Plein-pouvoir suffisant, & d'interposer ses offices de la meilleure sorte qu'il sera possible, entre les parties qui sont en Guerre; & enfin lorsque l'occasion s'en présentera, d'établir & de conclure les Traitez & de les signer & d'y apposer leurs Cachets, comme aussi de
pro-

promettre nôtre garantie en cas qu'on la demande, & généralement de faire tout ce qui pourra contribuer à procurer une Paix universelle, équitable, honnête & permanente: au reste nous promettons d'avoir pour agréable & de ratifier tout ce qu'il aura fait, traité, statué, conclu, signé & promis de cette maniere. C'est pourquoi nous requerrons en général & en particulier tous ceux qui assisteront audit Traité de Paix, d'avoir une pleine & entière créance en nôtre dit premier Ambassadeur Extraordinaire; & de lui rendre tous les offices & témoignages d'humanité & de bienveillance, avec promesse de leur donner de pareilles marques de nôtre bonté Royale, toutes les fois que l'occasion s'en présentera. Et pour donner plus de force & d'autorité à ces présentes, nous les avons fait serrer de nôtre Seau Royal près qu'elles ont été signées par nôtre très-chère & très-honorée ayeule & par nos autres tuteurs. Donné à Carlsberg le 31. de Juillet 1697.

1697.

HEDWIGE ELEONORE R.S.
(L. S.)

BENOLT OXENSTIERN, CHR.
GULLENSTIERN, F. WREDE,
NICOLAS GYLDENSTOLPE,
LAURENT WALLENSTEDT.

T. POLUS.



1697.

A C T E.

De Réſervation de la part de la Médiation ,
touchant la Paix en général, & la clauſe
de Religion en particulier, du 23^e Octobre
1697.

CUm præſentis Pacis Tractatu, ubi Sacra Re-
gia Majeſtas Suecia partes Mediatoris ſuſti-
nuit, haud parva ſit facta mutatio Pacificatio-
num Weſtphalica & Neomagenſis, quarum utrius-
que ſua Regia Majeſtas juxta cum aliis ſupremis
Potestatibus vindex eſt atque aſſertor, ſua Regia
Majeſtas neceſſarium exiſtimavit per nos infra
ſcriptos ſuos Legatos Extraordinarios & Pleni-
potentiatios declarare teſtatumque facere, quod
altè niemorata ſua Regia Majeſtati nihil magis
cordè fuerit quàm ſupra dictarum Pacificationum
conſervatio, & quod Regia Majeſtas continuis in
hunc finem ſtudiis ejuſmodi a parte Gallia procu-
raverit promiſſa quæ ſua Regia Majeſtati omnem
ſpem fecerant per Pacis ſatura Tractatus inten-
tione ſua potiundi, ſicut & conſtat; Regem Chriſ-
tianiffimum tales conditiones durante hoc Pacis ne-
gotio propoſuiſſe, quarum virtute urbs Argenti-
nenſis cum ſuis dependentiis Imperio relinqui ac ſer-
vari potuiſſet, ſed cum hæ propoſitiones intra præ-
fixum, tempus non acceptæ fuerint & Gallia ar-
morum ſuorum ſucceſſu eas poſtmodum immutave-
rit, Pax quoque cum fœderatis qui unâ ſponſores
erant, ſubſecuta ſit, ita ut Imperator & Impe-
rium è re ſua duxerint, potius amore Pacis in dic-
tas mutationes conſentire, quàm grave incertum-
que proſequi bellum, Sacra ſua Regia Majeſtas
con-

confidit, neque in præsens, neque in posterum vel
 Garantie vel Mediationis sue officiis ex hoc capite 1697.
 culpa quicquam imputatum iri. Porro cum in ipsa
 Tractatus conclusione novi quid circa Ecclesiastica
 in instrumento Pacis Westphalica stabilita exortum
 sit, ea de re sua Regia Majestatis Legati Extraor-
 dinarii & Plenipotentarii expresse sibi reservant
 mentem sue Regiæ Majestatis intra terminum com-
 mutandarum ratificationum declarare. Actum in
 Palatio Ryswicensi die 2^o Octobris 1697.

CAROLUS BONDE, N. LILLIEROOT.

TRADUCTION.

A C T E.

*De Réserve de la part de la Médiation,
 touchant la Paix en général, & la clause
 de Religion en particulier, du 2^o Octobre
 1697.*

Comme dans le présent Traité de Paix, où
 sa Majesté Suédoise a soutenu le poids de la
 Médiation, on a fait des changemens remarqua-
 bles dans les Traitez de Westphalie & de Nimé-
 que, qui tous deux ont été faits sous sa garantie,
 & sous celle des autres puissances Souveraines,
 ladite Majesté a jugé qu'il étoit nécessaire de dé-
 clarer par nous, qui sommes ses Ambassadeurs
 extraordinaires & Plénipotentiaires soussignez,
 que sa Majesté ci-dessus nommée n'a rien souhai-
 té avec tant d'ardeur que de maintenir lesdits
 Traitez, & que dans cette vue Elle a employé
 jusqu'à la fin tous ses soins pour l'exécution de ce

1697. qui avoit été promis de la part de la France ; sur quoi sa Majesté espéroit fermement de parvenir à la fin qu'Elle s'étoit proposée dans le Traité futur de la Paix , comme aussi il est constant , que le Roi Très-Chrétien durant tout le cours des Négociations de cette Paix a offert des conditions , par lesquelles l'Empire auroit pû rentrer en possession de la Ville de Strasbourg & de ses dépendances. Mais comme ces propositions n'ont point été acceptées dans le tems préfix , & que la France voulant profiter de l'heureux succès de ses armes les a changées , & qu'ensuite Elle a conclu la Paix avec les Alliez , qui étoient garants conjointement avec sa Majesté Suédoise ; de maniere que l'Empereur & l'Empire ont mieux aimé consentir à ces changemens en faveur de la Paix , que de continuer une rude Guerre , dont l'événement seroit douteux ; sadite Majesté s'assûre qu'à cet égard on ne l'accusera point ni maintenant ni à l'avenir , d'avoir manqué aux devoirs que les qualitez de Garant & de Médiateur ont exigé d'Elle. Comme aussi il est survenu quelque nouvelle difficulté touchant les **Articles du Traité de Paix de Westphalie** qui concernent la Religion , les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté se réservent expressement la faculté de déclarer ses intentions sur ce sujet dans le terme qui a été limité pour l'échange des Ratifications. Fait dans le Palais de Ryswick , le 3^e d'Octobre 1697.

CHARLES BONDE , N. LILLEROOT.



E X T R A I T

1697.

Du Protocolle de la Médiation, tenu au Château de Ryswick le 20^e Octobre 1697. où les François accordent le tems de six semaines à ceux qui ne signoient pas, le Traité de Paix.

SUR ce qui a été rapporté par l'Ambassade Impériale à Messieurs les Ambassadeurs de France, que quelques-uns des États de l'Empire de la Confession d'Ausbourg ne pourroient pas, faute d'ordre, signer le Traité de Paix qu'il s'agissoit de conclure, à cause de l'Article qui regarde la Religion à la fin du §. 4. dudit Traité, Messieurs lesdits Ambassadeurs de France nous ont déclaré, que ce défaut de signature n'empêcheroit point la Conclusion de la Paix, & qu'ils consentoient que lesdits États refusans ne laissassent pas de jouir du bénéfice de la cessation d'hostilités durant le terme de six semaines, convenu pour l'échange des Ratifications, pendant lequel tems ils feroient aussi obligés de déclarer ici où à Ratisbonne s'ils acceptent ou non toutes les Conditions dudit Traité. Et faute par eux de les accepter purement & simplement, ils déclaroient que la Guerre continueroit contre les refusans, nonobstant même les Articles portez dans ledit Traité en leur faveur, qui en ce cas leviendroient caducs, la Paix au surplus demeurant réciproquement faite pour être exécutée à l'égard de tous les autres États de l'Empire, qui auroient signée & acceptée.

L.S.) BONDE. (L.S.) LILLIEROOT.
A 6 AVER-

1697.

AVERTISSEMENT.

Messieurs les Ambassadeurs de sa Majesté Impériale étant convenus avec les Ambassadeurs de France, sur tous les Articles de leur Traité de Paix, il ne s'agissoit plus que du Cérémonial, pour le signer. Les Ambassadeurs de l'Empereur prétendirent, à l'imitation de ce qui s'étoit pratiqué à Munster & à Nimégue, que les François devoient les attendre un peu de tems dans la Sale près de la Table; mais les François le refusèrent, & l'on convint qu'on s'y rendroit sans cérémonie, ce qui fut exécuté: les Plénipotentiaires des deux Parties vinrent dans la Sale du Médiateur chacun de leur côté, & se placèrent de même à une Table ovale dont les Médiateurs ténoient le bas bout; comme faisant les honneurs dans leur appartement. Quoique Messieurs les Ambassadeurs fussent arrivez au Château de Ryswick dès les 4. heures après-midi du 30. Octobre 1697. on ne signa pourtant le Traité que vers les 4. heures après minuit, parce qu'il falut du tems à Messieurs les Ambassadeurs de Seilern & de Cailheres pour collationner les Traitez, & qu'après que les Impériaux & les François eurent signé les Traitez, on les envoya aux Députés de l'Empire, qui étoient assemblez dans une autre Chambre; afin qu'ils les signassent aussi; ce qui fut fait par quelques-uns d'entr'eux, comme on le verra au bas du Traité qui suit.

TRAI-

T R A I T E D E P A I X ,

Entre l'Empereur & l'Empire d'une part ,
& la France d'autre , conclu au Châ-
teau Royal de Ryswick en Hollande , le
30. Octobre 1697.

IN nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis , Amen.
Notum fit omnibus & singulis, quorum inter-
est : cùm ab aliquot jam annis ferale bellum cum
multa sanguinis Christiani effusione & plurima-
rum Provinciarum desolatione gestum esset inter
Serenissimum & Potentissimum Principem & Do-
minum, Dominum Leopoldum electum Romano-
rum Imperatorem semper Augustum, Germania ,
Hungaria, Bobemia, Dalmatia, Croatia, Sla-
voniam Regem, Archiducem Austria, Ducem Bur-
gundia, Brabantia, Styria, Carinthia, Car-
niola, Marchionem Moravia, Ducem Luxem-
burgia, superioris & inferioris Silesia, Wurtem-
berga & Tecke, Principem Suevia, Comitem
Halsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritia, Mar-
chionem Sacri Romani Imperii, Burgovia, ac su-
perioris & inferioris Lusatia, Dominum Marchie
Slavonica, Portus Naonis & Salinarum &c. Sa-
rumque Romanum Imperium ab una : & Serenif-
simum atque Potentissimum Principem & Domi-
num, Dominum Ludovicum XIV. Francia &
Navarra Regem Christianissimum ab altera parte,
ia Sacra Cesarea Majestas verò & sua Sacra Re-
ia Majestas Christianissima ad finienda quanto-

1697.

cuius hac mala in perniciem rei Christianae indies augescencia animum serio advertissent, factum Divinam Bonitatem esse, ut annitente Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino, Domino Carolo XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rege, Magno Principe Finlandiae, Duce Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae & Vandaliae, Principe Rugiae, Domino Ingriae & Wismariae, nec non Comite Palatino Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae & Montium Duce, &c. inclita memoria, qui mox ab exortorum motuum initio Pacem inter Christianos Principes sollicitè suadere non destitit, atque dein Mediator universim receptus illam quamprimùm conciliare, ad mortem usque gloriosè allaboravit, solemnes ea de causa Tractatus in Palatio Ryswicensi in Hollandia instituti, post ejus autem à vivis decessum pari studio succedentis in paternas pro tranquillitate publica curas Serenissimi & Potentissimi Principis & Domini, Domini Caroli XII. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiae, Ducis Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae & Vandaliae, Principis Rugiae, Domini Ingriae & Wismariae, nec non Comititis Palatini Rheni, Bavariae, Juliae, Cliviae & Montium Ducis, &c. ad finem perducti fuerunt. Comparentes quippe dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, nomine quidem Sacrae Caesaris Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Dominicus Andreas S. R. I. Comes à Kaunitz, hereditarius Dominus in Austerlitz, Hungarischbrod, Mährischpruss & majoris Orzechan, Eques aurei Velleris, Sacrae Caesaris Majestatis Consiliarius Status intimus

mus

mas, Camerarius & Sacri Imperii Pro Cancellarius : Dominus Henricus Joannes S. R. I. Comes à Straatman & Peürbach , Dominus in Orth , Schmiding , Spatenbrun & Carlsberg , Sacra Caesarea Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & Camerarius : & Dominus Joannes Fridericus liber & Nobilis Baro à Seilern , Sacra Caesarea Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & in Imperii Comitibus Concommissarius Plenipotentarius : nomine verò Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Illustrissimae & Excellentissimae Domini, Dominus Nicolaus Augustus de Harlay Eques, Dominus de Bonneuil, Comes de Cely, Regiae suae Majestatis Consiliarius in Consilio Statuum ordinarius : Dominus Ludovicus Verjus Eques , Consiliarius Regis ordinarius in Consilio Statuum , Comes de Crecy , Marchio de Treon , Baro de Couvay , Dominus in Boullay , duarum Ecclesiarum , in Fortille , & in aliis locis : & Dominus Franciscus de Callieres , Eques , Dominus de Callieres , Rupischel & Gigny , interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum , Domini Caroli Bonde , Comitibus in Bibrach , Domini in Hesleby , Tyresio , Toftabholm , Gråfsteen , Gustafsberg & Rezitza , Sacra Regiae Majestatis Sueciae Senatoris , & supremi Dicastarii Dorpensis in Livonia Praesidis , & Domini Nicolai liberi Baronis de Lillieroot , Sacra Regiae Majestatis Sueciae Secretarii Statuum , atque ad Celsos & Praetentes Dominos Ordines Generales federati Belgii Legati Extraordinarii , amborum ad Pacem universalem restabiliendam Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum , qui munere Mediatorio integrè , sedulò & prudentur perfungi sunt , praesentibus , suffragantibus & consentientibus Sacri Romani Imperii Electorum, Principum

1697. *pum & Statuum Deputatorum Plenipotentariis, post invocatam aeterni Numinis opem & commutatas ritè mandatorum formulas, ad Divini Nominis gloriam & Christiana Reipublica salutem, in mutuas pacis & concordia leges convenerunt tenore sequenti.*

I.

Pax sit Christiana, Universalis & perpetua, veraque amicitia inter Sacram Casaream Majestatem, ejusque Successores, totum Sac. Romanum Imperium, Regnaque & ditiones hereditarias, Clientes & subditos ab una: & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque Successores, Clientes & subditos ab altera parte: eaque ità sincerè servetur & colatur, ut neutra pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præstare, alteriusve subditos Rebelles, seu refractarios recipere, protegere, aut juvare quavis ratione possit aut debeat, sed potius utraque pars alterius utilitatem, honorem ac commodum seriò promoveat, non obstantibus, sed annullatis omnibus in contrarium facientibus promissionibus, Tractatibus & fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

I I.

Sit perpetua utrinque Amnestia & oblivio omnium eorum, quæ quocunque loco, modove, ultro citroque hostiliter facta sunt, ità ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ vel prætextu alteri quicquam inimicitie aut molestie, directè vel indirectè, specie juris aut viâ facti uspiam inferat, aut inferri patiatur, sed omnes & singula hinc inde verbis, scriptis, aut factis illata injuria & violentia absque omni personarum, rerumve respectu

perfectuâ penitus abolita sint, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum pretendere possit, perpetuâ sit oblivione sepultum. Gaudeant etiam hac amnestiâ ejusque beneficio & effectu omnes & singuli utriusque partis Vassalli ac subditi, ita ut semini eorum noxa aut præjudicio sit, has vel illas partes secutum esse, quò minùs pristino, in quo ante bellum immediate fuit, statui, quoad honores & bona, plenè restituatur, servatis tamen iis, quæ ratione Beneficiorum Ecclesiasticorum, mobilium & fructuum articulis sequentibus peciatim definita sunt.

I I I.

Pacis bujus basis & fundamentum sit pax Westbalica & Neomagensis, eaque statim à communitatis ratificationum formulis in Sacris & profanis plenè executioni mandentur, & posthac facta ecclæ conserventur, nisi quatenus nunc aliter expressè conventum fuerit.

I V.

Restituentur in primis Sacra Cæsarea Majestati & Imperio, ejusque Statibus & membris, à S. R. Majestate Christianissima quavis tam durante bello & viâ facti, quam unionum seu reunionum nomine occupata loca & jura, quæ extra Alsatiâ fixi, aut indice reunionum à legatione Gallica exhibitò expressa sunt, cassatis, quæ eâ de causa à Americis Metensi, & Vefontinâ, ut & Consilio risacensi, edita sunt, decretis, arrestis, & declarationibus, omniaque in eum statum reponentur, quo ante illas occupationes, uniones, seu uniones fuerunt, nullo deinceps tempore amplius irbanda seu inquietanda, Religione tamen Catholicâ Romanâ in locis sic restitutis, in statu quo nunc est, remanente.

1697.

Et quamvis ex generalibus hisce regulis facile dijudicari queat, qui & quatenus restituendi sint, nihilominus ad aliquorum instantiam, occedentibus peculiaribus rationibus, de quibusdam causis specialem mentionem fieri placuit, ita tamen, ut expresse non nominati pro omnis non habeantur, sed pari omnino cum nominatis loco sint, & eodem jure fruantur.

V I.

Nominatim restituendus Dominus Elector Tre-
virensis & Episcopus Spirensis in Urbem Tre-
virensis, in statu, quo nunc est, absque ulteriore de-
molitione, ullave adificiorum publicorum aut pri-
vatorum deterioratione, cum tormentis bellicis,
qua ibidem tempore postrema occupationis reperta
fuerunt. Omnia quoque de occupationibus, unio-
nibus & reunionibus jam precedenti articulo quar-
to statuta, in commodum Ecclesiarum Trevirensis
& Spirensis speciatim repetita censei debent.

V I I.

Fruetur etiam omnibus emolumentis pacis hujus,
ejusque assertione plenissimè comprehendetur Do-
minus Elector Brandenburgicus, cum omnibus di-
tionibus, possessionibus, subditis & juribus, no-
minatim iis, quæ ipsi ex tractatu 29. mensis Junii
anni 1679. inito competunt, ac si singula specia-
tim relata essent.

V I I I.

Restituentur à Rege Christianissimo Domino Ele-
ctori Palatino occupata omnes ditiones, siue ad
illum solum pertineant, siue cum aliis communes
sint, quocunque nomine veniant, speciatim verò
Civitas & Præfectura Germersheimensis, illaque
comprehensa præpositura & subpræfectura, cum
omnibus Arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, Vil-
lis,

lis, fundis, feudis & juribus, prout per pacem Westphalicam restituta fuerunt, omnibus etiam documentis literariis ex Archivo, Cancellaria, Curia feudali, Camerâ rationum, præfecturis, aliisque officiis Palatinis ablati, nullo loco, re, jure, aut documento exceptis. De juribus verò seu prætensionibus Domina Ducissa Aurelianensis convenit, ut præviâ restitutione supradictâ res secundum formulam compromissi à Sacra Cesarea Majestate & Sacra Regia Majestate Christianissima tanquam Arbitris juxta leges & constitutiones Imperii decidatur: illis verò in sententiâ discordibus, Papa tanquam Super-arbitro decidendâ deferatur. Non minùs tamen interea amicabile compositio inter partes tentetur, donec res finem accipiat, annua summa ducentarum millium librarum Turonensium seu centenorum millium florenorum Rhenensium à Domino Electore Domina Ducissa Aurelianensi eâ ratione & conditione solvatur, prout peculiari articulo, ejusdem cum Pace hac nigeris, expressum est, utriusque partis tam in possefforio, quàm in petitorio, uti & Imperii jure undiquaque integro.

I X.

Restituatur Serenissimo Suecia Regi, ut Comiti Palatino Rheni, Comiti Sponheimii & Veldenzia, avitus Ducatus Bipontinus liber & integer cum appertinentiis & dependentiis, iisque juribus, quibus Sacra Regia Majestatis prædecessores Comites Palatini & Duces Bipontini gavisii sunt, aut gaudere potuerunt; ad normam pacis Westphalica: ità ut omnia sub quocunque titulo à Corona Gallia hæcenus ex toto vel parte istius Ducatûs prætensa, occupata & reunita pleno jure ad Sacram Regiam Majestatem Suecia ejusque hæredes Comites Palatinos Rheni redeant. Reddantur quoque

1697. que documenta literaria , ad dictum Ducatum spectantia , unà cum tormentis bellicis , quæ tempore occupationis ibidem exstiterunt , cunctaque alia , de quibus in favorem restituendorum , præcedentibus articulis conventum est.

X.

Quantum ad Principatum Veldenzia , & quæ subnomine dicti Principatus aut Lauterereccensis defunctus Princeps Leopoldus Ludovicus Comes Palatinus Rbeni possederat , restituentur juxta §. quartum & indicem à Legatione Gallica exhibitum , salvis cujuscunque prætendentium tam in possessorio quam petitorio juribus.

XI.

Magno Ordinis Teutonici Magistro & Episcopo Wormatiensi Domino Principi Francisco Ludovico Palatino reddentur plene ablata à Gallia inclito Ordini antiquitus dicata seu possessæ Commendæ , loca , redditus , & jura , frueturque dictus Ordo ratione Commendarum & bonorum sub Dominio Gallico sitorum tam circa collationem , quàm administrationem iisdem usibus , privilegiis & immunitatibus , quibus antebac juxta statuta & regulas suas gavissus est , & Ordo Sancti Joannis Hierosolymitani gaudere consuevit. Locum etiam habebunt ratione Episcopatus Wormatiensis reliquarumque Domini Principis Ecclesiarum , quæcunque pace hac de restitutione locorum , contributionibus , aliâsve conventa sunt.

XII.

Reddetur Domino Electori Colonienfi tanquam Episcopo & Principi Leodiensi Castrum & oppidum Dinantense in statu , quo tempore occupationis fuit , cum omnibus juribus & dependentiis , tormentis quoque bellicis & documentis ibi tum re-
 & reu-

reunionibus supra Articulo quarto statuta in ommodum Ecclesiarum Coloniensis & Leodiensis peciatim repetita haberi debent. 1697.

XIII.

Restituatur Domus Wurttembergica & nominatim Dominus Dux Georgius pro se & successoribus ratione Principatûs seu Comitatus Mompelgardensis in eum statum, jura, prerogativas, ac in specie in eam immedietatem erga Sacrum Romanum Imperium, quâ antea gavisus est, & quâ ceteri Imperii Principes gaudent, vel gaudere debent, annullatâ penitus Vassallagii recognitione, Coronæ Galliae anno 1681. factâ. Fruanturque deinceps dicti Principes liberè omnibus eodem pertinentibus redditibus, tam secularibus, quàm Ecclesiasticis, quibus ante Pacem Neomagensensem fruebantur, non minùs ac feudis, quæ tempore detentionis Gallica vel alias iis aperta, nec ab ipsismet aliis concessa sunt, excepto Pago Baldenheim cum appertinentiis, quem Rex Christianissimus Commendatori de Chamlay Regionum Castrorum Metatori Generali contulit, quodque ratum manere debet, ita tamen, ut Domino Duci Wurttembergico, velut Domino directo, ejusque successoribus homagium præstare, ab eoque feudi hujus renovationem petere teneatur. Restituantur quoque in plenariam & liberam possessionem tam feudorum suorum Burgundicorum, Clereval & Passavant quàm Dynastiæ Granges, Herri-court, Blamont, Chatelôt & Clemont, cæterarumque in Comitatu Burgundia & Principatu Mompelgardensi sitarum cum omnibus juribus & redditibus eò planè modo, prout ante pacem Neomagensensem possederant, abolitis penitus iis, quæ quocunque titulo, tempore ac modo in contrarium facta vel prætenisa fuerunt.

1697.

Gaudeat etiam Domus Marchica Badensis omni jure & Beneficio pacis hujus, adeoque etiam Westphalica & Neomagensis, inprimis verò Articulorum 4. & 5. hujus Tractatús.

XV.

Restituantur eodem modo Principes & Comites Nassovienses, & Leiningenses omnesque ceteri Sacri Romani Imperii Status, qui per articulum quartum hujus tractatús alioſve restituendi veniunt, in omnes & singulas suas ditiones eoſque pertinentes proventus & redditus, aliaque omnia jura & bénéfices, quocumque nomine insignita ſint.

XVI.

Cum verò pacis melius ſtabilienda ergò, placuerit loca quadam hinc inde permutari, Sacra Caſarea Majeſtas & Imperium cedunt Sacra Regia Majeſtati Chriſtianiſſimæ ejuſque in Regno ſucceſſoribus Urbem Argentinenſem & quidquid ad illam civitatem, in ſiniſtra Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate & ſupremo Dominio, quod ſibi & Romano Imperio haſtenus in ea competiit, aut competere poterat; eaque omnia & ſingula in Regem Chriſtianiſſimum ejuſque ſucceſſores tranſferunt, ita ut dicta Urbs cum omnibus ſuis appertinentiis & dependentiis in ſiniſtra parte Rheni ſitis, abſque ulla reſervatione cum omnimodâ juriſdictione & ſuperioritate ſupremoſque Dominio à modo in perpetuum ad Regem Chriſtianiſſimum ejuſque ſucceſſores pertineat & Coronæ Gallicæ incorporata intelligatur, abſque Caſaris, Imperii vel cujuſcumque alterius contradictione. Ad ejuſ ceſſionis alienationiſve majorem validitatem, Imperator & Imperium vigore præſentis tranſactionis expreſſè derogant omnibus & ſingulis prædeceſſorum
Impe-

Imperatorum Sacrique Romani Imperii Decretis, constitutionibus, statutis & consuetudinibus etiam juramento firmatis aut imposuerunt firmandis, nominatimque capitalationi Cæsareæ, quatenus alienatio omnimoda bonorum & jurium Imperii prohibetur, quibus omnibus expresse renuntiant: dictamque Urbem undè cum Magistratibus, Officialibus, Civibus & Subditis omnibus, à vinculis & sacramentis, quibus uterque Imperatoribus & Imperio obstricta fuerat exsolvunt, eamque ad subjectionem, obedientiam & fidelitatem Regi Christianissimo ejusque successoribus præstandam remittunt, atque ita Regem Christianissimum in plena iustaque proprietate, possessione & superioritate constituunt, omnibusque in ea juribus ac prætensionibus ex nunc in perpetuum renuntiant; inque hunc finem dictam Urbem Argentinensem ab Imperii matricula expungi placet.

XVII.

Liberum tamen maneat omnibus & singulis, ejus urbis & appertinentiarum incolis, cujuscunque conditionis sint; qui emigrare voluerint, inde domicilium alio, quocunque lubuerit, undè cum mobilibus bonis sine ullo impedimento, distractione aut exactione, intra annum à ratihabita Pace, post quinquennium verò præstitis præstandis secundum conditiones in ejusmodi casibus illic olim constitutas transferre, immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per se, vel per alios administrare. Eadem quoque facultas retinendi, & per se, vel alios administrandi aut alienandi omnibus aliis Imperii Membris aut subditis mediatis vel immediatis maneat, qui bona, redditus, debita, actiones, vel jura in dicta urbe, ejusque appertinentiis habent, sive semper retinuerint, sive durante bello, aut ante illud confiscata seu adempta aliisque con-

1697.

concessa fuerint, per conventionem hanc restituen-
da, quocunque nomine veniant, aut ubicunque
degant. Salva etiam sit jurisdictio Ecclesiastica
iis ad quos antiquitus spectavit, nec eam, ejusve
exercitium impedire unquam liceat.

XVIII.

Vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima
restituere cum omnibus juribus & dependentiis intra
30. dies à commutatis Ratificationum formulis,
Sacra Casarea Majestati & Imperio munimentum
Kebl à se exstinctum in dextra Rheni parte situm
integrum. Munimentum verò de la Pile ceteraque
in ipso Rheni seu Rheni insulis exstructa intra men-
sem sequentem aut citius, si fieri poterit, sump-
tibus Regis Christianissimi solo planè equabuntur,
à neutra parte posthac readificanda. Fluminis au-
tem navigatio, alijsve usus utriusque partis subdi-
tis, aut qui alias illac commeare, navigare aut mer-
ces transvehere volent, aequè patebit: nec quicquam
ab alterutra parte illic aut alibi unquam fiet, quo
Flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio
alijsve usus difficilior quavis ratione reddatur,
multò minus nova telonia, portoria, aut pedagia
exigentur, aut vetera augebuntur, navejsve, quæ
transeunt, ad unam magis quàm alteram ripam
appellere, aut onera, seu merces exponere, vel
recipere cogentur, sed id libero cujusque arbitrio
relinqui semper debet.

XIX.

Cedit quoque Sacra Regia Majestas Christianis-
sima Sacra Casarea Majestati & Serenissima Do-
mui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem,
nec non fortalitium S. Petri, fortalitium item
Stella nuncupatum, & quæcunque alia munimen-
ta ibidem aut alibi per Sylvam Hercyniam vel re-
liquam Brisgoviæ districtum noviter erecta, aut restau-

reſtaurata, in ſtatu, quo nunc ſunt, abſque ulla
demolitione aut deterioratione, cum Villis Leben,
Metzhaufen, & Kirchzarth, cumque omni jure,
prout ſuæ Regiæ Majeſtati per Pacem Neomagen-
ſem ceſſa aut ab illa poſſeſſa & exercita fuerunt,
uti & archivo, omnibuſque ſcripturis ſeu documen-
tis litterariis tempore occupationis illic repertis,
ſive ibi adhuc exſtent, ſive aliorſum translata ſint,
jure diœceſano aliſque juribus & redditibus Epiſco-
patus Conſtantienſis ſemper ſalvis.

XX.

Transfert ſimiliter in Sacram Cæſaream Maje-
ſtatem & Domum Auſtriacam Sacra Regia Maje-
ſtas Chriſtianiſſima Briſacum integrum in moder-
no ſtatu, cum Granariis, armamentariis, mu-
nimentis, Vallis, muris, Turribus, aliſque edi-
ficiis publicis ac privatis, atque omnibus depen-
dentiis in dextra parte Rheni ſitis: iis, quæ in
ſiniſtra Rheni parte ſunt, interque ea fortalitiſſi-
le Mortier dicto, Regi Chriſtianiſſimo relictis. Urbs
tamen, quæ nova dicitur, in eadem ſiniſtra Rhe-
ni parte ſita, uti & pons, ac munimentum inſu-
la Rheni inædificatum omnino deſtruetur & ſolo
aquabitur à neutra parte ullo tempore readifican-
da. Ceterum eadem libertas Briſaco migrandi hic
repetita cenſebitur, quæ ratione urbis Argentina
conventa eſt.

XXI.

Prefata Loca, Urbes, Caſtra & Fortalitiacum
omni diſtrictu, appertinentiis & dependentiis Sa-
cræ Cæſaræ Majeſtati à Sacra Regia Majeſtate
Chriſtianiſſima retroceſſa reſtituantur & tradan-
tur abſque omni reſervatione, exceptione aut re-
tentione bonâ fide & ſine dilatione, impedimento
vel pretextu, iis, qui poſt ratihabitas pacis ta-
bular à Sacra Cæſaræ Majeſtate ad id conſtituti

1697. & specialiter deputati fuerint, eaque de re locorum evacuandorum Praefectis, Gubernatoribus aut officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictae Urbes, Arces, Fortalitia & loca cum omnibus prerogativis, utilitatibus, proventibus & emolumentis ac quibuscunque ibidem comprehensis, in jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacr. Caf. Maj. & Domûs Austriacae redeant, & apud eandem perpetuis temporibus permaneant, quemadmodum antehac ad eam spectârunt, & à Sacra Regia Majestate Christianissima hæcenus possessa fuere, nihilque omnino juris aut prætensionis in loca præfata & eorum districtus Coronae Galliae remansisse, aut reservatum fuisse, intelligatur. Nec quicquam porro exigatur pro sumptibus & expensis in Munimenta aut alia ædificia publica vel privata insumptis, nec aliâ quacunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à pace ratihabita executioni demandanda, aded ut præsidia Gallica inde protinus abducantur, absque omni molestia, damno vel gravamine, civibus, & incolis, aut aliis quibuscunque subditis Austriacis titulo debitorum aut prætensionum quarumlibet inferendo. Neque fas sit militiae Gallicae in locis evacuandis, aut aliis quibusvis ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus diutius commorari, hyberna, vel stationes figere, sed in proprias Coronae Galliae ditiones illico commigrare teneantur.

XXII.

Eâdem ratione reddetur Sacrae Caesaræ Majestati, Sacroque Romano Imperio Philippiburgium illud cum munimentis ei in dextra parte Rheni junctis, omnibusque tormentis bellicis, quæ tempore ultimæ occupationis ibidem exstiterunt, Episcopa-

copatus Spirensis jure undiquaque reservato, atque eo nomine articulus quartus Instrumenti Pacis Neomagensis expresse repetitus habebitur. Munimentum verò, quod in sinistra ripa edificatum est, unà cum ponte à Rege Christianissimo post occupationem factò, destruetur. 1697.

XXIII.

Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo equari munimenta è regione Hunningæ in dextra ripa & in Insula Rbeni exstructa, fundo cum edificiis Domui Badensi reddendo: pons quoque illic Rbeno superstructus destruetur.

XXIV.

Destruendum similiter Munimentum quod in dextra parte Rbeni edificatum est, è regione fortalitii, Fort-Loüis nuncupati, ipso fortalitie & Insula penes Regem Christianissimum remanentibus, solum verò Munimenti destructi Domino Marchioni Badensi cum edificiis restituendum. Destruetur, etiam ea pontis pars, quæ illuc ab Insula pertingit, à neutra parte deinceps reparanda.

XXV.

Demolienda præterea à Rege Christianissimo, Munimenta post pacem Neomagensem Castro Trarbacensi addita, nec non Fortalitium Montroyal ad Mosellam, à nullo posthac readificanda, relictâ tamen in pristino statu arce Trarbacensi & unâ cum Urbe & appertinentiis prioribus possessoribus plenariè restituendâ.

XXVI.

Eadem quoque demoliendi ratio obtineat in Munimentis arci Kurburgensi à Rege Christianissimo additis: post quæ destructa, arx hæc cum integrâ relictâ Urbe Kirn non minùs ac reliqua ad Principem Salmensem ejusque Agnatos, Rheingravios

1697. *& Wildgravios spectantia bona, nominatim etiam Principatus Salmenfis, ceteraque illis reddentur, eodem omnino modo & jure possidenda, quo ea ante destitutionem possederunt, & pace hac conventum est.*

XXVII.

Idem etiam de destruendis novis Munimentis arci Eberenburgensi à Rege Christianissimo adjectis, eâque Baronibus de Sickingen cum reliquis ad illos spectantibus bonis ab utraque parte reddendis cautum esto.

XXVIII.

Cum Dominus Dux Lotharingæ hoc in bello cum Sacra Casareâ Majestate conjunctus sit, & præfenti Tractatu comprehendere voluerit, restituetur pro se, heredibus & successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, locorum & bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo (cum à Christianissimi Regis armis occupata fuerunt) possidebat, exceptis tamen mutationibus, articulis sequentibus explanandis.

XXIX.

Restituet imprimis Sacra Regia Majestas Christianissima Domino Duci Urbem veterem & novam Nancei, cum omnibus appertinentiis, cumque tormentis bellicis, quæ in Urbe veteri tempore occupationis reperta fuerunt, eâ tamen conditione, ut integris relictis omnibus Vallis & Propugnaculis Urbis veteris, uti & portis Urbis novæ, hujus Valla & Propugnacula non minus ac omnia utriusque Munimenta exteriora, impensis Sacre Regiæ Majestatis solo planè æquentur, nullo deinceps tempore reparanda, nisi quòd Dominus Dux ejusve successores Urbem novam simplici & equali muro absque angulis claudere possint, quandocumque libuerit.

Eva-

XXX.

1697.

Evacuabit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Castrum Bitsch cum omnibus appertinentiis, uti & castrum Homburg, destructis prius Munimentis amplius non reperandis, ita tamen, ut ipsis Castris, & quæ illis juncta sunt, Oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnino illæsa conserventur.

XXXI.

Suffragabuntur porro Domino Duci omnia de unionibus seu reanionibus Articulo quarto statuta, ac si hîc verbo tenus repetita essent, ubicunque aut quomodocunque factæ seu decreta fuerint.

XXXII.

Reservat sibi verò Sacra Regia Majestas Christianissima Fortalitium Saar-Loûis cum dimidiâ leucâ in circuitu à Commissariis Regiis & Lotharingicis designandâ, cumque omni superioritatis & supremi Dominii jure perpetuò possidendum

XXXIII.

Urbs quoque & Præfectura Longwicensis unâ cum suis pertinentiis & dependentiis cum omni superioritate, supremo Dominio & proprietate maneat in perpetuum penes Dominum Regem Christianissimum ejusque hæredes & successores: nihilque juris impofterum in iis prætereundum Dominus Dux ejusque hæredes & successores: sed in prædicta urbis & præfecturæ permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima, aliam Domino Duci cedit, in uno ex tribus Episcopatibus ejusdem amplitudinis & valoris præfecturam, de quâ bonâ fide inter eosdem Commissarios conveniet: eâque sic cessâ, & in Dominum Ducem à Rege Christianissimo translatâ, tam ipse Dux, quàm ipsius hæredes & successores fruuntur in perpetuum cum

30 *Mémoires & Négociations*
1697. omnimodis superioritatis , supremi Domini &
proprietas juribus.

XXXIV.

Pateat semper Regio militi ad loca limitanea
pergenti aut inde redeunti sine obstaculo aut impe-
dimento transitus innoxius per ditionem Domini
Ducis , præviâ tamen semper notificatione tem-
pestivâ , & ut transiens miles non evagetur , nec
diverticula quærat , sed viâ ordinariâ & brevif-
mâ utatur , & iter absque morâ debitè acceleret ,
nullam vim , nullumque damnum locis vel subdi-
tis Ducis inferat , annonamque ac alia necessaria
à Commissariis Lotharingicis subministranda pa-
ratâ pecuniâ solvat , abolitis vicissim & in potes-
tatem Domini Ducis sine exceptione plenè redeun-
tibus viis & locis qua Sacra Regia Majestati Chris-
tianissimæ per Pacem Neomagensem reservata fue-
runt.

XXXV.

Beneficia Ecclesiastica usque ad diem præsentis
Tractatûs à Rege Christianissimo collata , penes
modernos possessores , qui ea à Sacra Majestate Re-
giâ consecuti sunt , quæta relinquantur.

XXXVI.

Sancitum præterea fuit , ut omnes processus ,
sententiæ atque decreta lata per Consilium , Judi-
ces aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Offi-
ciales in controversiis & actionibus ad finem per-
ductis , tam inter subditos Ducatûs Lotharingiæ
& Barri , quàm alios , tempore , quo Rex Chris-
tianissimus hosce Status possedit , locum habeant ,
atque plenum integrumque suum sortiantur effec-
tum , non secus ac si Sacra Regia Majestas eorum
possessor mansisset , neque dictas sententiæ & de-
creta in dubium vocare , annullare , aut execu-
tionem illorum retardare aut impedire integrum erit.

Parti-

Partibus quidem licitum erit juxta ordinem & dispositionem legum atque constitutionum confugere ad revisionem actorum, interim tamen sententia suo in robore & vigore maneant. 1697.

XXXVII.

Restituentur mox à ratihabita Pace Domino Duci, archiva & documenta litteraria, quæ in Gazophylacio Nanceano & Barrensi, atque in utrâque Camerâ Computorum sive alibi locorum habebantur & ablata fuerunt.

XXXVIII.

Poterit statim à ratihabita Pace Dominus Dux in Ducatus Lotharingia & Barri Commissarios mittere, qui rebus illius attendant, justitiam administrent, Teloniorum, Salinarum, aliorumque jurium curam gerant, cursum publicum disponant, ceteraque agant, quæ ad Regimen à Domino Duce eodem tempore plenè suscipiendum pertinere queant.

XXXIX.

Ratione vectigalium seu teloniorum, eorumve immunitatis in vecturâ salis, & lignorum, sive terrâ, sive per flumina, servetur status seu consuetudo anni 1670. nullâ innovatione permissâ.

XL.

Maneat antiquus usus & libertas Commercio-
rum inter Lotharingiam & Ditionem Metensem,
Tullensem & Virodunensem, mutuoque utriusque
partis beneficio imposterum exactè servetur.

XLI.

Serventur similiter in pristino suo vigore & robore concordata illasa inter Christianissimos Reges & Duces Lotharingia inita.

XLII.

Domino Duci, ejusque fratribus post restitutionem integrum erit, jus, quod sibi in diversis cau-

his competere asserunt, viâ ordinariâ persequi, non obstantibus sententiis, quæ ipsis absentibus & non auditis lata dici possint.

XLIII.

In iis, quæ hîc aliter expressè conventa non sunt, observentur quoque ratione Domini Ducis ejusque ditionum & subditorum ea, quæ hoc Tractatu maxime §. Restituentur utriusque partis Vassalli, &c. §. Simulatque Instrumentum Pacis, &c. & §. Et ut ad subditos, &c. cauta sunt, ac si hîc speciatim enuntiata essent.

XLIV.

Dominus Cardinalis de Furstenberg restitnetur in omnia jura, bona feudalìa ac allodialia, beneficia, honores & prerogativas, quæ Sacri Imperii Principibus & membris competunt, tam ratione Episcopatus Argentoratensis à dextrâ parte Rheni, quàm Abbatiæ Staveloensis, aliâsve, frueturque cum Agnatis seu Cognatis, qui illi adhaeserunt, & domesticis, plenâ amnestiâ & securitate omnium factorum dictorumque & quorumlibet contra illum illosve decretorum, nec ipse, illiusque heredes, aut Agnati seu Cognati & domestici, ob hereditatem defuncti Domini Electoris Maximiliani Henrici à Dominis Electoribus Coloniensi & Bavaria, eorumque heredibus aut quibuscunque aliis conveniri unquàm poterunt, uti nec vicissim ex illâ hereditate seu ob legata sibi relicta vel res donatas Dominus Cardinalis ejusque Agnati seu Cognati & domestici, aut causam ab iis habentes quicquam quovis modo à Dominis Electoribus aliisque petere debebunt, omni jure, præensione seu actione personali ac reali penitus extinctâ. Eâdem amnestiâ & securitate gaudebunt, eodemque omnino jure utentur ex Canonicis Colonicisibus ii, qui partes illius secuti & Canonicati-
bus

bus ac beneficiis privati fuerunt, restituenturque cum omnibus Canonorum, beneficiorum & dignitatum juribus in eum Capituli Cathedralis & Collegiatarum Ecclesiarum locum & ordinem, quo ante depositionem fuerunt, ita tamen, ut redditibus penes modernos possessores manentibus, hi aequè ac restituti communibus dignitatum & beneficiorum titulis & functione, priore tamen loco restituti delato, fruantur, post possessorum verò obitum aut voluntariam resignationem, restituti soli dignitates & redditus protinus occupent, interea quoque pro ordine, quem inter se habent, singuli novas præbendas proximè vacaturas, consequantur. Hocque etiam superioribus Ecclesiasticis, ad quos res pertinet, grata fore nullatenus dubitatur. Heredes quoque illorum Canonorum, qui pariter destituti durante bello decesserunt, quorumque bona, redditus & jura sequestrata aut fisco addicta fuerunt in hisce recuperandis beneficio §. Restituentur omnes utriusque partis Vasalli, . . . plenè gaudebunt eà expresse additâ conditione, ut legata à defunctis ad pias causas relicta juxta eorum dispositionem ex censibus assignatis absque morâ solvantur.

XLV.

Amnestiâ quoque comprehendantur specialiter Landgravii Hassia Reinfelsenses, & in eum statum, quoad Arcem Rheinfels totumque Comitatum inferiorem Cattimelibocensem cum omnibus juribus ac dependentiis reponantur, in quo eorum Pater Landgravius Ernestus ante initium hujus belli extitit, salvis tamen abivis juribus Domino Landgravio Hassio-Cassellano competentibus.

XLVI.

Restituentur omnes utriusque partis Vasalli & abditi, Ecclesiastici & seculares, Corpora, Uni-

versitates & Collegia honoribus, dignitatibus & beneficiis, quibus, ante bellum gaudebant, uti & in omnia jura, bona, mobilia & immobilia, census quoque seu redditus, etiam qui redimi possunt, & qui vitâ terminantur (dummodo fors extincta non sit) tempore & occasione belli occupata seu detenta, unâ cum juribus, actionibus & successioneibus, quæ ipsis durante bello evenerint, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum post occupationem seu detentionem ad diem usque ratihabita Pacis perceptorum, aut pensionum cessarum petere possint. Similiter peti amplius non poterunt debita, merces & mobilia tempore & ratione belli fisco addicta vel auctoritate publicâ in alios usus conversa, adeoque nec creditores ejusmodi debitorum, nec Domini earum mercium aut mobiliū, eorumque hæredes aut causam ubi iis habentes, ea persequi aut restitutionem seu satisfactionem prætereendere unquâ debebunt. Restitutiones hæc adeos quoque extendentur, qui partes contrarias secuti sunt, qui ve eo nomine suspecti fuerunt, & quibus post Pacem Neomagensem bona, redditus aut jura idè quòd alibi habitaverint vel homagium non præstiterint, aut similes ob causas, seu pretextus ablata fuerunt, quique proinde virtute Pacis hujus in Principis sui gratiam redibunt, sicut & in pristina jura & quævis bona, qualia hæc tempore conclusionis & subscriptionis hujus Tractatus fuerint. Atque omnia isthac statim à ratihabita Pace executioni mandabuntur, non obstantibus ullis donationibus, concessionibus, alienationibus, declarationibus, confiscationibus, commissis, impensis, meliorationibus, sententiis interlocutoriis & definitivis ex contumaciâ partibus absentibus & non auditis latis, quæ sententiæ & res judicata nulla erunt, & perinde habebuntur,

tur, ac si judicata aut pronuntiata non essent, plenâ libertate & integrâ manente iis omnibus in Patriam, seu ad bona ista redeundi, utque iis non minùs accensibus & redditibus, vel ipsi frui, aut alibi, ubicunque ipsis visum fuerit, domicilium figere seu morari possint, prout elegerint, omni violentiâ seu coactione penitus exclusâ. Tumque fas illis erit per procuratores non suspectos bona & redditus administrare, iisque uti frui, exceptis tamen beneficiis Ecclesiasticis residentiâ requirerentibus, quæ personaliter administrari, & obiri debebunt. Omnibus denique utriusque partis subditis libera facultas erit, bona mobilia & immobilia, census & redditus quæ sub alterutrius ditione habent, vendendi, permutandi, alienandi & transferendi, aliterve de iis inter vivos & per ultimam voluntatem disponendi, ita ut quilibet, subditus vel extraneus, ea emere seu acquirere possit, nullâ aliâ seu ulteriori permissione Superioris requirendâ præter eam, quæ hoc articulo continetur.

XLVII.

Si aliqua beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata, durante hoc bello, ab unâ alterâve parte in Terris seu locis sibi tunc subiectis juxta primæve institutionis ac generalium vel particularium de iis factorum statutorum legitimorum normam, aut aliam quamvis à summo Pontifice canonicè factam dispositionem & provisionem capacibus collata fuerint, ea non minùs atque illa beneficia Ecclesiastica quæ antepresens bellum in locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerint, presentibus possessoribus relinquuntur, ita ut nec in illorum possessione vel legitima administratione, nec in fructuum perceptione, à quocunque turbari aut impediri vel eorum nomine seu causâ præte-

1697. ritâ aut presenti in jus vocari, conveniri, aut quâvis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præstent, quæ sibi ratione illorum beneficiorum incumbunt.

XLVIII.

Cum tranquillitatis publicæ intersit, ut pax conclusa Augusta Taurinorum 29. Augusti 1696. inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Dominum Sabaudie Ducem exactè observetur, illam quoque Pace hac comprehendere & confirmari placuit, ut ejusdem cum Pace hac vigoris sit & perpetuè maneat. Confirmantur præterea sigillatim, quæ Pace Westphalicâ & Neomagensi superius restabilitâ pro Domo Sabaudicâ cautæ sunt, & hinc nominatim repetita censentur; ita tamen ut per factam restitutionem Pinaroli ejusque dependentiarum nullâ in parte minui aut alterari queat obligatio, quam Sacra Regia Majestas Christianissima in se suscepit solvendi Domino Mantuæ Duci, quadringenta nonaginta quatuor millia aureorum, in liberationem Domini Ducis Sabaudie; prout in Instrumento Westphalicæ Pacis fusius declaratum est. Atque ut ea plenius & firmitus corroborentur, omnes & singuli Principes Pacis generalis consortes, quâs inter se pro majori securitate stipulantur sponsones seu garantias, easdem Domino Duci Sabaudie præstant, & ab eo vicissim accipient.

XLIX.

Redditiōe verò seu restitutione quâcunque locorum, personarum, rerum aut jurium à Galliâ factâ aut faciendâ, redintegratis seu redintegrandis nihil novi juris acquireretur. Si verò aliorum contra illos prætensiones fuerint, hæc post factam restitutionem, quæ propterea nullatenus differri debet, loco convenienti proponenda, examinanda & decidenda erunt. Si.

Simul-atque Instrumentum Pacis hujus Domini Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis cujuscunque generis hostilitas ac violentia, adificiorumque, Vinearum & Sylvarum vastatio aut arborum casio: deducanturque illicò post ratihabitiones commutatas utrinque copiae ex locis non munitis ad alteram partem pertinentibus. Loca verò munita ex Pace hac restituenda tradantur intra triginta dies à ratihabita Pace, aut citius, si fieri poterit, iis, qui praecedentibus articulis nominati sunt, vel si expressi non fuerint, illis, qui immediatè ante destitutionem in possessione fuerint, absque ullâ munimentorum aut adificiorum publicorum vel privatorum destructione, aut statûs, in quo nunc sunt, deterioratione, vel quarumvis impensarum in vel ob ea factarum repetitione, ullâve militum aut eorum nomine vel aliâ de causâ faciendâ exactione, aut rerum ad incolâs spectantium vel ex hac Pace relinquendarum ablatione. Demolitio autem qualiscunque destruendorum, de quâ supra convenit, absque impensis & molestiâ alterius partis, minorum quidem intra mensem, majorum verò intra duos menses, aut citius, si fieri poterit, plenè perficiatur. Reddantur praterèa bonâ fide statim à Ratificationibus commutatis omnia Archiva & Documenta litterario, non ea tantùm, quæ ad loca Sacrae Casareae Majestati & Imperio ejusque Statibus & membris restituenda aut relinquenda pertinent, sed & omnia illa, quæ ex Camerâ & Urbe Spirensi, alibi-que in Imperio ablata sunt, etsi eorum mentio specialis in hac conventionem facta non sit. Captivi quoque utrinque facti ratione belli plenè libertati absque lytro restituantur, maximè ii, qui remis-

1697. *addicti aut aliàs ad opus publicum damnati fuerunt.*

L I.

Et ut ad subditos utriusque partis plenior Pacis fructus mox pervenire possit, convenit, ut quæcunque contributiones pecuniæ, frumenti, vini, fœni, lignorum, pecudum, aut alterius nominis, licet alterutrius subditis jam imperata aut per pacta stabilita fuerint, uti & pabulationes omnis generis in alterutrius ditione statim à die ratificationis omnino cessent, & quod tum ex ejusmodi aliisque contributionibus, indictionibus aut exactionibus residuum debetur, penitus abolitum sit & maneat, obsides etiam ex quâcunque causâ hoc bello dati aut abducti sine morâ absque ære reddantur, liberèque in Patriam dimittantur.

L I I.

Redeant quoque mox à subscriptâ Pace Commercium inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperiique & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Regniq; Gallie subditos durante bello prohibita, in eam, quæ ante bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium & Emporiorum Hanseaticorum cives, & incole terrâ marique plenissimâ securitate, pristinis juribus, immunitatibus, privilegiis & emolumentis per solemnes Tractatus aut vetustam consuetudinem obtentis, ulteriori conventionem post Pacem remissa.

L I I I.

Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nitantur, observenturque & executioni mandentur, non obstantibus sed abrogatis & cassatis omnibus quæ contraria credi, allegari, nut excogitari unquàm possint, etsi talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat,

debeat , aut abrogatio , ſeu annullatio nulla ſeu 1697.
invalida dici poſſe videatur.

L I V.

Utrique contrahentium parti liceat Pacem banc
ejuſque obſervationem fœderibus , munimentis in
proprio ſolo , extra loca tamen ſuperius nomina-
tim excepta , pro arbitrio extruendis & amplian-
dis , præſidiisque & ſtationibus , atque aliis me-
diis ad deſenſionem comparatis firmare : cum aliis
quoque Regibus , Principibus & Rebus publicis ,
tum imprimis Sueciæ Regi , ceu Mediatori , a quæ
ac virtute Pacis Weſtphalicæ eam aſſerere , Sacra-
que Cæſaræ Majestati , Imperioque , & Sacra
Regiæ Majestati Chriſtianiſſimæ garantiam præ-
ſtare ſemper faſ erit.

L V.

Et cum Sacra Cæſaræ Majestas , Imperium-
que , & Sacra Regiæ Majestas Chriſtianiſſima
grato animo agnoſcant indefeſſa ſtudia & officia ,
quæ Sereniſſimus Sueciæ Rex tranquillitati publicæ
reducendæ impendit , utrinque placuit , eum cum
Regnis & Provinciis ſuis præſenti hoc Tractatu
omni meliori modo nominatim comprehendit.

L V I.

Porrò quoque Sacra Cæſaræ Majestatis & Im-
perii nomine Pace hac comprehenduntur præter no-
minata jam Imperii membra etiam reliqui Electo-
res , Principes , Status & Membra Imperii , in-
terque ea ſigillatim Episcopus & Episcopus Ba-
ſilienſis , cum omnibus eorum dititionibus , præro-
gativis & juribus : tum & Tredecim Helvetiorum
Cantones cum eorum fœderatis , nominatim cum
Republicâ & Civitate Genevatum & dependentiis ,
Urbe & Comitatu Neocomenſi ad Lacum , Civita-
tibus Sancti Galli , Mulbuſæ & Biennæ , Tribus
Ligis Rheticis ſeu Griſonibus , Septem Decimis Va-
leſianis & Abbate Sancti Galli.

No.

1697.

Nomine Sacra Regiæ Majestatis Christianissimæ comprehenduntur pariter tredecim Cantones Helvetiæ eorumque Fœderati, & nominatim Respublica Valefianorum.

LVIII.

Includentur etiam Paci omnes illi, qui ante permutationem ratihabitionum, vel postea intra sex menses ab unâ vel alterâ parte ex communi consensu nominabuntur.

LIX.

Pacem hoc modo conclusam promittunt, Legati Cæsarei & Regii, Deputatorumque Imperii Ordinem Plenipotentarii ab Imperatore, Imperio, & Rege Christianissimo ad formam hîc mutuò placitam ratihabiti, & Ratificationum Instrumenta intra sex septimanarum spatium ab hodierno die computandarum, aut citiùs, si fieri queat, hîc reciprocè commutatum iri.

LX.

In quorum fidem roburque tam Cæsarei quam Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, unâ cum Electorum, Principum & Statuum Imperii ad hunc actum Deputatorum Plenipotentariis, tabulas has propriis manibus subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt in Palatio Riswicensi in Hollandiâ trigesima die mensis Octobris Anno Domini 1697.

(L. S.) D. A. C. à Cauniss. (L. S. de Harlay Bonnevill

(L. S.) Henr. C. de Stratman. (L. S. Verjus de Crecy.

(L. S.) J. F. L. B. à Seilern. (L. S.) de Caillieres.

Nomine Em. Elect.
Mogunt.

Nomine Seren. Bava-
riæ Electoris.

(L. S.) *M. Fridericus Baro de Prielmeyer, Legatus
de Schonborn Legat. Extraordinarius &
Plenipotentarius.*
(L. S.)

(L. S.) *Ignatius Anton. Otten.
Plenipotentarius.*

(L. S.) *Georgius Wilhelmus Moll, Plenipotentarius.*

Nomine Domûs Austriacæ.

(L. S.) *Franciscus Rudolphus ab Halden L. Baro de
Trazberg, &c.*

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L. S.) *Carolus B. à Loë, Ordinis Teutonici Eques.*

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi
Herbipolensis.

(L. S.) *Joannes Conradus Philippus Ignatius de Taf-
tungen.*

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris
Trevirensis ut Episcopi Spirensis.

(L. S.) *Joannes Henricus de Kayfersfeld, Plenipo-
tentarius.*

Nomine Celsissimi Principis & D. Episcopi
Constantienfis.

(L. S.) *Fridericus à Durheim.*

Nomi-

1697. Nomine Reverendissimi & Celsissimi D. Episcopi & Principis Hildesienfis.

(L. S.) *Carolus Paulus Zimmerman, Celsitudinis sue Cancellarius, Consiliarius intimus, & Plenipotentarius.*

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Colonienfis tanquam Episcopi & Principis Leodienfis.

(L. S.) *Joannes Conradus Norff, Deputatus Plenipotentarius.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi & Principis Monasterienfis.

(L. S.) *Ferdinandus L. B. à Plettenberg ex Lenbawsen, Ecclesie Cathedral. Paderborn. Monast. & Hildes. respectivo Decan. & Capit.*

Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam Ducis Neoburgici.

(L. S.) *Joannes Henricus Hesterman, Plenipotentarius.*

Nomine Serenissimi Ducis Wurtembergici.

(L. S.) *Jo. Georgius Nobilis de Kulpis S. R. Imp. Eques Consil. Status intimus & Consil. Director.*

(L. S.) *Antonius Gunterus de Hespen Consiliarius in Consilio superiori & Plenipotentarius Serenissimi Domini Ducis.*

Nomi-

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ Badensis. 1697.

(L. S.) *Carolus Ferdinandus L. B. de Plittersdorff ,
salvo alternationis Ordine.*

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L. S.) *Joseph Anton. Eusebius ab Halden in Neidberg:
L. Baro de Autenried , Plenipotentarius.*

Nomine Comitum Scamni Wetteravici.

(L. S.) *Carolus Otto Comes à Solms.*

(L. S.) *F. C. ab Eclersheim Consiliarius Hanoviensis
& Plenipotentarius.*

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Colonix
Agrippinx.

(L. S.) *Herman Joseph Büllingen , Syndicus &
Plenipotentarius.*

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L. S.) *Joannes Christophorus à Dirheim , Plenipo-
tentarius.*

Nomine Civitatis Imperialis Francofurti.

(L. S.) *Joannes Jacobus Müller , Plenipotentarius.*

(L. S.) *Joannes Melchior Lucius J. U. L. Syndicus
& Plenipotentarius.*

1697.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

Plenipotentiâ Cæsarea.

NOS LEOPOLDUS Divinâ favente
 Clementiâ Electus Romanorum Imperator
 semper Augustus, ac Germania, Hungariæ, Bo-
 hemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Sclavoniæ, &c.
 Rex, Archidux Austria, Dux Burgundiæ, Bra-
 bantia, Styria, Carinthia. Carniola, &c.
 Marchio Moravia, Dux Lucemburgiæ, ac Supe-
 rioris & inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Tec-
 ka, Princeps Suevia, Comes Habsburgi, Tyro-
 lis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Marchio Sa-
 cri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris &
 inferioris Lusatia, Dominus Marchiæ Sclavonica,
 Portus Naonis, & Salinarum, &c. Notum
 testatumque facimus, quod cum nihil ardentius
 exoptemus, quam ut præsens bellum, quo ab ali-
 quot jam annis Christianus orbis affligitur, in
 æquam & honestam Pacem quantocius converti
 queat, atque omnibus partibus belligerantibus
 placuerit, ut Tractatus & colloquia Pacis in loco
 ab iis communi consensu eligendo instituantur; ideo
 quidquid in nobis est, ad comparandam tranquil-
 litatem orbi Christiano lubenter conferre volentes;
 confisi fidei, prudentiæ, & experientiæ nostro-
 rum & Sacri Romani Imperii fidelium dilectorum
 Illustris & Magnifici nostri Consilarii Statûs,
 Camerarii, & Sacri Imperii Pro-Cancellarii,
 Dominici Andrea Comitissæ à Kaunitz, hereditarii
 Domini in Austerlitz, Hungarischbrod, Mabrisc-
 pruss, & Majoris Orzechau, Equitis aurei Vel-
 leris: nec non Illustris & Magnifici nostri Consi-
 liarii Imperialis Aulici, Camerarii, Henrici
 Joan-

Joannis Comitis à Stratman, Domini in Peürbach, Orth, Schmiding, Spatenbrun & Carlsberg: uti & Magnifici nostri Consilarii Imperialis Aulici, & in Comitibus Imperii Concommissarii Plenipotentiarium Joannis Friderici Liberi Baronis de Seilern, &c. eos nominavimus, elegimus, & constituimus, sicut & presentibus hisce nominamus, eligimus, & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos conventus & Tractatus Pacis habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se, quam primum fieri possit, ad locum, de quo inter partes conventum fuerit, conferant, ibique Pacis colloquia, sive directe sive interveniente operâ hinc inde recepti Mediatoris, instituant cum Serenissimi, Potentissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Francia Regis, &c. Affinis & fratris nostri Charissimi, Legatis vel Deputatis sufficienti mandato ad presens bellum terminandum, controversiasque, quæ eò spectant, per bonam & firmam Pacem componendas munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni auctoritate & mandato ad id necessariis, supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiaris sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis tertio absente vel aliter impedito, aut etiam unieorum soli & seorsim, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis, nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & Prædictum Serenissimum & Potentissimum Francia Regem Christianissimum, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extrahendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaque

1697. *que omnia , quæ ad dictum Pacis negotium pertineant , faciendi aequè liberè & amplè , ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus ; quantumvis mandato adhuc specialiori , & expressiori , quàm quod præsentibus hisce continetur , opus esse visum fuerit. Promittimus prætereà & declaramus fide & verbo nostro Imperiali acceptum & gratum , firmum quoque & ratum Nos habituros , quodcumque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim , vel binos ex illis tertio absente vel aliter impedito , unum etiam eorum solum similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis , actum , conclusum , signatum , extraditum & commutatum fuerit ; nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solemniforma intraque tempus , prout convenierit. In quorum fidem roburque præsentibus nostra subscriptas sigillo nostro Imperatorio firmari iussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ , die tertia mensis Februarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo , Regnorum nostrorum , Romani trigésimo nono , Hungarici quadragésimo secundo , Bobemici verò quadragésimo primo.*

LEOPOLDUS.

(L.S.)

vt.

SEBASTIANUS WUNIBALDUS
Comes à Zeyll.

*Ad mandatum Sacræ Cæsareæ
Majestatis proprium.*

CASPARUS FLORENTIUS CONSRUCH.

Plein.

Plein-pouvoir général de l'Empire pour les Princes , Députez de la part d'icelui , donné en Latin aux Ambassadeurs de France.

Dennach des Heyligen Römischen Reichs Churfürsten, Fürsten und Stände für rathumbefunden, aus dero mittel zu erkiesen, welche denen zwischen ihrer Kâyserlichen Majesteyt unserm Allergnädigsten Herrn, und dem Reich, auch übrigen Hoben Alliirten eines, und der Crohn Franckreich andern theils, auf das fundament des Westphälischen zu Nimegen bestättigten Fridens veranlassen Tractaten von Reichswegen bey zu wohnen, und dessen interesse mit zu beobachten bätten, und dann aus dem Churfürstlichen Collegio Chur Maintz, Chur Bayern, Chur Sachsen und Chur Brandenburg: Aus dem Fürstlichen aber Catholischer seithen, Osterreich Saltsburg, hoch und Teutsch Meister, Würzburg, Speyer, Constanz, Hildesbeimb, Lüttich, Münster; salvo alternationis ordine, Pfalz Neüburg, Baden-Baaden, Schwäbische Prälatten; So dan A. C. Verwantenseiten, Magdeburg, Schweden, Bremen, oder Pfalz-Zweybrücken, Sachsen-Coburg, Sachsen Gotha, Brandenburg-Cullenbach Braunschweig-Zell, Braunschweig-Wolfenbüttel, Hessen-Cassel, Württemberg, salva alternatione, Holstein-Glückstadt, Anhalt, Wetteravische Grassen: aus dem Reichs Stättischen Catholischen Theils, Colln und Augspurg: und A. C. Verwanten Theils, Franckfurth und Nürenberg darzu erwehlet und benennet worden; Als wird denen selben, von gesambten Reichs wegen, zu obgedach-

1697.

daßtem Ende, Krafft dieses vollkommene gewaltb
 ertheilet, auf das sie die ibrige mit genugsamer
 Vollmacht fordersambst an dem bestimbtten orth,
 zu denen genielten Tractaten schicken und abord-
 nen mögen, umb daselbst mit, und neben denen
 Höchst Ansehentlichen Kâyserlichen Herrn Herrn
 Plenipotentiaariis zu erscheinen, und nach aufweis,
 der ihnen diesfals ertheilten Instruction, dasienige
 berathschlagen, und juxta stilum Imperii tracti-
 ren, und verrichten zu helfen, was zu wider-
 bringung eines ehrlichen, sichern, beständigen,
 und allgemeinen Fridens dienen, und zu beförde-
 rung der quovis modo betrângten, und untertruck-
 ten Reichs Ständen, und Gliedern, verlângter
 restitution auch Recht; und billichmâssiger satis-
 faction, nicht weniger gemeiner Wohlfarth und
 berubigung des Vatterlands gedeyben mag. Was
 nuhn mit ibro der Crown Franckreich durch sie,
 oder in ein oder des andern abwesentheit, kranck-
 heit, oder nicht erscheinen, durch die übrigen
 (doch das der abgehenden vota zu observirung der
 parität seinem Religions Verwandten Theil immit-
 telst accresciren sollen) nebst Höchst Gedachter
 Kâyserlichen Gesandschafft, nach anbiethung
 obangeregter instruction also gehandelt, verrich-
 tet, und geschlossen werden wird; Solches soll,
 so wohl von der Deputirten Principalen, als auch
 von übrigen sâmbtlichen Reichs Ständen, in ge-
 wisser allerseiths bestimmender und zulânglicher
 zeit ratificiret, angenommen und unverbrüchlich
 gehalten, auch die Deputirte Ständen deswegen,
 wie es sich in dergleichen füllen gebühret, jedess-
 mahl kräftig vertreten werden. Signatum Re-
 genspurg den 15. Juni 1697.

(L. S.) Churfurstl. Maintz: Canzley.

Plein-

Plein-pouvoir général de l'Empire pour les Princes Députez de la part d'icelui ,
donné en Latin aux Ambassadeurs de
France. 1697.

Postquam Sacri Romani Imperii Electores ,
Principes & Status consultum esse duxerunt ,
ex corpore suo quosdam eligere qui illis, inter Sa-
cræ Casæreæ Majestatem dominum nostrum
omnium Gratiostissimum & Imperium , etiam Cæ-
teros summos confœderatos ex una , & Coronam
Galliæ ex altera parte , ad fundamentum West-
phalicæ Neomagensis confirmatæ Pacis institutis
Tractatibus Imperii nomine adesse & ipsius inte-
resse observare deberent , sicque ex Collegio Elec-
torali elector Moguntinus , Elector Bavaricus ,
Elector Saxonicus & Elector Brandenburgicus ,
ex Collegio Principum vero , & quidem ex parte
Catholicorum Austriacus , saltsburgensis , Ma-
gni Ordinis Teutonicæ Magister , Herbipolensis ,
Spirensis , Constantiensis , Hildesienfis , Leodi-
ensis , Monasteriensis , salvo Alternationis Ordine ,
Palatinus Neoburgicus , Badensis , Suevici Abba-
tes ; ex parte Principum Augustanæ Confessionis
Magdeburgensis , Suevici Bremensis , Palatinus ,
Bipontinus , Brandenburgicus Culenbacensis , Brun-
svicensis Cellensis , Brunsvicensis Wolffenbutte-
lensis , Hassæ Casselanus Wurtembergensis salva
Alternatione , Holsteingluckstatensis , Anhalti-
nus , Wetteraviæ Comites ; ex Collegio Civitatum
a parte Catholicorum Colonia & Augusta Windeli-
corum , a parte Augustanæ Confessionis Franco-
furtum & Nurembergæ electi & nominati sunt ,
Hinc illis à toto Imperio ad dictum finem hisce præ-
Tom: IV. C sen-

1697. sentibus absoluta potestas datur, ut suos cum sufficienti mandato quamprimum ad destinatum locum nominatorum tractatum mittant, & delegent, ut ibidem unà cum summe considerandis Dominis Plenipotentariis Casareanis compareant, & secundum ipsis datam instructionem illud consultare, & juxta stilum Imperii tractare & perficere possint, quod ad consequendam honestam, certam, constantem & universalem Pacem prodesse, necnon ad mutationem restitutionis quovis modo laeorum & suppressorum Statuum & Membrorum Imperii, uti & aequa justaeque satisfactionis, non minus communis salutis & tranquillitatis Patria conducere possit, quidquid autem cum Corona Galliae per illos vel in anius alteriusve absentia, morbo aut non comparitione per ceteros (ita tamen at absentiam vota ad observandam Religionis paritatem interim suae Religionis addictos accersere debeant) cum alte memorata Legatione Casarea secundum supra dictam instructionem à tam antequam Tractatum conclusumque fuerit, illud omnem à Deputatorum principalibus, quam ab omnibus Cæteris Imperii Statibus in certo sufficientique omni ex parte constituendo tempore acceptari, ratihaberi, & inviolabiliter servari statusque deputati idcirco uti in ejusmodi casibus oportet omni tempore fortiter indemnificari debere. Signatum Ratisbonae die 15, Junii 1697.

(L. S.) Cancellaria Moguntinae.

Copiam hanc ex Germanico in Latinum Translatam cum vero suo Originali concordare attestat Hugo Comitris 15. Octobris 1697.

(L. S.) Cancellaria Moguntina,

Plein-

Plein-pouvoir de sa Majesté Très-Chrétienne. 1697.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, **SALUT.** Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrétienté est présentement affligée, & que par les soins & la Médiation de notre très-cher & très-aimé Frère le Roi de Suède, les Villes de Delft & de la Haye ont été agréées de toutes les parties, pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistance de la divine providence, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de Sang Chrétien. Savoir faisons, que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre bien aimé & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien aimé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, des deux Eglises, du Menillet & autres Lieux, comme aussi en celle de notre bien aimé le Sieur de Caillieres, de la Rochechellay & de Gigny, qui est actuellement en la Ville de Delft, par les épreuves avantageuses, que nous en avons faites dans les divers emplois importants que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors du Royaume: Pour ces causes & autres bonnes considérations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Caillieres, commettons, ordonnons & députons par ces présentes signées de notre main, & leur avons donné &

1697.

donnons Pleinpouvoir , Commission & Mandement spécial, d'aller dans ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plénipotentiaires pour la Paix, & conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Médiateurs respectivement reçus & agréés avec tous les Ambassadeurs Plénipotentiaires & Ministres, tant de notre très-cher & très-aimé, Frère l'Empereur des Romains, que de notre très-cher & très-aimé Frère & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos très-chers & grands amis les Etats Généraux des Provinces Unies des Pays-Bas, & de tous les autres Princes leurs Alliez, tous munis de pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plénipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas d'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & feure Paix, & généralement faire, & négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions présens en personne, encore qu'il y eut quelque chose, qui requiert un mandement plus spécial, non contenu en celsdites présentes : promettant en foi & parole de Roi, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits, Sieurs de Harlay, de Crecy & de Cailleres, ou par deux d'entr'eux en cas d'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas

de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Car tel est nôtre plaisir, en témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre scel à ces présentes. Donné à Versailles le vint cinquième jour de Février l'an de grace mil six cens quatre vint dix sept & de nôtre Règne le cinquante quatrième. Signé LOUIS. Et sur le repli par le Roi COLBERT, & scellé du grand Seau de cire jaune.

1697.

Articulus separatus:

Ad majorem elucidationem articuli Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino, &c. 8. *Instrumenti Pacis hodie subscripta hic amplius statuere placuit, ut in proponendis & decidendis Domina Ducissa Aurelianensis adversus Dominum Electorem Palatinum prætensionibus seu juribus hac servetur ratio. Ubi de loco congressus inter utrumque Arbitram intra tempus ratificationis Pacis præfixum convenierit, parti utrique ille locus significabitur, illucque intra bimestre spatium à plenaria restitutione Domini Electoris Palatini juxta allegatum articulum factâ numerandum Delegati Dominorum Arbitrorum mittentur. Exhibeatur tum illic intra mensem sequentem, à Domina Ducissâ, integra designatio prætensionum, seu petitionum adversus Dominum Electorem, illaque intra octiduum Domino Electori communicetur. Deducantur inde & Dominorum Arbitrorum Delegatis ibidem tradantur, inter alios quatuor menses, eâdem die ab his nominandâ, utriusque partis fundamenta in quadruplo*

1697.

ex quibus finguli Arbitri unum exemplar penes se retinebant, tertium ad acta communia arbitrii reponetur, quartum verò partibus hinc inde intra octiduum communicabitur. Respondeatur pari ratione, & Dominorum Arbitrorum Delegatis eadem die in quadruplo exhibeatur utriusque partis responsio; partibus rursus vice mutua intra octiduum extradenda. Intra quatuor subsequentes menses ad conclusionem cause utrinque procedatur, & Arbitrii sententia simul submittatur, atque hac conclusio & submissio, partibus ad notitiam communicetur, actaque presentibus partium Procuratoribus, quod dici solet, innotulentur. Viso dein & examinato utriusque partis jure intra sex menses à Dominis Arbitris eorumve Delegatis juratis in loco congressus sententia secundum Leges & Constitutiones Imperii publice feratur, & ubi concors fuerit, executioni plenè mandetur. Sin Domini Arbitri eorumve Delegati in sententiâ discordes fuerint, acta Arbitrii communia intra bimestre spatium à die sententiæ inchoandam, communibus partium sumptibus Romam deferantur, & summo Pontifici, tanquam Super-Abitro exhibeantur, quò rem iterum examinandam, Delegatis neutri partium suspectis, & juratis intra bimos menses committat, hique super actis prioribus, nullâ ulteriore deductione partibus permissâ, intra sex menses proximè secuturos, uti dictum est, juxta Leges & Constitutiones Imperii ultimam sententiam proferant, nullo modo convellendam; sed absque ullâ morâ aut contradictione à Dominis Arbitris executioni demandandam. Quod si alterutra pars in proponendis, deducendis aut probandis prætensionibus, & juribus moram fecerit, licebit nihilominus alteri parti in terminis constitutis, qui extendi nunquam debebunt, jura sua deducere, & exhi-

exhibere, atque Arbitris æquè ac Super-Arbitro eâ 2697.
 quâ expressum est ratione procedere, sententiam-
 que juxtâ exhibita acta & probata pronunciare
 & exequi. Processu tamen hoc non obstante cum ab
 ipsi fuerint partibus tum à Dominis Arbitris via ami-
 cabilis compositionis tentetur, nihilque omittatur,
 quod ad terminandam amicè controversiam perti-
 nere possit. Cum etiam articulo Pacis jam allegato
 convenerit, ut donec hac controversia finem acci-
 piat, annua summa ducentarum millium libra-
 rum Turonensium, seu centenorum millium Flo-
 renorum Rhenensium, à Domino Electore Palati-
 no, Domina Ducissa Aurelianensi exsolvatur, ra-
 tione hujus solutionis & termini, à quo inchoare
 debeat, porrò specialiter conventum est, ut ista
 præstatio tunc demùm incipiat, postquam juxta
 tenorem dicti articuli mentionata inibi Ditiones &
 loca, Domino Electori plenariè restituta fuerint.
 Ut autem Domina Ducissa Aurelianensis de solu-
 tione præfata summa tantò securior esse possit, Do-
 minus Elector tot ex administratoribus seu Collec-
 toribus Præfectura Germersheimensis aliorumque
 locorum Palatinorum quot suffecerint, ante rati-
 habitam pacem nominabit, qui eam Domina Du-
 cissa, vel ejusdem Mandatario Landavia singulis
 annis, dimidiâ parte quovis semestri solvendâ,
 præstandam in se suscipiant, quique si non satis-
 fecerint, viâ juris ordinariâ, & si ulterior ne-
 cessitas urgeat, vel ab ipso Rege Christianissimo
 executione militari ad solvendum cogi possint. Fiet
 autem hæc solutio eâ lege, & conditione, ut ea,
 quæ ratione dictæ annuæ præstationis Domina Du-
 cissa Aurelianensi, decisione coram Arbitris pen-
 dente soluta, cum prætensionibus, si quæ ab Ar-
 bitris eidem adjudicarentur, compensanda, vel si
 nihil, aut minus illi deberi decideretur, restituen-

56 *Mémoires & Négociations*
 1697. *da veniant, hacque compensatio vel restitutio non
 minùs, quàm ipsa controversia per sententiam ar-
 bitralem determinetur. Si verò Domina Ducissa
 Aurelianensis formulæ compromissi in exhibendâ
 designatione prætensionum, instructione causæ, &
 Responsione ad exhibita Palatina non satisfecerit,
 sed in morâ fuerit, cursus dictæ præstationis an-
 nuæ pro isto solum temporis spatio fistetur, ipsâ
 causâ processu juxta eandem compromissi formu-
 lam progrediente. Acta hac sunt in Palatio Rys-
 wicensi 30. Octobris 1697.*

(L.S.) D. A. C. à Caunitz. (L.S.) de Harlay Bonneuil.

(L.S.) *Henr. C. de Stratman.* (L.S.) *Verjus de Crecy.*

(L.S.) *J. F. L. B. à Seilern.* (L.S.) *de Caillieres.*

Nomine Em. Elect.
 Mogunt.

Nomine Seren. Bava-
 riæ Electoris.

(L.S.) *M. Fridericus Baro de Prielmeyer, Legatus
 de Schonborn Legat. Extraordinarius &
 Plenipotentarius.*
 (L.S.)

(L.S.) *Ignatius Anton. Otten,
 Plenipotentarius.*

(L.S.) *Georgius Wilhelmus Moll, Plenipotentarius.*

Nomine Domûs Austriacæ.

(L.S.) *Franciscus Rudolphus ab Halden L. Baro de
 Trauberg; &c.*

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L.S.) *Carolus B. à Loë, Ordinis Teutonici Eques.*
 Nomi.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi
Herbipolensis.

1697.

(L. S.) *Joannes Conradus Philippus Ignatius de Tas-
tungen.*

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris
Trevirensis ut Episcopi Spirensis

(L. S.) *Joannes Henricus de Kayserfeld, Plenipo-
tentiarius.*

Nomine Celsissimi Principis & D. Episcopi
Constantiensis.

(L. S.) *Fridericus à Durheim.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi D. Episco-
pi & Principis Hildesienfis.

(L. S.) *Carolus Paulus Zimmerman, Celsitudinis sax
Cancellarius, Consiliarius intimus, & Ple-
nipotentiarius.*

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris
Colonienfis tanquam Episcopi & Prin-
cipis Leodiensis.

(L. S.) *Joannes Conradus Norff, Deputatus Plenipo-
tentiarius.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi
& Principis Monasterienfis.

(L. S.) *Ferdinandus L. B. à Plettenberg ex Lenbau-
sen, Ecclesie Cathedral. Paderborn. Monast.
& Hildesf. respectivè Decan. & Capit.*

Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam
Ducis Neuburgici.

(L.S.) *Joannes Henricus Hetterman, Plenipoten-
tarius.*

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ Badensis.

(L.S.) *Carolus Ferdinandus L. B. de Plittersdorf.
salvo alternationis Ordine*

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L.S.) *Joseph Anton. Eusebius ab Halden in Neidberg
L. Baro de Autenried, Plenipotentarius.*

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Colonix
Agrippinæ.

(L.S.) *Herman Joseph Bullingen, Syndicus & Ple-
nipotentarius.*

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) *Joannes Christophorus à Dirheim, Plenipo-
tentarius.*



T R A I T É D E P A I X ,

Entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & la France d'autre, conclu au Châteaueau Royal de Ryfwick en Hollande, le 30 Octobre 1697.

A Un nom de la très Sainte Trinité, Amen. A tous & un chacun soit notoire; qu'une cruelle Guerre, accompagnée de l'effusion de beaucoup de Sang Chrétien, & de la désolation de plusieurs Provinces, s'étant faite depuis quelques années entre le très-Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Leopold élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie & d'Esclavonie; Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, de Carniole; Marquis de Moravie; Duc de Luxembourg, de la haute & de la basse Silésie, de Wirtemberg & de Teck; Prince de Suabe; Comte de Habsbourg; de Tyrol, de Kybourg & de Goricie; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgow, & de la haute & basse Lusace, Seigneur de la Marche Esclavonne, de Port-Naon & de Salins, &c. & le Saint Empire Romain d'une part; & le Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Louis XIV. Roi Très-

1697.

Chrétien de France & de Navarre , d'autre. Et sa Majesté Impériale & sa Majesté Très-Christienne s'étant appliquez sérieusement à terminer au plutôt ces maux , qui s'augmentoient tous les jours à la ruine du Christianisme , par la bonté divine & par les soins du Sérénissime & très puissant Prince & Seigneur Charles XI. Roi de Suède , des Goths , & des Vandales , Grand Prince de Finlande , Duc de Scanie , d'Esthonie , de Livonie , de Carelie , de Brême , de Ferden . de Stettin , de Pomeranie , de Cassubie & de Vandalie ; Prince de Ruguen ; Seigneur d'Ingrie & de Wismar ; Comte Palatin du Rhin ; Duc de Bavière , de Juliers , de Clèves & de Berghes , d'Illustre mémoire , qui dès les commencemens de ces mouvemens , ne cessa de solliciter puissamment les Princes Chrétiens à la Paix , & ensuite ayant été reçu pour Médiateur Universel , ne cessa de travailler glorieusement jusques à sa mort à la procurer au plutôt , ayant établi pour cet effet des Conférences dans le Palais de Ryswick en Hollande : & après sa mort , le Sérénissime & puissant Prince & Seigneur , le Seigneur Charles XII. Roi de Suède , des Goths & des Vandales , Grand Prince de Finlande , Duc de Scanie , d'Esthonie , de Livonie , de Carelie , de Brême , de Ferden , de Stettin , de Poméranie , de Cassubie & de Vandalie ; Prince de Ruguen ; Seigneur d'Ingrie & de Wismar ; Comte Palatin du Rhin ; Duc de Bavière , de Juliers , de Clèves & de Berghes , ayant hérité du Roi son Père le même empressement pour procurer la tranquillité publique , & les Traitez ayant été amenez à leur perfection , dans lesdites Conférences , les Ambassadeurs & Plénipotentiaires établis légitimement

gitimement de part & d'autre s'étant trouvez pour cet effet audit lieu : ſavoir de la part de ſa Maieſté Impériale les très-Illuſtres & très-Excellens Seigneurs, le Sieur Dominique André de Kaunitz, Comte du Saint Empire Romain, Seigneur Héréditaire d'Auſterliz, d'Hungariſchbrod, de Mahriſchpruſs, & d'Orzechan le Grand, Chevalier de la Toiſon d'Or, Conſeiller d'Etat intime de ſa Sacrée Maieſté Impériale, Chambellan, & Vice-Chancelier du Saint Empire; le Sieur Henri Jean de Straatman & de Peurbach, Comte du Saint Empire Romain; Seigneur d'Orth, de Schmiding, de Spatenbrun, & de Carlsberg, Conſeiller Impérial Aulique, & Chambellan de ſa Sacrée Maieſté Impériale: & le Sieur Jean Frideric libre & noble Baron de Seilern, Conſeiller Impérial Aulique de ſa Sacrée Maieſté Impériale, & l'un des Commiſſaires Plénipotentiaires dans les Diètes Impériales: & de la part de ſa Sacrée Maieſté Très-Chrétienne, les très-Illuſtres & très-Excellens Seigneurs, le Sieur Nicolas Auguſte de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cely, Conſeiller ordinaire du Roi en ſon Conſeil d'Etat: le Sieur Louïs Verjus, Chevalier Conſeiller ordinaire du Roi en ſon Conſeil d'Etat, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, des deux Eglifes, de Fort-Ile, & autres lieux: & le Sieur François de Caillières, Seigneur de Caillières, de la Rochechellay & de Gigny, par la Médiation & l'entremiſe de très-Illuſtres & très-Excellens Seigneurs, le Sieur Charles Bonde, Comte de Biörnnoo, Seigneur d'Heſleby, de Tyres, de Toſtaholm, de Graſſteen, de Guſtavusberg & de Rezitza, Conſeiller de ſa Maieſté le Roi de

1697.

Suède, & Président du Suprême Sénat de Dorpat en Livonie, & du Sieur Nicolas libre Baron de Lillienroot, Secrétaire d'Etat de sa Majesté le Roi de Suède, & Ambassadeur Extraordinaire près de leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces Unies, tous deux Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, pour l'établissement de la Paix Générale, qui se sont acquitez de la Charge de Médiateurs, avec intégrité, avec attachement, & avec prudence. Présens, approuvans, & consentens les Plénipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats Députés du Saint Empire Romain; après l'invocation du Saint nom de Dieu, & l'échange de leurs Plein-pouvoirs faite dans les formes, ils sont convenus pour la gloire du Saint nom de Dieu, & le bien de la République Chrétienne, des conditions de Paix & de concorde dont la teneur s'ensuit.

I.

Il y aura une Paix Chrétienne, Universelle, & Perpétuelle, & une vraie amitié entre sa Sacrée Majesté Impériale & ses Successeurs, tout le Saint Empire Romain, & les Royaumes & Etats héréditaires, leurs Vassaux & Sujets d'une part, & sa Majesté Très-Christienne, & ses Successeurs, Vassaux, & Sujets d'autre; elle sera entretenue sincèrement & de bonne foi, en sorte que l'un n'entreprenne aucune chose sous quelque prétexte que ce soit à la ruine ou au préjudice de l'autre; & ne prête aucun secours sous quelque nom que ce soit, à ceux qui voudroient l'entreprendre, ou qui en quelque manière, voudroient faire quelque dommage; qu'il ne recevra, protégera, ou aidera, en quelque sorte que cela se puisse ou doive faire, les Sujets Rebel-

belles ou desobéissans de l'autre Parti : mais au contraire les deux Partis procureront sérieusement l'utilité, l'honneur, & l'avantage réciproquement l'un de l'autre, nonobstant toutes promesses, Traitez, ou Alliances contraires faits ou à faire en quelque sorte que ce soit, lesquels tous sont abolis par le présent. 1697.

I I.

Il y aura de part & d'autre une Amnistie & un oubli. perpetual de toutes les hostilités réciproquement commises, en quelque lieu ou manière, que ce soit; en sorte que sous cause ou prétexte d'icelles, ou pour quelque autre raison, l'un ne puisse témoigner à l'autre aucun ressentiment, ni susciter aucune fâcherie directement ou indirectement, par voye de justice ou de fait, en quelque lieu que ce puisse être, ni permettre, qu'il en soit témoigné, ou suscité; mais toutes & chacunes injures & violences par parole, par écrit, ou de fait, sans aucun égard aux personnes ou choses, sont si entièrement & si pleinement abolies, que tout ce que l'un peut prétendre contre l'autre à ce sujet, sera mis & enseveli dans un perpétuel oubli. Jouiront de l'effet & bénéfice de la présente Amnistie tous & chascuns les Vassaux & Sujets d'une & d'autre part; en sorte qu'il ne puisse tourner au préjudice & désavantage d'aucun d'iceux d'avoir suivi tel ou tel parti; mais qu'il soit entièrement rétabli, quant à ses honneurs & biens, en l'état auquel il étoit immédiatement avant la Guerre; réservé néanmoins ce qui a été spécialement réglé dans les Articles suivans, à l'égard des Bénéfices Ecclésiastiques, des biens meubles, & des revenus.

I I I.

1697.

Les Traitez de Westphalie & de Niméque sont confiderez comme la base & le fondement du présent Traité ; & en conséquence immédiatement après l'échange des Ratifications, lesdits Traitez seront entièrement exécutez à l'égard du spirituel & du temporel ; & seront observez inviolablement à l'avenir, si ce n'est en tant qu'il y sera expressement dérogé par le présent Traité.

I V.

Seront rendus en particulier à sa Majesté Impériale & à l'Empire, à ses Etats & Membres, tous les lieux & droits situez hors de l'Alsace, qui ont été occupez par sa Majesté Très Chrétienne, tant durant la présente Guerre par voye de fait, que par voye d'Unions & Réunions, ou qui ont été exprimez dans la Liste des Réunions produite par les Ambassadeurs de France, cassant pour cet effet tous les Décrets, Arrêts, & Déclarations faits & publiez sur ce sujet par les Chambres de Mets & de Besançon, & par le Conseil de Brisac : & toutes choses seront mises dans l'état où elles étoient, avant lesdites prises, Unions, ou Réunions, sans qu'à l'avenir les Possesseurs desdits lieux soient plus troublez ou inquiétez ; la Religion Catholique Romaine néanmoins demeurant dans lesdits lieux ainsi rétablis dans l'état auquel elle est à présent.

V.

Et bien que par ces règles générales on puisse facilement juger, qui sont ceux qui doivent être rétablis, & comment & jusques où ils le doivent être ; néanmoins sur l'instance de quelques uns, & pour des raisons particulières, il a été jugé à propos de faire une mention particulière sur-

ſur quelques ſujets , en forte néanmoins , que ceux qui ne ſeront pas expreſſément nommez , ne puiſſent être tenus pour omis ; mais jouiſſent abſolument du même droit , que les nommez , & ſoient mis dans le même rang. 1697.

VI.

Nommément le Seigneur Eleſteur de Trèves & Evêque de Spire ſera remis en poſſeſſion de la Ville de Trèves , en l'état qu'elle eſt à préſent , ſans en rien démolir ou détériorer , tant des édifices publics , que particuliers ; avec l'Artillerie qui y étoit lors de la dernière miſe en poſſeſſion. Pareillement tout ce qui a été réglé dans l'Article IV. précédent , au ſujet des lieux occupez , des Unions & Réunions , doit être ſenſé répété en particulier en faveur des Eglises de Trèves & de Spire.

VII.

L'Eleſteur de Brandebourg jouira pareillement de tous les avantages de la préſente Paix , & y ſera compris avec toutes ſes Etats , poſſeſſions , ſujets & droits , & ſpécialement ceux , qui lui appartiennent en vertu du Traité du 29. de Juin , de l'an 1679. de même que ſ'ils étoient ici ſpécifiez chacun en particulier.

VIII.

Tous les Etats occupez par le Roi Très-Chrétien , ſeront rendus à l'Eleſteur Palatin , ſoit qu'ils lui appartiennent en particulier , ſoit qu'il les poſſède en commun avec d'autres , quels qu'ils puiſſent être ; & ſpécialement la Ville & la Préfecture de Germersheim , & les Préfectures & Souſpréfectures y comprises , avec toutes les Fortereſſes , Citez , Villes , Villages , Hameaux , Fonds , Fiefs & Droits , ſelon qu'ils ont été rendus par la Paix de Weſtphalie , avec tous les Docu-

1697. **Documens & Actes enlevez des Archives, de la Chancellerie, de la Cour des Fiefs, de la Chambre des Comptes, des Préfectures, & autres Offices Palatines, aucun lieu, effet, droit, ou Document excepté.** Et quant aux droits & prétensions de Madame la Duchesse d'Orléans, il est convenu, que la susdite restitution étant préalablement faite, l'affaire sera jugée en forme de Compromis par sa Majesté Impériale & par sa Majesté Très-Chrétienne comme Arbitres, ce qui sera décidé selon les loix & constitutions Impériales. Que s'ils ne conviennent pas dans leur sentiment, l'affaire sera déferée au Pape, pour en juger, comme Sur-Arbitre. On ne laissera pas néanmoins cependant de tâcher de procurer un accord amiable entre les Parties. Et jusques à ce que ladite affaire soit terminée, ledit Seigneur Electeur donnera toutes les années à ladite Duchesse d'Orléans la somme de deux cens mille livres Tournois, ou de cent mille florins du Rhin, en sorte & à cette condition, ainsi qu'il est porté par un article particulier, de même force & vigueur, que le présent Traité, que le droit des deux Parties, comme aussi celui de l'Empire, demeurera dans son entier, tant à l'égard du possessoire, que du péritoire.

I X.

Sera rendu au Roi de Suède, en qualité de Comte Palatin du Rhin, de Comte de Sponheim & de Veldents, son ancien Duché des Deux-ponts libre & dans son entier, avec toutes ses appartenances & dépendances, & les droits, dont les Comtes Palatins & Ducs des deux Ponts Prédécesseurs de sa Majesté Suédoise, ont joui, ou pû jouir, conformément à la Paix de Westphalie, en sorte que tout ce que la Couronne de
Fran-

France a prétendu jusques ici sur ce Duché en 1697. tout ou en partie, sous quelque titre que ce soit, & qu'elle a occupé, revienne de plein droit à sa Majesté Suédoise & à ses Héritiers Comtes Palatins du Rhin. Seront rendus pareillement tous les Actes & Documens, concernant ledit Duché, avec l'Artillerie, qui y étoit du tems que la France s'en empara, & toutes les autres choses dont il est convenu dans les Articles précédens au sujet des Restitutions.

X.

Quant à la Principauté de Veldents, & à ce que le Défunt Prince Leopold Louis Comte Palatin du Rhin a possédé en vertu de ladite Principauté ou de celle de Lautrec, il sera rendu conformément à l'Article IV. & à la liste exhibée par les Ambassadeurs de France, sauf les droits de chacun des Prétendans tant à l'égard du possessoire, que du pétitoire.

X I.

Seront rendues au Prince François Louis Palatin Grand Maître de l'Ordre Teutonique & Evêque de Wormes, entièrement toutes les Commanderies prises par la France audit Ordre, & qui lui ont été assignées, ou qu'il a possédées anciennement, avec les lieux, revenus, & droits, & jouira ledit Ordre en vertu desdites Commanderies & biens situez sous la domination de France, tant à l'égard de la Collation, que de l'Administration, des mêmes Usages, Privilèges; & exemptions, dont il a joui ci-devant; selon ses Statuts & Loix, & dont l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem a accoutumé de jouir. Aura aussi lieu à l'égard de l'Evêché de Wormes & des autres Eglises dudit Prince, tout ce qui a été arrêté par le présent Traité, à l'égard des resti-

1697. restitutions des lieux & des contributions ou autrement.

XII.

Seront rendus à l'Electeur de Cologne, en qualité d'Evêque & Prince de Liège, le Château & la Ville de Dinant en l'état qu'ils étoient lorsque la France s'en empara, avec tous les droits & dépendances, & toute l'Artillerie & Documens, qui s'y trouvèrent pour lors. Au reste, tout ce qui a été réglé dans l'Article IV. à l'égard de ce qui a été pris, des Unions & Réunions, sera sensé repeté en particulier, en faveur des Eglises de Cologne & de Liège.

XIII.

La Maison de Wirtemberg, & spécialement le Duc George, sera rétabli pour lui & ses Successeurs eu égard à la Principauté & Comté de Monbelliard, dans les mêmes état, droits, prérogatives, & spécialement dans la même dépendance immédiate de l'Empire Romain, dont il a joui ci devant, & dont jouissent ou doivent jouir les autres Princes de l'Empire, cassant pour cet effet toute reconnoissance en qualité de Vassal faite à la Couronne de France en 1681. Et jouiront désormais lesdits Princes librement de tous les revenus qui dépendent de ladite Principauté & Comté, tant Séculiers, qu'Ecclesiastiques, dont ils jouissoient avant la Paix de Nimègue, de même que des Fiefs, qui ont été ouverts en leur faveur, ou qu'ils ont accordez à d'autres, du tems de la détention de la France. Excepté le Village de Baldenheim avec ses appartenances, que le Roi Très-Chrétien a donné au Commandeur de Chamlay Mestre de Camp Général de ses Armées, laquelle donation doit subsister, en sorte néanmoins qu'il en soit fait hom-

hommage audit Duc de Wirtemberg & à ses Successeurs, comme au Seigneur direct, & qu'il soit obligé de lui en demander l'Investiture: seront pareillement rétablis lesdits Princes dans la pleine & libre possession tant de leurs fiefs possédez en Bourgogne, de Clereval & de Passavant, que des Seigneuries de Granges, d'Henricourt, de Blamont, de Châtelart, & de Clermont, & autres situées dans le Comté de Bourgogne & dans la Principauté de Monbelliard, avec tous leurs droits & revenus entièrement de la même manière, qu'ils les ont possédez avant la Paix de Nimégue, abolissant pleinement tout ce qui a été fait & prétendu au contraire, sous quelque titre, en quelque tems, & de quelque manière que ce puisse être.

XIV.

Joûira pareillement la Famille des Marquis de Bade de tout le droit & bénéfice de la présente Paix, & par conséquent aussi de celle de Westphalie & de Nimégue, & particulièrement des Articles 4. & 51. de ce présent Traité.

XV.

Les Princes & Comtes de Nassau, de Hanaw, & de Leiningue, & tous les autres États du Saint Empire Romain, qui doivent être rétablis par l'Article IV. de ce Traité & autres, seront pareillement rétablis dans tous & chacun leurs États, dans les rentes & revenus, qui en dépendent, & dans tous les autres droits & bénéfices, de quelque nature, qu'ils soient.

XVI.

Et parce que pour mieux affermir la présente Paix, il a été jugé à propos de faire échange cà & là de quelques Pais; sa Majesté Impériale & l'Empire cèdent à sa Majesté Très-Chrétienne & aux

1697, & aux Rois ses Successeurs la Ville de Strasbourg
 & tout ce qui en dépend à la gauche du Rhin,
 avec tout droit, propriété, & souveraineté,
 qui ont appartenu ou pouvoient appartenir, à ladite
 Majesté Impériale & à l'Empire Romain jus-
 ques à présent, & les transportent tous & un cha-
 cun à sa Majesté Très Chrétienne & ses Succes-
 seurs, en sorte que ladite Ville avec toutes ses
 appartenances & dépendances situées à la gauche
 du Rhin, sans en rien excepter, avec toute ju-
 risdiction, supériorité, & souveraineté dès à
 présent & à perpétuité appartiendront au Roi
 Très-Chrétien & à ses Successeurs, & sont unis
 & incorporez à la Couronne de France, sans au-
 cune contradiction de la part de l'Empereur, de
 l'Empire, ou de qui que ce soit : & pour plus
 grande confirmation de ladite cession & aliéna-
 tion, l'Empereur & l'Empire dérogent expresse-
 ment en vertu de la présente transaction, aux
 Décrets, Constitutions Statuts, & Coutumes de
 l'Empire Romain, même confirmées par ser-
 ment, ou qui pourroient être confirmées à l'ave-
 nir, & particulièrement à la Capitulation Impé-
 riale, en tant qu'elle défend toute sorte d'aliéna-
 tion des biens & droits de l'Empire, auxquelles
 toutes ils renoncent expressement, libérant ladite
 Ville, & tous ses Magistrats, Officiers, Citoyens,
 & Sujets de tous les liens & sermens, par lesquels
 ils avoient été obligez aux Empereurs & à l'Em-
 pire, & la laissant en liberté de prêter serment de
 sujettion, d'obéissance & de fidélité au Roi Très-
 Chrétien & à ses Successeurs ; & en mettant le
 Roi Très-Chrétien en la pleine & juste proprié-
 té, possession, & souveraineté, renonçant dès à
 présent & à perpétuité à tous droits & préten-
 sions sur icelle ; & voulant pour cet effet, que la-
 dite

ladite Ville de Strasbourg soit effacée de la Matricule de l'Empire. 1697.

XVII.

Il sera néanmoins libre à tous & à chacun les Habitans de ladite Ville & de ses dépendances, de quelque condition qu'ils soient, qui en voudront sortir, de s'aller établir ailleurs où ils voudront, & où ils pourront transporter leurs biens meubles sans aucun empêchement, diminution ou exaction, & durant une année après la ratification de la Paix, & durant l'espace de cinq ans, en exécutant les conditions, qu'on a accoutumé d'exécuter d'ancienneté dans ledit Pais en de semblables cas; & pourront vendre leurs biens immeubles, ou les retenir, & les régir eux-mêmes ou les faire régir par d'autres; le même pouvoir de retenir & de régir leurs biens immeubles soi-même ou de les faire régir par d'autres appartiendra à tous autres Membres ou sujets de l'Empire médiats ou immédiats, qui auront des biens, revenus, dettes, actions, ou droits dans ladite Ville, & dans ses dépendances, soit qu'ils en aient toujours joui, soit qu'ils aient été confisquez durant ou avant la guerre & donnez à d'autres, lesquels doivent être rendus par la présente Convention, de quelque nature qu'ils soient, & en quelque endroit qu'ils soient situés, sauf aussi la Jurisdiction Ecclesiastique à ceux auxquels elle a appartenu d'ancienneté, sans qu'il soit jamais permis de s'y opposer ou d'en empêcher l'exercice.

XVIII.

Parcillemeut aussi sa Majesté Très-Chrétienne de son côté rendra, trente jours après la Ratification du présent Traité, à sa Majesté Impériale & à l'Empire, avec tous ses droits & dépen-

1697. pendances , le Fort de Keyl construit par sa Ma-
 jesté Très-Chrétienne à la droite du Rhin , en
 son entier & sans en rien démolir. Et quant au
 Fort de la Pille & autres construits dans les Iles
 du Rhin , ils seront entièrement rasez dans un
 mois , ou plutôt si faire se peut , aux dépens du
 Roi Très-Chrétien , sans qu'ils puissent être
 rétablis ci-après par l'un ou par l'autre parti.
 Et quant à la Navigation & autre usage du Fleu-
 ve, il sera libre & ouvert aux Sujets des deux Par-
 tis, & tous autres qui voudront passer par là, na-
 viger ou transporter leurs marchandises; sans que
 l'un ou l'autre puisse rien entreprendre là ou ail-
 leurs pour détourner ledit Fleuve, & en rendre,
 en quelque sorte le cours , la navigation ou autre
 usage plus difficile; moins encore sera-t-il permis
 d'exiger de nouveaux droits , impôts , ou péa-
 ges , ou d'augmenter les anciens; d'obliger les
 bateaux d'aborder à une rive plutôt qu'à l'autre ,
 d'y exposer leurs charges , ou marchandises , ou
 d'y en recevoir ; mais tout cela sera toujours lais-
 sé à la liberté d'un chacun.

X I X.

Sa Majesté Très-Chrétienne cède pareille-
 ment à sa Majesté Impériale & à la Sérénissime
 Maison d'Autriche la Ville & Forteresse de Fri-
 bourg, de même que le Fort de Saint Pierre , &
 le Fort appelé de *l'Etoile* , & tous les autres
 Forts nouvellement construits ou reparez là ou
 ailleurs dans la Forêt Noire ou dans le reste du
 Brisgaw , le tout en l'état auquel il est présente-
 ment , sans rien démolir ou détériorer avec les
 Villages de Lehen, Metzhauzen, & Kirchzarth,
 & avec tous leurs droits , comme ils ont été cedez
 à sa Maj: Très-Chrétienne par la Paix de Nimé-
 gue , ou possédez & exercez par elle , avec les ar-
 chives

& toutes Ecritures ou Documens écrits, qui y furent trouvez, lors que ſadite Majeſté ſ'en mit en poſſeſſion, ſoit qu'ils ſoient encore ſur les lieux, ſoit qu'ils ayent été tranſportez ailleurs, ſauf & réſervé le droit diocéſain, & autres droits & revenus de l'Evêché de Conſtance. 1697.

XX.

Semblablement Sa Majeſté Très-Chrétienne cède & tranſporte à Sa Majeſté Impériale la Ville de Briſac entièrement, dans l'état où elle eſt à préſent, avec les greniers, arſenaux, fortifications, remparts, murailles, tours, & autres édifices publics & particuliers, & toutes les dépendances ſituées à la droite du Rhin; laiſſant au Roi Très-Chrétien celles qui ſont à la gauche, & entr'autres le Fort appelé le Mortier. Mais la Ville appelée Neuve ſituée à la gauche dudit fleuve, avec le pont, & le Fort bâti dans l'Ile du Rhin, ſeront entièrement démolis & razez, pour n'être plus rebâtiſ déſormais par l'une ou par l'autre Partie. Du reſte, la même liberté de ſe retirer de Briſac ailleurs, dont on eſt convenu à l'égard de la Ville de Strasbourg, doit être ſenſée repetée ici de mot à mot.

XXI.

Ledits Lieux, Villes, Châteaux, & Fortereſſes avec toutes leurs Jurifdiſſions, appartenances, & dépendances cedez à Sa Majeſté Impériale par Sa Majeſté Très-Chrétienne, ſeront rendus & délivrez ſans aucune reſerve ou exception, & ſans en rien retenir, de bonne foi, & ſans aucun retardement, empêchement ou prétexte, à ceux qui après la ratification du preſent Traité, ſeront établis &

1697. députez spécialement pour cela par Sa Majesté Impériale , & en auront fait aparoir aux Intendants, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux qui doivent être rendus ; en sorte que lesdites Villes, Citadelles, Forts, & Lieux, avec tous leurs privilèges, utilitez, revenus, & émolumens, & autres choses quelconques y comprises retournent sous la juridiction, possession actuelle, & absolue puissance & Souveraineté de Sa Majesté Impériale & de la Maison d'Autriche, & y demeurent à perpétuité, ainsi qu'elles lui ont appartenu autrefois, & ont été possédées jusques ici par Sa Majesté Très-Chrétienne ; sans que la Couronne de France retienne ou se reserve aucun droit ou prétension sur les lieux susdits, & leur juridiction. On n'exigera rien non plus pour les frais & dépens employez aux fortifications, ou autres édifices publics ou particuliers : la pleine & entière restitution ne pourra être différée, pour quelque cause que ce soit, qu'elle ne se fasse trente jours après la ratification du présent Traité, en sorte que les Garnisons Françaises en sortent entièrement, sans causer aucune fâcherie, perte, ou peine aux Citoyens & Habitans, ou autres quelconques sujets de la Maison d'Autriche, sous prétexte de dettes ou de prétensions quelconques. Il ne sera pas non plus permis aux Troupes Françaises, de demeurer plus long tems dans les lieux qui doivent être rendus ou autres quelconques, qui n'appartiennent pas à Sa Majesté Très-Chrétienne, d'y établir des quartiers d'hiver, ou quelque séjour ; mais seront obligées de se retirer incessamment sur les terres appartenant à la Couronne de France

XXII.

Sera semblablement rendu à Sa Majesté ^{1697.} Impériale & au S. Empire Romain Philisbourg en son entier, avec ses fortifications qui y sont jointes, & qui sont à la droite du Rhin, & toute l'artillerie qui y étoit lors que la France s'en empara la dernière fois, réservé en tout le droit de l'Evêché de Spire ; au sujet duquel l'Article quatrième du Traité de Paix de Nimègue, est sensé être repeté ici expressément. Mais le Fort, qui a été construit à la gauche du Rhin, & le pont qui fut fait par les ordres du Roi Très-Chrétien après la prise, seront démolis.

XXIII.

Le Roi Très-Chrétien aura soin de faire raser à ses dépens les Fortifications construites vis-à-vis de Huningue sur la droite & dans l'Île du Rhin, en rendant le fonds & les Edifices à la Famille de Bade. Le Pont construit en cet endroit sur le Rhin fera aussi démolir.

XXIV.

On détruira pareillement le Fort, qui a été bâti à la droite du Rhin, vis-à-vis de la Forteresse nommée le Fort-Louis, ledit Fort & l'Île demeurant au pouvoir du Roi Très-Chrétien ; & quant au terrain du fort démolir, il sera rendu avec les Maisons au Marquis de Bade. On détruira aussi cette partie du Pont, qui va dudit Fort à l'Île, sans qu'elle puisse désormais être rétablie par aucun des partis.

XXV.

Le Roi Très-Chrétien fera aussi démolir les Fortifications ajoutées après la Paix de Nimègue au Château de Trarbach, & la Forteresse

de Montroyal sur la Moselle , sans qu'aucun puisse les rétablir ci-après ; laissant néanmoins en son premier état la Forteresse de Trarbach , pour être entièrement rendue avec la Ville & ses appartenances à ses premiers Possesseurs.

XXVI.

On démolira pareillement les Fortifications ajoutées par le Roi Très Chrétien à la Forteresse de Kirnburg ; après laquelle démolition , ladite Forteresse avec la Ville de Kirn laissée en son entier , de même que les autres biens appartenans au Prince de Salm & à ses Cousins les Rheingraves & les Vildgraves , & autres choses , leur seront rendues , pour être possédées de la même manière & avec le même droit , qu'ils les possédoient avant que d'en être dépouillez , & dont on est convenu par le présent Traité.

XXVII.

Seront démolies de même les nouvelles Fortifications ajoutées par le Roi Très Chrétien à la Forteresse d'Ebernbourg , laquelle sera ensuite rendue aux Barons de Sickinguen , avec les autres biens leur appartenans , qui leur doivent être rendus par les deux partis.

XXVIII.

Monsieur le Duc de Lorraine ayant été uni dans cette guerre avec Sa Majesté Impériale , & ayant voulu être compris dans le présent Traité , il sera rétabli pour soi & ses Héritiers & Successeurs dans la libre & pleine possession des Etats , Lieux , & biens , que le Duc Charles son Oncle Paternel possédoit en mille six cens soixante & dix , lorsque le Roi Très Chrétien s'en empara , excepté néanmoins les changemens expliquez dans les articles suivans.

XXIX.

XXIX.

1697.

Sa Majesté Très-Chrétienne rendra particulièrement audit Sieur Duc l'ancienne & la nouvelle Ville de Nancy, avec toutes ses appartenances, & l'Artillerie, qui fut trouvée dans l'ancienne ville lors de sa prise, à cette condition néanmoins, que tous les remparts & bastions de l'ancienne Ville demeurant en leur entier, avec les portes de la nouvelle, les remparts & bastions de celle-ci, de même que toutes les fortifications extérieures de l'une & de l'autre, seront entièrement rasés aux dépens de Sa Majesté Très-Chrétienne, pour n'être plus rétablies à l'avenir; si ce n'est que ledit Sieur Duc & ses successeurs pourront fermer lorsqu'ils voudront la nouvelle Ville d'une simple muraille, sèche & sans flanc.

XXX.

Sa Majesté Très-Chrétienne fera aussi évacuer le Château de Bitsch, avec toutes ses appartenances; comme aussi le Château de Hombourg, en faisant raser auparavant les Fortifications, pour n'être plus rétablies, en sorte néanmoins que lesdits Châteaux & les Villes qui y sont jointes, n'en recevront aucun dommage; mais demeureront totalement en leur entier.

XXXI.

Servira, au reste, audit Sieur Duc, tout ce qui a été ordonné ci-dessus dans l'Article IV. au sujet des Unions & Réunions, comme s'il étoit repeté ici mot pour mot, en quelque lieu ou de quelque manière, que lesdites Unions & Réunions ayent été faites & ordonnées.

1697,

Sa Majesté Très-Chretienne se reserve la Forteresse de Sar-Louis avec une demi-lieue à la ronde, qui sera marquée & terminée par les Commissaires de sadite Majesté & ceux de Lorraine, pour les posséder à perpétuité en toute souveraineté.

XXXIII.

La Ville & la Préfecture de Longwi, ensemble ses appartenances & dépendances avec toute supériorité, souveraineté, & propriété demeurera aussi à toujours en la puissance dudit Roi Très-Chretien & de ses Héritiers & Successeurs, sans que ledit Duc, ses Héritiers & Successeurs, y puissent désormais prétendre aucun droit, mais en échange de ladite Ville & Préfecture, sadite Majesté Très-Chretienne cédera une autre Préfecture audit Sieur Duc dans l'un des trois Evechez, de la meme étendue & valeur, de laquelle conviendront de bonne foi lesdits Commissaires. Et ladite Préfecture ainsi cedée, & transportée par le Roi Très-Chretien audit Duc, tant ledit Duc que ses Héritiers & Successeurs en jouiront à perpétuité, avec tous droits de supériorité, de Souveraineté, & de propriété.

XXXIV.

Le passage sera toujours ouvert par les Etats dudit Duc, sans aucun obstacle ou empchement, aux Troupes de Sa Majesté Très-Chretienne, qui iront ou reviendront des frontieres, à condition néanmoins qu'on en donnera toujours avis auparavant & à tems, que le Soldat qui passera ne s'écartera point, mais suivra le chemin ordinaire & le plus court, & continuera dûement son chemin sans retardement ;

ment ; ne fera aucune violence & n'aportera aucun dommage aux lieux & aux ſujets du Duc , & payera argent comptant les vivres & les autres choſes néceſſaires , qui lui ſeront délivrées par les Commiſſaires de Lorraine , aboliffant réciproquement , & faiſant retourner en la puiſſance du Duc , ſans aucune exception , les chemins & lieux , que Sa Maieſté Très-Chrétienne s'étoit réſervés par la Paix de Nimègue. 1697.

XXXV.

Les Bénéfices Eccléſiaſtiques conférez juſques au jour du préſent Traité par Sa Maieſté Très-Chrétienne, demeureront en la jouiſſance de ceux , qui les poſſèdent à préſent , & qui les ont obtenus de Sa Maieſté Très-Chrétienne, ſans qu'ils en puiſſent être inquiétez.

XXXVI.

Il a été de plus reſolu , que tous les procès, ſentences, & décrets rendus par le Conſeil , les Juges , & autres Officiers de Sa Maieſté Très-Chrétienne, ſur les différens & actions, qui ont été terminées, tant entre les Sujets des Duchez de Lorraine & de Bar, qu'autres, du tems que le Roi Très-Chrétien a poſſédé ces Etats, auront lieu & ſortiront leur plein & entier effet, tout de même que ſi ſadite Maieſté Très-Chrétienne eut demeuré en poſſeſſion deſdits Etats ; ſans qu'il ſoit permis de revoquer en doute la validité deſdites ſentences & décrets, de les caſſer, ou d'en retarder ou empêcher l'exécution. Il ſera néanmoins permis aux parties de redemander la reviſion de ce qui aura été fait, ſelon l'ordre & la diſpoſition des loix & des conſtitutions, les ſentences demeurant néanmoins cependant en leur force & vigueur.

1697.

XXXVII.

Seront rendus audit S. Duc, après la ratification du présent Traité, les Archives & Documents literaires, qui étoient dans le Trésor des Archives de Nancy & de Bar, & dans l'une & l'autre Chambre des Comptes, ou autres lieux, & qui en ont été enlevés.

XXXVIII.

Pourra ledit Duc, immédiatement après la ratification de la Paix, envoyer des Commissaires aux Duchez de Lorraine & de Bar, pour veiller sur ses affaires, administrer la justice, avoir soin des impôts, salines, & autres droits, disposer des Traités publics, & faire toutes les autres choses nécessaires afin que dans le même tems ledit Sieur Duc puisse entrer pleinement en possession du Gouvernement.

XXXIX.

A l'égard des impôts ou péages, & de l'exemption dans le transport du sel ou du bois soit par terre ou par eau, on observera l'état ou la coutume de l'année 1670. sans permettre aucune innovation.

XL.

L'ancien usage & liberté de Commerce entre la Lorraine & les Evêchez de Mets, Toul, & Verdun, subsistera, & sera désormais exactement observé à l'avantage des deux Partis.

XLI.

Seront de même observés dans leur ancienne force & vigueur, sans y rien changer, les Concordats passés entre les Rois Très-Chrétiens & les Ducs de Lorraine.

XLII.

Pourront ledit Duc & ses Frères, après la restitution, poursuivre par la voye ordinaire, le

le droit, qu'ils prétendent leur appartenir en diverses causes, nonobstant les sentences rendues en leur absence, & sans avoir été oûis. 1697.

XLIII.

Dans les choses, dont on n'est pas convenu ici expressément du contraire, ou autrement, on observera aussi à l'égard du S. Duc & de ses Etats & sujets, ce qui a été accordé par le présent Traité; & spécialement dans l'Article, qui commence, (a) *Tous les Vassaux & sujets d'une part & d'autre*, dans celui qui commence, (b) *Dès que le présent Traité de Paix aura été*, & celui qui commence, (c) *Et afin que les sujets de part & d'autre puissent au plutôt jouir*; de même que s'ils avoient été ici spécialement exprimez.

XLIV.

Monsieur le Cardinal de Furstemberg sera rétabli dans tous les droits, biens seigneuriaux & allodiaux, bénéfices, honneurs, & prérogatives, qui appartiennent aux Princes & Membres du Saint Empire Romain, tant à l'égard de l'Evêché de Strasbourg à la droite du Rhin, que de son Abbaye de Stavelo, & autres, & jouira avec ses Cousins & Parens qui ont suivi son parti; & ses Domestiques, d'une pleine amnistie & assurance de tout ce qui a été fait & dit, & de tout ce qui a été décerné contre lui ou contr'eux; sans que lui, & ses héritiers, ses Cousins, Parens, & Domestiques, puissent être jamais tirez en cause par les Seigneurs Electeurs de Cologne & de Bavière, par leurs héritiers ou autres quelconques à cause de l'héritage du défunt Electeur

(a) C'est le XLVI. (b) C'est le L. (c) C'est le LI.

1697. Maximilien Henri ; & réciproquement , le S. Cardinal ; & ses Cousins ou Parens & Domestiques, ou d'iceux ayant cause, ne pourront rien demander en quelque manière que ce soit, desdits Seigneurs Electeurs ou autres, dudit héritage, des legs qui leur ont été laissez, ou des choses à eux données, demeurant entièrement éteint tout droit, prétension ou action, personnelle ou réelle. Jouiront de la même Amnistie & sureté, & se serviront entièrement du même droit, ceux des Chanoines de Cologne, qui ont suivi le parti dudit Cardinal, & qui ont été privez de leurs Canoncats & Bénéfices, & seront rétablis dans tous les droits des Chanoines, des Bénéfices, & dignitez, & dans le même rang du Chapitre de l'Eglise Cathédrale & des Eglises Collégiales, où ils étoient avant leur déposition. En sorte néanmoins, que les revenus demeurant au pouvoir de ceux qui les possèdent présentement, ceux-ci jouissent, de même que ceux qui seront rétablis, des titres & fonctions communes desdites dignitez & bénéfices, le premier rang néanmoins étant déferé à ceux qui seront rétablis; & après la mort, ou la résignation volontaire de ceux qui sont en possession, les seuls qui sont rétablis jouiront entièrement desdites dignitez & revenus, & cependant chacun d'eux, selon l'ordre, qu'ils ont entr'eux, obtiendra les nouvelles prébendes, qui viendront à vaquer. Et l'on ne doute point que cela ne soit approuvé par les Ecclesiastiques susdits, que ce reglement concerne. Les héritiers pareillement des Chanoines qui ayant été privez de leur dignité sont morts durant la guerre, & dont les biens, revenus, & droits ont été mis
en

en sequestre ou confisquez , jouiront pleinement pour les recouvrer du bénéfice de l'article , qui commence , (a) *Tous les Vassaux & Sujets d'une part & d'autre* , avec cette clause expresse & particulière , que les legs pieux faits par les défunts , seront payez sans retardement , selon leur disposition , des revenus par eux assignez.

X L V.

Seront aussi spécialement compris dans l'Amnistie les Landgraves de Hesse Reinfels , & seront rétablis , à l'égard de la Forteresse de Reinfels , & tout le Comté Inférieur de Catzenelobogue , avec tous droits & dépendances , dans le même état , auquel étoit le Landgrave Ernest leur Pere , avant le commencement de cette guerre , sauf néanmoins en toutes choses les droits appartenans à Monsieur le Landgrave de Hesse-Cassel.

X L V I.

Tous les Vassaux & Sujets d'une & d'autre part , Ecclésiastiques & Séculiers , les Corps , les Universitez , & les Coléges , seront rétablis dans les honneurs , dignitez & bénéfices , dont ils jouissoient avant la guerre , de même que dans tous les droits , biens , meubles & immeubles , rentes & revenus , même ceux qui se peuvent racheter , ou qui sont à vie , pourvû que le Capital n'en soit pas éteint , qui ont été occupez ou retenus durant & à l'occasion de cette guerre , avec tous les droits , actions , & successions , qui leur sont échûes durant ladite guerre ; en sorte néanmoins qu'ils ne pourront rien redemander à l'occasion des

D 6

fruits

(a) C'est le XLVI.

1697. fruits ou revenus perçus, ou des pensions cédées, après la prise ou détention, jusques au jour de la ratification du présent Traité. Semblablement ne pourront plus être redemandées les dettes, marchandises, & meubles, confisquées durant, & à l'occasion de la guerre, ou converties en d'autres usages par autorité publique; ni par conséquent les créanciers desdites dettes, ou les propriétaires desdites marchandises; ou meubles, ou leurs héritiers, ou d'eux ayant cause, ne pourront jamais les poursuivre, ni en prétendre restitution ou satisfaction. Lesdites restitutions s'étendront aussi à ceux qui ont suivi un parti contraire, qui pour cet effet ont été suspects, & à qui ont été ôtez après la Paix de Nimégue, biens, revenus, ou droits, pour avoir habité ailleurs, ou n'avoir pas prêté hommage, ou pour autres causes ou prétextes semblables; lesquels par conséquent, en vertu de cette paix, rentreront en la faveur de leur Prince, & dans leurs anciens droits & biens quelconques, tels qu'ils sont dans le tems de la conclusion & signature de ce Traité. Et tout ce qui est dit dans cet article, sera exécuté immédiatement après la ratification de la Paix, nonobstant toutes donations, concessions, alienations, déclarations, confiscations, fautes, dépenses, améliorations, sentences interlocutoires & définitives, rendues par contumace, les parties absentes non ouïes, lesquelles sentences & jugemens seront nuls, & considérez, comme s'ils n'avoient point été faits & prononcez; eux tous demeurant entièrement libres de retourner dans leur patrie, de rentrer dans leursdits biens, & d'en jouir, de même que de leurs
ren.

rentes & revenus , ou d'aller séjourner & établir leur domicile ailleurs où ils jugeront à propos , & tels qu'ils voudront choisir , sans aucune violence ni contrainte. Et en tel cas, il leur sera permis de faire administrer leurs biens & revenus par procureurs non suspects , & d'en jouir ; excepté néanmoins les Bénéfices Ecclésiastiques , qui requièrent la résidence ; lesquels seront administrés & régis personnellement. Enfin il sera libre à tous les sujets d'une & d'autre part de vendre , échanger , aliéner , & transporter , ou de disposer autrement entre vifs ou par testament de leurs biens meubles & immeubles , rentes & revenus , qu'ils possèdent dans les Etats d'un autre Souverain ; en sorte que quelconque sujet ou étranger puisse les acheter ou acquérir , sans avoir besoin d'autre permission du Souverain , que celle qui est contenue dans le présent article.

X L V I I.

Si quelques Bénéfices Ecclésiastiques médiats ou immédiats ont été durant cette guerre conférés par l'un des Partis dans les Terres ou lieux qui lui étoient alors sujets , à des personnes capables , selon la règle de leur première institution , & les statuts légitimes généraux ou particuliers faits sur ce sujet , ou par quelque autre disposition canonique faite par le Pape ; lesdits Bénéfices Ecclésiastiques seront laissés aux présents possesseurs , de même que les Bénéfices Ecclésiastiques , conférés de cette manière avant cette guerre , dans les lieux , qui doivent être rendus par la présente Paix : en sorte qu'aucun ne les puisse ou doive désormais troubler ou empêcher , dans la possession & légitime administration d'iceux , ni dans la perception des

1697.

fruits, ni être à leur occasion, ou par quelque autre raison passée ou présente, appellez ou citez en justice, ou en quelque autre sorte inquiétez ou molestez à ce sujet; à condition néanmoins qu'ils s'aquittent de ce à quoi ils sont tenus, en vertu desdits Bénéfices.

X L V I I I.

Comme il importe à la tranquillité publique, que la paix conclue à Turin le 29. Août 1696. entre Sa Majesté très-Chrétienne & Son Altesse le Duc de Savoye soit exactement observée; il a aussi été trouvé bon de la confirmer & comprendre dans le présent Traité, pour être de même valeur & subsister à toujours. Sont confirmez en particulier, & sensez être ici repetez, mot pour mot, les points qui ont été réglez en faveur de la Maison de Savoye dans les Traitez de Westphalie & de Nimégue rétablis ci-dessus: en sorte néanmoins, que la restitution de Pignerol & de ses dépendances; qui a été faite, ne puisse en aucune façon diminuer ou alterer l'obligation à laquelle s'est engagée Sa Majesté très-Chrétienne de payer au Duc de Mantoue la somme de quatre vints quatorze mille écus, à la décharge du Duc de Savoye, comme il est plus amplement expliqué dans le Traité de Paix de Westphalie. Et afin que ceci soit plus pleinement & plus fortement confirmé, tous & chascuns les Princes, qui ont part à la paix générale, promettent au Duc de Savoye, & recevront réciproquement de lui, les promesses & garanties, qu'ils stipulent entr'eux, pour une plus ferme assurance.

X L I X.

On n'entend pas, au reste; que par la restitution quelconque des lieux, personnes, biens,

biens , ou droits faite ou à faire par la France , il ſoit aquis aucun nouveau droit à ceux qui ſont ou ſeront ainſi rétablis: Mais ſi d'autres ont quelques prétentions contr'eux , elles ſeront propoſées , examinées , & décidées en lieu convenable , après ladite reſtitution faite , laquelle pour cette cauſe ne doit être en aucune façon différée. 1697.

L.

Dès que le préſent Traité de Paix aura été ſigné & ſcellé par les S Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires; ceſſeront toutes hoſtilitez & violences de quelque nature qu'elles ſoient , toutes démolitions d'édifices , tous dégats de vignes & de forêts , & toute coupe d'arbres : & immédiatement après l'échange des Ratifications ſeront retirées de part & d'autre toutes les Troupes des lieux non fortifiés appartenans à l'autre Parti. Et quant aux lieux fortifiés , qui doivent être rendus par le préſent traité , ils ſeront remis dans trente jours après la ratification de la paix , ou plutôt , ſi faire ſe peut , à ceux qui ſont nommez dans les articles précédens , ou , ſ'ils ne ſont pas exprimez nommément , à ceux qui les poſſédoient immédiatement avant leur priſe , ſans aucune démolition de fortifications , ou d'édifices , publics ou particuliers , & ſans aucune détérioration de l'état auquel ils ſont préſentement , ſans rien exiger pour aucune dépense faite dans leſdits lieux ou à leur occaſion , & ſans que les Soldats puiſſent rien exiger à cette occaſion , ou pour quelque autre cauſe que ce ſoit , ou rien emporter des effets appartenans aux habitans , ou de ce qui y doit être laiſſé conformément à ce Traité. Et quant
à la

1667.

à la démolition quelconque des choses qui doivent être démolies, & dont il est convenu ci-dessus, elle sera entièrement faite, à l'égard des moins considérables dans un mois, & à l'égard des plus considérables dans deux mois, si faire se peut, & sans qu'il en coûte rien à l'autre partie, sans lui causer aucune fâcherie: seront aussi rendues de bonne foi immédiatement après l'échange des ratifications, toutes les Archives & documens littéraires, tant ceux qui appartiennent aux lieux qui doivent être rendus & cedez à sa Majesté Impériale, à l'Empire, & à ses Etats Membres, que ceux qui ont été transportez de la Chambre & ville de Spire & des autres lieux de l'Empire; quoi qu'il n'en ait pas été fait mention particulière dans le présent Traité. Les prisonniers faits à l'occasion de la guerre seront aussi remis de part & d'autre en pleine liberté, sans aucune rançon, & en particulier ceux qui ont été condamnés aux Galères, ou à d'autres ouvrages publics.

L I.

Et afin que les sujets de part & d'autre puissent au plutôt jouir de l'entier bénéfice de cette Paix, il a été convenu, que toutes contributions d'argent, de grains, de vin, de fourrage, de bois, de bétail, ou autres, quoi que déjà imposées aux sujets de l'autre parti, & qu'elles aient été établies par convention, de même que tous fouragemens de quelque nature qu'ils soient sur la juridiction l'un de l'autre cesseront entièrement du jour de la ratification, & ce qui sera dû de reste de semblables contributions, impositions, ou exactions, sera & demeurera entièrement aboli, pareillement

ment les ôtages livrez ou emmenez durant cette guerre , pour quelque cause que ce soit , 1697.
seront rendus , & renvoyez libres dans leur Patrie , sans aucun retardement & sans être obligez à rien payer.

L I I.

Sera pareillement rétabli dès la signature de cette paix , le commerce défendu durant la guerre entre les sujets de Sa Majesté Impériale & de l'Empire , & ceux de Sa Majesté très-Chrétienne & du Royaume de France , avec la même liberté qu'avant la guerre , & jouiront tous & un chacun , & spécialement les Ciroyens & Habitans des Villes Hanséatiques, de toute sorte de sureté par mer & par terre , de leurs anciens droits, immunités, privilèges, & avantages obtenus par des traitez solennels, ou par l'ancienne coutume; renvoyant à faire un Traité plus particulier sur ce sujet après la Paix.

L I I I.

Tout ce dont il est convenu par ce Traité sera ferme & inviolable à perpetuité , & sera observé & exécuté , nonobstant tout ce qui pourroit être cru , allegué , ou imaginé au contraire , lequel demeure entièrement cassé & aboli , encore qu'il fut tel , qu'on en eût dû faire une mention plus particulière & plus ample , ou que la cassation & abrogation semble devoir être considérée comme nulle & invalide.

L I V.

Pourront chacune des Parties contractantes confirmer cette présente Paix & son observation par des alliances , des fortifications sur leur propre terrain , hormis dans les lieux spéciale-

1697. cialement exceptez ci-dessus , lesquelles ils pourront bâtir ou agrandir , y mettre des Garnisons , & employer les autres moyens , qu'ils jugeront nécessaires pour leur défense. Il sera pareillement permis tant à tous les Rois , Princes , & Républiques en général ; qu'au Roi de Suède en particulier comme Médiateur , d'en donner leur garantie à Sa Majesté Impériale & à l'Empire , & à Sa Majesté Très-Chrétienne , de même qu'en vertu de la Paix de Westphalie.

L V.

Et comme Sa Majesté Impériale & l'Empire , & Sa Majesté Très-Chrétienne reconnoissent avec des sentimens de gratitude les soins continuels & bons offices , que Sa Majesté Suédoise a employez pour rétablir la tranquillité publique , les deux partis sont convenus , que Sa Majesté Suédoise , avec ses Royaumes & Etats seront nommément compris dans le présent Traité , en la meilleure forme & manière que faire se peut.

L V I.

Sont aussi compris dans le présent Traité de la part de Sa Majesté Impériale & de l'Empire , outre les Membres de l'Empire déjà nommez , les autres Elekteurs , Princes , Etats , & Membres de l'Empire , & entr'eux spécialement l'Evêque & l'Evêché de Bâle , avec tous ses Etats , Privilèges , & droits : item les treize Cantons Suisses avec leurs Alliez , nommément avec la République & Cité de Genève & ses dépendances , la Ville & Comté de Neuchâtel , les Villes de Saint Gal , de Mulhausen , & de Bienne , les trois Lignes Grises , les sept Jurisdictions ou *Dixaines* du Vallais , & l'Abbé de S. Gal.

L V I I.

L V I I.

De la part de Sa Majesté Très-Chrétienne 1697.
sont semblablement compris les treize Cantons
Suisses & leurs Alliez, & nommément la Ré-
publique du Vallais.

L V I I I.

Seront aussi compris dans le présent Traité,
tous ceux qui seront nommez d'un commun
consentement d'une & d'autre part, avant l'é-
change des Ratifications ou dans l'espace de six
mois après.

L I X.

Promettent les Ambassadeurs de Sa Majesté
Impériale & du Roi Très-Chrétien, ensem-
ble les Plénipotentiaires des Etats députez de
l'Empire de faire ratifier la présente paix ainsi
conclue par l'Empereur, l'Empire, & le Roi
Très-Chrétien en la forme dont on est ici reci-
proquement convenu, & de faire l'échange des
lettres de Ratification en ce même lieu, dans
l'espace de six semaines à compter du présent
jour, ou plutôt, si faire se peut.

L X.

En foi & confirmation de quoi les Ambassa-
deurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tant
Imperiaux, que du Roi Très-Chrétien, ensem-
ble les Plénipotentiaires des Electeurs, & des
Députés des Etats de l'Empire à cet effet ont
soussigné le présent Traité de leurs propres
mains, & y ont apposé leurs seaux. Fait au
Palais de Ryswick en Hollande, le trentième
Octobre de l'année mille six cens quatre vints
dix sept.

(L. S.) D. A. C. à Caunits. (L. S. de Harlay Bonneauil.

(L. S.) Henr. C. de Straatman. (L. S. Verjus de Crecy.

(L. S.) J. F. L. B. de Seilern. (L. S.) de Caillieres.

Au

1697.

Au nom de l'Electeur
de Mayence.

Au nom de l'Electeur
de Bavière.

(L.S.) *M. Frideric, Baron
de Schonborn, Am-
bassadeur.*

*De Prielmeyer, Ambassa-
deur Extraordinaire &
Plénipotentiaire.*

(L.S.)

(L.S.) *Ignace Antoine Otten,
Plénipotentiaire.*

(L.S.) *George Guillaume Moll, Plénipotentiaire.*

Au nom de la Maison d'Autriche.

(L.S.) *François Rodolphe de Halden L. Baron de Traz-
berg, &c.*

Au nom du Grand Maître de l'Ordre
Teutonique.

(L.S.) *Charles B. de Loë, Chevalier de l'Ordre Teu-
tonique.*

Au nom du Prince Evêque de Würtsbourg.

(L.S.) *Jean Conrard Philippe Ignace de Tassungen.*

Au nom de l'Electeur de Trêves, comme
Evêque de Spire.

(L.S.) *Jean Henri de Kayfersfeld, Plénipotentiaire.*

Au nom du Prince & Evêque de Constance.

(L.S.) *Frideric de Dürheim.*

Au

Au nom de l'Evêque Prince d'Hildesheim.

(L. S.) *Charles Paul Zimmerman Chancelier de Son
Altesse, Conseiller du Conseil secret & Plé-
nipotentiaire.*

Au nom de l'Electeur de Cologne en qualité d'E-
vêque & Prince de Liège.

(L. S.) *Jean Conrad Norff, Député Plénipotentiaire.*

Au nom de l'Evêque & Prince de Munster.

(L. S.) *Ferdinand L. B. de Plettenberg de Lenhausen
respectivement Doyen & Capit. de l'Eglise Ca-
thédrale de Pad-rb. de Munst. & de Hildesf.*

Au nom de l'Electeur Palatin, comme Duc de
Neubourg.

(L. S.) *Jean Henri Hesterman, Plénipotentiaire.*

Au nom du Duc de Wirtemberg.

(L. S.) *Jean George Noble de Kulpis Chevalier du S.
Empire Romain, Conseiller d'Etat intime,
& Directeur du Conseil.*

(L. S.) *Antoine Gunter de Hespén Conseiller dans le
Conseil suprême & Plénipotentiaire du Sé-
renissime Duc.*

Au nom du Prince de Bade-Bade.

(L. S.) *Charles Ferdinand L. B. à Plettersdorff Re-
servé l'Ordre alternatif.*

Au

1697.

Au nom du Colége Abbarial de Suabe.

(L.S.) *Joseph Antoine Eusebe de Halden de Neidsberg*
L. B. de Aussenriedt, Plénipotentiaire.

Au nom des Comtes du Banc de Vétéravie.

(L.S.) *Charles Otton Comte de Solms.*

(L.S.) *F. C. de Eclolsheim Conseiller de Hanaw &*
Plénipotentiaire,

Au nom de la Ville libre & Impériale de
 Cologne.

(L.S.) *Herman Joseph Büllingen Bourguematre &*
Plénipotentiaire.

Au nom de la Ville d'Ausbourg.

(L.S.) *Jean Christophe de Dirheim Plénipotentiaire.*

Au nom de la Ville Impériale de Francfort.

(L.S.) *Jean Jacques Müller Plénipotentiaire.*

(L.S.) *Jean Melchior Lucius Leffeur en Droit Civil*
& Canon, Bourguematre & Plénipotentiaire.



PLEIN POUVOIR
DE L'EMPEREUR

Traduit du Latin.

NOUS LEOPOLD, par la grace de Dieu élu Empereur des Romains, toujours Auguste, & Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, &c. Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, & de la Haute & Basse Silésie, de Wirtemberg & de Teck, Prince de Suabe, Comte de Habsbourg, de Tyrol, de Ferrette, de Kybourg, & de Goricie, Marquis du St. Empire Romain, de Bttrgaw, de la Haute & Basse Luface, Seigneur de la Marche Esclavone, de Port Naon & de Salins, &c. notifions & certifions, que ne desirant rien plus ardemment, sinon que la présente guerre dont la République Chrétienne est affligée depuis quelques années, puisse au plutôt être convertie en une paix honnête & équitable, & qu'il a semblé bon à toutes les Parties engagées dans la présente guerre d'entrer en traité de conférence de paix, dans le lieu qui sera choisi par eux d'un commun consentement : c'est pourquoi voulant de bon cœur contribuer tout ce qui est en notre pouvoir, pour procurer le repos à la République Chrétienne, & nous confiant en la fidélité, prudence, & expé-

1697.

expérience de nos chers & fidèles & du S. Empire Romain l'illustre & magnifique Dominique André Comte de Caunitz , Seigneur héréditaire d'Austerlitz , d'Hungarischbrod , de Mahrisprufs , & du Grand Orzechan , nôtre Conseiller d'Etat , Chambellam , & Vicechancelier de l'Empire , Chevalier de la Toison d'or ; de l'illustre & magnifique Henri Jean Comte de Stratman , Seigneur de Peurbach , d'Orth , de Smiding , de Spatenbrun , & de Carlsberg , nôtre Conseiller Impérial Aulique & Chambellan ; & de Magnifique Jean Frideric Libre Baron de Seilern , &c. nôtre Conseiller Impérial Aulique , & Con-Commissaire Plénipotentiaire dans les Diètes Impériales ; les avons nommez , élus & établis , comme par les présentes , nous les nommons , élisons , & établissons , nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires , ausdites Assemblées & Conférences de paix , qui se doivent tenir. Ausquels pour cet effet nous donnons charge & ordonnons spécialement de se transporter le plutôt que faire se pourra au lieu dont il sera convenu entre les Parties , & y étant , entrer en conférence de paix , ou directement , ou par l'entremise d'un Médiateur reconnu de part & d'autre avec les Ambassadeurs ou Députez de très haut , très puissant , & très Chrétien Prince Louis Roi de France nôtre très-cher Cousin & Frère , lesdits Ambassadeurs munis de Pouvoir suffisant pour terminer la présente guerre , & régler les différens qui la concernent , par une bonne & solide Paix. Donnons aussi plein & absolu pouvoir avec toute autorité & ordre à ce nécessaire à nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Pléni-

Plénipotentiaires , tous trois ensemble , ou deux en cas d'absence du troisième , ou pour être occupé ailleurs , ou un seul séparément , en l'absence pareillement des deux autres ou étant occupez ailleurs , de faire , conclurre , & signer pour nous & en nôtre nom un Traité de Paix entre nous & le susdit sérénissime & très-puissant Prince le Roi très-Chrétien , d'en faire expédier , & délivrer tous Actes nécessaires à cette fin , & de faire entièrement , promettre , stipuler , conclurre & signer les Actes & Déclarations , d'échanger les articles dont on sera convenu , & de faire toutes les autres choses appartenant à ladite affaire de la Paix , aussi librement & amplement , que nous le ferions ou pourrions faire étant présens ; quoi qu'il semblât être nécessaire d'un ordre encore plus spécial & plus exprès , que celui qui est contenu dans ces présentes. Promettant , au reste , & déclarant de bonne foi , & sur nôtre parole Impériale d'accepter & agréer , & de confirmer & ratifier tout ce qui aura été fait , conclu , signé , délivré , & échangé , par nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires , soit tous trois conjointement , soit deux d'entr'eux , dans l'absence du troisième , ou pour être occupé ailleurs , ou même par un seul en l'absence pareillement des deux autres ou étant occupez ailleurs ; nous engageant par ces présentes à faire expédier en bonne forme & dans le tems requis , dont on sera convenu , nos lettres de ratification. En foi & pour confirmation de quoi nous avons fait confirmer ces présentes signées de nôtre main , de nôtre Seau Impérial. Donné dans nôtre Ville de Vienne , le troisième du mois de Février , de

1697. Pannée mille six cens quatre-vints dix-sept , & de nôtre Règne , de celui de Roi des Romains le trente-neuvième , de celui de Hongrie le quarante-deuxième , & de celui de Bohême le quarante-unième.

LEOPOLD.

(L. S.)

vt.

SEBASTIEN WUNIBALD,
Comte de Zeyll.

*Par ordre exprès de Sa Majesté
Impériale.*

GASPARD FLOREND CONSRUCH.

PLEIN POUVOIR
GENERAL

Pour la Députation de l'Empire ,

Traduit de l'Allemand.

LES Electeurs, Princes, & Etats du S. Empire ayant trouvé bon de choisir quelques-uns d'entreux , pour veiller à leurs intérêts , & assister de leur part aux Traitez de Paix , qui se doivent faire entre Sa Majesté Impériale , l'Empire & ses Hauts Alliez d'une part , & entre la Couronne de France de l'autre , & selon le fondement de la Paix faite ci devant en Westphalie & confirmée ensuite à Nimégue ; ont député & nommé du Collège Electoral les Electeurs de Mayence , de Bavière , de Saxe , &

& de Brandebourg : du Collège des Princes & d'entre les Catholiques, ceux d'Autriche, de Saltsbourg, le Grand Maître de l'Ordre Teutonique, de Wirtzburg, de Spire, Constance, Hildesheim, Liège, Munster (ſauf l'Ordre de leur alternative) Palatin Neubourg, Bade-Bade, & les Prélats en Suabe, & d'entre les Proteſtans ceux de Magdebourg, de Suede de la part de Brême ou des Deux Ponts, de Saxe-Cobourg, de Saxe-Gotha, de Brandebourg-Culmbach, de Brunſwick-Zell, de Brunſwick-Wolfenbuttel, de Heſſe-Caſſel, de Wirtemberg (ſauf leur alternative) de Holſtein-Gluckſtat, d'Anhalt, & les Comtes en Weteravie : & finalement du Collège des Villes Impériales entre les Catholiques celles de Cologne & d'Ausbourg, & entre les Proteſtantes celles de Francfort & de Nuremberg, auxquels on donne de la part dudit Empire & en vertu de ce préſent Acte une pleine autorité, afin qu'ils puiſſent promptement envoyer leurs Miniſtres au lieu des Traitez, pour y aſſiſter conjointement avec les Principaux Plénipotentiaires de Sa Maieſté Impériale, & en conformité de leur inſtruction concourir à traiter, régler ſelon le ſtile obſervé dans l'Empire, & conclurre tout ce qui pourra être néceſſaire pour obtenir une Paix générale, ſûre, honnête & perpétuelle avec le rétabliſſement de la tranquillité publique, comme auſſi avec reſtitution, & toute la ſatisfaction, qui ſera trouvée due à des Etats & Membres de l'Empire endommagés ou entièrement opprimés. Ainſi on acceptera, ratifiera dans le tems convenu, & obſervera de la part de tout l'Empire auſſi bien que des Etats Deputés, tout ce que les

1697.

Ministres de ceux-ci ou quelques uns d'entr'eux en cas d'absence, de maladie, ou d'empêchement des autres (où pour observer la parité les presens opineront pour les absens Membres de leur Religion) auront conjointement avec l'Ambassade Impériale, traité, ajusté, & conclu avec la Couronne de France, & les Etats Deputez, y seront, comme de raison & de coûtume toujours maintenus & puissamment soutenus. Signé à Ratisbonne le 15. de Juin 1697.

(L.S.)

La Chancellerie Electorale de Mayence.

N. B. Le Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne se trouve pag. 51.

ARTICLE SEPARÉ.

Pour plus grande explication de l'Article huitième du Traité de Paix aujourd'hui signé, lequel Article commence, *Tous les Etats occupez par le Roi très-Chrétien seront rendus à l'Electeur Palatin*, il a été trouvé à propos de resoudre ici de plus, qu'on observera cet ordre dans la proposition des prétensions & droits de Madame la Duchesse d'Orleans contre le S. Electeur Palatin. Quand les Arbitres seront convenus dans le tems fixé pour la Ratification de la Paix, d'un lieu pour s'assembler, ce lieu sera signifié aux deux Parties. Les Députez de la part des Arbitres y seront envoyez dans l'espace

pace de deux mois , à compter dès que le S. Electeur Palatin , aura entièrement été rétabli , conformément à l'Article ci-deſſus allégué. Dans le mois ſuivant ladite Dame Duchefſe produira au même lieu l'entière explication de ſes prétentions ou demandes contre le S. Electeur , laquelle lui ſera communiquée dans la huitaine ſuivante. Seront expliquées dans l'eſpace de quatre mois enſuivans , & délivrées aux Députez des Seigneurs Arbitres , qui marqueront le jour que les quatre mois commenceront à courir , les raiſons & fondemens des deux Parties , dont ſeront délivrées quatre copies ; ſavoir une pour chacun des Arbitres , une troiſième pour être jointe aux Actes communs de l'Arbitrage , & une quatrième pour être réciproquement communiquée dans la huitaine à chaque partie. On répondra ſemblablement , & ſeront données dans le même jour quatre copies de la réponse de chaque Partie , aux Envoyez des Seigneurs Arbitres , laquelle ſera derechef communiquée dans la huitaine aux Parties réciproquement. Dans les quatre mois ſuivans l'inſtruction de l'affaire de part & d'autre ſera terminée , les Parties déclareront vouloir ſe ſoumettre à la ſentence des Arbitres , & cette concluſion de l'inſtruction & ſoumiſſion ſera communiquée aux Parties , afin qu'elles en ayent connoiſſance , & les Actes ſeront contrerollez en préſence des Procureurs deſdites Parties. Enſuite les Arbitres , & leurs Députez , qui auront prêté ſerment , ayant vû & examiné le droit des Parties pendant l'eſpace de ſix mois enſuivans , prononceront publiquement leur ſentence dans

1697.

le lieu de la Conférence , conformément aux loix & constitutions de l'Empire. Que si elle se trouve conforme elle sera entièrement exécutée. Que si les Arbitres ou leurs Députez différent dans leur sentiment, les Actes communs de l'Arbitrage seront transportez à Rome , aux frais communs des Parties , dans l'espace de deux mois à commencer du jour de la sentence rendue , & livrez au Pape comme Sur-Arbitre , pour donner l'affaire à examiner dans l'espace d'autres deux mois à des Deputez , non suspects aux Parties , & lesquels prêteront le serment , & ceux-ci , sur les procédures déjà faites , & sans qu'il soit loisible aux Parties de faire aucune nouvelle déduction de leurs droits , prononceront dans l'espace de six mois ensuivans , & comme il a été dit , conformément aux Loix & Constitutions de l'Empire une dernière sentence définitive , qui ne pourra point être annullée , mais que les Seigneurs Arbitres feront exécuter sans aucun retardement ni contradiction. Que si l'une des Parties tarde de proposer , d'expliquer , & de prouver ses prétentions & droits dans le tems requis , il sera néanmoins loisible à l'autre Partie d'expliquer & de déduire ses droits , dans le terme marqué , qui ne pourra jamais être allongé ; & aux Arbitres & Sur-Arbitre de proceder de la manière , qui vient d'être expliquée , & de prononcer & exécuter leur sentence , selon les Actes produits & prouvez.

Non obstant cette Procédure , les Parties elles mêmes , & les Seigneurs Arbitres de leur côté ne laisseront de tenter une voye amiable d'accommodement , & n'oublieront rien de

ce

ce qui pourra contribuer à terminer cette affaire amiablement. Comme on eſt auſſi convenu dans l'Article du Traité de Paix ci-deſſus allegué , que juſqu'à ce que ce différent ſoit terminé , le S. Eleſteur Palatin payera annuellement à Madame la Duchefſe d'Orleans la ſomme de deux cens mille livres tournois , ou de cent mille florins du Rhin , on eſt convenu en particulier à l'égard dudit payement ; pour le tems auquel il doit commencer ; qu'il commencera ſeulement , après que , ſelon le contenu dudit Article , les États & lieux , qui y ſont ſpécifiez , auront été entièrement rendus audit Eleſteur. Et afin que Madame la Duchefſe d'Orleans puiſſe être d'autant plus aſſurée du payement de ladite ſomme ; M. l'Eleſteur nommera avant la Ratification de la Paix , un nombre ſuffiſant de Rentiers ou Receveurs de la Préſecture de Germersheim & d'autres lieux du Palatinat , qui ſe chargeront de payer ladite ſomme à ladite Dame Duchefſe , ou à ceux qui auront charge de ſa part , toutes les années à Landaw , ſavoir la moitié tous les ſix mois ; leſquels ſ'ils ne ſatisfont pas , pourront être contrains au payement , par la voye de la juſtice ordinaire , ou ſi la néceſſité le requiert par exécution militaire de la part du Roi très-Chrétien. Du reſte , ce payement ſe fera à cette condition ; que ce qui aura été payé , en vertu de cette obligation annuelle , à Madame la Duchefſe d'Orleans , durant la diſcuſſion du Procès devant les Arbitres , ſera en compenſation & à compte de ce que leſdits Arbitres pourront lui adjuger , en cas qu'ils lui adjugeoient quelque choſe , que ſ'ils ne lui adjugeoient

1697. rien, ou moins que ladite somme, elle sera restituée; & cette compensation ou restitution, de même que le fond du Procès sera réglée par la sentence des Arbitres. Que si Madame la Duchesse d'Orleans ne satisfait pas à la forme du Compromis, soit dans l'explication de ses prétentions, soit dans l'instruction du Procès, soit dans la réponse à ce qui sera produit par l'Electeur Palatin, ou qu'elle tarde, le cours dudit paiement annuel sera interrompu seulement pendant ce tems-là, le Procès allant toujours son train, selon la forme du Compromis. Fait au Palais de Ryswic le 30. Octobre, 1697.

(L.S.) D. A. C. à Caunitz. (L.S.) de Harlay Bonneuil.

(L.S.) Henr. C. de Stratman. (L.S.) Verjus de Crecy.

(L.S.) J. F. L. B. à Seilern. (L.S.) de Caillieres.

Au nom de l'Electeur
de Mayence.

Au nom de l'Electeur
de Baviere.

(L.S.) M. Frideric Baron de Prielmeyer, Ambassadeur Extraordinaire
de Schonborn Ambassadeur.
Plénipotentiaire.

(L.S.)

(L.S.) Ignace Antoine Otten.
Plénipotentiaire.

(L.S.) George Guillaumo Moll, Plénipotentiaire.

Au nom de la Maison d'Autriche.

(L.S.) *François Rodolphe de Halden L. Baron de Trazberg, &c.*

Au nom du Grand Maître de l'Ordre
Teutonique.

(L.S.) *Charles B. de Loë, Chevalier de l'Ordre Teu-
tonique.*

Au nom du Prince Evêque de Würtsbourg.

(L.S.) *Jean Conrad Philippe Ignace de Tassungen.*

Au nom de l'Electeur de Trêves, comme
Evêque de Spire.

(L.S.) *Jean Henri de Kayfersfeld, Plénipotentiaire,*

Au nom du Prince & Evêque de Constance.

(L. S.) *Frideric de Dürheim.*

Au nom de l'Evêque Prince d'Hildesheim.

(L.S.) *Charles Paul Zimmerman, Chancelier de Son
Altesse, Conseiller du Conseil secret, & Plé-
nipotentiaire.*

Au nom de l'Electeur de Cologne en qualité d'E-
vêque & Prince de Liège.

(L.S.) *Jean Conrad Norff, Député Plénipotentiaire.*

1697.

Au nom de l'Evêque & Prince de Munster.

(L.S.) *Ferdinand L. B. de Plettenberg de Lenhausen, respectivement Doyen & Capit. de l'Eglise Cathédrale de Paderb. de Munst. & de Hildesf.*

Au nom de l'Electeur Palatin, comme Duc de Neubourg.

(L.S.) *Jean Henri Hetserman, Plénipotentiaire.*

Au nom du Prince de Bade. Bade.

(L.S.) *Charles Ferdinand L. B. de Plettersdorff. Rét. servit l'Ordre alternatif.*

Au nom du Colége Abbatial de Suabe.

(L.S.) *Joseph Antoine Eusebius de Malden de Neidberg L. Baron de Autenriedt. Plénipotentiaire.*

Au nom de la Ville libre & Imperiale de Cologne.

(L.S.) *Herman Joseph Büllingen, Bourguemestre & Plénipotentiaire.*

Au nom de la Ville Impériale d'Ausbourg.

(L.S.) *Jean Christophe à Dierheim Plénipotentiaire.*



ECRIT

E C R I T

1697.

Des Ministres du Duc de Wirtemberg, portant
 les raisons pourquoy ils ont signé la Paix, avec
 reservation des droits de leur Maître, du ²⁰
 Octobre 1697. ³⁰

Cum plurimorum Sacri Romani Imperii Electo-
 rum & Principum Augustanae Confessioni ad-
 dictorum Legati & Plenipotentarii ideo quod Ex-
 cellentissima Regis Christianissimi Legatio clausu-
 lam quandam Articulo IV. Religionem concernen-
 tem, super qua non instructi fuerunt, Instrumento
 Pacis die ²⁰₃₀ Octobris in Palatio Ryswicensi signato
 inseri urserit ad ejusdem subscriptionem concurrere
 recusaverint, vel ut ipsi consequentur asseverarunt,
 non potuerint, & ne propterea publica tranquilli-
 tatis redintegratio in totum protraheretur, vel in-
 certis eventibus aliis exponeretur ab Illustrissimis
 & Excellentissimis Legatis Caesaris, auctoribus
 Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis
 pro temperamento in medium allatum fuerit, ut
 supra dicto modo subscriptionem recusantibus, li-
 berum sit vel ab eadem penitus abstinere, ita tamen,
 ut intra spatium 6. septimanarum ratificationi
 Pacis praefixam, mentem Dominorum suorum
 Principalium de acceptatis ejusdem articularis decla-
 rent, vel iisdem jam tum sub spe & conditione ra-
 tificationis apponere infrascripti Serenissimi Ducis
 Wirtembergi Miniſtri Plenipotentarii quo suum
 promovenda Pacis studium eo magis testarentur ul-
 timum propositionis membrum eligere, & sic pra-
 senſibus hisce Serenissimo Domino Principali suo
 quavis inde competentia reservare voluerunt, Illu-
 strissimos & Excellentissimos Dominos Legatos

1697. *Mediatores ea, quæ per est, observantiâ requirentes
ut hanc reservationem ad acta recipere dignentur.
Haga-Comitum die 20^o Octobris 1697.*
30

J. GEORGIUS DE KULPIS.
(L. S.)

A. G. DE HESPEN.
(L. S.)

TRADUCTION.

E C R I T

*Des Ministres du Duc de Wirtemberg, portant les
raisons pourquoi ils ont signé la Paix, avec re-
servation des Droits de leur Maître, du 20^o Octobre
1697.*
30

COMME les Ambassadeurs & Plénipoten-
tiaires de plusieurs Electeurs & Princes
du St. Empire Romain, qui suivent la Con-
fession d'Ausbourg, ont refusé de signer com-
me les autres, & même déclaré constamment
qu'ils ne pouvoient signer une certaine clause
concernant la Religion, que leurs Excellences
Messieurs les Ambassadeurs de France ont fait
inserer le 20^o d'Octobre dans le 4. Article du
Traité de Paix signé le 20^o d'Octobre dans le Pa-
lais de Ryswick, & sur lequel lesdits Ambas-
sadeurs & Plénipotentiaires n'ont point reçu
d'instructions, & que néanmoins pour ne pas
retarder par là le rétablissement de la tranqui-
lité publique, ou pour ne la pas exposer à d'au-
tres événemens douteux, leurs Excellences
Illustrißimes Messieurs les Ambassadeurs de Sa
Majesté Impériale, par le Conseil de leurs
Excel-

Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, ont proposé un milieu, par lequel il seroit libre à ceux qui refusoient de signer le Traité, de ne le pas faire, à condition néanmoins, que dans l'espace de six semaines, qui étoit le terme préfix pour la Ratification de la Paix, il eussent à déclarer la résolution des Princes leurs Maîtres sur l'acceptation ou le refus des articles dudit Traité; ou d'y souscrire dès à présent à condition de les faire ratifier; les soussignez Ministres Plénipotentiaires du Sérénissime Duc de Wirtemberg voulant témoigner le désir qu'ils avoient pour l'avancement de la Paix, ont jugé à propos de se déterminer à choisir le dernier article de cette proposition, & par ces présentes ils ont réservé au Sérénissime Prince leur Maître toutes les clauses qui en résultent; & ils prient leurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs avec tout le respect qui est dû à leur Caractère, de vouloir insérer cette réserve dans les actes de leur Protocole. A la Haye le 20 d'Octobre 1697.

30

J. GEORGE DE KULPIS.
(L. S.)

A. G. HESPEN.
(L. S.)



1697.

DECLARATION

Faite par Monsieur Norff Député de Son Altesse Sérénissime & Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège, & inserée au Protocole de Ryswick le 30. Octobre 1697.

Quandoquidem Serenitas Sua Electoralis Coloniensis, ut Episcopus & Princeps Leodiensis, Deputationi sibi ab Imperio Romano, unâ cum aliis Principibus & Constatibus ad restabiliendam pacem cum Corona Galliae, delata, consensit, & ad eam perfungendam, pacemque in hac qualitate ad normam instructionis Imperii die 1. Junii 1697. in Comitibus Ratisbonensibus conclusâ subscribendam, infra nominatum Plenipotentiarium suum delegavit, is munus sui esse duxit praesentibus declarare, se imminentem Tractatum Pacis, non aliter nisi in supra dictâ qualitate Delegati subscripturum, neque mentem suam esse, hac sua subscriptione approbare articulum 28. Pacis Neomagensis, quatenus hac pace Ryswicensi foret confirmandus, eò quod evidenter deroget juri Episcopatus Leodlenfi sine ulla controversia in Ducatum Bullionensem competenti, quodque dicta Paci Neomagensi, contra expressum mandatum Episcopi & Capituli Leodiensis insertus sit, reservando alter memoratae Suae Serenitati & Episcopatus ulteriores protestationes quas pro conservandis suis juribus sibi convenire duxerit, requirendoque Excellentissimos Dominos Legatos & Plenipotentarios illustres hujus Congressus, pro dandâ sibi benevolâ declaratione hanc suam subscriptionem nullum supramemoratis juribus Suae Serenitatis Electoralis adferre prajudicium, sed ad perficiendam commisso-

de la Paix de Ryswick. 111
*missionem Imperii Serenitati Suae Electorali delata-
tam fuisse necessariam. Actum in Palatio Rys-* 1697.
wicensi 30. Octobris 1697.

Sig natum erat.

J. C. NORFF.

TRADUCTION.

DECLARATION

*Faite par Monsieur Norff Député de Son Altesse
Sérénissime & Electorale de Cologne, Evêque &
Prince de Liège, & inserée au Protocole de Rys-
wick le 30. Octobre 1697.*

COMME S. A. Electorale Sérénissime de
Cologne s'est bien voulu charger, com-
me Evêque & Prince de Liège, de la Dépu-
tation Impériale, conjointement avec les au-
tres Princes de l'Empire, pour concourir à l'a-
cheminement de la paix qui se traite à Ryswick
avec la France; & qu'il a plu à sadite A. E.
Sérénissime de subdéléguer le soussigné son Plé-
nipotentiaire au Congrès de ladite Paix pour
la signer de sa part en qualité de Député de
l'Empire, suivant l'instruction, qui en a été
donnée à Ratisbonne le premier de Juin 1697.
le soussigné déclare par les présentes, qu'il ne
signe ledit Traité qu'en ladite qualité de Dé-
puté de l'Empire; & que son intention n'est
nullement, d'approuver par là le 28. Article
du Traité de Nimègue, qui va être confirmé
par le présent Traité de Ryswick, puis qu'il
déroge évidemment aux droits incontestables
de l'Evêché de Liège au Duché de Bouillon;
&

1697.

& qu'il y est inferé contre ses ordres , réservant à sadite A. E. Sérénissime & à son Evêché telles ulterieures protestations, qu'elle trouvera convenables pour la conservation de ses droits , & priant leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs & Plénipotentiaires qui composent cet Illustre Congrès de lui donner une déclaration que ladite signature ne doit en aucune manière préjudicier aux droits de sadite Altesse , & qu'elle est nécessaire pour accomplir la commission de l'Empire , dont S. A. E. Sérénissime a bien voulu se charger. Fait à Ryswick le 20 Octobre 1697.

30

NORFF.

PROTESTATION

*Des Ministres de Liège touchant Bouillon , du 31.
Octobre 1697.*

L Es souffignez Ambassadeurs , & Plénipotentiaires de Son Altesse Sérénissime Electorale de Cologne , Evêque & Prince de Liège ayant plusieurs fois , avant , pendant , & après la dictature des Préliminaires du 10. Février dernier , déclaré par ordre exprès de sadite Altesse Sérénissime Electorale de ne pas pouvoir prendre le Traité de Nimègue pour Base , & pour fondement de la Paix présente , à cause de l'Article 28. qui déroge entièrement aux droits de son Eglise de Liège , à l'égard du Duché de Bouillon , qui y a été inferé contre les ordres & instructions de Son A. S. E. Maximilien Henri son Prédécesseur , & desaprouvé

vé

vé par les proteſtations ſolennelles dudit Prince & du Chapitre de Liège, en date du 17. & 18. Février 1697. avant la Ratification dudit Traité comme il conſte par les * Actes de ladite Négociation de Nimègue, & voyant, que nonobſtant toutes inſtances & répréſentations jointes à celles, que Son Excellence Monſieur le Baron de Lillieroot Ambaſſadeur Médiateur & les autres Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires des Hauts Alliez ont très-ſouvent réitérées pendant la Négociation de la Paix en ce Congrès, on n'a ſû porter leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France de faire inſérer au Traité de Paix fait avec l'Empire la reſtitution du Château, Ville, & Duché de Bouillon, avec tout ce qui en dépend appartenant à ladite Eglife de Liège, ſi juſtement redemandée par Son A. S. E. après une poſſeſſion de ſix ſiècles, confirmée par les Traitez de Cambray & de Cambreſis, reconnuë par les Rois Très-Chrétiens, & même par Sa Majeſté à préſent régnante, qui a offert encore pendant cette guerre des équivalens aux Rois de Suède, & de Dannemarc pour leſdites Ville, Château, & Duché de Bouillon, après avoir été occupez par ſes armes dans un tems, que le Pays de Liège n'étoit point en guerre, & qui par conſéquent, ſelon toute juſtice, & raiſon, doivent être rendus à Son Alteſſe Séréniffime, & la poſſeſſion remiſe à l'Eglife de Liège, comme en ayant été privée par voye de fait, ils ſe trouvent obligez par ordre expreſ de leur Prince & Maître, pour la conſervation de ſes droits, & de ceux de ſon Eglife de Liège, de renouveler les reclamations & Pro-
teſta-

1697. testations ci devant faites , en protestant de-
rechef contre l'article 28. dudit Traité de Ni-
mégue , & contre le présent Traité , pour au-
rant , qu'il se pourroit confirmer dans ce point ,
comme aussi contre la détention dudit Duché
de Bouillon , qui se fait au préjudice desdits
droits incontestables de Son Altesse Sérénissi-
me Electorale , & de l'Eglise de Liège , dé-
clarant en même tems que ledit Traité , & la
détention d'un des plus anciens Patrimoines de
ladite Eglise doivent être sensez nuls & de nul
effet ; & comme s'ils n'étoient jamais arrivez ,
& qu'ils ne pourront ni à présent , ni à l'ave-
nir porter aucun préjudice aux droits & à la
possession appartenante incontestablement à
l'Evêché de Liège ; n'étant point dans le pou-
voir d'aucune Puissance quelle qu'elle soit de
disposer , diminuer , altérer ou compromettre
en aucune manière les droits & la possession
de ladite Eglise sans le consentement exprès
des Evêques & du Chapitre , ni à ceux ci d'a-
liéner ou de mettre en doute lesdits droits , &
possession lui appartenans , si clairement & si
incontestablement ; & afin qu'on ne puisse ja-
mais prétexter aucune ignorance de cette Dé-
claration & Protestation. lesdits Ambassadeurs
& Plénipotentiaires requierent leurs Excel-
lences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs
de les vouloir faire mettre au Protocole de la
Médiation , Son Altesse Sérénissime Electora-
le & son Chapitre de Liège se reservant de s'en
pouvoir servir en tout tems pour marque , &
preuve qu'ils n'ont jamais consenti audit Ar-
ticle 28. ni à tous autres Traitez qui le pour-
roient en ce point confirmer , nonobstant la
signature que les Ministres Plénipotentiaires
de

de ſadite Alteſſe Séréniffime Eleſtorale ont été obligez de faire, comme Députez del'Empire du préſent Traité de Ryſwick, puisqu'il ne l'a ſigné que par l'obligation à l'Empire, qu'il a proteſté contre ledit 28. Article, agréant toujours les autres Articles de ce Traité, & qu'il ſoit garanti par un Aſte exprès, de tout le préjudice qui en pourroit jamais arriver à ladite Eglife, prétendant de ſ'en faire relever en tout tems, en cas de beſoin, afin de pouvoir toujours recouvrer leſdits Château, Ville & Duché de Bouillon, avec leurs appendances & dependances : fait au Château de Ryſwick en Hollande, ce 31. Octobre 1697.

L. B. M E A N.

N O R F F.

(L.S.)

(L.S.)

C E R T I F I C A T

*Touchant la Proteſtation de Bouillon ou Extrait du
Protocole de la Médiation tenu au Château de
Ryſwick, le 31. Octobre 1697.*

MOnſieur le Baron de Mean, Ambaſſadeur Extraordinaire de Son Alteſſe Eleſtorale de Cologne, & ſon Plénipotentiaire Monſieur Norff ont aujourd'hui préſenté à leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Médiateurs une Proteſtation touchant les droits de l'Eglife de Liége ſur le Château, Ville & Duché de Bouillon, avec ſes dépendances, laquelle a.été inférée dans les Aſtes dudit Protocole, & communiquée à leurs Excellences
Meſ-

116 *Mémoires & Négociations*
1697. Messieurs les Ambassadeurs de France. Fait à
Ryswick comme dessus.

C. G. FRIESEN DORFF Secretaire
de l'Ambassade.

R E L A T I O N ,

Que la Députation de l'Empire envoya de la
Haye à la Diète Impériale à Ratisbonne le 1.
Novembre 1697.

M*An setzet in keinen zweifel, es werde der
Hochlöbliche Reichs Convent zu Regensburg
schon längstens einigen bericht über die alhiefige
Friedens Conferences erwartet haber, welches dies-
seits gewiß auch nicht were unterlassen worden,
wan die sachen sich der gestalt betten fügen wol-
len, das die vorgewesene difficulteten sich eber bet-
ten erheben lassen. Nachdeme aber anwesende Her-
ren Plenipotentiarü das temperament pêle mêle
in denen Deliberationen zu sitzen, cum reserva-
tione & absque consequentia auch acceptiret, so
ist die eröffnung der Deputation an ²⁰/₃₀ Octobris zu
nachts zu Ryswick geschehen, damit der bereits
geschlossenen Frieden von Reichs wegen antelapsum
termini auch hat unterschriben werden können,
wie solche Subscription und Sigillation bis morgens
fünfuhr gewebret hat, wobey abzunehmen seyn
wird, das die erteilte Reichs Instruction bey ge-
genwertigen conjoncturen ohnmöglich hat beobach-
tet werden können, so doch denen anwesende Ge-
sandtschaften und Reichs Gevollmächtigten umb so
weniger zu imputiren, als bekant ist, das nach er-
folgten absonderlichen Frieden der überigen auslan-
dische*

lischen Herren Alliirten das gantze Römische
 Reich der völligen discretion der Kron Franckreich
 allerdings ist überlassen worden, welches daraus
 wohl kan begriffen werden, das die Frantzösische
 Gesandtschaft die allergeringste raison, noch iusti-
 tiam causerum nicht habe attendiret, deßwegen
 man dan mit gut befinden der Hochanschenlichen
 Kayserlichen Gesandtschaft die Conditiones lieber
 acceptiren, als sich länger in dem ungelucklichen
 Krieg verwickelt sehn wollen, dazumahl nach
 verschiedenen reiffen deliberationen man nicht fin-
 den können, wie der Krieg mit besseren progressen
 gegen die Kron Franckreich, nach deren Herren
 Alliirten separation, zu Kayserlichen Majestet
 und des Reichs besten sollte fortgesetzt werden,
 vorab doch nicht zu präsumiren, das von seiten
 der Herren Alliirten der gemachte und publicirte
 Frieden abermahl dem Römischen Reich zu liebe
 sollte gebrochen werden, worzu sie sich auf viel-
 feltige an sie geschickte Subdeputationes und ihnen
 gemachte Vorstellungen keines wegs bequemen wol-
 len, umb so mehr man dan den schlechten Frieden
 dieser unglücklichen separation einzig und allein
 zu imputiren hat, von welcher begebenheit ein je-
 der Reichs Gevollmächtiger seinem Gnädigsten
 Herrn Principaln bereits umbständige Relation zu
 dem ende abgestattet haben wird, damit zu obge-
 dachten Regensburg die deliberationes in puncto
 ratificationis ohn verzüglich vorgenommen, und
 ein Reichs Gutachten gemacht und verfasst wer-
 den möge, zu dessen beforderung das Instrumen-
 tum Pacis in copia vidimata unter dem Chur-
 Maintzischen Directorial Insigel angeschlossen,
 weil aber dabey abzumercken seyn wird, das nicht
 alle Deputati solches Instrumentum unterschreiben
 und signiret, so dienet zur information, das solch-
 sub-

1697.

subscriptio deßwegen von einigen und meisten Herren Protestirenden unterlassen worden, weil in art. 4. circa finem bey denen Locis restituendis contra Instrumentum Pacis Westphalicæ eine änderung in Religion von denen Frantzösischen Herren Gesandten in folgenden formalien: Religione tamen Catholicâ Romanâ in locis sic restitutis in statu, quo nunc est, remanente, bat angedrungen werden wollen, welche sie absque speciali mandato ihrer böchst, und hohen Herren Principalen nicht eingeben können, dabero dan auch die Frantzösische Gesandtschaft zugeben, das selbe, ohngeachtet sie nicht subscribiret, jedoch des armistitii bis zur ratification zu genießsen, indessen abcr entweder alhier, oder zu Regensburg particulariter in gesetzter sechs wochentlicher zeit anzuzeigen, das dero böchst und hohe Herren Principalen in specie mit in die ratificationem Imperii gewilliget hetten, sonst sie pro exclusis geachtet werden sollten, welche Declaration von der Frantzösischen Gesandtschaft ad Protocollum Mediatorum zu der mit subscribirter Ständen versicherung gegeben worden und ist wohl keinem menschen einzubilden, und fast ohnglaublich, wie hart sonst und sehwehr die mit der Frantzösischen Gesandtschaft gebabte Tractaten, nach denen publicirten particular Frieder den mebrigen ausländischen Alliirten, bergangen seynd. Indessen bat man doch für böchst nöthig erachtet, dieses in zeiten zu berichten, wie sich dan auch dem Hochlöblichen Reichs Convent anwesende Chur-Fürsten und Ständen Gesandten und Gevollmächtigte befehlen. Signatum Hagæ den 1. Novembris 1697.

Churfürstliche Maintzische
Cantzly.

TRA-

TRADUCTION.

1697.

RELATION,

*Que la Députation de l'Empire envoya de la Haye
à la Diète Impériale à Ratisbonne le 1. No-
vembre 1697.*

O N ne doute pas , que l'Illustre Assemblée de l'Empire à Ratisbonne n'ait attendu depuis long tems une Relation sur les Conférences de Paix qu'on tient ici , & on n'y auroit pas manqué non plus , si les choses avoient été disposées d'une manière , qu'on eut pu plutôt ôter les obstacles. Messieurs les Plénipotentiaires , qui sont ici , ayant enfin , avec reservation & avec protestation contre les conséquences , accepté le temperamment de s'asseoir comme on se trouveroit , & sans observer aucun ordre dans les conférences , l'ouverture de la Députation se fit la nuit du 18 Octobre à Ryswick , afin qu'on y pnt aussi signer de la part de l'Empire le Traité de Paix , qui étoit déjà conclû , & cette souscription & apposition des sceaux dura jusqu'à cinq heures du matin. L'on remarquera , que les conjonctures pressantes n'avoient pas permis de suivre la lettre de l'Instruction de l'Empire , & que ceci ne pouvoit pas être imputé aux Ambassadeurs & aux Plénipotentiaires , qui s'y trouvoient de la part de l'Empire . parce qu'il est constant , qu'après les Paix particulières des autres Alliez , le Saint Empire étoit entièrement délaissé , & exposé à la discretion de la France , & que les Ambassadeurs François n'y
vou-

1697.

vouloient plus écouter ni raison , ni justice , de sorte , qu'avec l'approbation de l'Illustre Ambassade Impériale , on se détermina d'accepter plutôt les conditions , que de continuer dans une malheureuse guerre ; car , après plusieurs délibérations il ne se trouva pas , qu'on pût faire la guerre avec succès & avec avantage pour Sa Majesté Impériale & pour l'Empire , dans un tems , où les autres Alliez s'en étoient séparés , & où il n'y avoit pas d'apparence , qu'ils rompiissent , pour complaire à l'Empire , leurs Paix faites & publiées , puis qu'ils s'en expliquèrent tout autrement à ceux , que nous avions député & envoyé tout exprès , pour leur en faire des remontrances. C'est ainsi que cette malheureuse séparation , produit une Paix peu avantageuse. Chacun des Plénipotentiaires , qui sont ici , aura déjà fait un rapport plus ample à son Maître de toutes ces circonstances , afin qu'on puisse incessamment délibérer à Ratisbonne sur le point de la ratification , & en former une conclusion de l'Empire , & pour faciliter ceci , on envoie cette copie autentique du Traité de Paix incluse sous le cachet du Directoire Electoral de Mayence. Mais , comme il se trouve , que ledit Traité n'a pas été signé de tous les Deputez , il servira d'information , de marquer ici , que la plupart des Protestans refusèrent de signer , parce que Messieurs les Ambassadeurs de France avoient ajouté à la fin de l'article quatrième une clause contraire à la Paix de Westphalie , & portant un changement dans la Religion , en ces termes : *Religione tamen Catholicâ in locis sic restitutis in statu , quo nunc est , remanente.* C'est ce que lesdits Ministres Plénipotentiaires

Pro-

Protestans n'osèrent pas accorder sans un ordre exprès de leurs Maîtres, & c'est ce qui obligea les François à consentir, que ces Protestans, encore qu'ils n'avoient pas signé ce Traité, jouïront pourtant de l'effet de la cessation d'armes jusques à la Ratification, mais à condition, qu'ils déclareront particulièrement ici ou à Ratisbonne, pendant le cours de six semaines, que respectivement leurs Souverains & Maîtres avoient spécialement consenti à la Ratification de l'Empire, & qu'autrement ils en seront tenus pour exclus, & cette Déclaration de l'Ambassade de France fut donnée au Protocole des Médiateurs pour la sûreté de ceux des Etats, qui n'avoient pas signé le Traité. Du reste personne ne sauroit croire, ni se figurer les difficultez, qu'il y eut de traiter pour l'Empire, avec les Ambassadeurs de France, après que ceux-ci étoient assurez de leur fait, par la publication des Paix particulières des autres Alliez. C'est ce, dont on a jugé nécessaire d'aviser à tems, après quoi, les Ambassadeurs & les Plénipotentiaires, qui sont ici de la part des Electeurs, des Princes & des Etats de l'Empire, se recommandent à l'Illustre Assemblée de la Diète Impériale. Signé à la Haye ce 1. Novembre 1697.

*La Chancellerie Electorale de
Mayence.*



1697.

PROTESTATION

Du Comte Bagliani Envoyé du Duc de Mantoue, touchant les pertes que ses Etats ont souffertes durant la guerre, & les différens entre le Duc son Maître & le Duc de Savoye; présentée aux Médiateurs le 4. Novembre 1697.

PErventus ad hunc Hagæ-Comitis Congressum infrascriptus Comes Camillus Ballianus à Serenissimo Domino Duce Mantuæ ex propria benignitate in Nuntium extraordinarium electus, pro illius pertractandis negotiis apud hunc præstantissimum Ryswicensem Congressum, petiit admitti coram celebratissima fide ad exempla Commissionis sibi à Clementissimo Domino suo, Domino Duce Mantuæ pro reparandis præjudiciis omnibus, si quæ sunt & obtinendis provisionibus opportunis atque necessariis super damnis occasione præsentis ultimi belli passis in illius Statibus cum Mantuæ tum Montisferrati, nec non & super differentiis inter illum & Dominum Ducem Sabaudie jamdiu verentibus, quia nunquam debitam finem consecuta fuerit; qua super petitione, cum haud exauditus fuerit. Voleus propterea, omni quo potest meliori modo, dicti Domini Ducis indemnitati consulere, tenore præsentiam declarat, atque protestatur, quidquid in præsentibus Pacis Tractatibus actum, conclusum vel decretum fuerit, quod juribus ejusdem Domini Ducis contrariari posset, nullius præjudicii fuisse & esse debere ipsi Domino Duci, utpote quod nec illius jura intellecta fuerint, nec infrascriptus tacitum vel expressum consensum præstiterit, minusque præstare potuerit, adeo ut jura sæpe dicto

dicto Domino Duci Mantue quomodo & qualiter-
cunque competentia ac competenda, ex causis præ-
missis & aliis suis loco & tempore exprimendis,
illa sa fempet & intacta prout antea perdurent
temporibus quandocunque exercenda; & non aliter
nec alio modo cunctanter usus, præsentis reverenter
protestationis & jurium reservationis scripturam
unâ cum editis inscriptis instantia, pro obtinenda
enarrata audientia Illustrissimis atque Excellen-
tissimis Dominis Legatis Extraordinariis Sueden-
sibus Mediatoribus ad hanc Pacem générale sub
die 24. mox præteriti mensis Octobris consignata;
in illarum Protocollo & relationibus dicta pacis,
ad perpetuam rei memoriam inseri testimonialia-
que opportuna & authentica infrascripta Comiti
Bagliano concedi die 4. Novembris 1697.

TRADUCTION.

PROTESTATION

Du Comte Bagliani Envoyé du Duc de Mantoue,
touchant les pertes que ses Etats ont souffertes
durant la guerre, & les différens entre le Duc
son Maître & le Duc de Savoye; présentée aux
Médiateurs le 4. Novembre 1697.

LE souffigné Comte Camille Balliani, qui a
été choisi par le Sérénissime Duc de Man-
toue pour son Envoyé Extraordinaire, étant
arrivé à la Haye, a demandé, suivant la com-
mission qui lui a été donnée par son Seigneur,
très-benin, d'être admis en présence de la très-
célèbre Compagnie assemblée à Ryfwick,
pour maintenir ses intérêts dans cet illustre
Congrès, & pour demander la reparation de
tous les dommages qui peuvent lui avoir été

1697.

causez, & pour prendre les précautions requises & nécessaires, sur les pertes que les Etats tant du Mantouan que du Montferrat ont souffertes, à l'occasion de la présente guerre, & pareillement pour les différens qui regnent depuis long-tems entre lui & le Duc de Savoye, lesquels n'ont jamais été terminez, comme ils le doivent être : & comme on ne lui a fait aucune raison sur cette demande, c'est pour ce sujet que voulant prendre toutes les précautions nécessaires, afin de pourvoir au dédommagement dudit Seigneur Duc de Mantouë, il déclare & proteste par ces présentes que tout ce qui a été fait, conclu, arrêté ou décerné dans le présent Traité de Paix, qui pourroit être contraire aux droits du même Seigneur Duc, ne doit lui avoir préjudicié, ni lui préjudicier en aucune manière, d'autant que l'on n'a point eu connoissance de ses droits, & que ledit Envoyé souffigné n'y a point donné ni encore moins pû donner son consentement exprès ni tacite, de telle sorte que les droits qui appartiennent ou qui ont appartenu de quelque manière & en quelque qualité que ce puisse être, audit Seigneur Duc de Mantouë, pour les causes ci-dessus mentionnées & pour d'autres qui feront déduites en tems & lieu, demeureront toujours en leur entier tels qu'ils étoient ci-devant, pour les exercer & faire valoir en tout tems de quelque façon que ce soit, & non autrement ni d'autre manière; c'est pourquoi sans plus tarder il a présenté avec soumission à leurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de Suede Médiateurs de la Paix générale, la présente protestation & réserve de droits mise
par

par écrit, comme aussi l'instance qu'il a con-
signée par écrit en date du 24. du mois d'Oc-
tobre dernier, pour être admis à l'Audience
ci-dessus énoncée, & il demande qu'elles
soient enregistrées dans le Protocole & Rela-
tions dudit Traité de Paix, pour en conserver
à jamais le souvenir, & qu'on en accorde un
témoignage nécessaire & authentique au Com-
te Balliani soussigné; le 4. de Novembre
1697.

C E R T I F I C A T

Touchant la Protestation de Mantoue, ou Ex-
trait du Protocole de la Médiation tenu
dans le Château de Ryswick le 4. Novembre
1697.

E*odem die exhibuit Serenissimi Ducis Mantua
Nuncius Dominus Comes Camillus Ballianus
Protestationem scripto comprehensam super dam-
nis Statibus Mantuae & Montisferrati occasione
presentis belli illatis, nec non differentiis inter
laudatum Dominum Ducem & Dominum Ducem
Sabaudia, jam diu vertentibus quod ita actum esse
attestor.*

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDORFF.
Secretarius Legationis &
Mediationis Regiae.



1697,

T R A D U C T I O N .

C E R T I F I C A T

*Touchant la Protestation de Mantoüe , ou Extrait
du Protocolle de la Médiation tenu dans le Châ-
teau de Ryswick le 4. de Novembre 1697.*

LE même jour Mr. le Comte Camille Ballia-
ni Envoyé du Sérénissime Duc de Mantoüe
a présenté une Protestation par écrit touchant
les dommages que les Etats de Mantoüe & du
Montferrat ont soufferts à l'occasion de la pré-
sente guerre, comme aussi sur les différens qui
régnent depuis long-tems entre ledit Seigneur
Duc & Monsieur le Duc de Savoye. Ce que je
certifie avoir été ainsi fait.

Ex foy du Protocolle.

C. G. FRIESENDORFF,
Secrétaire de l'Ambassade
& de la Médiation Royale.

P R O T E S T A T I O N

De la part du Duc de Wolsenbuttel , touchant
deux Canonicats en Alsace , présentée aux
Médiateurs le 4. Novembre 1697.

Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Dominis Lega-
tis Mediatoribus , tam ex Instrumento Pacis Of-
nabrugenſis art. XIII. §. 11. & 12., quam ex itera-
tis apud Excellentias ſuas factis repræſentationi-
bus

bus notum erit, quàm liquidum sit jus, quod Serenissimis Ducibus Branswico-Luneburgicis, Lineæ Gaelpberbytanae in duas Præbendas seu Canonatus in Episcopatu Argentoratensi competit, speraverant inde altè memorati Duces justum ipsorum petiitum ut scil. ipsis duæ Præbendæ per Instrumentum Pacis Westphalica collatæ & per sententiam quandam à Consilio Brisacensi ablatae juxta tenorem Preliminarium Pacis restituerentur; illum consecuturum effectum, ut per specialem articulum Instrumento Pacis Casareo Gallico inferendum in possessionem dictorum beneficiorum iterum iniviterentur. Cum verò infra scriptus altememoratorum Serenissimorum Ducum ad Conventum Pacis missus Plenipotentarius, animadvertit, petiti hujus in Instrumento Pacis mentionem non fieri, hinc ex speciali mandato Serenissimorum suorum Principum declarare voluit, se Serenissimorum Ducum juri per Instrumentum Pacis Westphalia titulo satis onerosè quæsito renunciare non posse, & cum restitutio dictorum Canonatuum obtineri non potuerit, hinc in omnes illos actus, conventiones aut pacta, quibus Serenissimorum Ducum jus in dictas præbendas ledi aut inverti allo modo potest, se consentire non posse declarat, justasque altememoratorum Ducum prætensiones per Instrumentum Pacis Westphalica quæsitas & per preliminariorum Pacis Ryswicensis pro parte restauratas conservare, & quævis competunt altememoratis Ducibus expressè reservare voluit, donec illi ea de re mentem suam intra terminum ratificationis amplius exponant; Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios Mediatore rogat ut protestationem hanc, per quam nihil aliud quàm Serenissimorum suorum Principum jus ratione illarum Præbendarum competens, illasum refer-

1697. *vare intendit Protocollo Mediatorio debito loco inseri & reponi jubeant. Haga-Comitts die 4. Novembris 1697.*

FRIDERICUS à STEINBERG.

TRADUCTION.

PROTESTATION

*De la part du Duc de Wolfenbuttel, touchant deux
Canonicats en Alsace, présentée aux Médiateurs le 4. Novembre 1697.*

LEurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs connoîtront tant par l'Article 13. §. II. & 12. du Traité de Paix d'Osnabrug que par les remontrances réitérées qui leur ont été faites, la justice du droit qui appartient aux Sérénissimes Ducs de Brunswick-Lunebourg de la Branche de Wolfenbuttel sur deux Prébendes ou Canonicats de l'Evêché de Strasbourg. Lesdits Ducs ci-dessus mentionnez avoient espéré que leur juste demande auroit son effet, & que lesdites deux Prébendes qui leur avoient été adjudgées par le Traité de Westphalie, & dont ils ont été dépossédez par certaine sentence émanée du Conseil Souverain de Brisack, leur seroient restituées, suivant la teneur des Préliminaires de Paix, afin d'être derechef mis en possession desdits Bénéfices par un article particulier, qui devoit être inseré dans le Traité de Paix qui a été conclu entre Sa Majesté Impériale & le Roi de France. Mais comme le Plénipotentiaire soussigné desdits Sérénissimes Ducs Envoyé au Congrès général de la Paix a remarqué

qué qu'on n'avoit fait aucune mention de cette demande dans ledit Traité de Paix, c'est pour ce sujet que suivant l'ordre particulier qu'il a reçu desdits Sérénissimes Ducs ses Maîtres, il a déclaré expressément, qu'il ne pouvoit renoncer au droit qui leur est acquis par les conventions de la Paix de Westphalie, sous des conditions assez onéreuses, & comme ils n'ont pu obtenir la restitution desdits Canonicaux, il proteste qu'il ne peut consentir à tous les actes, conventions, ou Pactes, qui peuvent préjudicier au droit que lesdits Sérénissimes Ducs ont sur lesdites Prebendes, & il a crû devoir conserver les justes prétensions desdits Ducs qui leur sont acquises par la Paix de Westphalie, & qui ont été renouvelées en partie par les Préliminaires de la Paix de Ryswick, & de leur réserver expressément tout ce qui leur appartient à cet égard, jusqu'à ce qu'ils exposent plus amplement leurs intentions sur ce sujet, dans le terme prefix pour la Ratification, & il prie leurs Excellences Illustissimes Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires, Médiateurs de la Paix, de faire insérer dans le Protocole de la Médiation, cette Protestation, par laquelle il n'a point d'autre intention que celle de réserver en son entier auxdits Sérénissimes Princes ses Maîtres le droit qui leur appartient sur lesdites Prebendes. A la Haye le 4. de Novembre 1697.

FRIDERIC DE STEINBERG.



1697.

*Arrestation de la Cour de France sur le
 Du Conseil Souverain d'Alsace donnée à Brisac, por-
 tée en restitution de la moitié du Village de Lam-
 pertsheim, en faveur du Chapitre de Strasbourg,
 du 11. Juillet 1687.*

Louis par la grace de Dieu Roi de France
 & de Navarre au premier nôtre Huissier ou
 Sergent Royal sur ce requis, faisons savoir
 que ce jourd'hui vu par nôtre Conseil Souve-
 rain d'Alsace, le desaut fait de comparoir ob-
 tenu au greffe des présentations d'icelui, par
 les Prévot, Doyens, Chanoines & Chapitre
 de l'Eglise Cathédrale de nôtre Ville de Stras-
 bourg, demandeurs aux fins de la commission
 par eux obtenue en Chancellerie le 15. Jan-
 vier dernier d'une part, & les Princes Antoine
 Ulrich, Ferdinand Albert & Auguste Guil-
 laume de Brunswyck, Fery, & Adolphe de
 Mecklenbourg, & Charles Gustave de Bade
 Dourlach Défendeurs & desfaillans d'autre
 part, ladite commission tendante à ce qu'il
 leur soit permis de faire assigner les Défendeurs
 pour se voir condamner, de se desister & dé-
 partir à leur profit de l'occupation & jouissan-
 ce de la moitié du Village de Lampertsheim,
 située dans la basse Alsace, d'une Maison sise
 dans nôtre Ville de Strasbourg appelée com-
 munément de Brouderhoff, ensemble de plu-
 sieurs autres Maisons situées audit Strasbourg
 & des Rentes & revenus consistant en bled,
 argent, grains, pailles appartenant & dépen-
 dans dudit Brouderhoff à la restitution des
 fruits depuis leur injuste détention & leurs
 domma-

dommages & intérêts, & aux dépens, assignation donnée aux Deffendeurs en l'Hôtel de nôtre Procureur général, attendu leur qualité d'étrangers le dix huitième du même mois de Janvier, ledit deffaut obtenu contre les deffendeurs & deffaillans le 2. d'Avril, suivant, demande en profit & celui avec huit piéces 7. attaches sous les Cottes A. B. C. D. E. F. G. H. savoir sous les Cottes A. deux décrets ou Mandats de l'Empereur Rodolphe, le premier du 12. Septembre 1588. adressé à tous les Bourguemaîtres, Juges, Ballifs, & Officiers de l'Evêché de Strasbourg. le deuxième du troisième Février, mil six cent, adressé aux Sieurs Herman Adolphe Comte de Solms, Ernest Comte de Mansfeld, Gulberhard Trucses & adhérans, portant injonction de rendre au Chapitre Catholique le Brouderhoff, & généralement tous les biens desquels ils étoient emparez sous la Cotte B. un extrait du Traité fait à Hagenau le douzième Novembre mil six cent quatre au sujet de la moitié du Village de Lampertsheim & ledit Brouderhoff, sous la Cotte C. une spécification des Rentes & Revenus repetés par les demandeurs, sous la Cotte D. & le Procès Verbal par lequel il paroît que l'onzième Juin mil six cent trente trois les Députés de nôtre dite Ville de Strasbourg déposséderent les Doyens, Chanoines, & Chapitre dudit Strasbourg dudit Brouderhoff & de tous les biens en dépendans, en se saisissant de tous les titres, papiers, bled, ornemens d'Eglise, Argenterie & autres effets, qui y étoient, & deffendant au Receveur de plus administrer ni faire aucune recette, sous les Cottes E. & F. sont deux missives des vingt

1697 un & vingt neuvième Novembre 1648. la première du feu François Evêque de Verdun adressée à nôtredite Ville sous la Cotte G. & un ordre de l'Evêque de Worms, comme Prince Circulaire, du Rhin & Commissaire Deputé par Sa Majesté Impériale pour l'exécution de l'Edit à lui envoyé, concernant la restitution, à faire au Chapitre de nôtredite Ville de Strasbourg, adressé aux Magistrats de la même Ville le quinziesme Decembre de la même année, sous la Cotte H. & un acte en forme de Protestation faite aux Magistrats de Strasbourg en date du 3. Février, mille six cent quarante neuf, par le grand Chapitre de la même Ville, de leur rendre & restituer en conformité de l'Edit ci-dessus envoyé à l'Evêque de Worms la moitié du Village de Lampertsheim, du Brouderhoff, & biens en dependant, ensemble toutes les autres pièces par eux produites & employées. Conclusions de notre Procureur Général, tout diligemment veu & examiné; ouï sur ce le raport de Monsieur Jean Mauri, Conseiller en nôtredit Conseila déclaré & declare le deffaut bien & valablement obtenu, & adjugeant le profit des demandeurs de la moitié du Village de Lampertsheim, d'une Maison sise dans nôtredite Ville de Strasbourg vulgairement appelée de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons, situées audit Strasbourg, & de toutes les rentes & revenus en dépendans, à la restitution des fruits par eux perçus depuis leur injuste détention, aux dommages & intérêts des demandeurs & aux dépens du deffaut & de tout ce qui s'en est ensuivi; si te mandons pour faire pour l'exécution du présent arrêt tous exploits & autres actes de justice.

justice requis & nécessaires, de ce faire te
 donnons pouvoir: donné à la Ville Neuve de
 Brisack, en nôtre Conseil Souverain d'Alsa- 1697.
 ce, l'onzième Juillet l'an de Grace mil six
 cent quatre vingt sept & de nôtre Regne le
 quarante cinquième. Collationé par ordre &
 arrêt du Conseil, Jacquiret avec Paraphe &
 scellé.

C E R T I F I C A T

Touchant la Protestation de Wolsenbittel au
 sujet des deux Canonicats situez dans l'Evê-
 ché de Strasbourg, ou Extrait du Protocol-
 le de la Médiation, fait dans le Château de
 Ryswick le 4. Novembre 1697.

S Erenissimorum Ducum Brunswico-Luneburgi-
 corum Lineæ Guelpberbytanae, Plenipotentia-
 rium generosissimum Dominum Fridericum à
 Steinberg scriptum quoddam pro reservando Prin-
 cipalibus suis jure, quod ipsis ex Instrumento Pa-
 cis Westphalica in duas Præbendas seu Canonicatus
 in Episcopatu Argentoratensi competere contem-
 dunt, hodie exhibuisse attestor.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDORFF,
 Secretarius Legationis &
 Médiationis Regiæ.

1697

TRADUCTION.

CERTIFICAT

*Touchant la Protestation de Wolfenbuttel, au sujet
des deux Canonics situez dans l'Evêché de
Strasbourg, ou Extrait du Protocolle de la Mé-
diation fait dans le Château de Ryssick le 4. de
Novembre 1697.*

JE certifie que le très-Noble Seigneur Fide-
ric de Steinberg Plénipotentiaire des Sérénissimes Ducs de Brunswich Lunebourg de la Branche de Wolfenbuttel, a présenté ce jourd'hui un Mémoire par écrit par lequel les Princes ses Maîtres se réservent les droits qu'ils soustiennent leur appartenir sur deux Prébendes ou Canonics de l'Evêché de Strasbourg, en vertu du Traité de Westphalie.

En foi du Protocolle.

C. G. FRIESENDORFF
Secrétaire de l'Ambassade
& de la Médiation Royale.



PROTESTATION

1697.

Faite au nom du Séréniffime Prince d'Oſſiſſe ,
 contre l'Article par lequel la Ville d'Embsden
 ſ'eſt fait comprendre en particulier dans le
 Traité de Paix conclu entre la France & la
 Hollande ; préſentée aux Médiateurs le 4.
 Novembre 1697.

Sereniffimus Princeps & Dominus Chriſtianus
 Eberhardus, Iuſſie Orientalis, Eſena, Stedeſ-
 dorpis & Witmundæ Princeps ac Dominus, poſt-
 quam cognovit quod Urbs ejus Embsdenſis conditio-
 nibus Pacis inter Sereniſſimum & Potentiſſimum
 Principem & Dominum Ludovicum XIV. Gallia-
 rum Regem Chriſtianiſſimum, & Celſos ac Præpo-
 tentes Dominos Ordines Générales Fæderati Belgii
 die XX. Septembris nuperæ pacis, articulo XIX.
 pecaliari mentione tanquam ſociæ aut particeps
 comprehenſa ſit, non potuit quin publico teſtatum
 faceret, quod iſti quidem Urbi ſuæ commerciorum
 libertatem & communia pacis illius commodæ adeo
 non invident, ut vel ipſe ea non ſecus ac aliorum
 ſuorum Subditorum ſalutem quantum poteſt pro-
 movere ſtudeat, eumque in ſuam pro Urbe: ſi qua
 opus, & illa hæc ab eo petiſſet, ſuo loco & tem-
 pore interceſſurus fuiſſet.

Cum autem inſcio & irrequiſito ſe hæreditario
 Provincia & Urbis Principe ac Domino, inſertio
 iſta facta ſit, atque inde quidem conditionis Urbis
 ejusdem ignari colligere aut falſo perſuaderi poſ-
 ſent, liberam eam & ſui juris eſſe, quæ tamen,
 quod nec ipſa nec quiſquam alius negare auſit, non
 viſi municipaliſ, homagiique ſacramento Principi
 ſuo obſtricta, imo nec in Hæſſæticarum ſaltem Ci-
 vitatum

1697. *vitatum societatem unquam recepta est, cuique tanto minus ullum jus fœderum competit.*

Idcirco laudatus Serenissimus Princeps publica hac mihi demandata potestatione juribus suis in eam Urbem, ad avertendam, quam quis ex ea admissione in illa pacta elicere velit aut possit, adversam aut sinistram interpretationem, argumentationem, aut consecutionem, solemniter omnique membri modo cavere, simulque cuivis constare voluit, si quid in ea Urbis istius in fœdus Gallo-Belgicum ante consecutum Pacis universalis Imperii Rom. Germanici, cujus Membrum est Principatus Ostfrisia, negotium adoptione præpropere aut præpostere, id nec sciente nec volente se actum esse; quin &, quod fortassis prætenditur, exemplum pactorum Pacis Neomagensis inter eundem Regem Christianissimum & Dominos Ordines Fœderatos, qua Urbs illa etiam continetur, in exemplum transire, vel causa huic inservire non posse, quoniam id quoque non solum minori Principis ætate, sed & clam Serenissimam ejus matrem tunc temporis Tutricem & Gubernatricem, gestum est. Quamobrem nomine & jussu prædicti Serenissimi Principis, Domini mei clementissimi, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatores Sacra Regie Majestatis Suecia, qua par est, observantia & reverentia majorem in modum oro & obtestor, ut cautionem & protestationem banc benigne admittere, & in Acta pacificationis referre, indeque ejusdem interpositæ documentum & testimonium perpetuam fidem facturum mihi concedere non graventur.

Scr. Haga-Com. die 4. mensis Novembris

Kal. Gregor. Anno 1697.

HENRIC. AVEMAN Serenissimi Principis
Ostfris. Consiliarius intimus & Pro-
Cancellarius.

TRA-

PROTESTATION

Faite au nom du Sérénissime Prince d'Ostfrise, contre l'article par lequel la Ville d'Embden s'est fait comprendre en particulier dans le Traité de Paix conclu entre la France & la Hollande. Présentée aux Médiateurs le 4. Novembre 1697.

LE Sérénissime Prince Monsieur Christian Eberhard, Prince de la Frise Orientale, Seigneur d'Esen, Stedesdorp, & Westmunde ayant appris que la Ville d'Embden a été comprise en particulier comme Alliée, dans le Traité de Paix conclu le 20. de Septembre entre le Sérénissime & très-Puissant Prince Louis XIV. Roi de France Très-Chrétien, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, comme il paroît par l'article 19. dudit Traité; il a cru être obligé de déclarer publiquement, que bien loin de s'opposer à la liberté du commerce de ladite Ville d'Embden il l'avoit toujours favorisée de tout son pouvoir de même que ses autres sujets, & que si elle avoit demandé sa protection, il auroit intercedé pour elle en tems & lieu, suivant son besoin.

Mais comme il a été informé qu'à son insçu & sans lui en demander permission, comme Prince & Seigneur de la Province & de ladite Ville, elle avoit été comprise en particulier dans ledit Traité, & que ceux qui ignorent l'état de ladite Ville pourroient conclure de là & s'imaginer mal-à-propos qu'elle est libre & indé-

1697.

indépendante, quoique, ni elle, ni qui que ce soit puisse nier qu'elle n'est que Municipale & dépendante de son Prince en vertu de l'hommage qu'elle lui doit, & que même elle n'a jamais été reçue dans la ligue des Villes Hanséatiques, & que par conséquent elle est incapable de contracter des Alliances.

C'est la raison pour laquelle le Sérénissime Prince susdit m'a ordonné de faire en la meilleure forme qu'il se peut cette protestation publique, pour maintenir ses droits sur cette Ville & à ce que personne n'en ignore, afin de prévenir les interprétations sinistres & les fausses conséquences que l'on pourroit tirer à l'avenir de ce qu'elle a été admise audit Traité : & pour faire connoître à tout le monde que si dans cette insinuation dans la paix susdite elle a fait des démarches contraires à la Paix générale que l'Empire, dont elle est un Membre, comme dépendante de la Province d'Oostfrise, doit conclure avec la France, ç'a été à son insçu & contre son intention. Que si elle prétend alléguer pour sa justification le Traité de Nimégue fait entre le même Roi Très-Chrétien & Messieurs les Etats Généraux, où elle est pareillement comprise, cela ne doit point être tiré à conséquence contre les droits dudit Sérénissime Prince, puisque cela s'est passé non seulement pendant sa minorité, mais encore même sans en donner avis à la Sérénissime Princesse sa mère & sa tutrice. C'est la raison pour laquelle je supplie très-instamment leurs Excellences Illustissimes Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté Suédoise, Médiateurs de la paix au nom & par le commandement du Sérénissime Prince

Prince mon Maître très-benin , avec tout le respect qui leur est dû de recevoir favorablement cette protestation & de la faire enregistrer dans les actes du présent Traité de Paix , afin qu'elle y demeure comme un témoignage perpétuel , qui produira son effet en tems & lieu. 1697.

Fait à la Haye le 4. du mois de Novembre ,
suivant le Calendrier Grégorien 1697.

HENRI AVEMAN Conseiller
d'Etat & Vice-Chancelier du
Sérénissime Prince d'Oostfrise.

CERTIFICAT

Touchant la reception de la Protestation
d'Oostfrise , au sujet de la Ville d'Embden ,
ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu
dans le Palais de Ryswick le 4. Novembre
1697.

QUOD Celsissimi Principis Frisæ Orientalis
Christiani Eberhardi Plénipotiarius Dominus
Henricus Aveman declarationem quandam
hodie insinuaverit , quâ potestatur contra
quamcunque interpretationem , argumentationem ,
vel consecutionem , quæ contra Principis sui jura
ex eo poterit elici , quod Urbs Embdensis in Instru-
mento hujus pacis inter Regem Christianissimum &
Status Generales Fœderati Belgii conclusa nomi-
natim sit comprehensa , hisce attestor .

In fidem Protocolli ,

C. G. FRIESENDORFF.
Secretarius Legationis &
Mediationis Regiæ.

TRA.

1697.

T R A D U C T I O N .

C E R T I F I C A T

Touchant la reception de la Protestation d'Oostfrise, touchant la Villed'Embden, ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu dans le Palais de Ryswick le 4. de Novembre St. Nov. 1697.

J'Atteste par le présent Certificat, que Monsieur Aveman Plénipotentiaire de Son Altesse Monseigneur Christian Eberhard Prince d'Oostfrise a fait enregîtrer ce jourd'hui une Déclaration par laquelle il proteste contre toute sorte d'interprétations, de raisonnement, de conséquence que l'on pourroit tirer au préjudice des droits de son Prince, de ce que la Ville d'Embden a été comprise en particulier dans le Traité de Paix qui a été conclur entre le Roi Très-Chrétien, & les Etats Généraux des Provinces-Unies.

En foi du Protocolle.

C. G. FRIESENDORFF.
*Secrétaire de l'Ambassade &
 de la Médiation Royale.*



ECRIT.

E C R I T

Des Ministres des Comtes de Wetteravie, portant les raisons pourquoi ils avoient signé la Paix; présenté aux Médiateurs le 25 Octobre 1697.
4 Novemb.

Cum nuper in signatione Instrumenti Pacis die 25^{to} Octobris in Palatio Ryswicensi facta, quorundam Sacri Romani Imperii Statuum Augustanae Confessioni addictorum Plenipotentiarum qui ad subscriptionem ejusdem concurrere nomenque suum apponere voluerunt, expresse declaraverint, id propter clausulam Religionem concernentem, quae Art. IV. subjuncta fuit, & super qua nemo eorum instructus esse potuit ad eum modum quem Illustrissima & Excellentissima Legatio Caesarea, auctoribus ipsis Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis, pro temperamento in medium attulit, nimirum sub spe & conditione ratificari & hanc suam mentem scriptis insuper testari promiserint; Nos infrascripti Illustrissimorum Dominorum Comitum Scammii Wetteravici Plenipotentiarum, ad praesentibus hisce per actum, & Illustrissimos ac Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, dignentur, hanc nostram declarationem ad acta recipere, omni qua par est observantia rogatos volumus. Haga Comitum die 25 Octobris 1697.
4 Novemb.

(L. S.) CAROLUS OTTO,
Comes à Solms.

(L. S.) FRIDER: CHRIST: ab
EDELSHAIM Plenip.
TRA-

1697.

TRADUCTION.

E C R I T

Des Ministres des Comtes de Wetteravie portant les raisons pourquoy ils avoient signé la Paix ; présentée aux Médiateurs le 25 Octobre 1697.
4 Novemb.

COMme il est arrivé depuis peu que dans la signature de la Paix conclue le $\frac{20}{30}$ d'Octobre dans le Palais de Ryswick, les Plénipotentiaires de quelques Etats du St. Empire Romain, qui suivent la Confession d'Ausbourg, & qui ont voulu la signer, comme les autres, ont déclaré expressément au sujet d'une clause qui concerne la Religion ajoutée au quatrième Article, & sur laquelle pas un d'eux n'a pu recevoir aucune instruction ; qu'ils n'entendoient la signer que suivant le temperament que leurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale ont mis en avant, après qu'il a été proposé par leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, savoir sous condition de ratifier, & sous la promesse qu'ils ont faite de donner par écrit leurs intentions sur ce sujet ; Nous soussignez Plénipotentiaires des Illustrissimes Seigneurs Comtes du Banc de Wétéravie, avons prié leurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs avec toute la vénération qui leur est dûe de vouloir faire enregistrer la
pré-

de la Paix de Ryswick. 143
présente déclaration dans leur Protococole. A 1697.
la Haye le 25 Octobre
4 Novemb.

(L. S.) CHARLES OTTON
Comte de Solms.

(L. S.) FRIDERIC CHRISTIAN
D'EDELHEIM Plénip.

E C R I T

Des Ministres Protestans de l'Empire en général , portant les raisons pourquoi ils n'avoient pû signer la Paix , du 4. Novembre 1697.

SImul ac Illustrissimi & Excellentissimi Domini Legati Sacrae Caesaris Majestatis 29. mensis Octobris atque ita pridie ante conclusam signatamque pacem proposuerunt , Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Gallicos , sub conditione sine qua non , postulare ut Articulo IV. Tractatus qui de restituendis ex capite Reunionam agit , quique totus lectus relectusque , utrinque tandem approbatus fuit , sequens clausula annecteretur. Religione tamen Catholica Romana in locis sic restitutis in statu quo nunc est remanente , Electorum Principum , ac Statuum Imperii Augustanae Confessionis ad Tractatus Pacis deputatorum Legati ac Plenipotentiarii hic presentes in unum convenerunt , & re bene perpensa unanimiter existimarunt dictam Clausulam adversari ;

I. Legibus Imperii Fundamentalibus nimirum tam Paci religiose de Anno 1555 , quâ definitum est
quod

1697.

quod Augustanae Confessionis Consortes in quietâ possessione bonorum Ecclesiasticorum, & reddituum ad ipsos appertinentium relinqui, & nulla inde lites ab ipsis moveri debeant, quam etiam imprimis Pacis Westphalica, quæ præsentî Tractatui, tanquam basis & fundamentum substernitur. Hujus enim verba expressa sunt: Quod unicum & solum restitutionis & observantia futura fundamentum in Ecclesiasticis esse debeat annis 1624 & respectivè in Palatinatu status, ante motus Bohemicos, donec controversia Religionis amicabili partium compositione universali definiantur.

2. Capitulationibus Casarea & Regis Romanorum, in quibus assertio Pacis Religiosa, & eam inscutes Westphalica sollemniter confirmatur.

3. Instructioni ab Imperio Deputatis Ejus ad præsentem Pacis Tractatus data, quæ utriusque, tam Catholicis, quàm Evangelicis normam agendi præscribit. Eadem etiam Instructio à Sacra Casarea Majestate confirmata fuit, atque in hoc sensu Excellentissimam Legationem Casaream pariter obligat: tenor illius est, quod omnia tam in Ecclesiasticis, quam Politicis quocunque modo mutata, ad normam Pacis Westphalica in pristinum statum reponi debeant. Porro

4. Clausula illa contraria est instructioni particulari, quam Deputati Augustanae Confessionis à Corpore Evangelicorum acceperunt, uti etiam

5. Mandatis particularibus Principalium Ipsorum eò collimantibus.

6. Ipsi Garantie Pacis Westphalica, quam Rex Christianissimus una suscepit.

7. Preliminari hujus Pacis, quod fundamentum fuit Tractatum inde secutorum, nec non

8. Projecto die 20. Julii & Declarationi die 1. Septembris ab Excellentissima Legatione Gallica

extra.

extraditis, quæ de mutatione adeo periculosa Instrumenti Pacis Westphalicæ, ne minimam quidem mentionem faciunt. Et cum prædicta Legatio adhuc paucos ante signatam pacem dies Cæsareæ Legationi optionem dederit, an Illud Projectum & Declarationem super Pace, prout jacent, signare vellet, vel exinde apparet, de dicta clausula nullum tunc temporis adhuc à Rege Christianissimo mandatum adfuisse.

9. Contrariatur quoque dicta Clausula Articulo præcedenti Tertio Pacis Ryswicensis, juxta quem Pax Westphalica & Neomagensis dicta præsentis basis & fundamentum esse, & ut additum est, statim à commutatis ratificationum formulis, in sacris & profanis plene executioni mandari, & posthac factæ rectæ servari debent. Quod attinet ad clausulam ibi adjunctam, nisi quatenus aliter conventum est, illum tantum de profanis, & nullo modo de Ecclesiasticis intelligi posse, ex superius allegato & multis aliis Paribus Instrumenti Pacis Westphalicæ manifeste deprehenditur, Sancitum enim ibi est, & specialiter Articulo V. §. 9. Instrumenti Pacis Osnabrugensis, quod Augustana Confessioni addicti posthac in habita vel recuperata possessione nullo modo turbari, sed ab omni persecutione juris & facti perpetuo tuti esse debeant, donec Controversiæ Religionis compositæ fuerint.

10. Repugnat quoque allegata sæpius Clausula Articulis separatis Tractatum cum Rege Magnæ Britannia, & Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, per quos Sacra Cæsareæ Majestati & Imperio liberum manet, Pacem iis conditionibus quæ in supra memoratis Projecto & Declaratione Gallica stipulatæ sunt intra terminum ini-
re.

1697. 11. *Talis Clausula Unionem & Vinculum concordia inter Status Imperii nimum quantum ledit, & cum.*

12. *Excellentissima Legatio Casarea commune Evangelicorum monitum ad Articulum III. executionem pacis in Imperio tantum concernens, ex hac ratione admittere recusaverit, quod dicta executio in Imperio nil quicquam Galliam tangat, sed unice ad Casarem & Imperium spectet, cum insuper,*

13. *Excellentissima Legatio Gallica non tantum monitu particulari quorundam Evangelicorum, quibus restitutioni Religionis suae in Provinciis ad Romanum Imperium redeuntibus cavere voluerunt, tanquam superflua, Regem Christianissimum non concernentia & sub generali dispositione Articuli Tertii jam comprehensa admittere noluerit, sed etiam illud commune Evangelicorum monitum, quo conservationi Religionis Evangelicae in Civitate Argentinenfi ac in Alsatia ad normam Pacis Westphalicae prospicere voluerunt, rejecerit, non apparet, quâ ratione eadem pretendere aut Legatio Casarea admittere possit, ut contra dictam Pacem mutatio circa statum Sacrorum in textis Imperii fiat. Denique,*

14. *Supradicti Legati & Plenipotentarii hic praesentes in saepius citatam clausulam, contra Mandata quae habent, & conscientias suas consentire haud potuerunt, ne eo ipso quoque Dominis suis Principalibus ut & reliquis Pacis Westphalicae Assertoribus & Compaciscentibus insigne praedictum afferrent, praesertim cum etiam in lectura Instru- menti Pacis Ryswici in ipso articulo signaturae facta animadverterint in aliis quaque possibus ipsi insertis, quadam inserta alia quamvis iam placita, omissa tamen fuisse, quae Evangelicos*

cos non leviter tangunt, de quibus etiam Relatio ad Comitia Imperii fiet, & quamvis, 1697.

15. Proexpedientipropositum fuerit, ut Evangelici sub spe rati Instrumentum Pacis subscriberent, hac tamen exceptio tribus ad id per speciales rationes motis, apud Reliquos Legatos & Plenipotentiarios Locum in casu praesenti invenire non potuit, ubi sicut dictum est, instructiones expressè contrariam injungunt, & ubi de mutatione status circa Sacra in Terris Imperii agitur, praesertim cum Excellentissima Legatio Gallica durante pacis Negotiatione in rebus etiam levioris momenti defectum mandatorum Regis sui saepius pro excusatione allegaverit, unde consultius habitum fuit,

16. Alterum expediens acceptare, subscriptionemque eo usque differre, donec Dominis Principalibus ea omnia referri, hique intra tempus ratificationis hac super re, aut hic, aut Ratisbonae sese declarare possint.

Quo autem de rationibus in re tam ardui momenti eò melius apud acta praesentis Negotiationis, nunc & impoſterum constet, Legati ac Plenipotentarii hic subscripti Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatoreſ, ut representationem hanc in Protocollo suo inferant, atque ipsis documentum insinuationis de super extradant, enixè requirunt, & pariter testantur Principales suos non minore zelo, quam reliquos Imperii deputatos in Pacem ferri, & non nisi cum dolore perceptum esse, quod illa ipsorum nomine ob difficultatem minimè praeviam signari non potuerit.

Declarationem hanc nomine Sacri Romani Imperii, Electorum, Principum & Statuum Augustanae Confessionis ad Tractatus Pacis Deputatorum, Eorundem Legati & Plenipotentarii hic

148 *Mémoires & Négociations*
 1697. *præsentes subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Haga Comitum die 25 Octobris 1697.*
 4 Novemb.

Nomine Serenissimi
 Electoris Saxoniae.
Christophorus Dietericus
Bose Junior, Legatus.
 (L. S.)

Nomine Serenif. Electo-
 ris Brandenburgici.
W. de Schmettau, N. B. de
Danckelman, Legati
Extraord. & Plenipot.
 (L. S.) (L. S.)

Nomine Ducatus Palati
 no-Bipontini.
Georgius Fridericus de
Snolsky.
 (L. S.)

Nomine Serenif. Ducis
 Saxo-Coburgici.
Henricus Richardus liber
Baro ab Hagen, Plenip.
 (L. S.)

Nomine Serenif. Ducis
 Saxo-Gothani.
Adolf Christian Aveman
Plenipotentiaris.

Nomine Serenif. Mar-
 chionis Brandenburgici
 Culmbacensis.
Ex. B. de Stein.

Nomine Serenif. Ducis
 Brunswico-Zel-
 lensis.
Æklinckgraef, Plenipo-
tentiaris.

Nomine Serenif. Ducum
 Brunswico Guelffer-
 bitanorum.
Joban Wilhelm de Mans-
bergh.

Nomine Serenif. Landt-
 gravii Hasso-Cal-
 sellani.
Wilhelm Vultejus, Pleni-
potentiaris.
 (L. S.)

Nom. Ducatus Holsato-
 Gluchstadiensis suo
 loco & ordine.
Dethlerus Nicolaus de Le-
wencroon, Plenipotent.
 (L. S.)



T R A.

TRADUCTION.

1697,

E C R I T

*Des Ministres Protestans de l'Empire en général,
portant les raisons pourquoy ils n'avoient pas pu
signer la paix du 4. Novembre 1697.*

LEurs Excellences Illustriſſimes Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale ayant proposé le 29. du mois d'Octobre, qui étoit la veille de la conclusion & de la Signature de la Paix, que Leurs Excellences Illustriſſimes Messieurs les Ambassadeurs de France, demandoient sous une certaine condition qu'à l'article 4. du Traité, où il est parlé de la restitution de ce qui a été occupé par les Réunions, & qui après avoir été tant de fois lû & relû avoit été enfin approuvé, on ajoutât la clause suivante; *savoir que la Religion Catholique Romaine demeureroit en l'état qu'elle est présentement dans les lieux qui auront été rendus*; les Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, de la Confession d'Ausbourg, qui sont ici présents, se sont assemblez entr'eux, & après avoir bien examiné la chose, ils sont convenus unanimement que ladite clause étoit contraire.

1. Aux loix fondamentales de l'Empire savoir au Traité fait en 1555. touchant la Religion, par lequel il a été défini que tous ceux qui suivoient la Confession d'Ausbourg, jouiroient paisiblement de tous les biens Ecclésiastiques & des revenus qui y étoient annexez,

1697. & qu'on ne formeroit contr'eux aucune contestation sur ce sujet, elle est pareillement opposée à la Paix de Westphalie qui sert de base & de fondement au présent Traité; & par laquelle il a été convenu expressément; Que l'an 1624 doit être le seul & unique fondement du rétablissement & de la sûreté future à l'égard des affaires Ecclésiastiques, & respectivement dans le Palatinat, où tous choses doivent être rétablies en l'état qu'elles étoient avant la guerre de Bohême, jusqu'à ce que tous les différens qui regardent la Religion soient réglés à l'amiable, du consentement général des Parties.

2. Elle est opposée à la Capitulation Impériale & à celle du Roi des Romains, dans lesquelles la sûreté de la Paix de Religion, & de celle de Westphalie, est confirmée.

3. A l'instruction que l'Empire a donnée à ses Députez au présent Traité de Paix, laquelle prescrit tant aux Députez Catholiques qu'aux Evangeliques les règles qu'ils doivent suivre. Et cette même Instruction a été confirmée par Sa Majesté Impériale, & dans le même sens elle oblige pareillement leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de sadite Majesté, & la teneur de cette instruction porte que toutes choses qui ont été changées, de quelque manière que ce soit, tant en matière Ecclésiastique que Politique, seront remises en leur premier état sur le pié du Traité de Westphalie.

En 4. lieu cette clause est contraire à l'instruction particulière que les Députez de la Confession d'Ausbourg ont reçue de tout le Corps des Evangeliques.

5. Elle n'est pas moins opposée aux ordres parti-

particuliers des Princes leurs Maîtres qui tendent à la même fin. 1697.

6. A la garantie de la Paix de Westphalie, à laquelle le Roi Très-Chrétien s'est engagé, comme les autres Princes.

7. Aux Préliminaires de cette Paix qui ont été la Base du Traité qui s'en est ensuivi.

8. Et pareillement au Projet du 20. de Juillet & à la Déclaration du 1. de Septembre, qui ont été delivrez par leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, qui ne font nulle mention d'un changement si dangereux & si contraire à la Paix de Westphalie; & comme lesdits Srs. Ambassadeurs, peu de jours avant la signature du Traité, ont donné à l'Ambassade Impériale le choix de signer les mêmes projets de déclaration pour la Paix, selon leur forme & teneur, cela seul fait connoître que le Roi Très-Chrétien n'avoit encore donné aucun ordre touchant cette clause.

9. Cette clause contredit ce qui est porté par le 3. Article du Traité de Ryswick, selon lequel les Traitez de Westphalie & de Nimègue lui doivent servir de Base & de fondement, & l'on y a ajouté qu'incontinent après l'échange des Ratifications, Ils seroient entièrement exécutez, tant à l'égard des choses sacrées que des profanes, & qu'ils seroient maintenus à l'avenir. Pour ce qui regarde la clause qu'on y a ajoutée, si ce n'est tant que l'on sera convenu au contraire; Il est aisé de reconnoître par l'endroit du Traité de Westphalie, que nous avons allégué ci devant, & par plusieurs pages du même Traité, que cette clause ne regarde que les Matières Civiles, & qu'elle ne doit nullement être étendue aux Matières Ecclésiastiques.

1697. ques. En effet il a été stipulé dans ce Traité & surtout dans l'Article V. §. 9. du Traité d'Osnabrug ; *Que ceux de la Confession d'Ausbourg ne seront point troublés, à l'avenir dans la possession des choses qu'ils possédoient auparavant, ni dans celle des choses qui leur auront été rendues, mais qu'ils seront désormais exempts pour toujours de toutes sortes de poursuites, soit de droit soit de fait, jusqu'à ce que les différens survenus pour la Religion soient entièrement assoupis.*

10. Ladite clause repugne semblablement à ce qui est énoncé par les Articles séparés des Traitez que le Roi Très-Chrétien a conclus avec le Roi de la Grande Bretagne & Messieurs les Etats Généraux des Provinces Unies, par lesquels il est dit, qu'il sera libre à Sa Majesté Impériale & à l'Empire, de faire la Paix aux conditions portées par ledit Projet, & déclaration de la France, dans le terme qui y est limité.

11. Elle tend à détruire entièrement l'union des Membres de l'Empire.

12. C'est pour la même raison que leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Plénipotentiaires Impériaux n'ont pas voulu recevoir l'avertissement commun des Evangeliques sur le 3. Article du Traité, concernant seulement l'exécution de la Paix dans l'Empire, d'autant que ladite exécution n'avoit aucune relation à la France, regardant uniquement l'Empereur & l'Empire.

13. Comme leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France non seulement n'ont pas voulu admettre les avis particuliers que quelques Plénipotentiaires Evangeliques avoient proposé, pour assurer le rétablissement de

de leur Religion dans les Provinces qui devoient être rendues à l'Empire ; alleguant pour raison que ces avertissemens étoient superflus, en ce qu'ils ne regardoient nullement le Roi Très Chrétien, & que d'ailleurs ils étoient déjà compris dans la disposition générale en l'article 3, mais qu'ils ont encore rejeté l'avis général que tous les Evangeliques ont mis en avant pour la Conservation de leur Religion dans la ville de Strasbourg & dans toute l'Alsace suivant la règle du Traité de Westphalie, on ne voit pas par quelle raison l'Ambassade Impériale peut prétendre ou souffrir, qu'au préjudice du même Traité on introduise un changement en matière de Religion sur les Terres de l'Empire. 1697.

14. Lesdits Ambassadeurs & Plénipotentiaires qui sont ici présens, n'ont pû consentir à la clause susdite, sans contrevenir aux ordres qu'ils ont reçus de leurs Maîtres, & sans blesser leur conscience, ne voulant pas causer un préjudice si considérable à leurs Princes & à tous ceux qui sont garants de la Paix de Westphalie, & qui y sont compris, & surtout parce qu'ils se sont apperçus, en faisant la lecture du Traité de Paix de Ryſwick, & après que la signature eut été faite, que dans cet article & dans d'autres passages, on avoit inféré de certaines choses, & qu'on en avoit omis d'autres dont on étoit pourtant convenu auparavant, qui étoient de très-grande importance pour les Evangeliques, & dont on fera le rapport à la Diète de l'Empire.

15. Bien que l'on ait proposé pour expédient aux Evangeliques de signer le Traité de Paix sous une Condition qu'on leur fait espérer, &

1697. que trois des Plénipotentiaires Evangeliques y
 aient consenti , pour des raisons particulières
 qui les y ont engagez , néanmoins cette condi-
 tion n'a point été reçue des autres Ambassa-
 deurs & Plénipotentiaires dans le cas présent ,
 puisque comme il a déjà été dit les Instructions
 qu'ils ont reçues leur enjoignent expressément
 le contraire , & qu'il s'agit d'aporter du chan-
 gement dans l'Etat de l'Empire en matière d'af-
 faires Ecclésiastiques , & ils ont d'autant plus
 de raison d'en user ainsi , que Messieurs les Am-
 bassadeurs de France , durant le cours des Né-
 gociations de la Paix , se sont souvent excusés ,
 même pour des choses de peu de conséquence ,
 sur ce qu'ils n'en avoient point reçu d'ordre de
 leur Maître.

16. On a donc jugé plus à propos d'accepter
 un autre expedient qui est de différer la signatu-
 re du Traité jusqu'à ce qu'ils eussent fait leur
 rapport de toutes ces choses à leurs Maîtres &
 que ces Princes pussent déclarer leurs intentions
 dans ce lieu ici ou à Ratisbonne dans le tems qui
 a été fixé pour l'échange des Ratifications.

Et afin que l'on soit d'autant mieux informé
 pour le présent & pour l'avenir , par les actes de
 la présente Négociation , des raisons qui ont été
 alleguées pour une affaire si importante , les
 Ambassadeurs & Plénipotentiaires soussignez
 supplient instamment leurs Excellences Illu-
 strissimes Messieurs les Ambassadeurs Média-
 teurs de faire insinuer cette déclaration dans
 leur Protocole , & de leur donner un certificat
 de ladite insinuation , & ils protestent en même
 tems que les Princes leurs Maîtres ne sont pas
 moins zélés pour la Paix , que les autres Dépu-
 tez de l'Empire , & que ce n'est qu'avec un re-
 regret

gret sensible qu'ils n'ont pu se résoudre de signer la Paix, à cause d'une difficulté à laquelle ils ne s'attendoient nullement. 1697.

Les Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Electeurs, Princes & Etats du Stl Empire Romain, suivant la confession d'Aubourg, Députés aux Conférences du présent Traité de Paix, qui sont ici présens, ont signé la présente déclaration au nom desdits Electeurs, Princes & Etats, & ils y ont apposé leurs cachets. A la Haye le 25 Octobre 1697.

Au nom du Sérénissime Electeur de Saxe. Au nom du Sérénissime Elect. de Brandeb.

Christophe Dieteric de W. de Schmettau, N. B. de Bosc le Jeune, Am- Dauckelman, Ambas- bassadeur Extraord. & Plénipot. (L. S.) (L. S.) (L. S.)

Au nom du Duché Pala- Au nom du Sérénif. Duc tin de Deux Ponts. de Saxe-Cobourg.

George Frideric de Snols- Henri Richard libre Ba- ky. ron de Hagen, Plénipot. (L. S.) (L. S.)

Au nom du Duc de Saxe- Au nom du Sérénif. Mar- Gotha. quis de Brandebourg- Culmbach.

Adolfe Chrstian Ave- Ez. B. de Stein. man, Plénipot.

Au nom du Sérénissime Au nom des Sérénissim. Duc de Brunswick- Ducs de Brunswick- Zell. Wolfenbuttel.

Eklinckgræf, Plénipot. Jean Guill. de Mansberg. Au nom du Sérénissime Au nom du Duché de Landgrave de Hesse- Holstein. Gluckstat se- Cassel. lon son rang.

Guillaume Wultejus, Plé- Deibler Nicol. de Lem- nipot. croon, Plénipot. (L. S.) (L. S.)

1697.

CERTIFICAT

Touchant l'écrit des Ministres Protestans qui n'avoient pas pu signer la Paix, ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu dans le Palais de Ryfwick le 4. Novembre 1697.

Exhibuerunt eodem die Domini Legati & Plenipotentiiarii Sacri Romani Imperii, deputati Electorum, Principum & Statuum, Augustanae Confessioni addictorum demonstrationem scripto comprehensam de die 25 Octobris 4 Novemb. quâ exponuntur rationes, cur subscribere non potuerint Instrumento Pacis die 20 Octobris conclusæ, postquam Articulo quarto ejusdem sequens Clausula inserta fuisset: Religione tamen Catholica Romana in locis sic restitutis in statu quo nunc est remanente, hoc itaque scriptum ritè insinuatum esse attestor.

In fidem Protocolli.

C. G. FRIESENDO RFF.



TRA-

C E R T I F I C A T

Touchant l'Ecrit des Miniſtres Proteſtans qui n'avoient pas pu ſigner la Paix, ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu dans le Palais de Ryſwick le 4. de Novembre St. Nov. 1697.

LE même jour Meſſieurs les Ambaſſadeurs, & Plénipotentiaires, des Electeurs, Princes, & Etats du St. Empire Romain de la Confession d'Ausbourg, ont préſenté une Déclaration par écrit du ²⁵Octobre ou ils expoſent les raiſons, pour leſquelles ils n'ont pu ſigner le Traité de Paix conclu le ²⁰Octobre dernier, depuis qu'on y a ajouté la clauſe ſuivante, *la Religion Catholique Romaine demeurant au même état qu'elle eſt préſentement dans les lieux ainſi reſtituez.* C'eſt pourquoi je certifie que cet écrit a été bien & dûement iſſéré dans le Protocole de la Médiation.

En foi du Protocole.

C. G. FRIESENDORFF



1697.

ARTICLE

D'inclusion faite par les Impériaux avec réserve d'une inclusion ultérieure du 9. Novembre 1697.

Cum Articulo 58. Pacis 30. Octobris nuperi Imperatorem de Imperium inter & Regem Christianissimum conclusa convenierit, ut intra praefixum illud tempus ab utraque parte comprehensum nominentur; nomine Sacrae Caesaris Majestatis & Imperii pace ista speciatim comprehenduntur Rex Catholicus, Rex Magnae Britanniae, & Fœderatum Belgium, cum omnibus Regnis, Provinciis, Ditionibus, Juribus, Vassallis & subditis: Salvâ ulteriore designatione includendorum posthuc exhibenda. Actum in Palatio Ryswicensi 9. Novembris 1697.

D. A. C. à Kaunitz. H. C. de Straatman. J. F. L. B. à Seilern.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Nom. Em.	Nom. Ser.	Nom.	Ser.	Nomine Serenissimi
El. Mog.	Bav. El.	El. Saxon.		El. Brandeb.

M. L. B. de Schonborn	De Priel. Meyer Leg.	Christ. Die- ter. Bose	Wilhelm de Schmet-	De Dan- kelman.
Legatus.	Ext & Pl.	Legatus.	tau.	
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

(L.S.) Ignatius Anton.
Ossen Plenipot.

(L.S.) Georg. Wilhelm
Moll Plenipot.

Nomi.

(L.S.) Nomine Domus Austriacæ. Franc. 1697.

Rud. ab Halden. L. B. de Tratzberg.

(L.S.) Nomine Seren. Magni Ordinis Teutonici
Magistri.

Carol. Baro à Loë Ord Teuton. Eques.

(L.S.) Nomine Reverendissimi & Celsissimi Princi-
pis & Episcopi Herbipolensis.

*J. Conr. Philip. Ignat. de Tassungen, Consil. intimus
& Aula Superior Mareschallus.*

(L.S.) Nomine Eminentissimi & Celsissimi Elec-
toris Trevirensis ut Episcopi Spirensis.

Johannes Henricus de Keyserfeldt.

TRADUCTION.

ARTICLE.

*D'inclusion faite par les Impériaux avec réserva-
tion d'une inclusion ultérieure du 9. Nov. 1697.*

Comme on est convenu par le 58. Article
du Traité de Paix conclû le 30. Octobre
dernier entre l'Empereur & l'Empire , &
le Roi Très-Chrétien , que dans le tems préfix
par ledit article on nommera de part & d'autre
ceux qui y doivent être compris : on comprend
spécialement dans cette Paix au nom de Sa Ma-
jesté Impériale & de l'Empire , le Roi Catho-
lique , le Roi de la Grande Bretagne , & les
Etats

1697: Etats Généraux des Provinces-Unies, avec tous leurs Royaumes, Provinces, Seigneuries, Droits, Vassaux & Sujets: sauf à désigner de nouveau dans la suite ceux qui y seront compris. Fait dans la Maison Royale de Ryswick le 9. de Novembre 1697.

D. A. C. de Kaunitz. *H. C. de Straatman.* *J. F. L. B. de Seilern.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

Au nom de l'Em. El. de Mayence. Au nom du Sérén. El. de Bavière. Au nom du Sérén. El. de Saxe. Au nom du Sérénissime Electeur de Brandebourg.

M. L. B. de Schonborn, *Amb. Ext. & Plénip.* *De Priel-meyer,* *Amb. Ext. & Plénip.* *Christ. Dietrich de Bose,* *se Ambass. Extr.* *Guillaume de Schmettan.* *N. B. de Danckelman.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)

(L. S.) *Ignace Antoine Ossen, Plénipos.*

(L. S.) *George Guillaume Moll, Plénipos.*

(L. S.) Au nom de la Maison d'Autriche.

François Rodolphe de Halden L. Faron de Tratzberg.

(L. S.) Au nom du Sérénissime Grand Maître de l'Ordre Teutonique.

Charles Baron de Loë, Chevalier de l'Ordre Teutonique.

(L. S.) Au nom du Reverendissime & très-Haut Prince & Evêque de Würtsbourg.

Jean Conrad Philippe Ignace de Taftungen, Conseiller intime & Grand Maréchal de la Cour.

An ..

(L.S.) Au nom de l'Eminentissime & très-Haut
Prince Monseigneur l'Electeur de Trêves ,
comme Evêque de Spire.

1697.

Jean Henri de Kayfersfeld.

EXTRAIT

Du Protocole du Directoire de la Chancellerie
de Mayence, ou Certificat délivré à Mon-
sieur Norff touchant la Protestation faite sur
le Duché de Bouillon du 11. Novembre
1697.

Serenitatis sue Electoralis Colonienfis Consilia-
rius & Plenipotentarius Dominus Norff, pro-
dixit nomine Clementissimi Domini sui, ut Episco-
pi Leodiensis, reservationem & Protestationem in-
scriptis ad Protocollum, vigore cujus declarat,
subscriptionem à se in Instrumento pacis tanquam
Subdelegato Imperii factam, Furibus, Serenissi-
mo Domino suo in Ducatum Bullionensem, compo-
tentibus, nullatenus præjudicare, neque se hunc
Articulum 28. pacis Neomagiensis velle agnoscere,
petendo desuper sibi nomine Deputationis Imperii,
attestationem quandam extradi. Cumque dicta
Reservatio ad futuram rei memoriam Protocollo
Imperii inserta, perque Conclusum Deputatorum
placitum sit prædictam attestationem extradi; Ex-
tractus hic cum Sigillo Cancellaria Electoralis
Moguntinae & Directorialis Imperii, Præfato
Domino Subdelegato Norff ad majorem conserva-
tionem juris Serenissimi Electoris Colonienfis, ut
Episcopi Leodiensis juxta prædictum conclusum
Depu-

1697. *Deputationis Imperii in optimâ formâ concessus
est, signatum Haga Comitum 11. Novemb. 1697.*

*Locus Sigilli Cancel-
laria Mogantina.*

Versionem hanc ex Idiomate Germanico
factam cum originali suo per omnia con-
cordare attestor.

Erat signatum.

JOANNES CONRARDUS NORFF,
Serénissimi Electoris Coloniensis
ad Tractatus Pacis Sub-Députatus
Plénipotentarius.

TRANSDUCTION.

EXTRAIT

*Du Protocole du Directoire de la Chancellerie de
Mayence, ou Certificat délivré à Monsieur Norff
touchant la Protestation faite sur le Duché de
Bouillon du 11. Novembre 1697.*

Monsieur Norff Conseiller & Plénipoten-
tiaire de Sa Sérénité Electorale de Colo-
gne, a présenté au nom de son Seigneur très-be-
nin en qualité d'Evêque de Liège, un acte de
réserve & de protestation au Protocole, en ver-
tu de laquelle il déclare que la signature qu'il a
écrite au bas du Traité de paix comme Subdélé-
gué de l'Empire, ne doit préjudicier en aucune
manière aux droits de son Sérénissime Maître,
déclarant par le présent acte, qu'il ne veut point
recon-

reconnoître ni admettre le 28. Article du Traité de Nimégue : & de plus il demande qu'on lui délivre une attestation sur ce sujet au nom de la députation de l'Empire. Et comme ladite réserve a été inférée dans le Protocole de l'Empire pour en conserver la mémoire dans le tems avenir , & que suivant la conclusion des Députés on a jugé à propos de lui délivrer ladite attestation, on a accordé audit Sieur Norff Subdélégué, suivant ladite conclusion de la députation de l'Empire le present extrait en la meilleure forme qu'il est possible , avec le Sceau de la Chancellerie Electorale de Mayence & Directoriale de l'Empire , pour une plus grande assurance des droits du Sérénissime Electeur de Cologne en qualité d'Evêque de Liège. Signé à la Haye, l'onzième de Novembre 1697. 1697.

(Place du Sceau de la Chancellerie de Mayence.)

Je certifie que cette Traduction faite de l'Allemand est entièrement conforme à l'Original.

Signé,

JEAN CONRARD NORFF,

Plénipotentiaire subdélégué du Sérénissime
Electeur de Cologne au Traité de Paix.



ECRIT

1697.

E C R I T

Du Secrétaire de l'Ambassade Impériale contenant le rapport qu'il avoit fait de bouche à la Médiation touchant ce que les Ambassadeurs de l'Empereur avoient proposé aux Ministres Catholiques pour concourir avec les Protestans dans l'affaire de la Religion, mais qu'ils y avoient trouvé de la répugnance, à cause que la Deputation étoit si avancée; du ⁴/₁₄ Novembre 1697.

Ist von dem Kayserlichen Legations Secretario Hayeck bey Seiner Excellenz Herrn Graf Bonde gelassen den ⁴/₁₄ Novembris mittags umb 12 uhr 1697.

Die Kayserliche Gesandtschaft bette nicht unterlassen der Herren Mediatorum Excellentien gestrigen Vortrag gehörigen orths mitzutheilen, zur antwort aber bekommen, das die Reichs Deputation aufgehoben, die meiste Glieder schon verreiset, und die wenige noch anwesende aber gleichmäſſig auf der abreise stehende Ministri für obnerlaubt hielten, alles dessen ohngeacht verhängen zu helfen, das in dem vorhin geschlossenen, unterschribenen, und an die Herren Principalen so wohl als die Reichs Versammlung gebrachtem Instrument eine solche änderung nicht nur vergeblich, wie aus vorigem verlauf, und wegen der von der Erantzöfischen Gesandtschaft stündlich erwartenden Ratiſication geurtheilet werden könnte, sondern auch, vielen anzeigungen nach, mit gröſter gefahr des Friedens und dessen vollziehung wiederumb gesucht werde; werden dabero her Herren Mediatorum Excellentien hochvernünfftig ermessen, das umb so weniger

weniger die Kayserliche Gesandtschaft dagegen etwas für sich vornehmen dürfte, oder zu dem ende weiter zusammen kommen möge, als vorhin auch verlauten wolle, ob wären einige bey solcher gelegenheit gesinnet, der Kayserlichen Gesandtschaft noch andere unbekante zumuthungen zu thun, womit selbige billig verschonet bleiben möchte; im übrigen auf gestrige Vorstellung sich nochmahlen beziehend, und zu allerseitigen vertraulichkeit und guter verständnus sich ferner aufs kräftigste anbietend.

1697.

T R A D U C T I O N.

E C R I T

Du Secrétaire de l'Ambassade Impériale contenant le rapport qu'il avoit fait de bouche à la Médiation touchant ce que les Ambassadeurs de l'Empereur avoient proposé aux Ministres Catholiques, pour concourir, avec les Protestans dans l'affaire de la Religion; mais qu'ils y avoient trouvé de la repugnance, à cause que la Députation étoit si avancée. Du $\frac{4}{14}$ Novembre 1697.

LE Sieur Hayeck Secrétaire de l'Ambassade Impériale laissa l'écrit suivant chez S. E. Monsieur le Comte de Bonde le $\frac{4}{14}$ de Novembre sur le midy 1697.

Que l'Ambassade Impériale n'avoit pas manqué de communiquer à ceux, qu'il convenoit, la proposition, que Messieurs les Médiateurs lui firent hier, mais qu'elle avoit eu pour toute réponse, que la Députation de l'Empire ayant cessé, & la plupart des Députez étant partis, ceux des Ministres, qui se trouvent en-

core

1697. core ici étant pareillement à la veille de leur départ, ne croiroient pas être en leur pouvoir d'entreprendre inutilement de faire un changement dans le Traité de paix, qui a été conclu, signé, & envoyé à leurs Principaux, aussi-bien qu'à la Diète de l'Empire, & cela dans un tems, où l'Ambassade de France attend à tout moment la ratification d'icelui, & où probablement cette paix & l'exécution d'icelle seroit en danger. En conséquence de quoi on laissa à la prudence de leurs Excellences Messieurs les Médiateurs de juger, si l'Ambassade Impériale pouvoit entreprendre quelque chose de son chef, ou s'assembler davantage sur cette matière, principalement après qu'il semble, que quelques-uns cherchent l'occasion d'imputer des choses à la conduite de l'Ambassade Impériale, dont Elle voudroit bien être dispensée. On se rapporte, pour le reste à la proposition d'hier, & on s'offre de continuer dans une parfaite sincérité & bonne intelligence.

E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation, de quelle maniere les Ambassadeurs de France avoient déclaré que les Protestans qui ne signoient pas jouïroient néanmoins de la Paix. Cet écrit sert d'amplification à un autre de la même date *²⁰/₃₀ Octobre 1697.*

Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale étant entrez avec Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne dans

* Tom. 4. pag. II.

dans le Cabinet de notre appartement, où les Conférences se sont tenues ordinairement, & nous ayant fait prier de nous y rendre, nous ont dit; que Messieurs les Ambassadeurs de France ne vouloient accorder aucune des Conditions que Messieurs les Ministres des Etats Protestans demandoient, mais qu'à la requisition de l'Ambassade Impériale ils voudroient bien permettre que lesdits Ministres Protestans, signassent d'abord la Paix avec tous les autres *Subspe-rati*, ou bien fissent leur déclaration de l'accepter soit à Ratisbonne ou ici, avant le terme de l'échange des Ratifications, & qu'en attendant ils jouiroient de la Paix, comme les autres qui alloient signer, ce que Messieurs les Ambassadeurs de France ont avoué en notre présence, & ils y ont ajouté ce qui est contenu dans l'extrait du présent Protocole qui a été extradé aujourd'hui à part. V. jour, le 30. Octobre 1697.

H A R A N G U E

De Monsieur Schonborn Ambassadeur de Sa Sérénité Electorale de Mayence faite à leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à son Audience de Congé faite le 21. Novembre 1697.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS

LE soussigné, Ambassadeur Extraordinaire de S. A. E. de Mayence étant sur le point de partir pour s'en retourner chez lui, a cru de son devoir de remercier V. H. P. pour tous les bons ac-

1697. accueils , qu'il a reçus , pendant son séjour ici , de leur part , & comme il s'est apperçu du désir sincère , qu'elles ont de cultiver une parfaite amitié , & intelligence avec sadite A. E. ; & tout l'Empire ; Il ne manquera pas d'en faire fidele rapport , & de contribuer tout ce qu'il pourra pour la leur rendre utile & réciproque , les priant de lui vouloir conserver l'affection qu'elles lui ont fait témoigner par Mrs. leurs Députez dans les Conférences qu'il a eû l'honneur d'avoir avec eux. Fait à la Haye le 21. de Novembre 1697.

L E T T R E

De Sa Majesté Très-Cbrétienne à l'Archevêque de Paris , lui ordonnant de faire chanter le Te Deum en actions de grâces pour la Paix : du 12. Nov. 1697.

MON COUSIN.

LEs heureux succès dont le Ciel a favorisé mes Armes dans le cours d'une si longue guerre , ne m'ont jamais éloigné du désir sincère , que j'avois pour la paix ; qui a toujours été l'unique fin , que je me suis proposée dans toutes mes entreprises. Quoi que les glorieuses expéditions de cette Campagne , & les avantages , qu'elles me préparoient eussent pu m'engager à soutenir mes intérêts , & à porter même plus loin mes prétensions ; je les ai abandonnez avec d'autant moins de peine , que je me suis vû en état de les maintenir ; & je me suis fait une Loi , de consacrer au repos de l'Europe le fruit de mes conquêtes. Je suis assez récompensé de tout ce que me cou-

te

te cette modération, puis qu'elle finit les maux inséparables de la guerre. Le prompt soulagement, que mes Peuples en reçoivent, & le plaisir, que je ressens de les rendre heureux, me dédommagent assez de tout ce que je leur sacrifie; & l'éclat des plus grands triomphes ne vaut pas la gloire de récompenser le zèle de mes sujets, qui tous, avec une ardeur égale, & sans jamais se démentir, ont prodigué leur sang & leurs biens pour mon service. Dieu, favorable aux desseins, qu'il m'a toujours inspirés, a ouvert les yeux aux Puissances Confédérées, qui désabusées de leurs fausses espérances, & touchées de leurs véritables maux, ont accepté les conditions, que je leur ai si souvent offertes. La paix, qui fut signée le 20. Septembre dernier avec l'Espagne, l'Angleterre, & la Hollande, a été ratifiée depuis peu de jours. La Ratification de celle que je viens de conclurre avec l'Empereur & l'Empire, achèvera bientôt cet ouvrage si important & si nécessaire à l'Europe: mais je ne puis différer jusques là, de temoigner à Dieu ma juste reconnoissance, & de lui rendre les actions de grâces, que je lui dois; de ce qu'après avoir rendu tant de fois mes armes victorieuses, il commence à répandre sur mon Royaume la plus précieuse de ses bénédictions, & fait renaître entre mes Etats & ceux de mes Voisins une paix stable & sincère. Je désire donc, que vous fassiez chanter le *Te Deum*, dans l'Eglise Métropolitaine de ma bonne ville de Paris, au jour & à l'heure, que le Grand Maître, ou le Maître des Cérémonies vous dira de ma part, & je lui ordonne d'y inviter mes Cours, & ceux qui ont accou-

170 *Mémoires & Négociations*
1697. tumé d'y assister. Sur ce, je prie Dieu, qu'il
vous ait, mon Cousin, en sa sainte & digne
garde. Ecrit à Versailles, le 12. jour de No-
vembre, 1697. Signé LOUIS, & plus bas
PHELYPEAUX.

RESERVATION

De l'Ambassadeur de Hanover touchant ce
qui avoit été stipulé par la Paix entre l'Elec-
teur Palatin, & la Duchesse d'Orleans;
delivrée à la Médiation le ¹⁷/₂₇ Novembre
1697.

I*nfra scriptus Serenissimi Domini Electoris
Brunsvicensis & Luneburgensis ad Tractatus
pacis Universalis Legatus Extraordinarius & Ple-
nipotentiarius in mandatis habet, decenter, prout
hiscé fit, exponere & significare sequentia.*

*Perspexit Serenitas sua Electoralis Brunsvicen-
sis & Luneburgensis, in pacis nuperrime inter Sa-
cræ Regiam Majestatem Christianissimam ab
una, & Sacra Cæsaream Majestatem cum Sacro
Romano Imperio ab altera parte restauratæ tabu-
lis §. Restituentur à Rege Christianissimo Do-
mino Electori Palatino &c., inter alia cautum
esse, ut circa jura seu prætentiones Serenissimæ Do-
minæ Ducissæ Aurelianensis tanquam sororis & per
id proximæ heredis Serenissimi quondam Principis
ac Domini, Domini Caroli Electoris Palatini Glo-
riosa Memoria, adversus Serenissimum Dominum
Electorem Palatinum jam regnantem, res secun-
dum formulam compromissi à Sacra Cæsarea Ma-
jestate & Sacra Regia Majestate Christianissima
tanquam arbitris, juxta leges & constitutiones
Imperii*

Imperii decidatur, illis vero in sententia discordibus, Papæ tanquam super arbitro decidenda deferatur, non minus tamen interea amicabile compositio inter partes tentetur. Optavit semper tam Serenissimus Dominus Elector Brunswicensis quam Serenissima Domina Electrix Conjux ipsius, ut amicabili compositione hæc res terminaretur, neque ullo modo illi se immiscere voluerunt.

Nunquam etiam se intendisse nec jam intendere se quidquam, quod uni, vel alteri Serenissimarum Partium litigantium, vel cuiquam alii præjudicio ulla ratione esse possit quàm maxime protestantur.

Quum verò per ante memoratas pacis tabulas modo supra dicto de hac lite vel amicè componenda, vel per sententiam arbitrorum intra certum tempus dirimenda convenerit, & omni dubio carere videatur, quin in illum, si nulla amplius ex Serenissima Domina Ducissa Aurelianensi descendens supersit proles eventum (quem tamen Deus clementer avertat, & prosapiam Serenissimæ Domine Ducissæ sempiternam esse jubeat) Amita ejus Serenissima Domina Electrix Brunswicensis proxima Serenissimæ Domine Ducissæ ejusque descendantium, sit futura hæres, & post mortem Serenissimæ Domine Electricis Descendentes ejus jure successionis secuturi, nemo statuere aliter poterit, quàm illud etiam quod Serenissima Domina Ducissa Aurelianensi, ejusque posteris, ex supra memorata controversia vel per amicam cedet compositionem vel per Laudum Arbitrorum adjudicabitur in modo dictum insperatum eventum ad Serenissimam Dominam Electricem Brunswicensem ejusque posteris jure devolutum iri.

Quamobrem Serenissimus Dominus Elector Brunswicensis in hunc eventum Serenissima Domina Electrici conjugii ejusque posteris, quavis jura ei

1697. *competentia circa hanc rem reservare se debere judicavit & hinc reservat.*

Itcrum tamen protestatur Serenissimus Dominus Elector se neutiquam per hanc eventualem reservationem uni vel alteri Serenissimarum partium vel cuiquam alii ullum præjudicium asserere intendere, neque supra dictam à Serenissima Domina Ducissa Aurelianensi contra Serenissimum Dominum Electorem Palatinum motam controversiam difficiliorē redditam velle, sed potius ex animo desiderare & vovēre ut isthæc controversia ad communem utriusque Serenissimarum partium satisfactionem, ad Serenissimæ Domus Palatinæ tranquillitatem & unionem, & ad universi Sacri Romani Imperii commodum atque utilitatem quantocius componatur.

Si quo etiam Officiorum genere Serenissimus Dominus Elector hunc scopum promovere poterit, in eo totum se fore pollicetur.

Enixe itaque nomine Serenissimi Domini Electoris hisce rogantur Illustrissimi & Excellentissimi Domini Legati Mediatores ne graventur hanc eventualem reservationem ad acta reponere, Protocollo Mediatorio loco congruo inserere, & de eo per Extractum illius Protocolli documentum edere, nec non eo qui maxime ipsis placebit modo efficere, ut argumentum hujus eventualis declarationis ad omnium quorum interest, notitiam perveniat. Haga-Comitum de ¹³/₂₅ Novembris 1697.

B. DE BOTHMAR,
Legatus Extraord: &
Plenipotentiarius.

T R A -

TRADUCTION.

RESERVATION

De l'Ambaſſadeur de Hanover touchant ce qui avoit été ſtipulé par la Paix, entre l'Eleſteur Palatin & la Duchefſe d'Orleans; délivrée à la Médiation le 1^r de Novembre 1697.

LE ſouſſigné Ambaſſadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire du Séréniffime Seigneur Eleſteur de Brunſwick & de Lunebourg, a reçu un ordre expreſ d'expoſer & de ſignifier avec la bienſeance requiſe, comme il fait par ces préſentes, ce qui ſuit :

Sa Sérénité Eleſtorale de Brunſwick & de Lunebourg a remarqué que dans le Traité de Paix conclu depuis peu entre Sa Majeſté Très-Chrétienne d'une part, & Sa Majeſté Impériale avec le St. Empire Romain d'autre ; dans l'article qui commence par ces mots; *Sa Majeſté Très-Chrétienne reſtituera à Mr. l'Eleſteur Palatin &c.* Il avoit été ſtipulé entr'autres choſes qu'à l'égard des droits ou prétentions de la Séréniffime Dame Duchefſe d'Orleans, comme ſœur & par conſéquent la plus prochaine héritière du feu Séréniffime Prince & Seigneur Charles Eleſteur Palatin de Glorieuſe Mémoire, contre le Séréniffime Eleſteur Palatin à préſent régnant, l'affaire ſeroit réglée ſuivant la forme du compromis, & ſelon les loix & les conſtitutions de l'Empire par leurs Majeſtez Impériale

H 3

& Très-

1697. & Très-Chrétienne comme Arbitres, & que s'ils ne pouvoient convenir ensemble sur le règlement de ces Prétensions, le jugement de ce différent seroit déteré au Pape en qualité de Sur-arbitre; & que cependant on tenteroit toutes les voyes possibles pour terminer cette dispute à l'amiable.

Le Sérénissime Seigneur Electeur de Brunswick & la Sérénissime Dame Electrice son épouse ont toujours souhaité que cette contestation fût réglée par des voyes pacifiques, & ils n'ont point voulu s'en mêler en aucune manière. Ils protestent hautement qu'ils n'ont jamais eu & qu'ils n'ont maintenant l'intention de rien faire qui puisse préjudicier à l'une ou à l'autre des Parties qui sont en différent, ni à quelqu'autre que ce puisse être.

Mais comme on est convenu par le traité susdit de régler cette affaire à l'amiable, ou de la faire juger dans un certain tems par des Arbitres, & qu'on ne peut douter nullement que si la Sérénissime Dame Duchesse d'Orleans venoit à deceder sans enfans, ce qu'à Dieu ne plaise, désirant que la postérité de ladite Sérénissime Duchesse ne finisse jamais, Madame l'Electrice de Brunswick tante de ladite Sérénissime Dame sera sa plus proche héritière, aussi-bien que de ses descendans, & après le décès de ladite Sérénissime Electrice, ceux qui la représenteront en qualité de ses héritiers, personne ne peut disconvenir que tout ce qui sera adjugé à ladite Sérénissime Dame Duchesse d'Orleans & à ses descendans par la décision amiable du différent susdit ou par le jugement des Arbitres, doit être dévolu en ce cas-là par droit de succession.

fion à la Séréniffime Dame Electrice de Brunf-
wick & à fes héritiers. 1697.

C'est la raifon pour laquelle le Séréniffime Seigneur Electeur de Brunfwic, a crû être obligé de référer, comme il fait par ces préfentes, à la Séréniffime Dame Electrice fon époufe & à fes descendans, tous les droits qui lui apartiennent à cét égard.

Le Séréniffime Seigneur Electeur protefte néanmoins pour la feconde fois, que par cette réfervation qu'il a faite à tout événement il ne prétend porter aucun préjudice à l'une ni à l'autre defdites Séréniffimes Parties, ni à quelque autre que ce foit; ni faire naître de nouvelles difficultez dans le procès intenté par la Séréniffime Dame Ducheffe d'Orleans contre le Séréniffime Seigneur Electeur Palatin; mais qu'au contraire il fouhaite de tout fon cœur que ce différent foit affoupi le plutôt qu'il fe pourra à la fatisfaction des deux Séréniffimes parties, tant pour le repos & l'union de la Séréniffime Maifon Palatine, que pour le bien commun de l'Empire Romain.

Le Séréniffime Seigneur Electeur promet de fon côté de contribuer autant qu'il lui fera poffible à l'avancement de cet accord.

C'est pourquoy leurs Excellences Illuftriffimes Messieurs les Ambaffadeurs Médiateurs font priez très-inflamment de ne faire aucune difficulté d'inférer dans les actes cette réfervation faite à tout événement, & de la faire infinuer dans le Protocole de la Médiation, felon le rang qu'elle y doit tenir; comme auffi d'en donner un témoignage par un Extrait dudit Protocole & d'employer leurs bons offices de telle manière, qu'il leur plaira, pour faire en

1697. sorte que le sujet de cette déclaration casuelle vienne à la connoissance de ceux qui y ont intérêt.

Ala Haye le 15 de Novembre 1697.

B. DE BOTHMAR,
Ambassadeur Extraordinaire
& Plénipotentiaire.

A C T E

D'Inclusion de la part de l'Angleterre pour l'Espagne, la Hollande, les Suisses & les Villes Hanséatiques, du 2^e Novembre

1697.

Guilielmus Tertius Dei Gratia Magna Britannia, Franciae & Hiberniae Rex, Fidei Defensor. Omnibus presentes inspecturis Salutem. quandoquidem ex articulo decimo sexto Tractatus Pacis conclusi vigesimo die Septembris hujus presentis anni in adibus nostris Ryswicensibus inter nos & Regem Christianissimum per Legatos & Plenipotentarios ex utraque parte constitutos concordatum fuerit quod in dicto Tractatu comprehenderentur, illi qui intra sex menses ex Ratificationum Commutatione numerandos à nobis nominati fuerint; Nos qui studio & affectu particulari colendam & conservandam duximus Amicitiam Serenissimi & Inviuissimi Imperatoris & Sacri Romani Imperii, omniumque ejus Electorum, Principum, Statuum & Civitatum, cum etiam Serenissimi & Potentissimi Regis Hispaniarum, itemque Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgiae

*Belgii Provinciarum, Tredecim itidem Rerumpu-
blicarum, & Cantonum Helveticorum, & specialius 1697.
Rerumpublicarum & Cantonum Evangelicorum,
Tiguri, Berna, Glarona, Basilea, Schafhusii &
Abbatibus Cellæ, cum omnibus & singulis, quos in-
ter sese habent respectu Fœderatis, Republica
Scilicet & Urbe Genevatum, cum suis dependentiis,
Comitatu & Civitate Neocomensi ad Lacum, Civi-
tatibus Sancti Galli, Mulhusii & Bienna, atque
Ligis Ræticiis seu Grisonibus cum suis dependentiis
nec non Rerumpublicarum & Civitatum Lubecen-
sis, Bremensis & Hamburgensis, eosdem omnes
Principes, Respublicas, Status & Civitates eorum-
que omnium Confœderatos recipimus, & compre-
hendimus omni meliori modo & forma. In quorum
omnium testimonium & fidem præsentis manu
nostra Regia signatas, communi nostro Sigillo
muniri iussimus. Dabantur in Aula Nostra Hagæ
Comitum in Provincia Hollandiæ die decimo octa-
vomensis Novembris, st. novo 1697. Regni que nostri
nono.*

(L.S.) GUILIELMUS REX.

G. BLATHWAYTH,

TRADUCTION.

A C T E

*D'inclusion de la part de l'Angleterre, pour l'Espa-
gne, la Hollande, les Suisses, & les Villes Han-
séatiques; du 3^e de Novembre 1697.*

Guillaume Troisième, par la Grace de
Dieu, Roi de la Grande Bretagne, de
H 5. Fran-

1697. France , & d'Irlande ; Défenseur de la foi.

A tous ceux qui verront ces présentes ; salut.
 Comme on est convenu par le seizième Article du Traité de Paix conclu le 20. de Septembre de la présente année dans nôtre maison de Ryswick, entre nous & le Roi Très-Chrétien , par les Ambassadeurs & Plénipotentiaires envoyez de part & d'autre ; Que tous ceux que nous nommerions dans six mois à compter du jour de l'échange des Ratifications seroient compris dans ledit Traité ; comme nous avons crû être obligez de cultiver & de maintenir avec un soin tout particulier l'amitié du Sérénissime & Très-Invincible Empereur , de l'Empire Romain , & de tous les Electeurs , Princes, Etats, & Villes de l'Empire ; comme aussi celle du Sérénissime & Très-Puissant Roi d'Espagne , & pareillement celle de leurs Hautes Puissances Mrs. les Etats Généraux des Provinces-Unies ; & de même celle des Treize Républiques & Cantons Suisses , & particulièrement des Républiques & Cantons Evangeliques de Zurich , de Berne, de Glaris, de Bâle , de Schafhouse & d'Appenzel , avec tous ceux en général & en particulier qui leur sont alliez , sçavoir la Ville & République de Genève avec ses dépendances, la Ville & Comté de Neuf-châtel sur le Lac, les Villes de Saint Gal, de Mulhouse , & de Bienne, & les Grisons autrement dits Ligues Grises avec leurs dépendances ; comme aussi les Villes & Républiques de Lubeck , de Breme & de Hambourg ; nous recevons & comprenons audit Traité de Paix tous lesdits Princes, Républiques, Etats & Villes & tous leurs Alliez , en la meilleure forme & manière qu'il se peut. En témoignage

ge de quoi nous avons ſigné ces préſentes de notre main Royale, & nous les avons fait ſeller de notre ſeau ordinaire. Donné dans notre Cour, à la Haye dans la Province de Hollande le 18. du mois de Novembre ſelon le nouveau ſtile 1697. Et de Notre Regne le 9.

GUILLAUME ROI.

G. BLATWAYTH,

PLEIN POUVOIR

Del'Electeur de Mayence pour Monſieur Norſſ
Pléni potentiaire de Cologne pour échanger
la ratification de l'Empire contre celle de
France, du 2. Décembre 1697.

NOs Lotharius Franciſcus, Dei Gratia Sanctæ ſedis Moguntina Archiepiſcopus, Sacri Romani Imperii per germaniam Archi-Cancellarius & Elector, Epicoſopus Bambergenſis. Noſtrum facimus præſentibus, quodcum gravibus de cauſis è re noſtra eſſe duxerimus, Noſtram ad Tractatus Pacis inter Sacram Cæſaream Majestatem, Romanum Imperium & Coronam Gallia, Hagæ Comitûs concluſæ, miſſam Legationem revocare, & ad alia negotia adhibere, neceſſum ſit, ut Ratificatio Imperii cum ratificatione Gallica permutetur, illudque ex parte Directorii nobis ab Imperio concediti curetur & perficiatur; nos Plenariam poteſtatem damus, Honorabili Conſiliario noſtro ſideli nobis Dilecto Joanni Conrado Norſſ Electorali Coloniënſi Conſiliario & Reſidenti Hagæ Comitûs, ut noſtro nomine ſupradicto actu permutationis aliis-

1697. *que ea propter instituendis Colloquiis interfit, dictamque ratificationum permutationem, juxta datam ipsi Instructionem perficiat, ut cara Patria Nostra Pacis conclusa fructibus plenè fruatur, & ab omni timore & periculo liberetur. Promittentes nos ratum & acceptum habituros, quidquid prefatus Plénipotentarius noster in hoc negotio est factururus. In cujus rei fidem hanc manu nostra subscripsimus, nostræque Cancellariæ Sigillo munivimus. Bambergæ 2. Decembris 1697.*

LOTH. FRANZ ELECTOR.
(L.S.)

TRADUCTION.
PLEIN POUVOIR

Donné par l'Electeur de Mayence à Monsieur Norff pour l'échange des Ratifications de la Paix, le 2. Décembre 1697.

Nous Lothaire François par la grace de Dieu Archevêque du St. Siège de Mayence, Electeur & Grand Chancelier du St. Empire Romain dans l'Allemagne, Evêque de Bamberg; faisons savoir par ces présentes qu'ayant jugé pour des raisons importantes qu'il étoit de nôtre intérêt de rapeller l'Ambassadeur, que nous avions envoyé au Traité de Paix conclu à la Haye entre Sa Majesté Impériale, l'Empire Romain & la Couronne de France, & de l'employer à d'autres affaires; & qu'étant nécessaire que la Ratification de l'Empire soit échangée avec celle de France, & que cela se fasse de la part du Directoire que l'Empire nous a confié;

Nous

Nous donnons un Pleinpouvoir à honorable
 personne nôtre bien aimé & fidele Conseiller ^{1697.}
 Jean Conrard Norff, Conseiller Electoral de
 Cologne Résident à la Haye, d'assister en nô-
 tre nom audit acte d'échange & aux autres Con-
 férences qui se tiendront pour cét effet, & de
 faire ladite échange des Ratifications, selon
 l'Instruction qui lui en a été donnée, afin que
 nôtre chère patrie jouisse pleinement des fruits
 de la Paix, qui a été conclüe, & qu'à l'avenir
 elle soit exemte de toutes sortes d'appréhension
 & de danger. Promettant d'approuver & d'a-
 voir pour agréable tout ce que nôtre dit Pléni-
 potentiaire fera dans cette Négociation. En
 foi dequoi nous avons signé ces présentes de nô-
 tre main, & nous y avons fait apposer le Sceau
 de nôtre Chancellerie. A Bamberg le 2. jour
 de Décembre 1697.

LOTH. FRANZ ELECTOR.
 (L. S.)

RESERVATION

Des Ministres de l'Empire touchant la manie-
 re de traiter des Impériaux pendant la
 Négociation; présentée à la Médiation le ¹¹/₂₂
 Novembre 1697.

Cum ille tractandi modus, qui tam ab initio
 quam in progressu & sine presentiam pacis
 Tractatuuni, inter Sacram Cesaream Majestatem
 Sacrumque Romanum Imperium ab una, & Sa-
 cram Regiam Majestatem Christianissimam ab al-
 tera parte conclusorum servatus fuit, libero, quod
 H 7 Elec-

1697.

Electo-ribus, Principibus, & Statibus Imperii competit, Suffragio, & consensui circa Fœdera cum exteris, Imperii nomine pangenda, in variis passibus aduersetur, ac Stylo Imperii, cujus exacta observantia ejus ad dictos Tractatus deputatis in instructione serid commendatur, consentaneus non sit; dictorum Electorum, Principum, ac Statuum ad Tractatus pacis deputatorum Legati ac Plenipotentarii, contra hujusmodi tractandi modum, in quantum is Juribus Statuum, & in specie Articulo 8. Instrumenti pacis Osnabrigensis nec non Stylo Imperii repugnat, Dominis suis Principali- bus & Universo Imperio, jura sua omni meliori modo facta tecta reservant, ne scilicet ea, quæ, uti dictum, ob injuriam aut angustiam temporis, vel ob aliam quamvis rationem in præsentis pacis negotio, circa tractandi modum incongrue facta sunt, nunc & futuris temporibus ullo modo in præjudium jurium Statibus Imperii competentium, allegari aut vergere possunt aut debeant. Atque ut hujus reservationis eò major sit effectus, infra subscripti Legati ac Plenipotentarii Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, quo illa Mediationis Protocollo inseratur, decenter requirunt, eademque in Comitibus Imperii ad acta hujus Negotiationis cum expositione singularium in- finuabunt. Signatum Haga-Comitum die $\frac{11}{21}$ No- vembris anni 1697.

Nomine Sereniss. Electo-
ris Saxoniz.

Nomine Sereniss. Electo-
ris Brandenburgici.

Christophorus Dietericus
Bose Junior, Legatus.

W. de Schmettau, W. B. de
Dancelman, Legati
Extraordin. & Plenip.

Nomi-

Nomine Reverendissimi
& Celsi. Episcopi ac
Princip. Monast.

Nomine Serenif. Mar-
chion s Brandenburg.
Culmbacensis.

*Ferdinandus L. B. de Plet-
senberg.*

E. L. B. de Stein.

Nomine Serenissimi Du-
cis Sax. Goth.

Nomine Ducatus Holsat.
Gluckstadiensis.

*Adolffus Christian Ave-
man.*

*Detblerus Nicolas de Le-
wencron.*

Nomine Seren. Landgr.
Hessen. Cassel.

Nomine Serenif. Ducis
Brunswico-Luneburg-
Cellensis.

Wilhelmus Valtėjus.

E. Klinckgraeff.

Nomine Ducatus Palati-
no Bipontini.

Nom. Ducum Brunsw.
Luneburg. Welferby-
taurorum.

*Georgius Fridericus à
Snoilsky.*

M. de Mansbergen.

TRADUCTION.

R E S E R V A T I O N

*Des Ministres de l'Empire touchant la manière de
traiter des Impériaux pendant la Négociation ;
présentée à la Médiation le $\frac{11}{21}$ Novembre 1697.*

Cette Manière de Negocier la Paix , qui a
été observée tant depuis le commence-
ment que dans la suite , jusqu'à la conclusion
de

de la Paix entre Sa Majesté Impériale & le Saint Empire Romain d'une part, & Sa Majesté Très-Chrétienne de l'autre, étant contraire à la liberté des suffrages que doivent avoir les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, & au consentement qu'ils doivent donner aux Traitez, qui se font au nom de l'Empire avec les Puissances Etrangères; outre qu'elle n'est pas conforme à l'usage ordinaire de l'Empire, que l'on recommande sur toutes choses à ses Députés dans leurs Instructions, de garder exactement: les Ambassadeurs & Plénipotentiaires desdits Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, députés aux Conférences de la Paix, réservent aux Princes leurs Seigneurs & Maîtres & à tout l'Empire en général leurs droits en la meilleure forme qu'il se peut, en protestant contre cette manière de négocier la Paix, en tant qu'elle est contraire aux droits des Etats de l'Empire, & particulièrement à l'Article 8. du Traité de Paix d'Osnabrug, & au stile ordinaire de l'Empire; afin que tout ce qui a été fait, comme on le vient de dire, contre les règles, dans la manière de cette Négociation, à cause du malheur ou de la brièveté du tems ou pour quelque autre raison que ce soit, ne puisse ni ne doive être maintenant & à l'avenir allégué ni tourné au desavantage ni au préjudice des droits qui appartiennent aux Etats de l'Empire; & afin que cette réserve ait tout l'effet qu'elle doit avoir, les souffignez Ambassadeurs & Plénipotentiaires, prient avec la bienséance requise leurs Excellences Illustrißimes Mrs. les Ambassadeurs Médiateurs, de la faire insérer dans le Protocole de la Médiation; & ils la feront enregistrer à la Diète de l'Empire parmi les actes.

de la Paix de Ryswick. 185

tes de cette Négociation , en faisant une exposition de chaque chose en particulier. Signé à la Haye le $\frac{31}{21}$ de Novembre 1697. 1697.

Au nom du Sérénissime
Electeur de Saxe.

Au nom du Sérénif. Elec-
teur de Brandebourg.

*Christophe Dieteric Bose
le Jeune , Ambassa-
deur.*

*W. de Schmettau, W.B. de
Dankelman, Ambassa-
deurs Extr. & Plénip.*

Au nom du Révérendif.
& très-Haut Evêque
& Pr. de Munster.

Au nom du Sérénif. Mar-
quis de Brandebourg-
Culmbach.

*Ferdinand L. B. de Plet-
tenberg.*

E. L. B. de Stein.

Au nom du Sérénissime
Duc de Saxe-Gotha.

Au nom du Duché de
Holstein Gluckstadt.

*Adolfe Christian Ave-
man.*

*Detblers Nicolas de Lee-
wencroon.*

Au nom du Sérénissime
Landgrave de Hesse-
Cassel.

Au nom du Sérénif. Duc
de Bronswick-Lune-
bourg de Cell.

Guillaume Vultejus.

E. Klinckgraeff.

Au nom du Prince-Pala-
tin Duc de Deux-
Ponts.

Au nom des Ducs de
Bronswick-Luneb.
Wolfenbittel.

*George Frideric de Snoils-
ky.*

M. de Mansbergen.

EX-

1697.

E X T R A I T

Du Protocole de la Médiation portant de quelle manière les Ambassadeurs de France avoient été requis par les Ambassadeurs Médiateurs de changer la Clause de Religion du 2^o Octobre: délivré le $\frac{14}{27}$ Novembre 1697.

Messieurs les Ambassadeurs de France nous ont dit ces jours passez plusieurs fois, & en diverses rencontres au sujet du point de Religion, que, la paix étant signée, & les ratifications prêtes à être échangées, ayant déjà celle du Roi leur Maître entre leurs mains; ils ne pouvoient plus admettre de changement au sujet de la clause qui est insérée à la fin du 4. Article du Traité de Paix entre l'Empereur, l'Empire & la France, & qu'ils ne pouvoient pas se rendre à Ryswick pour en entendre parler. A quoi ils ont ajouté, que si les Protestans persistoient à vouloir en traiter, ils proposeroient des choses, qui leur seroient, peut-être, moins agréables. Ils ont dit de plus, que les changemens dans les Réunions, étoient de peu de conséquence & ne donnoient aucune atteinte à la Paix de Westphalie.

BONDE. LILLIEROOT.



EX-

E X T R A I T

1697,

Du Registre des Resolutions des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas , contenant le rapport que les Ambassadeurs de Hollande avoient fait , touchant l'affaire de Religion.
Du Judi 28. Novembre 1697.

DE Heeren Heinsius , van Dykvelt , ende van Haren , baar Hoogh Mog: Extraordinaire Ambassadeurs ende Plenipotentiarissen tot de Vredebandeling , hebben ter Vergaderinge gerapporteert , dat sy ingevolge ende tot voldoeninge van Haar Hoog Mogenderesolutie van den 30. October laetstleden , ende andere daar op gevolgt , waar by sy Heeren Ambassadeurs gelaft waeren , om de Heeren Ambassadeurs en Plenipotentiarissen vande Protestante Keurvorsten , Vorsten en Stenden van het Rijk te seconderen , inde saeke vande Religie , die sy met Syn Majesteit van Vrankryk te demestren hebben , ende op de instantien van wegen de gemelte Heeren Ambassadeurs ende Plenipotentiarissen gedaen , by de Heeren Ambassadeurs ende Plenipotentiarissen van Syn Koninklyke Majesteit van Vrankryk officien hadden gepasseert , en ernstig aangebouden ten eynde de Clausulen insluerende in het 4. Artysel van het Tractaat van Vrede tusschen den Keyser ende het Ryk ter eenre , ende den Koning van Vrankryk ter andere zyde , naementlyk dat de Roomse Catholique Godsdiens sal moeten blyven in alle de plaetsen die door Vrankryk sullen werden geresitueert , soodanig als deselve aldaar tegenwoordig is , mogte werden geligt en opgebeven , ende terwyl sulx wierde gedeclineert , dat ten minste

1697.

de voorschreve Clausulen soodanigh mogte werden verandert, ofte gemodereert, dat daar aen naermaels geen quade interpretatie tegens de intentie moghte werden gegeven, dat de gemelte Heeren Ambassadeurs van Syn Majesteit van Vrankryk daar op in substantie hadden verklaert, dat de voorgedraege Clausule in het Tractaat insluerende, daeruyt niet konde werden geligt, dat Syn Majesteit van Vrankryk gedurende den tyd dat hy was geweest in het besit van plaetsen, die in gevolge van het voorschreve Vredens Tractaat stonden geresitueert te werden, in eenige van dien hadde doen bouwen verscheyde Kerken, ende die met inkomste gedoteert, dat syn conscientie noch cere niet toeliet dat de voorschreve Kerken naer de restitutie vande selve plaetsen wederom soude werden gedemolieert, ofte afgenomen, aan die Syn Majesteit daar mede heeft begiftigt, dat het selve genoegsaem alleen plaets hadde gehad. inde Paltz; dat verders syne Majesteits intentie niet was eenige veranderinge te maken in het stuk vande Religie inde voorschreve plaetsen tegens de Westpbaelse Vredens Tractaten, dat gedurende dat syne Majesteit in het besit was geweest vande voorschreve plaetsen, die nu geresitueert staen te werden, noch selfs inde Elzas, het welke aen Syne Majesteit staet te blyven, hoogstgedagte syne Majesteit noyt eenig verbot hadde gedaen tegen de oeffeninge vande Protestante Religie aldaar, dat syne intentie ook nu nog niet anders was, als inde restituerende plaetsen de Kerken en donatien voor de Rooms Catholique Religie te laten inde staet als die tegenwoordig syn, sonder te willen belletten, daer nevens de Protestante Religie niet soude mogen werden geoeffent en voortgeset, ende dat het baer leed was, dat men aen Syne Majesteits intentie op veele plaetsen een quade interpretatie hadde

soeken

de la Paix de Ryswick. 189
soeken te geven. Waer op gedelibereert sijnde, 1697.
hebben haer Hog: Mog. gemelte Heeren Ambassa-
deurs voor de genomene moeyte bedankt; zoo als
de selve bedankt werden mits desen.

Accordeert met het voorfz Register.

TRADUCTION.

E X T R A I T

*Du Registre des Résolutions des Hauts & Puissans
Seigneurs les États Généraux des Provinces-
Unies des Pais-bas, contenant le raport que les
Ambassadeurs de Hollande avoient fait tou-
chant l'affaire de Religion; du Judi 28. No-
vembre 1697.*

Messieurs Heinsius, de Dykvelt, & de Ha-
ren, Ambassadeurs Extraordinaires &
Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances
aux Traitez de paix, ont rapporté à l'assemblée
que conformément à la Résolution de leurs
Hautes Puissances du 30. Octobre dernier, &
à d'autres posterieures, par lesquelles il est en-
joint à eux Ambassadeurs de seconder Messieurs
les Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Ele-
cteurs, Princes & autres Membres de l'Empi-
re Protestans, dans l'affaire de la Religion,
qu'ils ont à démêler avec le Roi de France, &
sur les instances, qui leur en avoient été faites
par lesdits Sieurs Ambassadeurs & Plénipoten-
tiaires, ils ont passé des offices auprès de Mes-
sieurs les Ambassadeurs & Plénipotentiaires de
Sa Majesté Très-Chrétienne, & fait de vives
instances à ce que les clauses, qui ont été insé-
rées dans le 4. Article du Traité de paix entre
l'Empe-

1697. L'Empereur & l'Empire d'une , & le Roi de France d'autre part , favoir que dans toutes les places que la France rendra , l'exercice de la Religion Catholique Romaine y demeurera en l'état qu'il est maintenant , en fussent ôtées & omises , & que puis qu'on s'en défendoit , au moins ces clauses fussent changées & couchées de manière que cy-après on n'y pût pas donner une sinistre interprétation , & contraire à l'intention : que sur cela Messieurs les Ambassadeurs de France avoient déclaré en substance , que les clauses , qui avoient été insérées dans le Traité , n'en pouvoient pas être ôtées : que pendant que S. M. Très-Chrétienne a été en possession des places , qu'elle doit rendre en vertu dudit Traité de paix , elle a fait bâtir en quelques-unes d'icelles plusieurs Eglises , qu'elle a dotées , de sorte que sa conscience ni son honneur ne permettent pas qu'après la restitution desdites places , lesdites Eglises soient démolies , ou ôtées à ceux , auxquels S. M. les a données ; ce qui n'a presque eu lieu que dans le Palatinat. Qu'au reste , l'intention de S. M. n'étoit pas de faire aucun changement en ce qui concerne la Religion dans lesdits lieux , au préjudice des Traitez de paix de Westphalie. Que tant que S. M. a été en possession des lieux , qui doivent être rendus , ni mêmes dans l'Alsace , qui doit demeurer à S. M. elle n'y a jamais défendu l'exercice de la Religion Protestante , n'ayant point encore d'autre intention , sinon que dans les lieux qui doivent être rendus , les Eglises & les fondations faites à l'usage des Catholiques Romains y demeurent dans l'état qu'elles sont , sans prétendre empêcher que la Religion Protestante y soit aussi exercée. Et qu'ils

qu'ils étoient fâchez de ce qu'en plusieurs lieux on tâche de donner de sinistres interprétations à l'intention de Sa Majesté. Surquoy ayant été délibéré, leurs Hautes Puissances ont remercié Messieurs leurs Ambassadeurs de la peine qu'ils ont prise, ainsi qu'elles les en remercient par les présentes. 1697.

L E T T R E

De Monsieur Norff Plénipotentiaire de son Altesse Sérénissime le Prince de Liège, à Monsieur le Baron de Lillieroot Médiateur, touchant le certificat, signé de Monsieur Friesendorff du 18. Decembre 1697.

MONSIEUR.

Ayant prié Monsieur de Friesendorff, de me donner un Extrait du Protocole de la Médiation touchant la Protestation, que Monsieur le Baron de Mean & moi avons donnée à Vos Excellences, & qui a été communiquée à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, au sujet du Duché de Bouillon, j'ai reçu ledit Extrait signé de la main dudit Sieur de Friesendorff en qualité de Secrétaire de l'Ambassade; mais comme son Altesse Electorale mon Maître & son Chapitre de Liège, croient, que cet Extrait devoit être signé par vos Excellences mêmes, pour avoir plus de force, je prens la liberté d'en demander l'avis de vos Excellences, & de les prier, que si la signature de vos Excellences y est nécessaire, j'en puisse avoir

192 *Mémoires & Négociations*
1697. avoir un autre Extrait, pour satisfaire aux dé-
sirs de sadite Altesse Electorale Sérénissime, &
de son Chapitre, étant toujours.

MONSIEUR.

De votre Excellence ,
Le Très-humble & Très-
obéissant Serviteur.

N O R F F.

L E T T R E

*De Monfr. le Baron de Lillieroot servant de Répon-
se à la Lettre de Monsieur Norff: du 30 Novembre
1597. 16 Decembre*

MONSIEUR.

J'Ai veu par le billet que vous m'avez fait
l'honneur de m'écrire ce matin, que vous
souhaiteriez, que l'Extrait du Protocole de
la Médiation qui vous a été donné par le
Sieur de Frisendorff Secrétaire de l'Ambassa-
de, touchant la protestation, que Monsieur le Ba-
ron de Mean & vous, Monsieur, nous avez don-
née, au sujet du Duché de Bouillon, fut signé
par nous mêmes; surquoi je prendrai la liberté
de vous dire, que si cela se pratiquoit ainsi, nous
n'en ferions aucune difficulté, puis que ledit
Extrait est conforme à la vérité & donné par nos
ordres, mais comme ces sortes d'Extraits, ne
se donnent ordinairement que par les Secrétai-
res des Ambassades, j'espère qu'il suffira pour
votre

1697.
votre sûreté, vous jugez bien Monsieur que s'il étoit absolument nécessaire, qu'il fût signé par nos mains, nous ne vous le refuserions pas, ne cherchant qu'à vous faire plaisir & qu'à vous donner toute sorte de satisfaction, cependant cette réponse vous servira de confirmation de la vérité dudit Extrait. Je suis avec passion & sincérité.

MONSIEUR.

Votre Très-humble & Très-obéissant Serviteur.

N. LILLIBROOT.

RATIFICATION

*De son Altesse Electorale Sérénissime de Cologne,
de la Protestation faite touchant Bouillon.*

SON Altesse Sérénissime Electorale déclare d'avoir ratifié, comme elle ratifie encore par cette, la Protestation que son Ambassadeur le Baron de Mean & son Plénipotentiaire Norff ont fait contre le Traité dernier de Ryswick pour la conservation des droits de son Eglise sur le Duché de Bouillon. Liège ce 10. de Décembre 1697.

Etoit signé.

JOSEPH CLEMENT,

1697.

RATIFICATION

Du Chapitre de la très-Illustre Cathédrale de Liège , touchant la Protestation faite touchant Bouillon.

MEsseigneurs les Doyen & Chapitre de la très-Illustre Eglise Cathédrale de Liège déclarent de ratifier comme ils ratifient par cette , la Protestation faite au Château de Ryswick le 31. d'Octobre par ordre exprès de son Altesse Sérénissime leur Evêque & Prince , pour la conservation des droits de sadite Altesse Sérénissime & de l'Eglise de Liège , sur le Château , Ville & Duché de Bouillon , avec ses dépendances ; inférée dans les Actes du Protocole de la Médiation , & communiquée à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France , dont la teneur s'ensuit.

* PROTESTATION.

Donné à Liège au lieu Capitulaire ce 9. Decembre 1697.

Par ordonnance de mes très-Révérendissimes , très-Illustres & Généreux Seigneurs les Doyen & Chapitre susdits.

SCHEPERS.

* On la trouve ci-dessus pag. 112.

REICHS

R E I C H S

1697.

Gutachten, ou Resultat de la Diète del'Empire à Ratisbonne, par lequel l'Empereur est requis de consentir à la Ratification de la Paix du 2^o Octobre, moyennant certaines restrictions y ajoutées, particulièrement touchant l'affaire du Palatinat, du 26. Novembre 1697.

DEr Römischen Kayserlichen Majestet zu gegenwertigem Reichstage Gervollmächtigten höchstansehnlichen principal Commissarii hoch Fürstlichen Gnaden bleibet hiemit geziemend obnverhalten; nachdeme man in denen dreyen Reichs Collegiis nicht ermänglet das den 20. dieses dictirte Kayserliche Commissions Decret, nicht weniger die aus dem Haag von der Reichs-Deputation erstattete Relationen in gehörige berathschlagung zu ziehen, ist dafür gehalten und geschlossen worden, das der den 30. Octobris jüngsthin zu Riswigh in Holland zwischen Ihro Kayserliche Majestet und dem Reich eines, und der Kron Franckreich anderen theils getroffene Friede, nebst dem sub eodem dato aufgerichteten separat Articul, wie im gleichen der den 9. dieses verglichene Articulus includendorum von Reichs wegen zu ratificiren und zu bestetigen seye, wie man dan solche hiemit von aller dreyen Reichs Collegien wegen omni meliori modo ratificiret und bestättiget, Ihre Kayserliche Majestet, nebst aller gehorsambster dancksjagung vordero bey dieser fürgewesener Friedens handlung eingewendete obnermüdete Reichs vätterliche versorge, allerunterthänigst ersuchend, das sie denselben auch ihres allerhöchsten orths im gleichen zu

1697 196 *Mémoires & Négociations*
 ratificiren und zu bestättigen geruben wollen ,
 jedoch das so wohl gedachter Articulus separatus
 wegen der Hertzogin von Orleansprætension , we-
 der der disposition der aureæ Bullæ , noch der
 Churfürstlichen und Fürstlichen Häuser Pactis
 Familix, und der bekanten Reichs Observanz , als
 auch all dasjenige , so an seiten der Kayserlichen
 Gesandtschaft im Haag bey mehrender dieser Frie-
 dens Negotiation circa modum tractandi & com-
 municandi mit der Reichs Deputation nicht beo-
 bachtet worden, und jónsten dem Instrumento Pa-
 cis Westphalicæ zuwider vorgegangen seyn möch-
 te , dem Reich weder jetz noch ins künftig præjudi-
 cirlich seyn , und zu einiger consequenz gereichen
 solle. Und wie man zu ihrer Kayserlichen Majestet
 der allerunterthänigsten zuversicht lebet , es wer-
 den dieselbe das jene , was solcher gestalten etwan
 allhier oder im Haag hierunter vorgeloffen seyn
 möchte , nicht gutheissen ; also seyn dieselbe gleich-
 falls allergehorsambst zu ersuchen, bey approbation
 dieses allerunterthänigsten Reichs Gutachtens ,
 super Ratificatione, eine allergnädigste erklärung
 zu thun , wodurch die Stände des Reichs außer bey-
 sorge gesetzt , und in deren allerunterthänigstem
 vertrauen gegen ihro allerhöchstes Ober-Haubt so
 viel mehr gestercket werden möchten ; Womit des
 Kayserlichen Herrn Principal Commissarii hoch
 Fürstlicher Gnade der Churfürsten , Fürsten , und
 Stände anwesende Råthe , Bottschafter und Ge-
 sandte sich geziemend einpfehlen. Signatum Re-
 genspurg den 26. Novembris 1697.

Chur Maintzische Cantzeley.

(L. S.)

Auch

P. S. 1.

Auch geben des Kayserlichen Principal Commis-^{1697.}
sarii Hoch-Fürstlichen Gnaden, Churfürsten,
Fürsten, und Stände des orths anwesende Rätthe;
Botschaften und Gesandte hiemit geziemend zu
vernehmen, das man in allen drey Reichs Collegiis
dafür gehalten, das Seine Königliche Majestet in
Polen und Churfürstliche Durchleucht zu Sachsen
in diesen Frieden mit einzuschließen seyn, und Ihre
Kayserliche Majestet allerunterthänigst zu ersu-
chen, das sie dero höchste officia zu dem ende gebö-
rigen orths anzuwenden geruben möchten; Womit
&c. Regenspurg den 26. Novembris 1697.

P. S. 2.

Ferner wird des Kayserlichen Principal Commis-
sarii Hochfürstlichen Gnaden dasjenige was der
Ausspurgischen Confessions Verwandten Stände des
Reichs ihrer Religions angelegenheiten halber in
allen dreyen Reichs Collegiis anzeigen lassen, mit
dem ersuchen hiemit communiciret, damit Ihre
Kayserliche Majestet derselben anligen daraus er-
kennen, und darauf allernädigst reflectiren mö-
gen; Womit &c. Regenspurg den 26. Nov. 1697.

Chur Maintzische Canzeley.

Votum commune Evangelicorum.

N Achdeme si. beren aus dem Haag eingeloffenen
bericht nach die Evangelische Stände durch
den zu Ryswigh von der Kayserlichen Ambassade
adhibirten modum tractandi Pacem inter Cæsa-
rem, Imperium, & Galliam (wie es damit im
anfang, in progressu negotii, und im ende zugean-
gen, und welcher dem libero & Comitiali suffra-

1697.

gio, juribusque Statuum, auch dem Stilo Imperii, und der denen Reichs Deputirten von Reichs wegen ertheilten und von Kayserlicher Majestet approbirten Instruction in vielen stücken gar nicht gemäs befunden werden) sich darin vornemblich zum höchsten gravirt und ledirt zu seyn halten mußten, das man ihre Religions angelegenheiten und gravamina von denen Tractaten mit Franckreich gantz und gar abgewiesen, und selbe damit zu keiner zeit hören, noch ihre deswegen vorgebrachte monita attendiren, ja ihnen nicht einmahl eine schriftliche Versicherung ad Protocollum Mediatoris geben, sondern sich über dergleichen så billiges verlangen viel mehr entrüsten wollen; woraus amende erfolgt ist, das die Frantzösische mit der bekanten dem Religions Frieden im Reich so nachtheiligen clausulâ beydem 4. articulo umb solcher zeit herfür gebrochen, da die Evangelische sich zu resolviren kaum noch wenig stunden übrig gehabt, welches gar nicht hätte geschehen können, wan man ihre Religions sache gleich anfangs zu denen Tractaten mitgezogen, und darüber mit der Frantzösischen Gesandtschaft gehandelt hätte, so erachtet man sich bemüßiget hiemit zu verwahren und zu reserviren, das alles was solcher gestalten circa modum tractandi pacem zu großem præjuditz und beschwerde der Evangelischen passiret, und dessen remedur re adhuc integrâ auf vielfältiges reimonstriren und erinnern nicht zu erhalten gewesen, den Religions Frieden und art. 4. & 5. Instrumenti Pacis Westphalicæ, allerdings unabbrüchlich seyn, und weder jetz noch künfftig in eine consequenz gezogen, noch zu abbruch und nachtheil des Religions Friedens im Reich, wie derselbe in Westphälischen Friedensschlus dicto art. 4. & 5. bevestiget und gefasset ist, alleguirt werden solle.

solle oder könne, nicht zweiflend, es werden die gesambte Catholische Stände geneigt seyn, denen Evangelischen eine solche Versicherung de pace religiosa, sarrâ, tectâ conservandâ jò forth post pacem ratihabitam von sich zu stellen, das man ein und ander seits im Reich dabey acquiesciren könne, und die Evangelische dadurch tranquillirt werden mögen, mithin in der that gezeiget werde, das man sich utrinque aufrichtig zu meinen, und in einmützig rechtschaffene postur, als die Garantie des Friedens zusammen zu setzen verlange, welches auf diese weis am besten geschehen kan, wan man gegen einander sich erkläret, und unanimiter statuïret, das die Catholische, die ohne dem in Terris Imperii keine neüerung circa Pacem Religiosam verlanget haben, noch verlangen können, sich der durch Franckreich dem Reich bey dem 4. Art. obtendirten Clausul im gantzen Reich wider die Protestirende Stände weder in, noch ausser Gerichts, nimmermehr prævaliren, noch daran für sich den geringsten antheil nehmen, sondern es lediglich bey dem Westphälischen Friedensschluss bewenden lassen wollen; solcher gestalt bleibet die Clausul allein eine sache zwischen dem Reich und der Kron Franckreich, und mit dem Religions Frieden, welcher vinculum concordix Statuum ist, nicht meliret, und haben desshalben die Stände nicht unter sich mit einander zu thun, sondern seynd viel mehr schuldig einander hierin treülich zu assistiren; damit niemand sich dieser Clausul durante hac pace zum wenigsten weiter nicht gebrauche, als der Frantzösischen Gesandtschaft gegen die Mediation und sonst geschehene mündliche erklärungen selbst gestehen, das nemlich diese Clausul allein von wenigen vom Könige in Franckreich propriis sumptibus erbauten und

1697. dotirten Kirchen zu verstehen seye. Solte wider ver-
 bosßen dieser equitable Vorschlag keinen ingress
 finden, und man Catholischer seits selbst von dieser
 Clausul, die an so vielen orthenden Religions Frie-
 den alteriret, profitiren wollen, so gibet man zu
 bedäncken anheim, was hier durch vor mißtrauen
 und trennung der Gemüther bey gegenwertigen
 ohne dem betrübten und gefährlichen conjoncturen
 zwischen beyder seits Religions Verwandten entste-
 hen, und was hieraus vor unheil erwachsen dörf-
 te, derentwegen man aber Evangelischer seits, da
 man allein de damno evitando certiret, ernstlich-
 digt seyn, und sich deshalb beßtermassen ver-
 wahret haben wollen cum reservatione ulterio-
 rum, & salvo eo, was in Haag dieselwegen mit
 Franckreich entweder schon verglichen, oder noch
 verglichen werden möge.

TRADUCTION.

R E I C H S

Gutachten, ou resultat de la Diète del' Empire
 tenue à Ratisbonne, par lequel l'Empereur est re-
 quis de consentir à la Ratification de la Paix du
 30. Octobre, moyenant certaines restrictions y
 ajoutées, particulièrement touchant l'affaire
 Palatine du 26. Novembre 1697.

ON donne dûement, & par les présentes
 à connoître à son Altesse le Commissaire
 Principal & Plénipotentiaire de Sa Majesté
 Impériale en cette Diète, que les trois Colé-
 ges de l'Empire, après avoir examiné le dé-
 cret de la commission Impériale dicté le 20.
 & pareillement les relations écrites de la Haye
 par la Députation del' Empire, avoient trouvé
 bon, & conclû, que la Paix faite à Ryswick

en Hollande entre Sa Majesté Impériale & l'Empire d'une part, & la Couronne de France de l'autre, conjointement avec l'article séparé de la même date, & avec l'article d'inclusion des autres Puissances arrêté le 9. dudit mois, seroit ratifiée & confirmée de la part de tout l'Empire, comme on la ratifie & la confirme au nom de tous les trois Coléges par la présente, & dans la meilleure forme, que faire se peut, & qu'on prieroit très-humblement Sa Majesté Impériale (après l'avoir pareillement remerciée en toute humilité de la continuation de ses soins paternels pendant toute cette Négociation de Paix) de vouloir bien de son côté, & comme Chef de l'Empire, la ratifier & confirmer; toutefois que ledit article séparé concernant la prétension de la Duchesse d'Orleans, ne pourroit aucunement être préjudiciable ni à la disposition de la Bulle d'or, ni aux accords des familles faits entre les Electeurs Princes sur cette matière, ni au stile pratiqué dans l'Empire: & que d'ailleurs tout ce, que l'Ambassade Impériale à la Haye n'a pas assez exactement observé dans la manière de traiter & de communiquer avec la Députation de l'Empire pendant cette Négociation, & qui est en quelque sorte contraire aux Traitez de Westphalie, ne seroit jamais tiré à conséquence ni au préjudice du Saint Empire: & comme on espere de la bonté de Sa Majesté Impériale, qu'elle n'approuvera pas ce qui seroit ainsi mal pratiqué ou ici, ou à la Haye, qu'on la supplieroit de même très-humblement, de vouloir bien, en approuvant & ratifiant le présent résultat de la Diète, accorder un mot de déclaration, par où les Etats de l'Empire se-

1697.

roient préservez de toute appréhension, & confirmez davantage dans leur très-humble confiance, qu'ils ont en Sa Majesté Impériale, comme en leur Chef. Avec quoi les Conseillers, Ambassadeurs, & Ministres des Electeurs des Princes, & des Etats, se recommandent respectivement à son Altesse Monseigneur le Commissaire Principal & Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale pour cette Diète. Signé à Ratisbonne le 26. Novembre 1697.

*La Chancellerie Electorale de
Mayence.*

(L. S.)

P. S. 1.

On donne pareillement à connoître à son Altesse le Commissaire Principal & Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale, respectivement de la part des Conseillers, Ambassadeurs, & Ministres, qui se trouvent ici pour les Electeurs, Princes & Etats du Saint Empire, que le sentiment de tous les trois Colléges de l'Empire est, qu'on infereroit & comprendroit dans ce Traité de Paix Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, & qu'on prieroit très humblement Sa Majesté Impériale, de vouloir pour cette fin employer son autorité & ses bons offices, là où il convient. Signé à Ratisbonne le 26. Novembre 1697.

P. S. 2.

On communique de plus à son Altesse le Commissaire Principal de Sa Majesté Impériale, ce que les Etats de l'Empire, qui sont de la Confession d'Ausbourg, avoient fait proposer

fer dans tous les trois Colléges ici , & on le re-
commande à ladite Altesse , afin que Sa Ma-
jesté Impériale puisse par là connoître les né-
cessitez de ceux de ladite Confession , & y re-
fléchir selon sa très-grande bonté. Signé à
Ratisbonne le 26. Novembre 1697.

*La Chancellerie Electorale
de Mayence.*

*Voix commune de ceux de la Religion Evange-
lique.*

LES Etats de l'Empire, qui sont de la Confes-
sion d'Ausbourg , ayant vû par de certains
avis venus de la Haye , que l'Ambassade Im-
périale en traitant de la Paix entre l'Empereur ,
l'Empire & la France, y avoit agi dès le com-
mencement de cette Négotiation, d'une certai-
ne manière, qui est fort contraire aux libres suf-
frages & aux droits des Etats de l'Empire, au sti-
le qui est pratiqué & à la teneur de l'instruction
qui fut donnée de la part de l'Empire à la Dé-
putation , & approuvée même par Sa Majesté
Impériale , y trouvent à redire & à se plaindre
principalement de ce qu'on y a négligé les in-
térêts de leur Religion , qu'on a refusé de trai-
ter sur les griefs d'icelle , & que bien loin
d'avoir égard à leurs demandes & d'en donner
quelque sûreté au Protocole du Médiateur , on
s'est formalisé des demandes si justes , d'où il est
arrivé à la fin , que l'Ambassade de France a
ajouté à l'article quatrième la clause très-préju-
diciable à la Paix de Religion dans l'Empire ,
& cela justement , dans un tems , où ceux de
la Confession d'Ausbourg n'avoient plus que
I 6 quel-

1697.

quelques heures de tems pour le résoudre ; c'est ce qui ne seroit jamais arrivé , si on eut fait réflexion dès le commencement sur les choses concernant leur Religion , & qu'on en eut Traité avec l'Ambassade de France. Ainsi on a jugé nécessaire de faire insérer au Protocole ces réservations , savoir , que tout ce , qui se trouve d'irrégulier dans la manière de traiter , ou de préjudiciable aux Etats Evangeliques , & dont les remontrances , pendant que la chose étoit encore dans son entier , n'ont pas été considérées , ne pourroit jamais tirer à conséquence , ni altérer aucunement la Paix de Religion confirmée dans les Traitez de Westphalie par les articles , 4. & 5. L'on ne doute pas même , que les Etats Catholiques ne donnent , après la Ratification de la Paix , telles assurances pour la conservation de ladite Paix de Religion aux Protestans , qu'on s'y puisse reposer de part & d'autre , & ayant mis en tranquillité les Protestans , travailler de concert dans l'Empire , pour la sûreté & la garantie de la Paix. C'est ce qui se fera aisément , quand on voudroit déclarer par un accord commun , que les Catholiques (qui sans cela n'avoient pas demandé & ne pourroient pas même demander quelque changement dans ladite Paix de Religion) ne se serviroient jamais ni dans le cours de la justice , ni hors d'icelle , de la clause , que les François viennent d'ajouter au 4. article du Traité de Paix , mais qu'au contraire lesdits Catholiques ne prenant aucune part à ladite clause , se tiendront simplement à l'observation des Traitez de Westphalie ; c'est ce qui seroit subsister ladite clause à l'égard de la France & de l'Empire , sans que les Etats de celui-

lui-ci euſſent à en démêler la moindre choſe entr'eux , mais qu'ils continueroient de ſ'affiſter mutuellement & fidèlement , puis que la Paix de Religion , qui eſt le lien de leur concorde , demeureroit dans ſa force. Et d'autant que ſelon les déclarations , que l'Ambaſſade de France a faites aux Médiateurs & ailleurs , ladite clause de l'article 4. ne ſ'entend que de quelque peu d'Egliſes que leur Roi avoit bâties à ſes propres dépens , ou dotées , perſonne ne devroit dans l'Empire donner d'autre étendue ou interprétation à ladite clause. En cas, que les Catholiques ne vouluſſent pas ſ'accommoder , de cette propoſition raifonnable , mais ſ'opiniâtrer à profiter de ladite clause , on leur donne à juger quelle diſcorde & meſintelligence en ſeroit ſuſcitée entre les Etats de différentes Religions , & quel dommage en ſuivroit dans ces conjonctures preſſantes , dont pourtant les Proteſtans ne pourroient être accuſez , & c'eſt ce , dont ils font ces proteſtations ſolemnelles , avec reſervation d'ulérieures , & de ce , dont pourroit déjà être convenu dans cette matière entre les François & leurs Miniſtres à la Haye , ou dont on conviendrait dans la ſuite.

R E S C R I T

Par le premier Commiſſaire de l'Empereur où il demande le *Reichs-Gutachten* ſimple : du 3.
Décembre 1697.

E*ſ haben Ihro Kayſerliche Majeſtet zwar das jüngſt von dero hieſigen Herrn Principal Commiſſarii Hoch-Fürſtliche Gnaden durch den Courier*
I 7 *zuge-*

zugeſchicktes Reichs-Gutachten, ſamdt denen bey-
 lagen allergnädigſt wohl erhalten, weillen aber zu
 vermuthen, das die Frantzöſiſche Geſandtschaft
 bey aufwexelung der Ratification eine authentische
 abſchrift des Reichs-Gutachtens begehren werden,
 können zwar Ihro Kayſerliche Majestet wohl lei-
 den, das die wegen der Orleaniſchen pratenſen be-
 treffenden Articuli ſeparati angehängte reserva-
 tion dabey verbleibe, beſorgen aber nicht ohnzeit-
 lich, das, wan man Frantzöſiſcher ſeits etwan
 gern einen pratext haben wolte, die Friedens exe-
 cution zu verziehen, ihnen obgedachte reserva-
 tion, als ob man dadurch alles was des arbitrii und
 der religion halber verglichen worden, umbſtoſſen
 wolte, gar guten anlaß geben dorfte; als haben
 höchſtgedachte Ihro Kayſerliche Majestet ſeiner
 Hoch-Fürſtlichen Gnaden durch einen Expreſſen
 heut angelangten Courier allergnädigſt befohlen,
 der Churfürſten, Fürſten, und Stende vortreffli-
 chen Rätthe, Botſchaften und Geſandten gezimend
 vorzuſtellen, ob es nicht thulicher, das wie der
 Punctus Inclusionis Regis Poloniae, und der Reli-
 gion in beſondere neben Gutachten ſepariret, und
 in dem einen von der Ratification allein gemeldet,
 was aber des Articuli ſeparati halber, wie auch
 wegen der Kayſerlichen höchſt anſehentlicher Ge-
 ſandtschaft, und des von Ihro gebrauchten modi
 tractandi dabey zu reserviren nöthig beſunder oder
 geſchloſſen worden, durch ein beſonderes Gutach-
 ten inſinuiret werden möge; allensals aber an
 ſeiten dieſiger Reichs verſammlung hierin difficultet
 gemacht würde, die materias des Reichs Gutach-
 tens oberwenter maßen zu ſepariren, werden Ihro
 Kayſerliche Majestet zwar alſo, wie es Ihro zuge-
 ſchicket worden, der Frantzöſiſchen Geſandtschaft
 aushändigen laſſen, von dem daraus etwan entſte-
 benden

henden widrigen erfolg aber ſolchen ſals entſchuldiget ſeyn. 1697,

Welches Seine Hoch Fürſtliche Gnade dieſes mahl der Chur-Fürſten , und Stände vortreffentlichen Rätthen , Botschaften , und Geſandten hiemit ſchleunig mittheilen wollen, mit den erſuchen, dieſelbe belieben der ſache wichtigheit nach , und in erwegung der zeit koſtbaren verluſts , in ſchleunige berathſchlagung zu ziehen , und Ihro Hoch-Fürſtlichen Gnaden ſolches mit gewöhnlichen Reichs Gutachten , vor noch ſtündlich erwartenden andern Courier , zu eröffnen ; verbleiben anbey denenſelben mit freundlich geneigten willen allzeit wohl beygethan. Signatum Regenspurg den 3. Decembris 1697.

FERDINAND Fürſt von
Lobcovitz.

TRADUCTION:

R E S C R I T

Par le premier Commiſſaire de l'Empereur , où il demande le Reighs Gutaghten ſimple : du 3. Décembre 1697.

SA Majeſté Impériale ayant reçu le dernier réſultat de la Diète avec ſes annexes , que ſon Alteſſe le Commiſſaire Principal lui avoit envoyé par un Courier , & croyant que l'Ambaſſade Françoisé en pourroit demander une copie autentique au tems de l'échange de leur Traité , ſadite Majeſté Impériale , qui d'ailleurs pourroit bien ſouffrir la reſervation y ajoutée à l'occasion de l'article ſéparé , qui concerne la prétention de Madame la Duchefſe d'Orleans,

1697.

leans , appréhende seulement , que , si les François vouloient quelque prétexte pour traîner l'exécution de la Paix , ladite réserve ne leur en fournît un , parce qu'il semble , qu'on veuille renverser par là tout ce qui a été accordé touchant l'arbitrage & l'exercice de la Religion.

C'est pour cela , que Sa Majesté Impériale a envoyé des ordres à son Altesse son Commissaire Principal & Plénipotentiaire par un Exprès , qui vient d'arriver , pour proposer incessamment aux Ministres Conseillers , Ambassadeurs & Députés des Electeurs , Princes , & Etats , s'ils ne trouveroient pas plus à propos , en suivant l'exemple de leur acte d'inclusion du Roi de Pologne , & de l'acte concernant la Religion , de former deux Résultats séparés , de ne parler dans l'un , que simplement de la Ratification , & de mettre dans l'autre tout ce , qu'ils voudroient réserver sur l'article séparé , & sur ce , qu'on prétend avoir été mal observé par les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale dans leur manière de traiter de la Paix. Mais , en cas que cette Assemblée de l'Empire trouve des difficultés à séparer ainsi les matières de son résultat , Sa Majesté Impériale se contentera de faire communiquer à l'Ambassade de France le résultat de la Diète tel qu'il est , mais elle ne répondra pas du mauvais effet , que cela pourroit causer.

C'est ce que Son Altesse le Commissaire Principal se trouve obligé de communiquer aux Ministres Conseillers Ambassadeurs & Députés assemblez ici de la part des Electeurs , Princes & Etats de l'Empire , les priant en
même

même tems de vouloir bien , en conſidération de l'importance de l'affaire , & du dommage que la perte du tems y cauſeroit , délibérer promptement ſur cette matière , & lui en découvrir leurs ſentimens par un Réſultat accoutumé , avant qu'il en ſoit preſſé par un ſecond Courier ; avec quoj je ſuis vôtre très-affectonné. Ratisbonne le 3. Décembre 1697.

FERDINAND Prince de
Löbcovits.

E C R I T

Des Ambaſſadeurs de l'Empereur , contenant la liſte des lieux dont l'Electeur Palatin avoit deſtiné les rentes au payement des cent mille florins , accordez par la Paix à Madame d'Orleans : délivré à la Médiation le 10. Décembre , 1697.

AD ſolvenda Landavia Sereniſſimæ Domine Duciffæ Aurelianenſi per Art: 8. inſtrumenti pacis Riſwicenſis , & Articulum ſeparatum promiſſa annua 200. m. librarum Turonenſium ſeu florenorum Rhenenſium 100. m. obligantur, juxta eam conventionem à Sereniſſimo Electore Palatino.

Dominus Hofmannus Scriba Provincialis Præſectura Germersheimenſis, qui libr.
ſolvit. 100000

Dominus Scherer Scriba Provincialis Neoftadienſis. 55000

Domi-

1697. *Dominus Jacobi Scriba Provincialis**Lutrea Casarea.*

45000

200000

Hagæ Comitibus 10. Decembris 1697.

HENR. C. de STRAATMAN.
(L.S.)J. F. L. B. de SEILERN.
(L.S.)

TRADUCTION.

E C R I T

*Des Ambassadeurs de l'Empereur, contenant la
liste des lieux dont l'Electeur Palatin avoit desti-
né les rentes au payement des cent mille florins,
accordez par la Paix à Madame d'Orleans; dé-
livré à la Médiation le 10. Décembre 1697.*

POUR payer à Landau les deux cent mille li-
vres Tournois, qui valent cent mille florins
du Rhin, qui ont été promis par chacun an,
par le 8. Article du Traité de Ryswick & par
un Article séparé; le Sérénissime Electeur Pa-
latin, suivant ladite convention oblige les ci-
après nommez, savoir;

Mr. Hofman Greffier Provincial
de la Préfecture de Germersheim qui
paye la somme de. 100000

Mr. Scherer Greffier Provincial de
Neustadt. 55000
Mr.

de la Paix de Ryſwick.
Mr. Jacobi Greſſier Provincial de
Keyſer-Lautern.

211

45000 1697.

200000

Ala Haye le 10. de Décembre 1697.

HENRI C. de STRAATMAN.
(L. S.)

J. F. L. B. de SEILERN.
(L. S.)

N O U V E A U

Reichs Gutachten , intitulé : *Concluſum Trium Collegiorum* (puisſque l'Empereur avoit deſapprouvé le premier) qui fait ſimplement mention de la Ratification de la Paix , un autre *Reichs Gutachten* ayant été adreſſé à l'Empereur pour réſerver les droits de l'Empire tant eu égard à la manière de traiter qu'autrement ; du 26. Novembre 1697.

Concluſum Trium Collegiorum.

P*Oſtquam in tribus Imperii Collegiis , ſuper numero decreto Commiſſionis Caſarea 20. hujus menſis dictato uti & Relationibus à Deputatis Imperii Hagæ Comitibus hac tranſmiſſis , deliberatio rite inſtituta fuit , concluſum eſt pacem proximè lapſa die 30. Octobris in arce Ryſwicensi in Hollandia inter Sacram Caſaream Majeſtatem & Imperium ab una , & Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam ab altera parte initam cum Articulo ſeparato ſub eodem dato ; itemque Articulo includendorum , de quo die Nonâ Novembris conven-*
tum.

1697. *tum est, ex parte Imperii ratam habend. atque approbandam esse, quemadmodum eam prædicta Trium Collegia hisce omni meliori modo approbant, ac ratam & firmam habent, Sacram Cæsaream Majestatem prævia obsequentissima gratiarum actione pro sua in hoc pacis negotio adhibita indefessa paternaque cura, demississime rogando, ut & ipsa hanc pacem ratihabere & confirmare clementissime dignetur. Signatum Ratisbonæ 26. Novembris 1697.*

(L. S.)

Electoralis Moguntina
Cancellaria.

TRANSDUCTION.

NOUVEAU

Reichs Gutachten, intitulé: Conclusum Trium Collegiorum (puisque l'Empereur avoit désapprouvé le premier) qui fait simplement mention de la Ratification de la Paix; un autre Reichs Gutachten ayant été adressé à l'Empereur pour réserver les droits de l'Empire tant eu égard à la manière de traiter qu'autrement; du 26. Novembre 1697.

Résolution des trois Coléges de l'Empire.

QU'il soit donné par les présentes à son Altesse le Principal Commissaire & Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale, qu'après avoir délibéré dûment dans les trois Coléges de l'Empire sur le décret de la Commission Impériale du 20. de ce mois, comme aussi sur les relations faites par la députation de l'Empire à la

la Haye, il a été trouvé bon, & conclu, que la Paix fignée à Ryfwyck en Hollande, le 30. du mois d'Octobre, entre Sa Majesté Impériale & l'Empire d'une part, & la Couronne de France d'autre part, avec l'Article séparé de la même date, comme aussi l'Article d'inclusion du 9. de ce mois, doivent être ratifiez & confirmez de la part de l'Empire, comme ils sont ratifiez & confirmez par les présentes dans les trois Coléges de l'Empire, dans la meilleure forme, que cela se peut faire; priant Sa Majesté Impériale très-humblement après lui avoir fait de très-humbles remerciemens, pour les soins paternels, qu'Elle a bien voulu se donner pendant cette Négociation de Paix, qu'il lui plaise de la ratifier & confirmer pareillement de son côté; après quoi les Conseillers Ambassadeurs & Envoyez des Electeurs, Princes, & Etats présens en icelui se recommandent dûment à son Altesse le Principal Commissaire susdit. Fait à Ratisbonne le 26. de Novembre 1697.

(L. S.)

*La Chancellerie Electorale de
Mayence.*

Il est attesté par le Seau de la Chancellerie Electorale, & Directoriale de Mayence, imprimé ci-dessous, que cette Copie est conforme au Décret Original de l'Empire, donné aujourd'hui à S. A. le Principal Commissaire de Sa Majesté Impériale. Fait à Ratisbonne le 3. Décembre 1697.

(L. S.)

*La Chancellerie Electorale de
Mayence.*

POST-

1697.

P O S T S C R I P T A

Adjoins aux délibérations de l'Empire à la Diète de Ratisbonne, touchant l'inclusion du Roi de Pologne dans la Paix générale; du 26. Novembre 1697.

I.

Aussi le Prince de Lobcovits principal Commissaire de l'Empereur a donné à connoître aux présens Conseillers, Ambassadeurs & Envoyez des Electeurs, Princes, & Etats; que dans tous les trois Colléges on a été de sentiment, que le Roi de Pologne Electeur de Saxe, qui est compris, comme Membre de l'Empire, dans la paix générale, y devoit aussi être spécialement compris, & que pour cela on prioit l'Empereur, qu'il voudroit faire son devoir au lieu, où cela se doit faire. Surquoy &c. Signé à Ratisbonne le 26. de Novembre 1697.

(L.S.) *Au Sceau de la Chancellerie de Mayence.*

2.

De plus l'on a communiqué audit Prince premier Commissaire de l'Empereur ce qu'ont fait proposer les Etats de l'Empire qui font profession de la Confession d'Ausbourg de tous les trois Coléges Impériaux, touchant l'intérêt de leur Religion, avec prière que S. M. I. en puisse comprendre leur Etat, & faire reflexion là dessus. Surquoi &c. Signé à Ratisbonne le 26. de Novembre 1697.

(L.S.) *Au Sceau de la Chancellerie de Mayence.*

RATI-

RATIFICATION ^{1697.}

Faite par Sa Majesté Impériale du Traité de Paix avec Sa Majesté Très-Chrétienne conclu à Ryswick, le 30. Octobre 1697.

NOS LEOPOLDUS (totus titulus) notum facimus omnibus & singulis presentes litteras inspecturis, lecturis, vel legi audituris aut quomodocunque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad restringendum, quod ante annos aliquot exarsit, grave bellum, Congressus in Palatio Ryswicensi in Hollandia institutus fuerit, Divinâ favente Clementiâ factum est ut post multos & laboriosos tractatus per designatos ad id ab utraque parte Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios pax & amicitia tandem conclusa sit, forma, modo, & tenore sequenti.

In Nomine &c.

Cum igitur hac omnia per Nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos, nostro mandato munitos prout hac verbo tenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, nos eadem omnia & singula præhabita matura & diligenti consideratione ex certa nostra scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse & fore, virtute presentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis nostrisque successoribus, & Imperio Romano, cujus status Ratisbonæ congregati, memoratam pacem vigore conclusi die 26. proxime elapsi mensis Novembris facti & ad manus nostras transmissi approbarunt, & ratum habuerunt, nos omnes & singulos

1697. *gulos supra descriptos Articulos & quicquid tota
 hac pacis conventionione continetur firmiter, constan-
 ter & inviolabiliter servaturos atque executioni
 mandaturos, nullaque ratione, ut vel ex nostra
 parte vel per alios contraveniatur, passuros, quo-
 modocunque id fieri possit, omni dolo & fraude
 exclusis: in horum omnium testimonium & fidem
 sigillum nostrum Cæsareum Majus huic diplomati
 manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum
 in Civitate nostra Vienna, septima Decembris, an-
 no millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Re-
 gnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hun-
 garici quadragesimo tertio, Bohemici verò qua-
 dragesimo secundo.*

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ
 Majestatis Proprium.

Vt.

SEBASTIANUS WUNIBALDUS
 Comes à Zeyhl.

C. F. CONSBRUCH.

RATIFICATION

De Sa Majesté Imperiale pour l'Article séparé.

NOS LEOPOLDUS (totus titulus) no-
 tum testatumque facimus, cum præter In-
 strumentum nos & Imperium inter & Serenissi-
 mum & Potentissimum Regem Francia Christia-
 nissimum pacis conclusa à nobis jam ratibabitum,
 etiam in Articulum sequentem conventum fuerit.

Ad

Quod nos eum pariter ratum habuerimus, & confirmaverimus prout eum hisce confirmamus, verbo Casareo promittentes nos eundem accurate observaturos, nec unquam permissuros esse ut illi quavis ratione contraveniatur. In quorum fidem Sigillum Nostrium Casareum tabulis hisce manu nostra subscriptis appendi jussimus. Datum in Civitate Nostra Vienna, Septima Decembris, anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, regnorum nostrorum Romani quadragesimo septimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bobemici vero quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS.

(L S.)

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ
Majestatis Proprium.

vr.

SEBASTIANUS WUNIBALDUS
Comes à Zeyhl.

C. F. CONSRUCH.

TRADUCTION.

RATIFICATION

*Conte par Sa Majesté Impériale du Traité de Paix
avec Sa Majesté Très-Chrétienne conclu à Rys-
wick le 30. d'Octobre 1697.*

LEOPOLD par la grace Dieu, Empe-
reur des Romains toujours Auguste, Roi
Tome IV. K de

1697.

de Germanie, de Hongrie, & de Bohême, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Moravie, de Carinthie, Comte du Tirol &c.

Nous faisons savoir à tous en général & en particulier qui liront ou qui entendront lire ces présentes ou qui en auront connoissance, de quelque manière que ce puisse être : Que les Conférences ayant été établies dans la Maison Royale de Ryswick en Hollande, pour terminer une sanglante guerre qui s'est allumée depuis plusieurs années, il a plu à la Providence Divine qu'après un grand nombre de Conférences & de Négociations épineuses traitées par les Ambassadeurs Extraordinaires nommez pour cèt effet de part & d'autre, la Paix aît été conclue, en la forme & en la manière qui suit.

Il faut ici insérer le Traité de Paix.

Comme donc toutes les choses ci-dessus énoncées ont été accordées, conclues & consenties par nos Ambassadeurs & Plénipotentiaires ci-dessus nommez & munis de nos pleinpouvoirs, ainsi qu'elles sont ici insérées & écrites mot-à-mot; après les avoir examinées avec attention & pesées murement, nous de nôtre science certaine, les aprouvons, ratifions, & confirmons, & les déclarons ratifiées & confirmées pour le présent & pour l'avenir, & nous promettons sur nôtre parole d'Empereur, pour nous & pour nos successeurs & pour l'Empire Romain dont les Etats assemblez à Ratisbonne ont aprouvé & ratifié le présent Traité de Paix en vertu du résultat de

la

la Diète conclu & arrêté le 26. du mois de Novembre dernier , dont l'acte a été mis entre nos mains d'observer & d'exécuter fidèlement , constamment & inviolablement tous & un chacun les articles ci-dessus énoncez , & généralement tout ce qui est contenu dans ledit Traité ; & de ne jamais souffrir qu'on y contrevenne de quelque manière que ce puisse être , -soit de nôtre part , ou de celle des autres ; renonçant pour cét effet à toutes sortes de fraudes & de termes captieux. Et pour donner plus de force & d'autorité à tout ce qui a été stipulé ci-dessus , nous avons signé ces présentes de nôtre main , & nous y avons fait apposer nôtre grand Sceau Impérial. Donné dans nôtre Ville de Vienne le 7. de Décembre 1697. l'an 40. de nôtre Empire , le 43. de nôtre Règne de Hongrie , & de nôtre Règne de Bohême le 42.

LEOPOLD.

(L. S.)

Vr.

SEBASTIEN WUNIBALDE
Comte de Zeyhl.

*De l'Ordonnance expresse de Sa Majesté
Impériale.*

C. F. CONSBRUCH.



1697.

RATIFICATION

De Sa Majesté Impériale pour l'Article séparé.

LEOPOLD (*place des titres*) nous faisons savoir à tous, que comme outre le Traité de Paix qui a été conclu entre nous & l'Empire d'une part & le Sérénissime & très-Puissant Prince le Roi de France Très-Chrétien d'autre, nous sommes encore convenus de l'article qui suit.

Il faut ici insérer mot-à-mot l'Article séparé.

Nous l'avons pareillement ratifié & confirmé, comme aussi nous le confirmons par ces présentes, promettant sur notre parole d'Empereur, de l'observer inviolablement & de ne permettre jamais qu'on y contrevienne en quelque façon que ce puisse être. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, & nous y avons fait apposer notre Sceau Impérial. Donné dans notre Ville de Vienne le 7. de Décembre 1697. l'an 40. de notre Empire, le 43. de notre Règne de Hongrie, & de notre Règne de Bohême le 42.

LEOPOLD.

(L.S.)

Vt.

SEBASTIEN WUNIBALDE

Comte de Zeyhl.

*De l'Ordonnance expresse de Sa
Majesté Impériale.*C. F. CONSBRUCH.
RATI-

RATIFICATION

1697,

De Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux, qui ces présentes verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil Comte de Cely; nôtre cher & bien-amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortille & du Menillet; & nôtre cher & bien-amé François de Callieres Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires en vertu des plein-pouvoirs que nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé le trentième Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz, Seigneur Héréditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marischpruss & du grand Orzechan, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secretaire & Chambellan de nôtre très cher & très-amé frere l'Empereur, & vice Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Straatman & Peurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun & Carlsberg, Conseiller Aulique & Chambellan de nôtre dit frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frideric libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plénipotentiaire dans les Diètes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nôtre

1697. très-cher & très-amé frere l'Empereur & les
Députez Plénipotentiaires des Electeurs Prin-
ces & Erats du Saint Empire pareillement mu-
nis de pleinpouvoirs , le Traité de Paix dont
la teneur s'enfuit.

Il faut ici inferer le Traité de Paix.

Nous ayant agréable le susdit Traité en
tous & en chacun les points & articles ,
qui y sont contenus & declarez , avons iceux ,
tant pour nous , que pour nos Heritiers , Suc-
cesseurs , Royaumes , Pays , Terres , Seigneu-
ries , & Sujets , accepté , approuvé , ratifié
& confirmé , acceptons , approuvons , rati-
fions & confirmons , & letour promettons en
foi & parole de Roi & sous l'obligation & hy-
potéque de tous & chacuns nos biens presens &
avenir , garder & observer inviolablement ,
sans jamais aller ni venir au contraire directe-
ment ou indirectement en quelque sorte & ma-
nière que ce soit. Entemoins de quoi nous avons
signé ces presentes de nôtre main , & à icelles
fait apposer nôtre scel. Donné à Meudon le
quatorzième jour de Novembre l'an de grace
mil six cens quatre vingt dix sept , & de nô-
tre Regne le cinquante cinquième. Etoit
signé.

LOUIS.

par le Roi

COLBERT.

*Ici pendoit le grand Seau dans une boîte
d'argent*

RATI-

RATIFICATION 1697.

De l'Article séparé par Sa Majesté Très-Chrétienne.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Ayant veu & examiné l'article séparé, que nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Cely; nôtre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortille, & du Menillet; & nôtre cher & bien-amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que nous leur en avons donné, ont conclu, arrêté & signé le trentième Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz Sieur Héréditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marischpruss & du grand Orzechan, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Sécretaire, & Chambellan de nôtre très-cher & très amé frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire; le Sieur Henri Jean Comte de Straatman & Peurbach Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun, Conseiller Aulique, & Chambellan de nôtre frere l'Empereur; & le Sieur Jean Frideric libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plénipotentiaire dans les Diètes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Pléni-

1697. potentiaires de nôtre très cher & très-ami
frere l'Empereur; & les Députez Plénipoten-
tiaires des Eleâteurs, Princes, & Etats du
Saint Empire pareillement munis de plein pou-
voirs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Il faut ici inserer l'Article séparé.

Nous ayant agréable le susdit Article sepa-
ré, en tout son contenu, avons icelui
approuvé, loué & ratifié, approuvons, louons
& ratifions par ces présentes signées de nôtre
main, promettons en foi & parole de Roi de
l'accomplir, observer, & faire observer sin-
cerement & de bonne foi, sans souffrir qu'il
soit jamais allé directement ni indirectement
au contraire pour quelque cause & occasion
que ce puisse être, en témoin de quoi nous avons
signé ces présentes & à icelles fait apposer nô-
tre scel. Donné à Versailles l'onzième jour de
Novembre l'an de grace mil six cens quatre-
vingt dix-sept, & de notre Règne le cinquante-
cinquième. Etoit signé,

LOUIS.

Par le Roi,

COLBERT.

Ici pendoit le grand Sceau dans une boîte d'argent.

C E R T I F I C A T

*Des Ambassadeurs de l'Empereur & de France
sur ce que la Ratification s'étoit faite le $\frac{3}{13}$ Dé-
cembre 1697.*

Nous Ambassadeurs Extraordinaires &
Plénipotentiaires de l'Empereur, & du
Roi

Roi Très-Chrétien, certifions à tous, que le
 Traité de Paix conclu en ce lieu le 30. Octobre 1697.
 a été ratifié solennellement par Sa Majesté
 Impériale, & l'Empire, & par Sa Majesté
 Très-Chrétienne, conjointement avec l'Ar-
 ticle séparé, & que les Actes des Ratifications
 ont été échangés ce jourd'hui à Ryswick le 3
 Décembre 1697.

STRAATMAN.
 SEILERN.

CRECY.
 CALLIERES.

L E T T R E

*De Monsieur Norff au Secrétaire de la Médiation
 touchant le Reichs-Gutachten qui devoit ser-
 vir de Ratification du côté de l'Empire, où il
 prétend que ledit écrit étoit Authentique; du 13.
 Décembre 1697.*

MONSIEUR.

J'Envoje, suivant ce que son Excellence le
 Comte de Bonde m'a fait dire, mon Sé-
 crétaire pour faire l'échange de la Ratifica-
 tion de l'Empire, contre celle de France,
 vous priant Monsieur de l'assister en ce qu'il
 pourra avoir besoin, particulièrement au cas
 que du côté de la France, on voulut hésiter à
 accepter * le *Reichs-Gutachten* dans la forme
 qu'il m'a été envoyé de Ratisbonne, sous pré-
 texte que ce n'est qu'une copie, & qu'on ne
 peut échanger une Ratification originale, con-
 tr'elle; car cela n'est pas, le stile de l'Empi-
 re n'étant pas autrement, ce que Monsieur le

K 5

Com-

* C'est la Ratification de l'Empire.

1697. Comte de Crecy ne peut pas ignorer, & que tous les autres Ministres, qui ont été à Ratisbonne peuvent attester ; en tout cas si l'opposition des Ambassadeurs de France étoit insurmontable, je suis prêt à faire déposer cet acte entre les mains des Ambassadeurs Médiateurs, pourvu que Messieurs les Ambassadeurs de France, en fassent autant avec leur Ratification originale & que entretems la Paix sera toujours exécutée : j'écrirai à son Altesse Electorale de Mayence pour procurer un autre Acte si cela se peut faire pour l'échanger par après l'un contre l'autre, à quoi vous priant de tenir la main, je suis.

MONSIEUR.

Votre très-humble & très-obéissant serviteur.

NORFF.

Ala Haye ce 13. Décembre 1697.

PROTESTATION

Générale des Ambassadeurs de France contre toutes celles, qui pourroient avoir été faites pendant la Négociation.

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Chrétien déclarons au nom & par ordre exprès de Sa Majesté que, comme son intention est d'exécuter ponctuellement le Traité de Paix, que nous avons signé au Château de Ryswick le 30. du mois d'Octobre dernier avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur & de l'Empire munis reciproquement

ment des pouvoirs nécessaires, Sa Majesté ne permettra pas qu'il soit fait aucun changement, omission, restriction ou reserve, à la teneur d'aucun des articles dudit Traité, soit en tout ou en partie; qu'ainsi elle nous a ordonné de déclarer, comme nous déclarons par le présent acte, que toutes protestations, conventions, promesses, lettres, ou autres actes prétendus déroatoires, soit publics, ou particuliers soit avant ou depuis la conclusion dudit Traité de Paix, si aucun y en a, par où on prétendit abolir, diminuer, ou affoiblir le sens & l'effet d'aucun article dudit Traité, ou d'aucunes clauses desdits articles, sont & demeureront nuls & de nulle valeur, comme étant contraires aux conditions convenues, réglées & accordées pour le parfait rétablissement du repos de la Chrétienté; & afin que personne ne puisse tirer à l'avenir aucun droit ni induction de pareils actes, ou écrits, nous avons remis notre présente Déclaration à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de Suède Médiateurs pour les traitez de la Paix générale, conjointement avec la Ratification pure & simple de sadite Majesté sans aucune restriction ni reserve, pour être échangée avec les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire par les mains desdits Sieurs Ambassadeurs Médiateurs, & nous les avons requis d'insérer notre dite Déclaration dans leur Protocole & de nous en donner acte signé de leurs mains. Fait à Ryswick ce 13. Décembre 1697.

VERJUS DE CRECY F. CALLIERES.
(L.S.) (L.S.)

1697.

E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation sur la Protestation
Générale des Ambassadeurs de France , tenu à
la Haye ce 13. Décembre 1697.*

Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne ont aujourd'hui remis entre les mains de Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, une déclaration par laquelle ils ont déclaré invalides & de nulle valeur toutes les protestations (en cas qu'il y en eût) conventions, promesses, Lettres ou autres Actes prétendus dérogatoires, soit en tout ou en partie au Traité conclu à Ryſwyck le 30. d'Octobre dernier ; ils ont désiré que cette déclaration fût inserée au Protocole de la Médiation, & il leur en a été donné le présent Extrait.

C. G. FRISENDORFF.
Secrétaire de la Médiation.

A C T E

De Consentement des Ministres des Electeurs & Princes, afin que Monsieur Norff. fît l'échange des Ratifications : du $\frac{2}{12}$ Décembre, 1697.

MAn könnte an seiten anwesender Chur- und Fürstlicher Gesandten und Plenipotentiarien gar gern geschehen lassen, das der Herr Resident Norff vermöge der Vollmacht und ordre, so er von
Ihro

Ihro Churfürstlichen Gnaden zu Maintz diesfals erhalten, die Ratificationem Imperii über den geschlossenen Frieden extradire, hätte auch die Hochansehentliche Königliche Schwedische Mediation dienstlich ihm hieruntur zu assistiren, damit das Reich eine original Ratification dagegen von der Königlichen Frantzösischen Gesandtschaft, gleich beyden Münsterischen, Nimegischen, und Armistitie Tractaten geschehen, empfangen, obwohl das Reich beyden beiden lestern nicht, wie alhier, per Deputationem concurrirt habe. Im übrigen lasse man dahin gestellet seyn, in wie weith Chur Maintz ab Imperio zu dieser Ratification bevollmächtigt seye, da man annoch keine nachricht von Regenspurg habe, und diesen punct zu der erklärung, so aldorten geschehen wird, aufgestellt seyn lasse.

1697.

TRADUCTION.

A C T E

De consentement des Ministres des Electeurs, & Princes, afin que Monsieur Norff fit l'échange des Ratifications: du $\frac{2}{12}$ Decembre 1697.

QUE de la part des Ministres & Plénipotentiaires des Electeurs & des Princes de l'Empire assemblez ici on permettroit volontiers, que le Sr. Resident Norff puisse, en vertu du pouvoir & ordre reçu de son Altesse Electorale de Mayence, présenter la Ratification de l'Empire sur la paix conclue, & qu'on prieroit même l'Illustre Médiation Royale de Suède, de l'y assister, afin que l'Empire reçoive en échange une Ratification originale de

1697

l'Ambassade de France, comme il s'étoit pratiqué aussi dans les Traitez de Munster, de Nimégué, & de la dernière Trêve, encore que l'Empire n'ait pas assisté aux deux derniers par sa Médiation; du reste on ne met pas en question ici le pouvoir, que son Altesse Electorale de Mayence peut avoir de l'Empire au sujet de ladite Ratification, parce qu'on n'en a pas encore eu avis de Ratisbonne, & qu'on y pourroit donner l'éclaircissement nécessaire dans cette matiere.

L E T T R E

De Monsieur Norff, au Secretaire de la Médiation, touchant la manière dont il étoit convenu avec Monsieur de Crecy pour l'échange des Ratifications, à part avec l'Empire: du 4^e Decembre 1697.

MONSIEUR.

AYant fait hier au soir un tour à Delft, suivant ce qu'il vous a plu me mander, pour parler à Messieurs les Ambassadeurs de France, Monsieur le Comte de Crecy m'a dit qu'il laissera le Sieur de la Closure ici, qui fera l'échange de la Ratification pour l'Empire avec moi en présence de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, lors que j'aurai reçu de Ratisbonne un autre *Reichs-Gutachten* qui sera écrit & sellé de la manière qu'il a été donné au Principal Commissaire de l'Empereur & point autrement: j'en ai averti par le Courier, que l'Ambassade Impériale a fait partir

tir cette nuit pour le Directoire de Mayence à Ratisbonne, pour me faire avoir au plutôt cet Acte, & afin que cet incident ne donne pas d'accrochement à l'exécution de la Paix. J'ai donné à Monsieur le Comte de Creci une Copie vidimée dudit *Reichs-Gutachten* qu'il enverra aujourd'hui par le Courier qui part, au Roi, pour informer Sa Majesté, que l'Empire a vraiment & simplement ratifié la Paix, & que ce n'est que cette formalité qui a différé l'échange de la Ratification. Je vous en donne avis Monsieur pour en informer, s'il vous plaît, leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs, & comme Monsieur le Comte de Creci m'a dit qu'il étoit nécessaire qu'il eût une Copie Française vidimée par la Médiation de mon Plein-pouvoir de l'Electeur de Mayence, pour l'envoyer en même tems au Roi par le Courier, qui partira à une heure, je me suis chargé de la lui faire avoir, vous priant de vidimer celle que j'ai traduite, sachant vos occupations, & qui est ci-jointe pour l'envoyer incessamment audit Sr. Comte. Je suis.

MONSIEUR.

Votre Très-humble, & Très-obéissant Serviteur,

NORFF.

*À la Haye 14. Décembre
1697.*

E X.

1697.

E X T R A I T

Du Registre des Resolutions des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas , pour remercier le Roi de Suède des soins de la Médiation.
Du Vendredi 13. Décembre 1697.

SYnde ter Vergaderinge voorgedragen ende bekendt gemaakt, dat de Ratificatien op het Tractaet van Vrede , tusschen den Keyser en het Ryk ter eenre , ende Koning van Vrankrijk ter andere zyde, desen dag staen uytgewisselt te werden , en also het groote werk van de generale Vrede volkomen afgedaen te werden, is na voorgaende deliberatie goetgevonden, dat Syne Majesteit van Sweeden by Missive sal werden bedankt voor sijne Mediatie en losselijken yver , sorge ende moeyte daerinne aengewent, waer door de generale Vrede daer in desen Staet soo grooten deel heeft , is uytgewerkt , ende dat de voorschreven Missive gesonden sal werden aen den Heere van Heekeren Haer Hoog Mogende Extraordinaris Envoyé , en Rumps haer Hoog Mogende Resident aen het Hof van Sweeden , om deselve met de Complimenten ter materie dienende over te leveren, ende Hoogstgedagte Syne Majesteit uyt den naem van Haer Hoog Mogende , voor sijne Mediatie by woorde te bedanken , ende werden de Heeren Heinsius , van Dykvelt , en Haeren , baar Hoog Mog: Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarissen tot de Vredebandelinghe mits desen verzocht ende gecommitteert , om de Heeren Grave Bonde en Baron de Lillievoot Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarisse van Hoogstgedagte Syne Majesteit van Sweeden voor Hoogstgedagte Syne

de la Paix de Ryſwick. 233

Syne Majesteyts Mediatie ende haere genomen 1697.
moeyte ende goede devoiren in het uytwerken vande
Vrede inſgelyks te bedanken.

T R A D U C T I O N .
E X T R A I T

*Du Registre des réſolutions des Hauts & Puiſſans
Seigneurs les États Généraux des Provinces-
Unies des Pays-Bas , pour remercier le Roi de
Suède des ſoins de la Médiation. Du Vendredi
13. Décembre 1697.*

ON a représenté & notifié à l'Assemblée que les Ratifications du Traité de Paix entre l'Empereur & l'Empire d'une , & le Roi de France d'autre part , doivent être échangées aujourd'hui , & par ce moyen le grand ouvrage de la Paix générale recevoir sa perfection; surquoy après délibération, il a été trouvé bon & arrêté, que par une lettre on remerciera le Roi de Suède de sa Médiation , du zèle, des soins & des peines avec lesquelles il s'y est employé & qui ont produit la Paix générale , à laquelle cet Etat a si bonne part. Que cette lettre sera envoyée à Messieurs de Heekeren, Envoyé Extraordinaire, & Rumph, Résident de leurs Hautes Puissances , à la Cour de Suède , afin qu'ils la délivrent à S. M. Suédoise, en l'accompagnant de complimens propres au sujet , & en la remerciant de bouche , au nom de leurs Hautes Puissances , de sa Médiation. Et Messieurs Heinsius , de Dykvelt & de Haren Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances
aux

aux Traitez de Paix, sont requis & Députez pour remercier aussi Messieurs le Comte Bonde & le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs Extraordinaires de sadite Majesté Suédoise de ladite Médiation, comme aussi des peines qu'ils ont prises & des bons offices qu'ils ont rendus pour procurer la paix.

L E T T R E

De leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies au Roi de Suède; du 13. de Décembre 1697. pour le remercier de sa Médiation.

SERENISSIME &c.

QUOD postis armis, quibus inter se misere decertabant Christiani Principes, pacem habemus, quam hodie ratam esse jusserunt, qui postremi eam amplexifuerant, id Regiæ Majestatis Vestra piis curis & saluberrimis Consiliis Europa debet, & nos qui pars magna fuimus eorum, ad quos belli calamitates pertinuerunt, & Pacis commoda spectant Regiæ Majestati Vestra acceptum ferimus, & gratias, quantas possumus maximas, agimus: opus erat arduum & multum difficile, conciliare aversos, & longo bello exasperatos Principum animos; hoc tamen a divo Parente susceptum Regia Majestas Vestra citius, quam propter rei magnitudinem sperari poterat, ad optatum finem perduxit; gloriosum hoc revera est Majestati Vestra, & felicem consiliorum suorum exitum gratulamur, multumque gaudemus quod, ita dirigente Divinâ Providentiâ, salus nostra, & tranquillitas

tas, cum immortali Regia Majestatis Vestrae Gloriam conjuncta sit; non enim alius quisquam est, cujus officii nos magis devinctos esse cupiamus. Laudanda etiam nobis est prudentia, labor, & fides legatorum, qui jussa Majestatis Vestrae in hoc Négotio executi sunt, & qui spartam hanc tam pulchre ornarunt ut nihil a se desiderari passi sint, quod a quoquam sperare fas sit; verum ne nimis longi simus, pluribus gratitudinem nostram ore tenus testandam dedimus Plenipotentiaro nostro Baroni de Heekeren, & Residenti Rumphio quos ut Regia Vestra Majestas benignè audiat amice rogamus. Caterum &c.

TRADUCTION.

L E T T R E

De leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies au Roi de Suède; du 13. de Décembre 1697. pour le remercier de sa Médiation.

SERENISSIME &c.

SI après avoir mis bas les Armes, dont les Princes se faisoient entr'eux une cruelle guerre, nous jouissons maintenant d'une heureuse Paix qui a été ratifiée aujourd'hui par ceux qui ont été les derniers à la conclure, l'Europe en est entièrement redevable au zèle Chrétien & aux conseils très salutaires de vôtre Majesté. Pour nous qui avons eu beaucoup de part aux calamitez de cette funeste guerre & qui devons participer aux avantages de la Paix, nous reconnoissons que nous la re-

nons

1697. nons de vôtre Majesté, & nous l'en remercions avec tous les sentimens de reconnoissance dont nous sommes capables. Ce n'étoit pas une entreprise de peu d'importance, & un travail peu pénible, que de mettre d'accord les esprits des Puissances irritées & animées l'une contre l'autre par une guerre de longue durée. Cependant vôtre Majesté a fini heureusement & plutôt qu'on ne l'osoit espérer, ce grand ouvrage, qui avoit été entrepris par le feu Roi vôtre Pere de glorieuse Mémoire. C'est sans doute un succès très glorieux à V. M. que nous felicitons sur l'heureuse réussite de ses Conseils, & nous avons une joye extrême de ce qu'il a plu à la Providence Divine de disposer les choses de telle manière, que la gloire immortelle de vôtre Majesté se trouve en même tems d'intelligence avec nôtre sûreté & nôtre repos; puis qu'il n'y a point de Prince dans toute l'Europe à qui nous prenions plus de plaisir d'être obligez qu'à vôtre Majesté. Nous ne pouvons aussi nous dispenser de louer en même tems la prudence, les soins laborieux, & la fidélité des Ambassadeurs qui ont exécuté les ordres de V. M. dans cette importante Négociation, & qui n'ont rien oublié de tout ce qui pouvoit contribuer à la perfection de cet Ouvrage, qui leur avoit été confié, & de tout ce que pouvoient raisonnablement espérer ceux qui étoient intéressés dans cette grande affaire. Mais pour ne pas nous étendre d'avantage sur cette matière inépuisable, nous avons ordonné au Baron de Heekeren nôtre Plénipotentiaire & au Sieur Rumph nôtre Résident, de témoigner plus amplement de vive voix nôtre reconnoissance à vôtre Majesté, que nous prions de vouloir leur

de la Paix de Ryswick. 237
leur donner une Audience favorable. Au reste 1697.
&c.

L E T T R E

*De Monsieur de la Closure , à Monsieur Norff,
touchant l'échange des Ratifications: du 18. Dé-
cembre 1697.*

MONSIEUR.

AYant lû le projet de ce que vous voulez écrire au Directoire de l'Empire des mesures que vous avez prises avec Messieurs les Ambassadeurs de France au sujet des Ratifications de l'Empire, & de la manière qu'elles doivent être échangées, que vous me faites l'honneur de me communiquer; j'aurai celui de vous assurer que ce sont en effet leurs véritables sentimens & que vous pouvez en écrire dans ce sens-là en toute assurance. Je vous prie de me croire avec toute la passion possible.

MONSIEUR.

Votre très-humble & très-
obéissant serviteur,

LA CLOSURE

A Delft le 18. Décembre 1697.



QUA-

1697.

A C T E

D'inclusion de la France signés par les Ambassadeurs, savoir pour l'Empereur, l'Angleterre, l'Espagne, & la Hollande, dans lesquels sont compris le Pape & autres Princes d'Italie, le Roi de Portugal, les Suisses &c. Du 15. Novembre; exhibés à la Médiation le 1^o Décembre 1697.

Sacra Regia Majestatis Christianissima expresso mandato declarant Legati ejus Extraordinarii & Plenipotentarii, idque vi articuli 52. tractatus Pacis inter altissime dictam Sacram Majestatem ab una, & Imperatorem & Imperium ab altera parte in Palatio Ryswicensi 30. Octobris anni presentis conclusi, quod Sacra Majestas Christianissima regio suo nomine. omni meliori quàm potest forma hac pace includit, comprehenditquè summum Pontificem, omnes Italiae Principes, Respublicas & Status, Regemque Lusitania cum omnibus suis Provinciis & Statibus ubicunque sitis, idque eodem robore ac si ipsi in Pacis Tractatu expressis verbis inclusifuerint.

Et quamvis articulo 57. ejusdem tractatus nomine Sacra Regia Majestatis Christianissima pace hac jam nominatim comprehendatur una cum tredecim Helvetiae Cantonibus non tantum Republica Valesiana sed etiam cæteri Helvetiae Fœderati omnes, nihilominus ad majorem rei elucidationem denuo declarant dicti Regis Christianissimi Legati Extraordinarii Sacram Regiam Majestatem Christianissimam hoc in Tractatu nominatim inter tredecim Helvetiae Cantonum Fœderatos pro se comprehensos velle Rempublicam & Civitatem Genevæ cum

cum suis dependentiis, urbem & Comitatum Neomagensem ad Lacum, Civitates Sancti Galli Mulhausen & Biennam, Grisons sive Ligas Rheticas ut & abbatem Sancti Galli una cum supra dictis septem Jurisdictionibus seu decimis Valesianis. 1697.

VERJUS DE CRECY. F. CALLIERES.

TRADUCTION.

A C T E

D'inclusion de la France, signez par ses Ambassadeurs, savoir pour l'Empire, l'Angleterre, l'Espagne, & la Hollande, dans lesquels sont compris le Pape, & autres Princes d'Italie, le Roi de Portugal, les Suisses & c. du 15. Novembre; exhibés à la Médiation le 10^o/₂₆ Decembre 1697.

LEs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne déclarent par son ordre exprès, & ce en vertu de l'Article 52. du Traité de Paix conclu au Château de Ryswick le 30. d'Octobre de l'année présente entre sadite Majesté d'une part & l'Empereur & l'Empire d'autre; Que Sa Majesté Très-Chrétienne en son nom, renferme & comprend dans ce Traité de Paix en la meilleure forme & manière qu'il se peut le Pape, tous les Princes, Républiques & Etats d'Italie, le Roi de Portugal avec toutes ses Provinces & Etats en quelque part qu'ils soient situés; & ce aussi valablement & authentiquement

240 *Mémoires & Négociations*
1697. ment que s'ils avoient été compris en termes ex-
près dans ledit Traité de Paix.

Et encore que dans l'article 57. du même Traité de Paix on ait déjà compris nommément au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne, avec les Treize Cantons Suisses, non seulement la République de Valais, mais encore tous les autres Alliez des Suisses; Néanmoins pour un plus grand éclaircissement de ce point, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires de sadite Majesté déclarent de nouveau qu'entre les Alliez des 13. Cantons Suisses, elle entend aussi comprendre nommément la Ville & République de Genève avec toutes ses dépendances, la Ville & Comté de Neuf-châtel sur le Lac, les Villes de St. Gal, de Mulhausen & de Bienne, les Grisons autrement dits les trois Liges Grises, comme aussi l'Abbé de St. Gal avec lesdites sept Jurisdictions ou dizaines du pais de Valais.

VERJUS DE CRECY. F. CALLIERES.

AUTRE ACTE

D'inclusion de la France donné à la Médiation
le $\frac{1}{2}$ Décembre 1697.

*Cum Articulo LVII. Tractatus Pacis Ryswici
a Legatis Extraordinariis & Plenipotentia-
riis Regis Legatisque Extraordinariis & Plenipo-
tentiariis Imperatoris & Imperii conclusi, cautum
conventuraque sit, quod intra sex mensum spatium
à die permutationis ratificationum omnes quos
velit Sacra Christianissima Majestas includere &
compre-*

comprehendere possit eo summum Pontificem omnesque Principes Italiae, Regem Lusitania cum omnibus ejus statibus & ditionibus, tredecim Helvetiae Cantones, omnesque eorum confœderatos nempe Abbatem & Civitatem Sancti Galli, Rempublicam Valesianam, Principem & Comitatum Neocomensem ad lacum, urbem Genevam cum dependentiis, urbem Mulhausen & Biennam, Grisons sive tres-Ligas Rhœtiques pro includendis nominat, declaratque ita se intellexisse, ut revera supradicto Tractatui qui 30. die Octobris conclusus & subscriptus est, omnes supra memorati Principes & Status, omni meliori modo & forma includantur & comprehendantur & pro inclusis ac comprehensis habeantur. In quorum fidem Sacra Christianissima Majestas præsentem declarationem manu sua subscripsit eamque secreto suo sigillo muniri jussit. Datum Versalia 15. Novembris anni 1697.

VERJUS DE CRECY. CALLIERES.

TRADUCTION.

AUTRE ACTE

D'Inclusion de la France, donné à la Médiation le 1^{er} Décembre 1697.

LEs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur & de l'Empire, étant convenus dans l'Article 57. du Traité de Paix conclû à Ryswick, què dans l'espace de six mois à compter

Tome IV

L

depuis

1697. depuis le jour de l'échange des Ratifications, sa Majesté Très-Chrétienne pourroit comprendre dans ledit Traité tous ceux qu'elle jugeroit à propos, Elle nomme pour ce sujet le Pape, tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal avec tous ses Etats & Seigneuries, les treize Cantons des Suisses, & tous leurs Alliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gal, la République de Valais, la Principauté & Comté de Neuchâtel sur le Lac, la Ville de Genève avec ses dépendances, les Villes de Mulhausen & de Bienne, les Grisons autrement dits les trois Lignes Grises; & elle déclare qu'elle a entendu que tous les Princes & Etats ci-dessus énoncez soient effectivement & véritablement compris en la meilleure forme & manière qu'il se peut dans ledit Traité, conclû & signé le 30. d'Octobre, & qu'ils soient reputez y avoir été compris; en témoignage de quoi sa Majesté Très-Chrétienne a signé de sa main la présente déclaration & y a fait apposer son Seau secret. **Donné à Versailles le 15. de Novembre 1697.**

VERJUS DE CRECY. CALLIERES.



1697.

A C T E

D'Inclusion de la Part de l'Empereur, signé par ses Ambassadeurs dans lequel sont compris le Pape & autres Princes d'Italie, & le Roi de Portugal : exhibé à la Médiation le même jour ^{1^o} Décembre 1697.

N *Omnine Sacrae Caesaris Majestatis Pace 30. Octobris 1697. cum Rege Christianissimo conclusa, prater jam nominatos, ulterius comprehenduntur, summus Pontifex omnesque Principes & Respublica Italia, tum & Rex Lusitaniae, salva ampliore inclusione intra praefixum tempus indicanda. Haga Comitum 14. Decembris 1697.*

(L. S.) HENR. C. de STRAATMAN.
(L. S.) J. F. L. B. A. SEILERN.

TRADUCTION.

A C T E

D'Inclusion de la Part de l'Empereur, signé par ses Ambassadeurs dans lequel sont compris le Pape & autres Princes d'Italie, & le Roi de Portugal : exhibé à la Médiation le même jour ^{1^o} Décembre 1697.

Outre ceux que sa Majesté Impériale a déjà compris dans le Traité de Paix, conclu avec le Roi Très-Chrétien le 30 d'Octobre, Elle y comprend encore le Pape & tous les Prin-

1697.

ces & Républiques d'Italie, comme aussi le Roi de Portugal, & elle se réserve la faculté d'en comprendre d'autres dans le terme préfix, selon qu'elle le jugera à propos. A la Haye le 14. de Décembre 1697.

(L. S.) HENRI C. de STRAATMAN.

(L. S.) J. F. L. B. de SEILERN.

EXTRAIT

Du Protocole de la Médiation, touchant la réservation faite par Monsieur le Baron de Gortz, pour la Noblesse de l'Empire, du 6. Décembre 1697.

Es bat der Herr Baron von Görtz Hochfürstlicher Hessen-Casselscher Plenipotentiarus derer Herrn Ambassadeurs Mediatoren Excellenzen am unterstehenden dato behändigen lassen. 1. Ein factum schriftlich aufgesetzt wegen dessen, das die obnmittelbare Reichs Ritterschaften in dem zu Ryswigh jüngsthin geschlossenen Frieden nicht nominatim, wie in den Weßphälischen, benennet worden seye. 2. Eine erklärung der Kaiserlichen Gesandtschaft über denselben sub dato Haag den 10. Novembris 1697. 3. Eine dergleichen erklärung namens der Gesandten und Plenipotentiarier der Churfürsten, Fürsten, und Stände des Heiligen Römischen Reichs bey der Friedenshandlung und Reichs Deputation vom Herrn Baron von Görtz unterzeichnet. 4. Ein attestatum der Chyr Maintzischen Canzeley über denselben. Welche Documenten ad acta Protocolli

gele-

de la Paix de Ryſwick. 243
geleget ſeyn, ſo biemit bezeüge Haag den 6. Dê- 1697,
cembris 1697.

C. G. FRIESENDORFF, Secret. Legat.
& Mediationis Regiæ.

TRADUCTION.

E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation, touchant la
réſervation faite par Monsieur le Baron de
Gortz, pour la Nobleſſe de l'Empire, du
6. Décembre 1697.*

Monsieur le Baron de Gortz, Plénipoten-
tiaire de ſon Alteſſe Séréniffime d'Heſſe-
Caſſel, a fait conſigner aujourd'hui à leurs Ex-
cellences Meſſieurs les Médiateurs. 1. Une
Deduction de ce que la Nobleſſe immédiate
de l'Empire n'avoit pas été nommément com-
priſe dans la Paix faite dernièrement à Ryſwick,
encore qu'elle l'ait été dans celle de Weſtphalie.
2. Une Déclaration de l'Ambaſſade Impéria-
le au ſujet de la Paix ainſi conclüe, datée de la
Haye le 10. de Novembre 1697. 3. Une pa-
reille Déclaration de la part des Miniſtres Pléni-
potentiaires des Eleſteurs, Princes & États, &
de la Députation de l'Empire aſſemblez ici, ſi-
gnée par le Seigneur Baron de Gortz. 4. Une
attestation de la Chancellerie Eleſtorale de
Mayence ſur le même point. Et tous ces Docu-
mens ont été mis aux Actes du Protocole. C'eſt
ce que je déclare par celle-ci faite à la Haye le 6.
Décembre 1697.

C. G. FRIESENDORFF, *Secrétaire de
l'Ambaſſade & de la Médiation Royale.*

1697.

CERTIFICAT

Ou Exttaict du Protocole de la Médiation,
touchant le Plein-pouvoir de Monsieur
le Baron de Bothmar, Ambassadeur de
Hanover. A la Haye le 6. de Décembre
1697.

EXposuit Illustrissimus & Excellentissimus Do-
minas Legatus Baro de Bothmar, se animad-
vertisse in narratione quadam typis vulgata qua,
information de ce qui s'est passé touchant la lé-
gitimation de Monsieur le Baron de Bothmar,
inscribitur, affirmari, quasi tabula Plenipoten-
tia ipsius, quibus se die ¹³/₂₃ Julii proximè prater-
lapsi Illustrissimo & Excellentissimo Legato Me-
diatori legitimaverat, non exhibitam neque ad Ac-
tu Protogolli Mediatorii sepositam fuerint, rogans
proinde ut si forte hactenus non facta fuerit talis
insertio eadem adhuc infereretur, ipsique excerpt-
um ex Protocollo desuper extraderetur, quod cum
negari non potuerit, hac omnia ita accidisse, nec
non predictas Plenipotentiarum tabulas prefato
die ¹³/₂₃ Julii exhibitas fuisse, pro rei veritate at-
testor.

C. G. FRIESENDORFF, Secret. Legat.
& Mediationis Regiæ.



TRA-

TRADUCTION.

CERTIFICAT

On Extrait du Protocole de la Médiation, touchant le Plein pouvoir de Monsieur le Baron de Bothmar, Ambassadeur de Hanover. Ala Haye le 6 Décembre 1697.

SOn Excellence Illustrissime Monsieur le Baron de Bothmar, Ambassadeur a représenté que dans un certain discours Imprimé, quia pour Titre, *Information de ce qui s'est passé touchant la legitimisation de Monsieur le Baron de Bothmar*, il avoit remarqué que l'on assuroit que ses Lettres de Plein-pouvoir, par lesquelles il s'étoit fait reconnoître à son Excellence Illustrissime Monsieur le Médiateur, pour Ambassadeur légitime le 13 de Juillet dernier, n'avoient point été présentées ni insinuées dans les Actes du Protocole; c'est pourquoi il nous a prié que si par hazard elles n'y avoient pas été insérées, elles le fussent maintenant, & qu'on lui délivrât un Extrait du Protocole sur ce sujet; & comme on n'a pu lui refuser ce qu'il a demandé, je certifie que le tout s'est passé de la sorte, & que ses Lettres de Plein Pouvoir ont été présentées le 13 de Juillet 1697.

C. G. FRIESENDORFF, *Secrétaire de l'Ambassade & de la Médiation Royale.*



1697.

A D R E S S E

Présentée par l'Université d'Oxford à sa Majesté Britannique, pour la remercier d'avoir procuré la Paix au Royaume d'Angleterre.

S I R E,

Nous les très-obéissans & fidèles Sujets de votre Majesté l'Université d'Oxford, demandons humblement permission à votre Majesté de nous jeter à ses piés, pour lui présenter ces marques de nôtre devoir & obéissance, de même que de nôtre sincere joye de vôtre heureux retour dans vos Royaumes, où vôtre Majesté est revenuë avec la Paix, la Gloire, & la Tranquillité.

Nous adorons dans le sentiment de la plus humble reconnoissance & de la plus sincere devotion, la Toute-Puissance de Dieu, qui dans sa très-Sage Providence a confié à vôtre Majesté l'exécution de ces grandes & glorieuses Entreprises, que nos yeux ont vûës, & que tout le monde admire. Cette même Providence, qui vous a destiné, après avoir délivré & mis en sureté nôtre Religion & nôtre Etat, à protéger tant de Nations voisines, vous a constamment défendu contre tous les dangers auxquels vôtre Majesté a été exposée par Mer & par Terre, ayant donné la force à vos mains, & couvert vôtre tête au jour de la Bataille, & ayant enfin répandu sa bénédiction sur vos Armes, que vôtre Majesté a toujours heureusement

ment employées , dans le ſeul deſſein de finir la Guerre par une honorable & heureuſe Paix. 1697.

Nous venons au milieu de cette Joye Univerſelle dont toute l'Europe eſt obligée au Courage & à la Conduire de vòtre ſacrée Majeſté , lui rendre des premiers ce Tribut d'Actions de Graces & de fidélité , de la part de vòtre très-fidèle Univerſité d'Oxford. Ce ſera toujours l'Ambition de cet Ancien Palais de la Science , de ſervir d'exemple à tous vos Sujets , en leur enſeignant la fidélité , la ſoumiſſion , l'obéiſſance , & l'affection qu'ils doivent avoir pour votre Perſonne Sacrée & pour votre Gouvernement , & en les pratiquant elle même. Auffi ne ſçaurions nous autrement , ni mieux témoigner notre reconnoiſſance , pour ces Privilèges Extraordinaires dont nous jouiſſons par la bonté de Dieu , & par la faveur de votre Sacrée Majeſté.

Que cette même Providence , qui a juſqu'à préſent conſervé votre Majeſté , défende & prolonge votre Regne , en y augmentant la Paix & la Gloire. Que votre Majeſté faſſe à jamais les délices & la joye de tous ſes Sujets , & puiſſent-ils être toujours l'Objet de ſes faveurs & de ſa bonté; Et que votre Majeſté après avoir regné pluſieurs Années , paſſe des honneurs d'une Couronne Terreſtre , à la paiſible poſſeſſion d'un Royaume Eternel.



1697.

A D R E S S E

Présentée par le Comté de Dorset, à sa Majesté Britannique, pour la remercier d'avoir procuré la Paix à l'Angleterre.

S I R E,

VOs très obéissans & fidèles sujets de ce Comté, demandent très-humblement permission à votre Majesté, de la féliciter sur la Paix honorable qu'elle vient de conclurre & d'établir heureusement, après avoir exposé sa personne sacrée & rendu par sa merveilleuse conduite, ses Armes victorieuses delà la Mer, Lors que nous regardons votre Majesté, comme le grand & le seul instrument de notre délivrance du Papisme & du pouvoir arbitraire, auxquels il n'y a pas long-tems, que nous étions exposez, & comme un Prince, qui a véritablement porté la valeur & la réputation de la Nation Angloise au delà de tous ses Prédécesseurs, & qui a enfin couronné toutes ses victorieuses actions de guerre, par l'établissement de notre félicité sur les fondemens d'une solide paix; nous nous sentons obligez de conclure, que, comme aux siècles précédens, Dieu suffit vos Ancêtres pour le bien & le soulagement du Genre humain; de même il a de nos jours envoyé votre Majesté, comme une marque particulière de sa bénédiction sur cette Nation. C'est, Sire, le sentiment de notre reconnoissance, qui nous a portez à présenter cette Adresse à votre Majesté, pour la supplier d'accepter nos féli-

félicitations & nos très humbles remerciemens ; 1697.
assurant votre Majesté, que lui étant, après
Dieu, obligez de toutes ces faveurs du Ciel,
& de cette heureuse Paix, dont nous jouïrons,
la possession & la jouïssance de ces avantages ne
produiront d'autres fruits en nous, que l'aug-
mentation de notre obéissance, de notre zèle,
& de notre attachement pour votre Majesté,
prian le Dieu tout puissant qu'il lui donne un
long & heureux règne.

H A R A N G U E

*De sa Majesté Britannique au Parlement,
dans laquelle Elle les avertit, que la
Paix a enfin été conclüe.*

MILORDS ET MESSIEURS,

LA Guerre dans laquelle j'étois entré de l'avis
de mon Peuple, est, par la grace de Dieu,
& par les secours que j'ai reçûs de votre affection,
parvenue à la fin que nous nous étions tous pro-
posez, par la Paix que je souhaitois de conclure,
non pas tant pour me mettre à couvert des tra-
vaux & des hazards, que pour décharger le
Royaume du poids d'une longue Guerre.

J'ai un véritable déplaisir de ce que mes Sujets
ne pourront pas ressentir tout le soulagement de
cette Paix aussi promptement que je l'aurois sou-
haité, & qu'ils auroient pû espérer, si les fonds
accordez pour le service de l'année dernière ne se
fussent pas trouvez defectueux pour une partie
considérable qui reste à remplir.

1697.

Il reste encore beaucoup de dû à la Flote & à l'Armée. Les revenus de la Couronne ayant été anticipés de mon consentement pour des usages publics, je suis hors d'état de soutenir les dépenses de ma Maison. Ainsi j'espère que non seulement vous y aurez égard, mais que vous y pourvoirez durant ma vie d'une manière convenable, pour l'honneur du Gouvernement.

Les forces Maritimes étant augmentées de près du double depuis mon avènement à la Couronne, les dépenses pour les maintenir doivent être augmentées à proportion ; & certainement il est nécessaire pour l'intérêt & la réputation de l'Angleterre, que nous ayons de grandes forces sur Mer.

L'état des affaires du dehors est tel, que je me crois obligé de vous dire, que pour le présent l'Angleterre ne peut pas être en sûreté sans une Armée ; & j'espère que nous ne donnerons pas à ceux qui nous veulent du mal, l'occasion d'effectuer en tems de Paix, ce qu'ils n'ont pû exécuter pendant la Guerre.

Je ne doute pas, que vous, Messieurs de la Chambre des Communes, ne preniez en considération chacun de ces Chefs en particulier, afin de pourvoir aux Subsidés nécessaires ; ce que je vous recommande très-instamment.

Milords & Messieurs,

La chose à laquelle je pense avec le plus de plaisir, & que je reconnois avec le plus de satisfaction, est que j'ai toutes les preuves de l'affection de mon Peuple, qu'un Prince peut souhaiter ; Et je prens cette occasion pour lui donner les plus solennelles assurances, que comme je n'ai jamais eu, ni n'aurai, & ne puis avoir d'intérêt séparé du sien ; je regarde pour un des plus

plus grands avantages de cette Paix, que j'aurai préſentement le loifir de redreſſer les abus & les malverſations qui peuvent s'être gliffées dans une partie de l'adminiſtration pendant la guerre, & de reprimer toutes ſortes de profonations & de dépravations dans les Mœurs. J'employerai auſſi mes ſoins pour augmenter le Commerce, & pour avancer le bonheur & l'état floriffant du Royaume.

Je finis en vous diſant, que comme j'ai tout hazardé pour délivrer la Religion, les Loix, & votre Liberté, lors qu'elles étoient dans le plus extrême peril, auſſi ferai-je conſiſter la gloire de mon Règne à les conſerver & à les transmettre en leur entier à la Poſterité.

A D R E S S E

De la Chambre Baſſe à ſa Majeſté Britannique, pour la remercier, d'avoir procuré la Paix à ſes Etats.

Nous les Loyaux & Fidèles Sujets de votre Majeſté aſſemblez en Parlement, qui nous ſommes ſi ſouvent préſentez devant Elle avec les offres de nos aſſiſtances, pour la continuation de la guerre, venons préſentement la féliciter pour la concluſion, que vous en avez faite par une Paix ſi honorable & ſi avantageuſe, ce qui eſt un témoignage ſuffiſant de la ſageſſe des Communes, de vous avoir conſeillé d'entrer dans cette guerre, & de la conduite de votre Majeſté qui l'a ſi bien ſoutenuë.

Vos Peuples ſe representent avec plaifir les

1697. avantages, qu'ils doivent recevoir de la Paix. L'honneur, que votre Majesté a redonné à l'Angleterre de tenir la balance de l'Europe, donne une très-grande satisfaction à vos Sujets. Mais ce qui les touche le plus sensiblement, est que la Personne sacrée de votre Majesté sera présentement à couvert de tant de grands dangers, auxquels Elle a été si souvent exposée pour l'amour de nous : & il est très évident, que vos Peuples ont ressenti plus vivement ce bonheur, & ont témoigné plus de joye pour votre heureux retour, que pour la Paix même. Nous donc, ayant les cœurs remplis de sentimens d'affection, de devoir, & de reconnoissance, donnons des assurances, au nom de toutes les Communes d'Angleterre, que cette Chambre sera toujours prête à assister & à maintenir votre Majesté, qui ayant amené la guerre à son période, nous a confirmés dans la paisible possession de nos droits & de nos libertez, & par ce moyen entièrement accompli le glorieux ouvrage de notre délivrance.

Sa Majesté répondit à cette Adresse, qu'Elle remercioit les Communes de leur affection; & qu'Elle espéroit, que, comme elles l'avoient assisté pendant la guerre, elles l'assisteroient aussi pendant la Paix.



De la Chambre Haute à ſa Majeſté Britanni-
que, pour la remercier d'avoir procuré
la Paix à ſes Etats.

Nous les loyaux & fidèles ſujets de vôtre
Majeſté les Seigneurs ſpirituels & tempo-
rels aſſemblez en Parlement, félicitons votre
Majeſté avec une joye inexprimable de ſon heu-
reux retour, accompagné du bonheur d'une Paix
ſure & honorable, que nous reconnoiſſons n'être
duë après Dieu, qu'au courage & à la con-
duite de votre Majeſté. Après les hazards & les
travaux, que vous avez ſi longtems ſoutenus
pour le bien de l'Europe, il ne manquoit plus
que cela, pour porter la gloire de vôtre Régne
à ſon plus haut point : Et nous demandons la
liberté d'affurer votre Majeſté, que nous ferons
tous nos efforts pour vous aider à maintenir ce
repos, que vous avez ſi glorieuſement rétabli
dans vos Royaumes; & que nous contribuerons
de tout notre pouvoir à la ſureté de votre Per-
ſonne, à l'aſſermiſſement de la Paix & à la proſ-
perité de votre Gouvernement.

Le Roi répondit :

Mylords, Je vous remercie de tout mon
cœur de votre Adreſſe. J'eſpère, que cette Paix
ſera ſi heureuſe, que nous en pourrons jouir
longtems. Mylords, vous pouvez être toujours
aſſurez de ma protection.

QUATRE ACTES

*D'Incluſion de la France, ſignez par le Roi même,
ſavoir pour l'Empereur, l'Eſpagne, l'Angle-
terre & la Hollande. Monſieur de la Cloſure en
délivrant ceux-ci, redemanda les autres.*

Comme par l'Article 16. du Traité de Paix,
conclu à Ryſwick par les Ambaſſadeurs
Ex-

1697.

Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grande Bretagne, il est porté que sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Liges Suisses & leurs Coaliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la Republique de Valais, le Prince & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Liges des Grisons, & Elle les nomme, & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryswick le 20. jour de Septembre dernier en la meilleure forme & manière, que faire se peut. En témoin de quoi sa Majesté a signé le présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697.

LOUIS.

COLBERT.

CINQUIÈME ACTE

D'inclusion du Roi de France livré pour l'Empire à part, lors de l'Echange des Ratifications, avec l'Empire séparément.

Comme par l'Article LVII. du Traité de Paix conclu à Ryswick par les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi, & par ceux de l'Empereur & de l'Empire il est porté que sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Liges Suisses & leurs Coaliez, savoir l'Ab-

l'Abbé & Ville de St. Gal, la République de Valais, le Prince & les Etats de Neufchâtel, la Ville de Genève & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Liges des Grisons, & Elle les nomme & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryswick le 30. jour d'Octobre dernier en la meilleure forme & maniere que faire se peut. En témoin de quoi sa Majesté a signé ce présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697. 1697.

LOUIS.

COLBERT.

E X T R A I T

Du Protocole de la Médiation, touchant la transposition des noms dans la signature des Traitez, inserée aux Ratifications de France avec l'Empire 9. Janvier 1698.

A L'échange des Ratifications entre la France & l'Empire de la Paix conclue à Ryswick le $\frac{20}{30}$ d'Octobre 1697. qui s'est fait aujourd'hui, il a été remarqué de la part de Monsieur Norff Plénipotentiaire de son Altesse Electorale de Cologne autorisé pour ledit échange de la part de l'Empire, que Monsieur Prielmeyer Ambassadeur Extraordinaire de Bavière étoit nommé dans la Ratification de France sur le Traité principal après les deux Plénipotentiaires de Mayence, Messieurs Otto & Moll, & dans celle

celle sur l'Article séparé , après lesdits deux
 1697. Messieurs & encore après Monsieur de Halden ,
 Plénipotentiaire d'Autriche , au lieu qu'il de-
 vroît avoir été nommé immédiatement après
 Monsieur de Schonborn Ambassadeur Extraor-
 dinaire de Mayence , ce qui avoit été ainsi ob-
 servé dans les Originaux où l'on avoit signé en
 Colomnes. Fait à la Haye comme dessus.

E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation , touchant ce
 qu'on avoit été obligé de collationner le
 Traité , inséré dans ladite Ratification con-
 tre un Exemplaire imprimé. Le 9. Jan-
 vier 1698.*

AL'échange des Ratifications entre la Fran-
 ce & l'Empire sur la Paix, conclûe à Ryf-
 wick le ¹⁰ 10^e Octobre 1697. qui s'est fait aujour-
 d'hui , il a été remarqué de la part de Mon-
 sieur Norff Plénipotentiaire de son Altesse Ele-
 ctorale de Cologne , autorisé pour ledit échange
 de la part de l'Empire , que comme l'on n'a-
 voit point d'Original ni de Copie autentique
 à la main , à laquelle on auroit pu collationner le
 Traité Principal & l'Article séparé , compris
 dans les Ratifications de France , & qu'ainsi on
 étoit obligé à les collationner , avec les Exem-
 plaires imprimez on entendoit néanmoins que
 pour être valables , il falloit qu'ils accordassent
 l'un & l'autre aux Originaux signez à Ryfwick.
 Fait à la Haye comme dessus.

C. G. FRIESENDORFF, *Secrétaire
 de la Médiation.*

LET-

L E T T R E

1697.

*De sa Majesté Très-Chrétienne, à Monsieur
l'Archevêque de Paris, sur la Paix avec
l'Empire; du 5. Janvier 1698.*

MON COUSIN,

LE moment, que le Ciel avoit marqué pour réconcilier les Nations, est arrivé; l'Europe est tranquille; la Ratification du Traité que mes Ambassadeurs avoient conclu depuis quelque tems avec ceux de l'Empereur & de l'Empire, achève de rétablir partout cette tranquillité si désirée; Strasbourg un des principaux remparts de l'Empire & de l'Hérésie, réuni pour toujours à l'Eglise & à ma Couronne; le Rhin rétabli pour barrière entre la France & l'Allemagne; & ce qui me touche encore plus, le culte de la véritable Religion autorisé par un Traité solennel chez des Souverains d'une Religion différente, sont les avantages de ce dernier Traité. L'Auteur de tant de graces se manifeste trop clairement, pour ne le pas reconnoître; & le caractère visible qu'elles portent de sa main toute-puissante, est comme le sceau qu'il semble y avoir mis pour justifier mes intentions. Occupé désormais à le faire servir dans mes Etats & à rendre mes Peuples heureux, je commence par satisfaire à l'obligation où je suis de lui rendre les actions de graces que je lui dois. C'est pourquoi je desire que vous fassiez chanter le *Te Deum* dans l'Eglise Metropolitaine de ma bonne Ville de Paris: le grand Mairre,

ou

1667.

ou le Maître des Cérémonies à qui je donne ordre d'y convier mes Cours, & ceux qui ont accoustumé d'y assister; vous avertira du jour & de l'heure que j'ai pris pour cette Cérémonie. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, mon Cousin, en sa sainte & digne garde. Ecrit à Versailles le cinquième jour de Janvier mil six cens quatre vingt dix huit.

Signé,

LOUIS,

Et plus bas,

PHELYPEAUX.

E X T R A I T

Du Registre & Résolution de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par laquelle ils déclarent qu'ils ne sauroient recevoir l'inclusion du Pape, que comme un Prince séculier; du 8. Janvier 1698.

ZYnde ter Vergaderinge gerepresenteert en voorgedragen dat by het 18. Articul van 't Tractaet van Vreede tusschen sijne Majesteit van Vranckrijk en desen Staet, den 20. September des voorleden jaers te Ryfwick geslooten ende geteyckent, is over een gekomen dat in het voorschreeve Tractaet begreepen sullen wesen, van de zijde van Hooghsagedachte sijne Majesteit alle de geene die sijne Majesteit soude goetvinden te noemen, binnen ses maenden, naer de nytwisseling van

van

van de Ratificatien, en dat gevolgelijk meer Hoogstgedachte sijne Majesteyt by Acte gepasseert te Versaïlles den 15. November als voorleden jaers, en alhier aen de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van syn Konincklyke Majesteyt van Sweeden, als Mediateur overgelevert, ten dien eynde heeft genoemt, den Paus en alle de Prince van Italien, den Koning van Portugalen sijne Staten, de dertbien Switserse Cantons en hare Geallieerden, te weten den Abt ende de Stadt van Sint Gallen, de Republique van Valais, de Prince en den Staet van Neuf-chatel, de Stadt van Geneve en haer dependentien, de Steden Mulhausen en Bicune, en de drie Liges Grises. Is naer voorgaende deliberatie goedgevonden en verstaen, dat sal werden verklaert, soo als verklaert werd by desen, dat gelijk onder anderen alle de Prince van Italien by de voorschreeve Acte in de Vreede, van wegen Hoogstgedachte sijne Majesteyt werden geincludeert, haer Hoogh Moogende konnen aensien, dat den Paus ook geincludeert werde, als een seculier Prins in Italien, soo als de Heeren haer Hoogh Moogende geweest Extraordinarisse Ambassadeurs en Plenipotentiarissen tot de Vreede handeling, hebben gerapporteert, dat de Heeren Extraordinarissen Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van sijne Koninklyke Majesteyt van Vranckryck, aen haer hebben verklaert, ook te wesen de intentie van Hoogstgedachte sijne Koninklyke Majesteyt by de voorschreeve Acte.

Ende sal Extract van dese haer Hoog Moogentheden Resolutie door den Agent Rosenboom gestelt werden in banden van de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs ende Plenipotentiarissen van sijne Konincklyke Majesteyt van Sweeden, als

Me-

JOHAN BECKER.

Accordeert met het voorschreeve Register.

F. FAGEL.

TRANSLATION.
 EXTRAIT

Du Registre & Résolution de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par laquelle ils déclarent qu'ils ne sauroient recevoir l'inclusion du Pape, que comme un Prince séculier: du 8. Janvier 1698.

AYant été représenté dans l'Assemblée, que par le 18. Article du Traité de Paix, conclu & signé à Ryswick le 20. Septembre de l'année dernière entre sa Majesté Très-Chrétienne & ces Etats, on est convenu que dans ledit Traité seroient compris de la part de sadite Majesté, tous ceux qu'Elle trouveroit bon de nommer, dans l'espace de six mois, depuis l'échange des Ratifications, & qu'en conséquence de ce, par un Acte passé à Versailles le 15. Novembre de la dernière année, & delivré ici aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de Suède, comme Médiateurs, sadite Majesté a nommé à cet effet le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi
 de

de Portugal & ses Etats , les treize Cantons Suisses & leurs Alliez , savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall , la République de Valais , les Princes & l'Etat de Neuchâtel , la Ville de Genève & ses dépendances , les Villes de Neuhausen & de Bienne & les trois Liges Grises , après une mûre délibération , il a été trouvé bon & arrêté qu'on déclareroit , comme il est déclaré par ces présentes , que comme entr'autres , tous les Princes d'Italie , sont par ledit Acte compris dans la Paix de la part desadite Majesté , leurs Hautes Puissances peuvent regarder , que le Pape y soit aussi compris en qualité de Prince séculier d'Italie , ainsi que les Sieurs ci-devant Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de leursdites Hautes Puissances pour la Négociation de la Paix , ont rapporté que les Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de France leur ont déclaré que c'étoit aussi l'intention de sa Majesté Très-Chrétienne dans ledit Acte.

Et fera l'Extrait de cette Résolution de leurs Hautes Puissances remis par l'Agent Rolenboom entre les mains des Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires de sa Majesté Suédoise , avec prière de le faire insérer dans leur Protocole.

JEAN BECKER.

Accorde avec le Régistre ci-devant

F. FAGEL.



1697.

H A R A N G U E

De Monsieur le Baron de Lillieroot, par laquelle il fit part à leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, de l'avènement du Roi son Maître à la Couronne : du 16^e Janvier 1698.

CELSI ET PRÆPOTENTES DOMINI.

SAcra Regia Majestas Rex & Dominus meus Clementissimus, Ordinum & subditorum suorum communibus, iisque ardentissimis votis pro conscendendo à Majestate sua quantocius Paterno folio fufis permota, Postquam circa auspiciatissimi nuperi conventus Comitialis finem, Anni scilicet præteriti die vigesima nona Novembris stili veteris, ad capeffenda avita regnorum Gubernacula inter multas præsentium omnis ordinis subditorum devotissimas acclamationes accessisset; sua Regia Majestasea de re Celsas & Præpotentes Dominationes vestras, tanquam Fæderatos & Amicos suos indubios probatissimosque certiores reddere morari noluit. Confidit sua Regia Majestas, hujus eventus nuntium non ingratum fore Celsis & Præpotentibus Dominationibus vestris, quarum intima sinceri animi consilia toties experta est, nec non Celsas & Præpotentes Dominationes vestras in mentem sibi revocaturas, quo pacto jam antea securas easdem reddi curaverit desiderii sui atque propensionis, pro servando & colendo incorruptè amicitia fæderumque nexu, quæ divo sacra Regiæ Majestatis Parenti, Gloriosissimæ Memoræ Regi, cum Celsis & Præpotentibus Dominationibus vestris,

*stris intercesserant. Hanc ipsam candida voluntatis
sua testificationem Celsis & praprot. Dominationibus
vestris, data presenti occasione renovatam
cupit. Laudatum verò mutua necessitudinis vincu-
lum indissolubile permanere, cum utriusque partis
commodis, tum presenti temporum rationi non
parum convenire existimat. Interea autem Celsæ
& Praprotentes Dominationes vestræ certò sibi
polliceantur, intemeratum semper futurum sacræ
Regiæ Majestatis in hanc Rempublicam corda-
toris affectus Propositum, ipsique nihil magis
exoptatum evenire posse, quàm si Celsas & Præ-
potentes Dominationes vestras continuis rerum
successibus, incolumitate & incrementis, à Maje-
state sua quoties casus tulerit, libenter promoven-
dis vigere atque florere contigerit.*

T R A D U C T I O N.

H A R A N G U E

*De Monsieur le Baron de Lillieroot, par la-
quelle il fit part à leurs Hautes Puissances
Messeigneurs les Etats Généraux des Pro-
vinces-Unies, de l'avènement du Roi son
Maître à la Couronne: du 16 Janvier 1698.*

H A U T S E T P U I S S A N S S E I G N E U R S.

SA Majesté Royale, mon Seigneur & Maître
très-benin, touchée des communes & très-
ardentes prières que ses Etats & sujets ont faites
pour son élévation sur le Trône paternel; ayant
pris possession du gouvernement des Royaumes
qu'il a reçus de ses Ancêtres, parmi les accla-
mations de tous ses sujets le 29. jour de Novem-

1697. bre, vieux stile, sur la fin de l'heureuse Assemblée des Etats; sa Majesté n'a pas voulu différer d'en donner avis à vos hautes Puissances, comme à ses bons & véritables Alliez & amis. Elle s'assûre que cette nouvelle sera très-agréable à vos hautes Puissances, dont elle a éprouvé tant de fois la sincérité, & l'affection cordiale, & qu'elles se souviendront de la maniere dont sa Majesté a pris soin de leur donner des assurances de ses intentions & du désir qu'Elle a de conserver & de maintenir dans leur entier l'amitié & les Alliances que feu sa Majesté le Roi son Père de glorieuse Mémoire a contractées avec vos Hautes Puissances & elle désire se servir de l'occasion pour les renouveler. Elle croit qu'il est de l'intérêt des deux Parties, tant pour l'utilité qui leur en peut arriver, qu'à cause de la conjoncture des tems, de conserver cette union & cette correspondance mutuelle. Cependant sa Majesté prie vos Hautes Puissances d'être persuadées, qu'elle perservera toujours dans les sentimens d'estime & d'affection très-sincere qu'elle a pour cette République, & qu'il ne lui peut rien arriver de plus agréable que lorsqu'elle verra vos Hautes Puissances comblées de prospérité, & d'accroissemens de bonheur, auquel sa Majesté contribuera avec beaucoup de joye toutes les fois que l'occasion s'en présentera.



H A R A N G U E

De son Excellence Monsieur le Comte de Bonde, Médiateur, faite à leurs Hautes Puissances Messseigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en prenant congé, avant que de passer en Angleterre, en date du $\frac{2}{13}$ Février 1698.

PUISQUE sa Majesté le Roi mon Maître m'a ordonné de songer au plutôt à mon depart, mais de sorte que j'eusse l'honneur de prendre audience de leurs Hautes Puissances avant que de m'en aller, où je pourrois avoir l'avantage de prendre congé d'Elles, & de les assurer à même tems des sincères inclinations de sa Majesté pour cet Etat, je viens présentement satisfaire aux ordres qui m'ont été donnez là dessus & declarer que sa Majesté a une sincere & parfaite volonté de montrer toujours comme Elle a fait jusqu'ici l'intention & le penchant qu'elle a d'entretenir avec leurs Hautes Puissances une bonne amitié & correspondance; & que sa Majesté à l'exemple du feu Roi son Pere de glorieuse memoire, ne souhaite rien davantage que d'en donner des preuves effectives & de faire voir toute la disposition possible pour rendre toujours plus forts les liens d'amitié & de bonne intelligence que sa feu Majesté a déjà faits de son tems: d'ailleurs que sa Majesté est assurée que Vos Seigneuries ne trouveront pas seulement agréables les veritables sentimens qu'Elle m'a donné ordre de leur témoigner par cette occasion, mais encore qu'Elles y repondront parfaitement de leur côté

1697.

par des marques proportionnées aux assurances que sa Majesté m'a fait la grace de m'employer pour leur donner, ce que sa Majesté se promet d'autant plus qu'une telle liaison d'amitié & de bonne foi reciproque paroît être le vray fondement non seulement des grands avantages & accroissemens des deux Nations, mais encore celui de la Paix & de la Tranquillité publique, qui seules font valoir & fleurir le commerce. Pour ce qui est de moi, je remercie très-humblement leurs hautes Puissances de la bonté qu'Elles ont eu pour moi pendant mon séjour ici, & les assure de toutes sortes de services, & de reconnaissance, que je ne manquerai de montrer d'abord par les avis que j'aurai l'honneur de donner à sa Majesté le Roi mon Maître de toutes les honnêtetez & graces qu'il a plu à vos Seigneuries de me faire ici.

M E M O I R E

De Monsieur Norff, touchant de Pretendües Contraventions des François, sur la Terre de Saint Hubert, dans le Luxembourg & autres lieux, appartenans à l'Evêché de Liège : présenté à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, le 4^e Janvier 1698.

LE Duc d'Albret ayant envoyé prendre possession de la terre de Saint Hubert, située au Pais de Luxembourg & appartenant à l'Evêché de Liège, on ne fait pas sous quel titre il a prétendu faire faire cet acte, sinon qu'on s'ima-

gine,

gine , que ce pourra bien être ſous prétexte que ladite terre ſeroit fief de Bouillon , ce qu'étant, 1697.
 ſon Alteſſe Electorale Séréniffime de Cologne Evêque & Prince de Liège a chargé le ſouſſigné ſon Réſident & Plénipotentiaire à la Haye de repréſenter à vos Excellences , que ce prétexte ne peut avoir aucun fondement , parce que la détention dudit Duché ne donne aucun droit audit Seigneur Duc ſur ladite Terre , dans la poſſeſſion de laquelle l'Evêché de Liège eſt toujours demeuré , même pendant qu'il a été privé de celle du Duché de Bouillon. Il eſt vrai , que de la part de ſa Majeſté Catholique , comme Duc de Luxembourg , la Souveraineté de ladite terre a voulu être conteſtée , mais cela ne peut rien faire pour ledit Seigneur Duc , y ayant même un Concordat entre l'Empereur Charles V. & l'Evêque de Liège , portant que la conteſtation à l'égard de ladite Souveraineté devoit finir par arbitrage , & que , *pendente lite* , les inhabitants de Saint Hubert auroient le choix d'appeller ou aux Echevins de Liège ou au Conſeil de Luxembourg , des ſentences rendues en matière civile par les Cours ſupérieures de ladite Terre ; & comme ni la Paix de Nimégue , ni celle de Ryſwick , n'ont en aucune manière altéré ledit Concordat , on ne voit pas ſur quelle eſpèce de raiſon ledit Seigneur Duc peut fonder cette entrepriſe , non plus que celle qu'il a faite à l'égard de la terre de Hierge , qui eſt auſſi fief de Bouillon , mais inconteſtablement Territoire de Liège , de forte que ſon Alteſſe Electorale Séréniffime ſe promet que ſa Majeſté Très-Chrétienne fera deſiſter ledit Seigneur Duc de ces fortes de faits , comme contraires aux Traitez de Paix ſuſmen-

1697.

tionnez, laissant ladite terre audit Evêché auquel Elle appartient de notoriété; & puisque sadite Altesse Electorale Sérénissime est aussi avertie, que la Terre de Florinne sera reunie aux Terres conquises de France, qu'il sera bâti une nouvelle forteresse à l'entour, & que Monsieur de Ximenés a ordre de démolir les remparts de la Ville de Thuin appartenant incontestablement audit Evêché, ce qui seroit tout-contraire à la Paix nouvellement conclüe, elle se confie entièrement, qu'ou il n'y a point de fondement à cet avis, ou bien que sa Majesté Très-Chrétienne étant informée des Droits incontestables que l'Evêché de Liège y a, ordonnera où il convient, qu'on n'entreprenne rien, qui puisse donner atteinte auxdits Droits, requerant vos Excellences d'employer leurs bons offices, pour procurer à son Altesse Electorale Sérénissime cette satisfaction. Fait à la Haye ce 14. Janvier de l'an 1698.

NORFF.

M E M O I R E

De Monsieur Norff touchant de prétendües Exactions dans les terres de l'Evêché de Liege, contraires à la Paix; comme aussi touchant le retardement de l'évacuation de Dinant: présenté à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Mediateurs le 17²⁷ Janvier 1698.

LE Magistrat de la Ville de Verviers Pais de Liège ayant été executé le 13. de ce mois dans

1697.
dans la perſonne de quelqu'un de ſon corps par
un parti commandé par le Commandant du
Château de la Roche , pour le payement des
arrérages des contributions, qui ont été impo-
ſées à ladite Ville pendant la guerre de par ſa
Majeſté très-Chrétienne , le ſouſigné Conſeiller
& Plénipotentiaire de ſon Alteſſe Séréniffime
de Cologne , Evêque & Prince de Liège a or-
dre de repréſenter à vos Excellences, qu'étant
convenu par l'Art. 51. du Traité de Paix, en ter-
mes expreſ, que non ſeulement toutes contri-
butions en argent, froment, vin, foin, bois,
bétail, ou de quelque nom que ce fût ceſſeront
entiérement avec les fouragemens ſur les terres
de l'un & de l'autre, du jour de la Ratification
de la Paix, nonobſtant qu'elles fuſſent établies
& ordonnées par des Conventions particulières,
mais qu'auffi tous les arrérages en ſeront abolis,
& les ôtages, qui auroient été donnez ou em-
menez pour le payement ou pour quelque cauſe,
que ce fût, inceſſamment remis en liberté ſans
aucune rançon ou payement, ſadite Alteſſe Ele-
ctorale Séréniffime ne peut pas croire, qu'un
procedé ſi directement contraire audit Article
de la paix ſoit avoué par ſadite Majeſté. Comme
cependant ſes pauvres ſujets en ſouffrent, au
lieu de jouir inceſſamment des fruits de la Paix,
comme eſt porté par le ſuſdit Article, elle a
ordonné au ſouſigné, d'en faire ſes plaintes
par tout où il convient, pour y être rémédié au
plutôt, ce que ne pouvant faire avec meilleur
ſuccès qu'en s'adreſſant à vos Excellences,
par les ſoins deſquelles la Paix eſt rétablie, &
qui par conſéquent ſont autorifées à concourir
à ſon exécution; il les prie, très-Inſtamment
de la Part du Prince ſon Maître de ſe vouloir in-

1697.

téresser pour son accomplissement , & de faire relâcher lesdits prisonniers sans rançon ou paiement desdits arrérages , rien ne pouvant autoriser les Intendans , ou Commandans de France à les demander , quand même il en seroit donné Caution , comme peut-être il se trouve dans le cas présent , puisque l'Article susmentionné casse & abolit tout ce qui peut être fait , convenu , ou donné pour le payement ; les ôtages mêmes , qui ne servent proprement que pour assurance ou caution , devant être remis en pleine liberté. Sadite Altesse Electorale Sérénissime ayant aussi appris que l'Evacuation & la restitution de sa Ville , & de son Château de Dinant , sera retardée de plusieurs mois , au delà de ce qui est stipulé , par l'Article 50. de la Paix , dont lui arriveroit un préjudice très-considérable , a chargé le souffigné de prier vos Excellences en même tems , qu'il leur plaise de coopérer à ce que ladite Ville , & Château soient rendus dans le tems marqué par ledit Article. Vos Excellences acheveront par là un ouvrage , auquel Elles ont travaillé avec tant d'application , de zèle , & de gloire , & son Altesse Electorale Sérénissime leur en aura des obligations très-particulières , Fait à la Haye ce 27. Janvier 1698.

N. O. R. F. E.



EX.

E X T R A I T

Des Regîtres des Resolutions de la Chambre des Comptes du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, pour être insérée dans le Protocole de la Médiation avec la Protestation que la Province de Gueldre, a fait insinuer contre celle du Comte d'Egmont du 7. Octobre de l'année passée, ce 30. Janvier 1698.

Nous Gouverneur Héritaire, Conseillers, & ceux de la Chambre des Comptes dans le Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, au nom de nos Seigneurs les Etats dudit Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, à tous ceux, qui ces présentes verront, Salut: comme nous avons trouvé à propos de faire dresser une Protestation générale contre les Mémoires, Déclarations, & Protestations de Monsieur le Comte d'Egmont, touchant sa prétention sur la Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries, & autres droits du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, afin qu'elle puisse être insérée dans le protocole de la Médiation, nous avons commis & autorisé, commençons & autorisons par ces présentes les Deputez de la part des Seigneurs les Etats du Duché de Gueldre & Comté de Zutphen à l'Assemblée des Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en général, & chacun en particulier, pour s'adresser à Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire du Sérénissime Roi de Suède, Gots & Vandales, & le prier & requérir de vouloir recevoir, & de faire insérer dans le Protocole de la Médiation

1697.

la Protestation ici jointe , & de leur en accorder un Acte dans la meilleure forme , que faire se pourra , promettant d'avoir pour agréable tout ce que par lesdits Deputez ou bien par un d'iceux en cas d'absence , concernant la Protestation susnommée contre les Mémoires du Comte d'Egmont à l'égard de sa prétension sur la Souveraineté du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen , sera fait: en foi de quoi nous avons fait apposer le sceau secret du Duché de Gueldres , & Comté de Zutphen.

(L.S.) J. VAN ECK.
Greffier.

W. COCK.
Secrétaire.

CONTRE-PROTESTATION

De leurs Nobles Puissances Messieurs les Etats Du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen , contre celle que Monsieur Ghillet a fait insérer dans le Protocole du Médiateur le 17. Octobre 1697. de la part du Comte d'Egmont , ce 30. Janvier 1698.

Nous Gouverneur Héréditaire, Conseillers & ceux de la Chambre des Comptes dans le Duché de Gueldres , & Comté de Zutphen , pour cet effet spécialement autorisez par leurs nobles Puissances Messieurs les Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, en vertu d'une résolution ; savoir faisons à tous ceux , à qui il appartiendra , qu'étant informez , qu'un Monsieur Ghillet, se qualifiant Envoyé du Comte d'Egmont a entrepris de faire insinuer & enregitrre

gâtrer le 17 du mois d'Octobre dernier, *in perpetuam rei Memoriam & poſt concluſam Pacem*, 1697.
certains Mémoires, Déclarations, & Proteſtations touchant la prétenduë Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen dans les Actes du Protocole de la Médiation, par ſon Excellence Monſieur le Baron de Lillieroot Ambaſſadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire du Séréniffime Roi de Suède, Gots & Vandales; quoi que ce Ghillette ſoit reconnu, ni légitimement reçu dans l'Assemblée des Plénipotentiaires à Ryſwick, & ſans qu'il ait donné la moindre connoiſſance, ni communication de cet Acte inouï aux Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la part des Seigneurs Etats Généraux, qu'après que la Paix fut ſignée & que les ſuſdits Mémoires, Déclarations & Proteſtations furent inferées dans le Protocole de la Médiation, & qu'une copie collationnée avec l'original fut miſe entre ſes mains pour ſ'en ſervir, ſans que nous ayons aucune connoiſſance quel'on ait fait quelque mention de cette pretenſion mal fondée dans les Traitez de Munſter ou ceux de Nimégue; nous avons donc trouvé à propos au nom de nos Seigneurs les Etats ci-deſſus, de faire une proteſtation générale & particuliere contre la forme & tout ce qui eſt contenu dans les Mémoires, déclarations & Proteſtations de Monſieur le Comte d'Egmont touchant la prétenduë Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen; déclarant de la part deſdits nos Seigneurs les Etats, tant à l'égard de leurs perſonnes, que pour leur poſtérité pour aujourd'hui & à jamais tout ce qui

1697.

pourroit être écrit & inferé dans le Protocole de la Médiation sur ce sujet , nul & invalable ; sans que nous ayons voulu pour à cette heure nous engager à refuter tous les argumens & allegations compris dans ledit volume, ne contenant que des erreurs , injures , & *in factò* , & des contreveritez palpables. Requerant au nom des Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite qualité de Médiateur de recevoir & de faire insérer cette contre-Protestation dans le Protocole de la Médiation & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme, que faire se pourra. En foi dequoi nousy avons fait apposer le grand Sceau du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen.

(L.S.) J. VAN ECK,
Greffier..

W. COCK.
Secretaire.

C E R T I F I C A T

*Ou Extrait du Protocole de la Mediation de sa
Majesté le Roy de Suède, touchant la recep-
tion de la contre-Protestation ci-dessus, tenu
à la Haye le 30. Janvier 1698.*

L Es Sieurs Jean van Essen & Sieur van Wynbergen Deputez à l'Assemblée de Messieurs les Etats Généraux ont délivré ce jourdhui aux Actes du Protocole de la Médiation une contre-Protestation de la part de Messieurs les Etats de la Province de Gueldre , contre celle, qui fut insinuée de la part de Monsieur le Comte d'Egmont le 7. Octobre passé, & cela conformément à ..

à la refervation , que Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de Leurs Hautes Puissances avoient faite dès de ce tems là & dont il est fait mention dans le Protocole dudit 7. jour d'Octobre. Fait comme dessus.

(L.S.) G. FRIESENDORFF.

E X T R A I T

De la Lettre des Ambassadeurs de l'Empereur, à l'Electeur Palatin , touchant le sequestre de Veldentz , du 30. Janvier 1698.

IN dem wir eben im werk gewesen der Königlichen Suedischen Gesandtschaft vorzutragen , was wegen der Veldenzischen sache Euer Churfürstliche Durchleucht in der oelesteren schreiben uns anzufügen gerubet , empfangen von ibrö Kaiserlichen Majestet wir die allergnädigste nachricht , was massen sie nach reiffer erwegung beschlossen , dar von die von denen streittenden hohen theilen ibr überreichte anbringen hin und wider unter ansetzender zwei monatlicher rechts frist mit zu theilen , auch ferners nicht ermanglen würden , schleunig und unparteyisches recht ergeben zu lassen , mit den angehengten allermildisten befehl , damit in zwischen alle weitläufigkeit desto besser verbütet werde , so viel von uns bescheben könnte , bey denen hohen theilen , oder deren etwa alhier noch befindlichen Gesandtschaften die vorkehrung zu thun , das ein von ibrö Kaiserlicher Majestet anordnender allerseits beliblicher sequester , bis zu der sachen wei-

1697. weiterer untersuchung , und gut-oder rechtlich-
völligen beiglegung , von ihnen obnschwehr ange-
nommen werden möge. Worüber wie wir uns mit
der Königlichen Schwedischen Gesandtschaft heut
oder morgen zu besprechen die gelegenheit suchen
werden , also haben gleichmässis wir nicht unter-
lassen sollen , Euer Churfürstlichen Durchleucht es
hiemit gezimend zu erkennen zu geben , der gewis-
sen zuversicht lebende , Euer Churfürstliche
Durchleucht werden solches nicht nur als eine heil-
samewirkung ihrer Käyserlichen Majestet für der
Gerechtigkeit und des Heiligen Reichs innerlichen
ruhestand tragenden obnermüdeten Vätterlichen
sorgfalt aufnehmen , sondern auch diser Kaiserli-
chen allergerechtesten verordnung ibres höchsten
orts umb so viel lieber statt thun , als &c.

Haag den 30.
Januarii 1698.

TRADUCTION.

EXTRAIT

*De la Lettre des Ambassadeurs de l'Empe-
reur, à l'Electeur Palatin, touchant le
sequestre de Veldentz, du 30.*

Janvier. 1698.

DAns le tems que nous étions occupez à pro-
poser à l'Ambassade Royale de Suede ce
que votre Sérénité Electorale a bien voulu nous
ordonner par sa dernière, touchant l'affaire de
Veldentz , nous recevons un Récrit de notre
Cour , qui marque , que sa Majesté Impériale
ayant

ayant murement délibéré sur cette affaire, a jugé à propos de donner un terme de deux mois aux Parties pour pouvoir déduire leurs prétentions & Droits, qui seront mutuellement exhibez & communiqués, & suivis d'une prompte & juste sentence. Sa Majesté Impériale nous ordonne en même tems, pour empêcher toute extrémité, de travailler auprès des hautes Parties, ou auprès de leurs Ministres assemblez ici, afin qu'on se contentât d'accepter cependant & jusqu'à la décision amiable, ou judiciaire, de la dite affaire, un sequestre, que sa Majesté Impériale ordonneroit à cette fin, & qui seroit agréable aux Parties. C'est ce que nous cherchons l'occasion d'exposer aujourd'hui ou demain à l'Ambassade Royale de Suède, & dont nous avons voulu très humblement informer votre Sérénité Electorale, dans l'esperance, qu'Elle prendra ceci pour un effet des soins Paternels & infatigables de sa Majesté Impériale pour la conservation de la Justice, & du repos interieur de l'Empire, & que votre Sérénité Electorale n'aura pas de peine à tout déférer à cette équitable disposition de sa Majesté Impériale.

*A la Haye le 30.
Janvier 1698.*



1697.

M E M O I R E

De Monsieur Norff, touchant quelques ouvrages à Dinant que le Magistrat prétendoit ne devoir point être demolis, suivant l'Article du Traité de Paix: présenté à la Médiation, le 7. Février 1698.

T Rois pils du pont & un espaulet du côté de Saint Medard hauffez à huit piez de l'eau, que la Ville a fait construire ésans 1661. 1662. 1663. 1664.

L'Edifice des Arquebusiers ayant servi de Casernes, que la Ville a fait ériger dès l'an 1688.

Le pont levis des Portes Saint Nicolas de la Tour Chapon & de Lefse.

Les Corps de Gardes de la Tour Chapon & de Saint André, demolis pendant l'occupation de la France.

Les trois Ponts de Pierre allant de la Ville en l'île.

Les Canons de la Ville en nombre de neuf de fonte & 13. de fer.

Deux pièces de vint quatre venant de Namur en échange de cinq autres plus petites pièces, dont trois appartenoient à la Ville & deux au Château.

Les armes des Bourgeois avec les Mousquets de l'Hôtel de Ville & des Batteurs, dont l'on demande la restitution.

Les Murailles du Fauxbourg Saint Medard, telles qu'elles étoient avant la dernière guerre, en cas que l'on veuille abattre celles qui y sont à présent.

Et:

Et ce ſans comprendre l'Artillerie du Château aux Armes du Peron de Liége , & autres & Mouſquets, qui ſ'y retrouvoient avant ladite occupation. 1697.

Le Magiſtrat demande auſſi la Salle d'armes bâtie proche l'Egliſe Saint Menge , & équivalent de 1300. livres avancées par la Ville pour l'érection & confection des planchers , cheminées & fenêtrages, pour que ladite Salle ſervît à un logement , & en équivalent auſſi de Leſſon de devant le Fauxbourg del'Efſe appartenant à ladite Ville, que la France a fait détruire.

Et généralement de nous remettre cõme avant ladite occupation.

DECLARATION

Des Ambaſſadeurs de l'Empereur, touchant l'Abbé de ſaint Gall , ſavoir qu'il ne recevrait aucun Préjudice, de n'avoir pas été nommé dans l'Article 56. du Traité de Paix, dans le rang, qui lui convient, parmi les Alliez des Cantons Suiffes, inſinué à la Médiation , le 12. Février 1698 ; mais datté le 14. Décembre 1697.

*C*um Legatio Caſarea intellexerit, Reverendiſſimum Dominum Abbatem Sancti Galli vereri ne ſibi præjudicio ſit, quod in incluſione Cantonum Fœderatorumque Helvetiæ Article 56. Pacis Ryſwicenſis expreſſâ recepto inter Helvetiæ Fœderatos loco poſitus non fuerit; coram Excellentiffimis Dominis Legatis Mediatoribus teſtatum voluit, Domino Abbati id tanto minus fraudi eſſe,

1697. *se, aut in exemplum trahi debere, quod isthac, consueti ordinis inversione non à Legatione Casareâ, sed ab aliis profectus fit, simulque constet in ejusmodi inclusionibus seu comprehensioibus accuratum ordinem vix observari solere aut posse. Haga Comitum 14. Decembris 1697.*

(L. S.) HENR. C. DE STRAATMAN.
(L. S.) J. F. L. B. A SEILERN.

TRADUCTION.

DECLARATION.

Des Ambassadeurs de l'Empereur, touchant l'Abbé de Saint Gall, savoir qu'il ne recevrait aucun préjudice, de n'avoir pas été nommé dans l'Article 56. du Traité de Paix, dans le rang, qui lui convient, parmi les Alliez des Cantons Suisses, insinué à la Médiation, le 12. Février 1698; mais datté le 14. Décembre 1697:

LES Ambassadeurs de sa Majesté Impériale, ayant appris que le Révérendissime Seigneur Abbé de Saint Gall, appréhende qu'il ne lui arrive quelque préjudice, en ce que dans l'Article 56. du Traité de Ryswick où il est fait mention expresse des Cantons Suisses & de leurs Alliez, on ne l'a pas mis dans le rang qu'il doit tenir entre lesdits Alliez; ils ont déclaré en présence de leurs Excellences Messieurs les Plénipotentiaires Médiateurs de la Paix, que cette erreur ne devoit point préjudicier audit Seigneur Abbé.

Abbé ni servir d'exemple pour l'avenir , n'ayant point été faite par les Ambassadeurs de sa Majesté Impériale mais par d'autres : outre que l'on sçait que parmi tant de différens Etats que l'on comprend dans les Traitez , cette erreur arrive assez ordinairement , étant presque impossible d'observer en cela un ordre , dont tout le monde puisse être content. A la Haye le 14. de Décembre 1697. 1697.

(L. S.) HENRI COMTE DE STRAATMAN.

(L. S.) J. F. L. B. DE SEILERN.

R E P O N S E

Du Roi de Suède , à la Lettre que leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies , avoient écrit à sa Majesté pour la remercier de sa Médiation; dattée du 19. Janvier 1698.

NOS CAROLUS Dei gratiâ , Suecorum , Gothorum Vandalorumque Rex , Magnus Princeps Finlandiæ , Dux Scaniæ Esthoniæ , Livoniæ , Careliæ , Brêmæ , Verde , Stetini , Pomeraniæ , Cassubiæ & Vandalia ; Princeps Rugiæ , Dominus Ingriæ , & Wismaria. Nec non Comes Palatinus Rheni , Baviariæ , Juliaci , Cliviæ & Montium Dux. Celsis & Præpotentibus Nobilibus bonis amicis ac Fæderatis Dominis Ordinibus Generalibus Fæderati Belgii , salutem & prosperos rerum successus. Celsi & Præpotentes Domini amici ac Fæderati. Ex litteris vestris Haga Comitum

1697.

mitum datis die 13. Decembris anno superiore intelleximus, quam gratam erga Nos mentem testari volueritis ob arduum Pacis negotium operâ ac consiliis vestris inter decertantes Europa Principes ad optatum exitum perductum. Tam pium opus à divo Parente Nostro susceptum, non potuimus non omni curâ persequi, tam amore publici boni, quonihil nobis est prius aut antiquius, tum quod tot Christiani Orbis Principes ac status, eosque Amicos Nostros ac Fœderatos acerrimis bellis distringi vehementer dolebamus; quo nunc magis gaudemus propitii Numinis benignitate Partium animos ad amplectendam concordiam inclinatos, easque fuisse repertas Pacis conciliandæ vias, quibus satisfactum sibi existimant, aded ut extincto funesti belli incendio tranquillitas exoptata refulserit, quæ, ut universo Christiano Orbi salutaris ac frugifera sit & stabilis ac firma perduret, ex animo volumus. Nos præteritum fructumque laboris Nostri tulisse egregium existimamus, quod officia Nostra, procurandæ paci adhibita tam luculentum à vobis meruerint applausum, eaque exstent inter monumenta amicitie, quibus vobis majorem in modum devinctos profiteamini, unde & fiduciam tanto concipimus certiore, de reciproco vestro in nos affectu, sincero & constanti ad mutua commodaplorimum momentiallaturum. Hac non distulimus respondere ad Litteras vestras, quas Plenipotentarius Baro de Heeckeren Nobis tradi fecit, cum valetudine impeditus coram Nos adire non potuerit ad explendum id muneris, quod pro uberiori voluntatis vestræ testificatione ipsi à vobis commissum innuitis. De cætero vobis à Deo ter Optimo Maximo fausta quævis & prospera appracantes. Dabantur in Palatio Nostro Re-
gio

de la Paix de Ryswick. 287
gin Holmenſi die 19. Januarii anno Chriſtiano 1697.
1698.

Vester bonus Amicus & Foederatus

CAROLUS.

T. POLUS.

TRADUCTION.

R E P O N S E

*Du Roi de Suède à la Lettre que leurs Hautes
Puiffances Meſſieurs les Etats Généraux
des Provinces-Unies avoient écrite à ſa
Majeſté, pour la remercier de ſa Média-
tion; datée du 19. Janvier 1698.*

NOUS CHARLES, par la grace de
Dieu, Roi de Suède, des Gots, & des
Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de
Scanie, d'Eſthonie, de Livonie, de Carelie,
de Breme, de Ferden, de Sterin, de Pome-
ranie, de Caſſubie & de Vandalie, Prince de
Rugie, Seigneur d'Ingrie & de Wiſmar, Com-
te Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Ju-
liers, de Clèves & de Bergh. A leurs Hautes
Puiffances Meſſieurs les Etats Généraux des
Provinces Unies, nos bons amis & Alliez,
Salut & Proſperité. Hauts & Puiffans Seigneurs,
& Confédérez. Nous avons appris par vos Let-
tres datées de la Haye du 13. de Décembre de
l'année dernière, combien vous êtes recon-
noiſſans envers nous, pour avoir achevé le grand
& pénible ouvrage de la Paix ſi long-tems déſi-
rée,

1697.

rée, entre les Puissances de l'Europe qui étoient en guerre. Nous n'avons pû nous dispenser de continuer avec toute l'application imaginable un si saint ouvrage entrepris par le feu Roi nôtre Père, y étant portez tant par l'amour du bien public, qui nous est plus cher que toutes choses, que parce que nous ne pouvions voir sans être pénétrez d'une vive douleur, tant de Princes & d'Etats Chrétiens, qui sont nos Amis & nos Alliez se faire une cruelle Guerre. Ainsi nôtre joye est d'autant plus grande de voir maintenant que par la grace du Seigneur les deux Parties se sont enfin portées à la Paix, & que l'on a trouvé des expédiens dont l'une & l'autre se trouve satisfaite, de manière que le calme si longtems désiré succède enfin aux tempêtes effroyables que la discorde avoit excitées. Nous prions Dieu de tout nôtre cœur qu'il lui plaise de rendre cette Paix salutaire & fructueuse à toute la Chrétienté. Pour nous, nous nous trouvons assez bien récompensez de nos travaux, de nous être attiré, par les soins que nous avons employez à la procurer, les loüanges Extraordinaires que vous nous donnez, & de ce que vous mettez ces soins au rang des marques d'amitié dont voust témoignez nous être sensiblement obligez. C'est ce qui nous donne sujet d'être entièrement persuadé de vôtre bienveillance mutuelle envers nous, & de croire que vous nous continuerez à l'avenir cette amitié sincère & cette correspondance parfaite; dont nous devons tant d'une part que d'autre espérer de grands avantages. Nous n'avous pas voulu différer de faire cette Réponse à vos Lettres, que Monsieur le Baron de Heeckeren vôtre Plénipotentiaire a eu soin de nous faire rendre, son indisposition l'ayant empêché de
ve-

venir nous trouver pour s'aquiter de cette Com-
 miſſion , que vous témoignez lui avoir donnée 1698.
 pour une plus grande marque de votre bienveil-
 lance envers nous. Au reſte , nous ſupplions la
 bonté divine de vous combler de toutes ſortes de
 proſpérité. Donné dans nôtre Palais de Stock-
 holm , le 19. de Janvier 1698.

Votre bon Ami & Allié ,

CHARLES.

T. POLUS.

A C T E

*D'Incluſion du Roi de France pour l'Angle-
 terre , dans lequel le Pape étoit obmis , mais
 le commencement de l'Acte n'étant pas con-
 forme à la teneur de la Paix , l'Ambaſſa-
 deur d'Angleterre ne le voulut point rece-
 voir , ſans date , inſinué le 20. Février 1698.*

COMME par l'Article XVI. du Traité con-
 clu à Ryſwick , par les Ambaſſadeurs Ex-
 traordinaires & Plénipotentiaires du Roi , &
 par ceux du Roi de la Grand' Bretagne , il eſt
 porté que ſa Majeſté pourra comprendre , dans
 l'eſpace de ſix mois après l'échange des Rati-
 fications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos. Sa
 Majeſté a nommé tous les Princes d'Italie , le
 Roi de Portugal & ſes Etats , les treize Cantons
 des Lignes Suiffes , & leurs Coallicz , ſavoir
 l'Abbé de Saint Gall , la République de Valais ,
 Tome IV. N le

1698. le Prince & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Ligues des Grisons, & Elle les nomme, & déclare, qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité, qui a été conclu & signé à Ryswick le vintièmé jour de Septembre dernier, en la meilleure forme & manière que faire se peut; en témoin de quoi sa Majesté a signé le présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret: fait à Versailles le

(L. S.) LOUIS.

COLBERT.

D E C R E T.

De la Commission Impériale, dicté à Ratisbonne le 11. Février 1698.

Ihrer Kaiserlichen Majestet haben des Herrn Principal Commissarii Hochfürstliche gnaden allerunterthänigst berichtet, nicht allein was für ein allerunterthänigstes gutachten des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten und Stände zu Regensburg versamlete Rätbe, Botschaften, und Gesandte über das von denen Augspurgischer Confession Verwanten occasione der im jüngsten Friedensschluß Articulo quarto annectirten Religions clausul bey der Reichs versammlung eröffneten gemeinsamen voti ihme den 6. Novembris jüngst hin zu dem ende geziemend überreichen lassen, damit ihre Kaiserliche Majestet darauf allergnädigst reflectiren möchten, sondern auch wie das umb dero
aller-

allergnädigſte erklärung den 30. Decembris aber-
 mals allerunterthänigſt angeſuchet worden. Nun 1698.
 würden allerhöchſt gedachte ihre Kaiſerliche Ma-
 jeſtet dero allergnädigſte gemüthsmeinung auf
 das erſtere gutachten der Reichs verſammlung hin
 widerumb eröffnen zu laſſen bis anhero nicht ange-
 ſtanden ſeyn, wan ſie nicht in obangezognen vo-
 to ſo harte beſchwerde wider dero Kaiſerliche Ge-
 ſandſchaft wargenommen, das ſie dero ſelben ge-
 horſamſten bericht darüber vorhero ein zu forde-
 ren eine billig- und nothwendigkeit zu ſeyn erach-
 tet hätten. Nach deme aber ſolche nunmehr ein-
 geloffen und daraus zuerſehen, wie ein oder anders
 der Reichs Inſtruction, der verordnung des Inſtru-
 menti Pacis, dem libero & Comitiali ſuffragio
 Statuum, und dem ſtilo Imperii gemäs, oder zu
 widergehandelet, und wie weit gegründet ſeye,
 das die Kaiſerliche Geſandſchaft der Augſpurgi-
 ſchen Confessions Verwanten angelegenheiten von
 denen Tractaten abgewieſen, und ſelbe zu keiner
 zeit hören wollen; ſo haben ihre Kaiſerliche Maje-
 ſtet allergnädigſt anbefohlen, ſothanen bericht
 mittels beyliegenden abſchriften der Reichs verſam-
 blung mit zu theilen, nicht zweiffelnd, wan Chur-
 Fürſten und Stände von der warhaften beſchaffen-
 heit dieſe gründliche information und wiſſenſchaft
 gehabt hätten, ſie dergleichen weder zu verbeſſe-
 rung der Fridens Conditionen, noch zu befeſtigung
 des innerlichen guten vertrauens zwifchen baubt
 und gliedern, und dieſe unter ſich dienende grava-
 mina wider dero Kaiſerliche Geſandſchaft zu füh-
 ren nicht anbefohlen haben würden. Was ſonſten
 die verlangte erklärung anbetrifft, haben ihre Kai-
 ſerliche Majeſtet männiglichen ſo wohl in Eccle-
 ſiaſticis als Politicis iederzeit gern gegönnet, was
 ihnen das Inſtrumentum Pacis Weſtphalicæ zu-

1698. geleget, derowegen auch umb all ungleiche gedanken und misstrauen zu verhüten gewünschet, das gedachter Westphälischer Friede in allen seinen puncten ohngeändert wäre restituiret worden; gestalten dan urlaugbar, das dero Gesandtschaft so wohl sothanen clausulæ des IV. Artikels als andern wider obgemelt Westphälischen Friedens Instrument strebenden dem Reich höchst nachtheiligen conditionen sich nicht nur eyferigst widersetzet, sondern auch in dero nahmen, und aus expressen befehl zu gemeinsamer fortsetzung des Kriegs mebrmahlen und noch kurtzvor dem Friedens schluß erkläret, und den Frieden nicht ebender eingegangen, als nach dem derselbe von allen und ieden Deputirten und andern Reichs Ständischen Ministris wegen damahligen umständen für höchst nöthig, die continuation des Kriegs aber für noch schädlicher und ohnmöglich geachtet worden. Und gleich wie man von dero selben ein mehrers nicht desideriren können, also, und nachdeme von mehrgedachtem Westphälischen Friedensschluß mit gesambter Chur-Fürsten und Stände einwilligung und gutfinden, in betrachtung der widrigen in der Reichs Deputirten Relation enthaltenen conjoncturen, und umb größeres übel abzuwenden, in etwas abgewichen worden, so gar das auch die jenige, derer Gevollmächtiget obgedachte clausulam anfangs zu unterschreiben geweigert, aus eben diesen urhsachen den Frieden simpliciter und ohne aufnahm zuratificiren nöthig befunden; so übergeben ihre Kaiserliche Majestet obgemelten Chur-Fürsten und Ständen reiffer erwegung, ob die conjoncturen dermahlen besser gestaltet, und erwarten demnach billig derselben vernünftigen Rath und Gutachten, wie allenfals die Declaration zumahlen nach der von denen Frantzösischen Gesandten zu Ryswigh beschebenen und

und in der Kaiserlichen Gesandtschafts bericht N. 5 allegirten anzeig dergestalt eingerichtet werden könne, damit eines theils die sich beschwehrende Stände vergnüget, und auch andern theils es von der Cron Frankreich für keine contravention aufgenommen, und ihro dadurch zu verzögerung der Fridens execution, und einbehaltung der zu restituiren habender örther, wo nicht gar zu weitern vor- und Fridens bruch kein neuer anlass gegeben werde. Versichern inzwischen Chur-Fürsten und Stände, das sie im übrigen auf das Instrumentum Pacis Westphalicæ so wohl in Ecclesiasticis als Politicis zu halten, einen ieden dabey kräftig zu schützen, und nach dessen inhalt die Justitz ohne unterscheid der Religion zu administriren nicht unterlassen werden, adhortiren aber die selbe anbey nochmahlen wohl meinend und genädiglich, dahin ernstlich und obuaussetzlich ihre consilia zu richten, damit die innerliche gute verständnus, mit beyseitsetzung alles obngegründten und obnzeitigen argwohns, beständig erhalten und fortgepflantzet, und der genuss des jungst getrofnen Fridens durch eine würkliche garantie, und allgemeine Reichs verfassung zu verlässich und ohn verweilet stabilirt und befestiget werden möge; welches des Herrn Principal Commissarii Hochfürstliche Gnade der Chur-Fürsten, und Stände alhier anwesenden fürtrefflichen Rätthen, Bothschaften und Gesandten hiemit nicht verhalten sollen, und verbleiben denenselben mit freundschaft und geneigten willen wohl beygethan. Signatum Regenspurg den 11. Februarii 1698.

(L.S.) FERDINAND Hertzog zu Sagon,
Fürst von Lobkovitz.

1698.

R E L A T I O N

De l'Ambassade Impériale de la Haye.

ALLERGNADIGSTER KAISER, KONIG,
UND HERR HERR.

Euer Kaiserlichen Majestät sagen wir aller unterthänigsten dank, das die selbe allergnädigst gerubet die Regensburgische Reichs Gutachten von 26. Novembris und 3. Decembris mit denen Postscriptis und beylagen zu unsern allergehorfamsten bericht uns zu übersenden. Es würde uns auch hoffentlich nicht schwer gefallen seyn, solchen geziemend zuerstatten, wan unsere vorgegebene übertretunge des Instrumenti Pacis Westphalicæ deutlich und umbständig erzeblet; nicht aber bloß insgemein were gemeldet worden in dem ersten zwar, das all das ienige, so an seiten der Kaiserlichen Gesandtschaft im Haag beywebrender dieser Fridens Negotiation circa modum tractandi & communicandi mit der Reichs Deputation nicht beobachtet worden, dem Reich weder ietz noch ins künfftig præjudiürlich seyn, und zu keiner consequenz gereichen solle, noch zuversichtlich von Euer Kaiserlichen Majestet werde gutgebeissen werden; in dem andern aber dafs so wohl anfangs zu Regensburg, als auch hernach von der Kaiserlichen Gesandtschaft im Haag bey dieser ganzen Fridens Negotiation, bevorab circa modum tractandi mit der Reichs Deputation der verordnung des Instrumenti Pacis Westphalicæ in viele wege zu wider gehandelt worden, und entlich in der von der gesambten Reichs versamblung zu Euer Kaiser-

ſerlichen Majestet allernädigſter reflexion einge-
 richteten, und votum commune Evangelicorum
 überſchribenen beylagen, das der zu Ryſwigh von
 der Kaiſerlichen Ambassade adhibirte modus trac-
 tandi Pacem inter Cæsarem, Imperium & Gal-
 liam wie es damit anfangs, in progressu negotii,
 und im ende zugegangen, auch in andern dingen
 dem libero & comitali suffragio juribusque ſta-
 rum, auch dem ſtilo Imperii, und der deſſen
 Reichs Deputirten von Reichs wegen ertheilten und
 von Euer Kaiſerlichen Majestet approbirten In-
 ſtruction in vielen ſtücken gar nicht gemäß befun-
 den worden. Zu Euer Kaiſerlichen Majestet hö-
 reſt erleuchtetem ermeſſen ſtellen wir deſwegen allerun-
 tertbänigſt, waſs daruntur von der Reichs verſam-
 blung weiters zu erfordern ſeyn möchte; immi-
 tels iſt zu forderſt nicht zu begreifen, wie geſagt
 werden dürfte, das wir in modo tractandi &
 communicandi mit der Deputation dem Inſtru-
 mento Pacis Weſtphalicæ und ihr ertheilten In-
 ſtruction zu wider gehandelt, da die zum Direc-
 torio verordnete Churmainziſche Deputirte dem
 herkommen gemäß bey der Kaiſerlichen Geſund-
 ſchaft ſich erſt den 20. Octobris legitimiret, die
 Deputation aber vermöge ihres nach Regenspurg
 abgegebenen berichts in der nacht des 30. Octobris,
 ein par ſtunde vor der bereits ſauber abgeſchribenen
 Inſtrumenti unterſchrift eröffnet, oder angefan-
 gen worden, fürnemblich darumb, weilen mit de-
 nen Chur Mainziſchen zweyen Deputirten die Chur-
 fürſtliche Beierſche, Sächſiſche und Brandenbur-
 giſche Geſandte des vorſitzes halber zich vorhin
 nicht vergleichen können, ſondern für ſchimpflich
 und verkleinerlich gehalten, das vormal Botſchaf-
 tere bloſſen Deputirten nachſitzen ſolten: iene aber
 die ihrer herrſchaft zukommende oberſtelle, und den

1698. bey-und wegen der Deputation allen Deputirten zugelegten gleichen character angesehen haben wollen, welche ordnung auch seithero in der zu Meudon verfertigten und vom König in Frankreich unterschribenen Original Königlichen Frantzösischen Ratification scheinbarlich gefolget worden; es ist zwar das Chur Mainzische Directorium dessengethaner anzeige nach, angestanden, weilten bey demselben zu zeit der eröffneten Deputation die Chur Sächsische und Chur Brandenburgische Gesandte wider des Reichs Instruction und die gewohnheit für ihre Person zu der Deputation sich gantz nicht legitimiret, ob sie für Deputirte geachtet, und zu denen Deputations verrichtungen zugelassen werden konten? Hat gleichwohl mit unsern gutfinden gegen selbige sich mehrern glimpfsgebrauchet, und von denen Chur Brandenburgischen nach aufgeschobener Deputation die Vollmacht, von dem Chur Sächsischen aber wegen der künftigen überreichung ein versprechen angenommen; aus dieser ursach ist entsprungen, das, so viel uns wissend, vor den 1. Novembris kein öffentlicher förmlicher bericht an die Reichs versammlung zu Regensburg als Committenten hiesiger Deputation von dem Chur Mainzischen Directorio abgelassen: wenigstens uns, der Reichs Instruction nach, durch das gewöhnliche remiss dar von keine nachricht ertheilet worden. Ob nun wohl dannhero die Kaiserliche Gesandtschaft, welche mit der vernehmung in Reichs sachen an die Reichs Deputation, und die derselben erteilte Instruction, nicht aber besondere Stände oder ihre Gesandte gewiesen worden, sich auch aus dem Instrumento Pacis erinnert, und alhier vielfältig vorgestellt, das: ubi Pax aut fœdera facienda, von ihro Kaiserlicher Majestet solches comitali & libero omnium Impe-

Imperii Statuum suffragio & consensu, einfolglich inform und gestalt comitiorum oder zu dem ende angeordneter Deputation geschehen müsse, nicht würde zu verdenken gewesen seyn, wan sie gewartet, daß nach dem herkommen und dem buchstaben besagter Instruction die Legitimationen vorgangen, die Deputation eröffnet, vnder selben die berathschlagung in corpore, und in einem gemach juxta stilum Imperii angestellet, gehörige Deputations schlüsse gemacht, und der Kaiserlichen Gesandtschaft überbracht werden konnten, und werden, ehe sie von einer noch nicht angefangner Deputation einig gutachten erfordert, oder angenommen, und mit der selben sich einer einhelligen meinung verglichen, wie wir dannoch neheus der von uns ohnaufhörlich getribenen eröffnungs der Reichs Deputation iederzeit gern und willigst angehöret, so oft gesambte Gesandtschaften uns etwas anbringen wollen, mit ihnen auch die wort in denen ihre Herrschaft belangenden dingen obnweigerlig abgefasst; also ist von anfang der Ryswigischen handlung bis zu deren endtschaft von uns nicht das geringste gethan, vorgebracht oder beschloffen worden, so wir nicht auch dazumahlen, da, wegen enge der zeit, durch ein schriftliches gutachten uns alles heimgestellt gewesen, denen Reichsständischen Ministris, oder denen zu uns geschikten-oder von uns beruffenen Deputirten-oder sub-Deputirten vor-und nach umbständlig vorge tragen, mit ihnen erwogen, und sie nicht nur einhellig ingerathen, sondern auch sehr oft, ins besonder, verlanget haben; gestalten ihre unter dem nahmen der Chur-Fürsten und Stände anwesende Gesandten und Plenipotentiarien uns überreichte monita und gutachten, uoch mehres aber die von ihnen viel weiläufiger als unsere meißens in der eil

1698. erstattete allerunterthänigste Relationes, gefaßt öffentliche Protocolla satzamb bezeigen; zwar haben wir nicht gestehen oder nachgeben können, wie mehr dan einmahl gegen uns straks anfangs, lang vor der zu Regenspurg geschlossener Deputation behauptet werden wolte, von keiner völligen Reichs versammlung aber iemahls gesucht worden, das alle unsere in das Fridens werk einlauffende handlungen von uns in der Allirten versammlung, insonderheit aber mit denen Reichs Ständischen Ministris wegen des ihrer Herrschaft ex duplici capite, status nimirum & foederis zu kommenden voti decisivi berathschlaget: unsere und ihre stimmen gezeilet: nach denen mehrern einen schluß gemacht, und den selben ohnveränderlich vollzogen: nichts aber vor hero, oder allein unternommen worden, so gar das wir ohne ihre einwilligung die von denen Frantzosen in Sweden, und alhie, vermöge Staatlich Protocols oder Resolution von 3. Septembris 1696. gethane deutlichere und ohnbefchrenkte herstellung des Westphälischen Fridens Instruments, worzu Euer Kaiserliche Majestet durch dero wahl Capitulation verbunden, worauf sie auch die Schwedische Mediation angenommen und gegründet, nicht vorläufig begeben, sondern es bey denen den 11. Februarii 1697. dictirten und von ihnen beliebten, von Euer Kaiserlichen Majestet auch niemahl gurgeheiffenen Preliminarien bewenden lassen sollen; wir haben auch nicht begreifen mögen, wie und aus wass ursachen bey formlicheren unterredungen über Reichs sachen zwischen einer Kaiserlichen als ober haubts vertretenden Gesandtschaft und Reichs Ständischen Ministris, welche sonderlich zu der Reichs Deputation gehören, vor- und nach dem von einigen Churfürstlichen Ministris Bottschasters Pradicat, von ihrer
einem

einem oder mehr die oberhand in der Kaiserlichen Botschafter haus erfordert, oder die Kaiserliche Gesandtschaft um solcher sachen willen an ein drittes orth gezwungen werden wolte, da iederman bekannt, und ihnen mit lebendigen exemplen bewiesen worden, das bey Capitular-und andern versamblungen das haubt überall seine stelle zu halten pflege. So willig wir gleichwohl unserboten, ausser den conferentien einem ieden die gebühr zu erweisen, so wenig haben wir auch dieser vorfallenheit halber unterlassen in unsern häusern und zu Ryswigh sambt und sonders-vor-nach-und mitten unter der persönlichen handlung mit der Frantzösischen Gesandtschaft münd-und schriftlich, alles getreulich mit zu theilen, und darüber uns mit ihnen zu vernehmen, obwohl weder die von Frankreich eingeschränkte zeit, noch die nicht geschehene eröffnungs der Deputation, lange Reichs-und Deputations tägige berathschlagung, formliche Commissions Decreta, und nachgefolgte schriftliche genehmhaltungen gelitten, noch jedesmahl von allen die Ryswigische versamblungen zum fleissigsten, und ohne nachrede besucht worden. Wir haben uns vielmehr von etlichen Reichs Ständischen Ministris ist verleiten lassen, selbst die Euer Kaiserliche Majestet allein betreffende-und uns vorgeschribene formalia, ebe wir solche der Königlichen Schwedischen Mediation vorgebracht, der Reichs Ständischen Ministrorum, und gesambter Allijnter Censur zu unterwerffen, obngeachtet ihrer keiner es gegen uns gethan, sondern etliche kaum, oder nicht ein mahl nach beschebener that uns davon benachrichtiget, eben dabero wir das meiste erst hernach, viel auch bloß bey der mündlichen handlung mit der Frantzösischen Gesandtschaftinnen worden, wie nicht nur aus ietzt kundbaren ge-

schichten-sondern auch der Chur-Brandenburgischen, Stättischen Bremischen und Embdischen einfließung in die Englische und Staatliche Friden zu der zeit, da Euer Kaiserliche Majestet und das Reich noch im Kriege verwickelt gewesen, und was dabey wegen der von Chur Brandenburg in Africa besitzender Landschaft oder gegen Arguyn gestritten worden, satsamb erhellet: Euer Kaiserliche Majestet haben auch ein-oder anders als niemahls erhörte-oder einem Römischen Kaiser zu gemutete-gegen diese bündniß so wohl, als Kaiserliche Hebeit lauffende sachen theils gegen uns, ob schon ihrer angebörnen milde nach, aufs alldergelindeste geahndet, theils gegen andere zu ahnden uns allergnädigst befohlen. Wegen des modi tractandi aber haben wir vermeint, nicht fehlen zu können, wan wir dem buchstaben der Reichs Instruction üblichen herkommen, und der gegenwertigen meisten Reichs Ministrorum meinungen nach, das icnige, was durch das Chur Mainzische Directorium oder per Sub-Deputationem uns vorgebracht, oder sonst mit ihnen gut gefunden worden, denen Königlichen Frantzösischen Plenipotentiaris entweder durch die Mediation, oder wie es sich sonstn fügte, beybrachten, ihre erklärung darüber vernahmen, solche der Reichs Deputation oder Reichs Ständischen Ministris abermahl communicirten, und solcher gestalt alle, communicato consilio, auch worauf man entlich zu bestehen, angingen, letztlich den also tractirten und geschlossenen Friden mit-und neben der Reichs Deputation unterschrieben, wie geschehen zu seyen der erfolg vor augen leget. Sonstn ist kein zweifel, das viele weltliche dinge in dem ietzigen gegen dem Westphälischen Friden eingegangen werden müssen; uns ist auch bekant, wie fälschlich und mit

was.

was vor harten, ohnzimlichen Worten nicht so sehr uns, als Euer Kaiserlichen Majestet selbst von einigen Leuthen aus unverständ oder Bosheit begemessen werden wollen, ob verstanden wir uns anietzo mit der Frantzösischen Gesandtschaft, oder wäre vorhin zwischen Euer Kaiserlichen Majestet und Frankreich, als insonderheit Strasburg anlangend, abgeredet worden, und wäre lauter Spiegelfechten, was wir ihnen sagten, oder aus Kaiserlichen Rescripten vorzeigten, das wir darauf bestehen wolten, und müßten Euer Kaiserliche Majestet auch lieber mit dem Reich den Krieg allein fortsetzen: als in selbiger zurücklassung oder andern dergleichen schweren Zumutungen zu willigengedachten; es weist aber der verlauff selbst, das, wie von Frankreich nichts bessers zuerhalten gewesen; also wir von denen Reichs Ständischen Ministris darzu genöthiget worden; ia es ist nicht nur alles ins gemein, und jedes ins besonder, mit ihrem Vorwissen, und auf ihr vielfältiges einrathen, anhalten, und treiben, als sie das Reich von aufwertigen Alljrten verlassen gesehen, geschehen, von uns nachgegeben, sondern im anfang und fortgang der handlung, weil wir auf wiederholte deutliche Preliminar feststellung des Instrumenti Pacis Westphalicæ, anderer meinung nach, all zu hefftig angetrungen, nach folgens uns schlechtbin zu denen den 11. Februarii dictirten Preliminar puncten verstehen, oder so geschwind als man verlangte, in den statum occupationis von Strasburg auch andere dinge einwilligen wolten, uns solches von in und ausländischen für einen gesuchten aufseenthalt des Fridens und verlängerung des Kriegs, oder andere gefehrde mit herben Worten gedeutet, und mehr dan einmahl getrohet worden, das im fall des geringsten längern

1698. anstands man sich selbstn ratbschaffen, insonder-
 heit zu letzt, anderer, welche der gefahr nicht,
 wie die, unterworfen, exempel nach, in den Spa-
 nischen, oder Englischen und Holländischen Fri-
 den einschließen lassen würde, im massen ihnen von
 denen selbstn wäre angetragen worden. Was den:
 nach der Protestirenden Gesandten zu Regensburg
 besondere beschwerden angehet, geben sie vor,
 „ das sicherer aus dem Haag eingelauffenen bericht
 „ nach, die Evangelische Reichs Stände durch-
 „ den zu Ryfwich von der Kaiserlichen Ambassa-
 „ de adhibirten modum tractandi Pacem inter
 „ Cæsarem, Imperium & Galliam, wie es da-
 „ mit im anfang, in progressu negotii, und im
 „ ende zugegangen, und welche auch in andern
 „ dingen dem libero & comitali suffragio juri-
 „ busque statuum, auch dem stilo Imperii, und
 „ der denen Reichs Deputirten von Reichs wegen
 „ ertheilten und von Kaiserlicher Majestet appro-
 „ birten Instruction in vielen stücken gar nicht ge-
 „ mäß gefunden worden, sich darin vornemblich
 „ zum höchsten gravirt und ladirt zu seyn halten
 „ müssen, das man ihre habende Religions ange-
 „ legenheiten und gravamina von denen Tracta-
 „ ten mit Frankreich ganz und gar abgewiesen,
 „ und selbige damit zu keiner zeit hören, noch
 „ deswegen ihre vorgebrachte monita admittiren,
 „ ia ihnen nicht einmahl eine schriftliche versiche-
 „ rung ad Protocollum Médiationis geben, son-
 „ dern sich über dergleichen so billigmäßigen ver-
 „ langen vielmehr entrüsten wollen, worauf am
 „ enderfolget ist, das die Frantzösische Ambas-
 „ sade mit der bekanten dem Religions Friden im
 „ Reich sonacht beiligen clausula bey dem 4. Ar-
 „ ticul umb solche zeit herfürgebrochen, da die
 „ Evangelische sich zu resolviren kaum noch we-
 „ nig.

„ nig stunden übrig gehabt, welches gar nicht hät-
 „ te geschehen können, wan man ihre Religions 1698.
 „ sache gleich anfangs zu denen Tractaten mitge-
 „ zogen, und dar über mit der Frantzösischen Ge-
 „ sandtschaft gehandelt hätte. Wir sind darauf
 nicht in abrede, daß im Maio bey anfänglicher ver-
 fassung der Kaiserlichen Postulatorum, und da-
 man in Junio articulis weise zu handeln gemeinet,
 darin man iedoch nicht über den ersten articul ge-
 kommen, in dem von uns gemachten, und denen
 Reichs Ständischen Ministris mitgetheilten ent-
 wurf des 3. Articulis, wir bey der geforderten oder
 bedungenen herstellung des Westphälischen Fridens
 schlusses wegen der dadurch zu rück bekommenden
 orthten, die wort in sacris & profanis für überflüs-
 sig, oder auch bedenklich gehalten, in deme die ge-
 meine herstellung besagten Fridens schlusse auf allen
 dessen inhalt sich vorhin verstande, und derselbe
 in allen des Reichs Botmäßigkeit unterworfenen
 Landen ietzt und ins künfftig Statt finden und ge-
 handelt werden müßte, noch dar zu Frankreichs ein-
 willigung zu begehren nöthig oder rathsam schei-
 ne, sondern damit zu widrigen zumuthungen
 leicht anlaß gegeben werden könnte: uns hat auch
 geduncket, mehr dan ein Protestirender Minister
 finde diese vorstellungen nicht ungereimet, etliche
 lissens sich auch mehr von andern ihres glaubens ge-
 nossen entziehen, als daß sie es selbst hefftig trieb-
 ben: selbst die Schwedische Mediation, und der
 Schweden Bremische Plenipocentarius haben her-
 nachher keine andere ursache, als die gleichgültig-
 keit vor zu bringen gewußt, warumb sie die vorhin
 in dem von ihnen uns, und durch uns der Frantzö-
 sischen Gesandtschaft übergebenen Zweybrückischen
 Articul gesetzte wort: Restituatur Ducatus Bi-
 pontinus ad normam Instrumenti Pacis West-
 phalicæ

licæ tam in Politicis quàm in Ecclesiasticis cum annexis: in die ietzt in Instrumento Pacis Ryswicensis Articulo 9. stehende alleinige worte ad normam Pacis Westphalicæ freywillig, oder gezwungen, ohne unser zuthun verändert, und die andere aufgelassen haben; wir haben gleichwohl, nach deme wir die Reichs Instruction gelesen, und einige Protestirende alles auf ihre gefahr genommen, in unserer, denen von uns vorhero eingehalten erinnerungen der Reichs Ständischen Ministorum gemäfs, eingerichteten, und ihnen den 1. Augusti zur berathschlagung nochmahls zugestellten der Frantzösischen Gesandtschaft aber den 5. Augusti überreichter andtwort auf den 3, 4. und 5. Articul des Frantzösischen Fridens Projects sothane wort zu zwey mablen aufgedruket: in sacris & profanis plenè executioni mandetur, &c. quæ nullâ ex causâ seu ratione in Ecclesiasticis vel Politicis à Rege Christianissimo mutata seu innovata sunt, aboleantur ac redintegrentur, &c. mit ein ander derselben Ministorum verlangen nach, wegen der Beneficiorum Ecclesiasticorum ad Articulos 15. & 16. das wort Catholica zugesetzt, auch das erste und letzte in unserm nachgebens im anfang des Octobris gezwungner weise enger eingezogenen erstern Fridens Project widerbohlet; zwar haben die Protestirende Ministri, und Reichs Ständen gemeine versammlung den 7. Octobris begehret, zwey Fürstliche hernacher zu Ryswig uns auch zugemuthet, dem dritten Articul weiter beyzurücken: ita ut jam dicta Pax Westphalica; una cum insecutis postea recessibus executionum in suo robore firmiter permaneat, & contra perpetuum hanc Imperii legem fundamentalem, ac singulos ejus Articulos, in specie quoad Ecclesiastica contra Articulos. 4. 5. in iis-
que

que passim determinatum annum 1624. & respectivè statum , qui fuit immediatè ante motus Bohemicos , nullæ exceptiones vel limitationes locum habeant, imò verò omnes, quæ durante hoc bello in Terris ad Romanum Imperium quocunque modo spectantibus , & eidem per hanc Pacem restituendis , irrepererunt novitates, de quibus Articulus specialis restituendorum ad Protocolum Excellentissimi Domini Mediatoris exhibebitur , protinus removeantur , in Politicis verò eæ tantummodò admittantur mutationes , de quibus in hoc Tractatu expressè conventum est : *in dem 6. Articul aber wegen Strassburg aufszudrukten verlanget* : concedit quoque sua Christianissima Majestas non tantum prædictæ Civitati Argentinensi , sed omnium locorum ab Imperio sibi vindicatorum incolis liberum Religionis exercitium cum annexis , quo ante sub Imperio gavisi sunt , liberissimamque fruitionem : redituumque omnis generis, quocunque nomine veniant : *neben dem wir aber billige ursach gehabt , uns so viel möglich , an den buchstaben der Reichs Instruction zu halten ; noch mit neuen besondern dingen , welche entweder nicht anhero gehören , oder in der gemeinsamen vorsehung schon begriffen waren , die in so enge zeit eingeschränkte Eridens handlung aufzuhalten , oder schwer zu machen , zumahlen auch zweiffeln müssen , ob wir uns auf nicht beschehene , sondern , dem bemelden nach , erst von denen Protestirenden zu verfertigen vorhabende verzeichniß der ex capite Religionis restituendorum einzulassen , oder der Frantzösischen Gesantschafts erklärung zu begehren , oder auch die handlung mit wider erregung des so oft schon von ihnen aufgeschlagenen Nürembergischen executions receßs von neuen zu verwicklen hätten ;*

1698

bätten; haben wir unmöglich anders gekont, als solches auf der anwesenden Reichs Ständischen Ministrorum berathschlagung und aufgebendes gutachten zu verweisen, nach deme in denen uns durch das Chur Mainzische Directorium den 9. Octobris 1697. überbrachten monitis Sacri Imperii Electorum, Principum & Statuum Legatorum & Plenipotentiariorum Hagæ præsentium ad projectum Instrumenti Pacis futuræ à Legatione Cæsareâ communicatum, wir die wort gefunden ad num. 3. abstrahatur adhuc ab hoc Articulo, usque dum Status Catholici super monito Protestantium ad Directorium dato in deliberatione desuper habenda de certo quodam concluso conveniant; und ad Articulum Argentinensem: in hoc Articulo Status Evangelici omni meliori modo recommendarunt constitutionem Religionis suæ in Civitate Argentoratensi, opemque Catholicorum impetrarunt, qui resolutionem suam adhuc reservarunt, donec desuper consultationem instituendam habuerint: so fern aber ist es, das solches gemeine gutachten uns were iemahlen eingereicht worden, auffser das einige besondere Catholische Ministri uns zu verstehen geben, wohl leiden zu mögen, das die gewissens freyheit für die Protestirende Stadt Strasburgische Inwohner, damit ihnen kein zwang geschehe, von uns begehrt werde, das vielmehr ihrer etliche im scherz und ernst die Protestirende gefragt, ob sie zu Munster und Osnabrugh arbeiten helfen, das dero von viel hundert iahren hero geübte Catholische Gottesdienste, und darzu gewidmete güter erhalten worden, und lieber den Krieg mit Frankreich und Schweden fortgesetzt, als denen Catholischen deren abtretung, und dahindenlassung abnötigen lassen? Dammoch beyfugende, daß man den

nen

nen Proteſtirenden die von ihnen erbaute, und zu 1698,
 ihrer Religion geſtiftete güter gern laſſen würde.
 uns und andern zum theil Proteſtirenden Miniſtris
 iſt ferner die von Catholiſchen und Proteſtirenden
 geſchehne anzeige zu gemüht gangen, das nach
 erhaltenem ſolchen gemeinen Articul man Proteſ-
 tirender ſeiten einen zu dem ende von ihrer etlichen
 inſgeheim entworſſenen weitem Articul oder anhang
 in das errichtende Fridens Inſtrument gleichmäſſig
 einzubringen trachten, und darin unter andern
 nachdrücklichen dingen, nicht Euer Kaiſerlichen
 Majeſtet ſupremo ac unico Imperii Capiti ac
 Protectori & Pacis Executori, noch auf die im
 Inſtrumento Pacis Osnabrugeniſis Articulis 5. §.
 in conventibus, &c. 50. & Articulis 16. §.
 imprimis quidem Imperator, &c. & ſequen-
 tibus, ſondern andern auſtragen, und die macht
 geben wolle, omnes & ſingulos juxta Weſtphali-
 cam & præſentem Pacem reſtituendos protegen-
 di, & intra ſpatium quatuor menſium à publi-
 catione Inſtrumenti Pacis computandorum, ſu-
 blatis & rejectis omnibus exceptionibus, nudâ
 facti poſſeſſione inſpectâ purè reſtituendi, &
 executionem peragendi, mit dem zuſatz, quod
 ſi quis reſtitutioni & executioni repugnaverit,
 eamque impediverit, aut reſtitutum de novo
 turbare, aut planè deſtituere tentaverit, ſive
 Clericus, ſive Laicus ſit, poenam fractæ Pacis
 ipſo jure & facto incurrat, zudem allen man ob-
 ne groſſen nachſinnen faſſen mögen, wan gleich
 die Catholiſche ins beſonder nicht angeſehen werden
 wolten, das im fall ſolches ſtatt finden ſolten, das
 exempel bald geſolget, und es damit nicht nar umb
 die Kaiſerliche Hoheit im Reich, ſondern umb die
 Reichs ganz innerliche verfaſſung auf ein mahl ge-
 than ſeyn würde; ein mehrers als in einer weit-
 auf-

1698.

auffehender sache, als vorgebracht werden mag, zugeschwigen. Als gleichwohl die Schwedische Mediation den 10. und 12. Octobris bey durchgehung unseres Fridens Projects zu zweymahlen offentlich gemeldet, das beide theile den 3. Articul nicht für richtig halten möchten, weil die Mediation im nahmen der Protestirender Reichs Stände wegen ibrer Religion eine noch nicht völlig zum stand gebrachte (dan die Protestirende selbst unter ein ander nicht einig gewesen) aber chstens erwartende erinnerung zu thun hätte, haben die Frantzösische Gesandte geandwortet, das sie sich zwar darüber nicht vernehmen lassen könnten, ehe es ihnen vorgebracht würde, inzwischen aber besagten Ständen geratben haben wolten, damit zuruckzuhalten, wofern sie ihnen nicht eine obnangenehme gegenerklärung oder gegengeding zuzuziehen verlangten. Eben sowenig hat die Frantzösische Gesandtschaft wegen der Stat Strasburg oder andern Frankreich verbleibenden Landen, anffer des auf unser anhalten verlängerten abzugs, und einiger gemeinen mündlichen vertröstung wegen nicht zubeforgen habenden zwangs in Religions sachen, etwas in das Instrumentum Pacis setzen lassen, sondern alles verworffen, was dabin einiger massen zu ziehlen geschienen; vielmehr hat die Frantzösische Gesandtschaft den 15. Octobris trucken gemeldet, und nachgebens widerhohlet, da wir ihr das von dem Hertzoglichen Wolfenbutlischen Plenipotentiaro uns eingereichte schriftliche begehren wegen der im Instrumento Pacis Westphalicæ vorbehaltenen Augspurgischer Confessions Verwandten Canonicaten zu Strasburg N. 1. in der Schwedischen Mediatorum gegenwart von wort zu wort vorgelesen und hernacher zu handen gestellet, das ein Lutherischer Canonicus in Frankreich und folglich

lig zu Strasburg für ein monstrum gehalten wür- 1698.
 de: ein ander mahl auch bey dem 16. Articul sich
 vernehmen lassen, das weder ihrem König, noch
 ihnen Gesandten wissend wäre, das einige beneficia
 Ecclesiastica einer andern als der Catholischen Re-
 ligion zugethan seyn könnten, folglich der zusatz
 Catholica allerdings ohn nöthig wäre; sondern auf-
 gelöschet werden wüßte, was auch dagegen eingewen-
 det worden. Hiezu ist den 22. Octobris kommen,
 das bey obermahliger durchsehung des Fridens In-
 struments die Frantzösische Gesandtschaft die im
 Articulo 3. annoch befindliche wort in Sacris &
 Profanis ebenmäßig durchstrichen haben wollen,
 auf unsere bemühung aber selbe zwar stehen lassen,
 doch anbey widerumb in der Mediatorum gegen-
 wart zur ursach ihrer nachgebung vermeldet, das
 dieselbe wegen der angeetzten wort: nisi quate-
 nus nunc aliter expressè conventum fuerit: ihrer
 der Religion halber annoch zu thun habender und
 ausdrücklich vorbehaltenen errinnerung, wie sie be-
 reits öfters zu verstehen gegeben, keine hinderung
 oder nachteil bringen konten noch sollten. Alles dieses
 ist nicht nur angerührter massen von denen Aug-
 spurgischer Confessions. Verwanten Mediatoren,
 und in ihrer gegenwart geschehen, sondern auch
 von uns, deren einer oder mehr oft deswegen eignes
 aufgestanden, und zu denen Reichs Ständischen
 Ministris gangen, so wohl beywehrender als geen-
 digter iedesmahliger unterredung ihnen allen ange-
 zeigt, und von ihnen stracks so fleißig angemer-
 ket worden, das wir kein bedenken getragen, aus
 ihren Protocollis und Relationen es für uns aufzu-
 ziehen, vorhero auch von dem, was das Chur
 Mainzische Directorium ihnen dictiret, und ohn-
 vergleichlig umbständiger ist, als Euer Kaiserli-
 chen Majestet von uns wegen unserer anderwertigen
 vie-

1698. vielen verbindungen hinterbracht werden können, abschriften nehmen zu lassen, weillen nicht von allen iederzeit alles aufs beste eingenommen worden. Mit der von uns verweigerten schriftlichen versicherung ad Protocollum Mediatoris, und unsere dagegen bezeugte entrüstung, wie die wort in dem sogenannten voto communi Evangelicorum lauten, hat es die bewandnüss: den 29. Octobris nachmittags seind neben uns, auf unser und der Reichs Ständischen Ministrorum ersuchen, die Spanische, Englische, und Staatliche Gesandschaften zu Rysswigh erschienen, ob durch ihre mitbemühung in einigen zwar öfters vorgewesenen, aber noch nicht völlig verglichenen dingen etwas nähers zuerhalten seyn möchte; die zeit ist aber durch vieles hin und wider gehen der 2. leztern Gesandschaften, und einiger Protestirender Reichs Ständischen Ministrorum in und aus der Mediatorum zimmer bis ohngefehr 7. oder 8. uhr nachts verzehret worden. Als demnach wir bey denenselben und Mediatoren getrieben, das bey der übrigen geringen frist entweder die versprochene sükkehrung beschehen, oder wir zu fortsetzung der mündlichen handlung, sonderlich zu aufmachung des schweren Pfälzischen Articul gelassen werden möchten, das von hero die Alljrte mit uns sich nochmahlen zu unterreden verlangten; seind kurz darauf die Engländische und Holländische Gesandten in der Mediatoren zimmer getretten, und auffser des bey dem feuer gebliebenen Lords Pembroke, und dem einen an einen stuhl gestandenen Mediatore stehend geblieben, und von denen vorgewesenen puncten zu reden anfangen wollen; ehe wir aber den mundrecht aufgethan, seind der Chur Sächsische von Bose, Chur Brandenburgische von Schmettau und Freyherr von Dankelman, Württembergische von Kulpis, und eini-

einige andere in selbiges zimmer kommen, und haben sich gegen uns über gestellt. Der erste Schwedische Mediator Graff von Bonde aber so gleich in aller nahmen uns zuerkennen gegeben, was massen die Protestirende über die im neuen Fridens Instrument enthaltene clausul zu ihrer mehrer sicherheit und beruhigung von uns eine erklärung verlangten, das ihr Religion halben Euer Kaiserliche Majestet denen Westphälischen Friden schlüssen, wahl Capitulationen, Nürembergischen Executions recessen arctiori modo exequendi, und andern Reichs gesetzen ein völliges vergnügen allezeit lassen würden; als wir über diese auf eine so ohnge- wöhnliche weise, und mit so schäffen worten uns beschreibene zumuthungen unsrer befrembden entdeckt, da Euer Kaiserlichen Majestet steifhaltung der beschwornen Capitulation, und der Reichs Satzungen vorhin offenbar, noch dieses der orth, oder die anwesende die ienige waren, von und für welchen solche neue verpflichtung gesucht, oder gethan werden könnte oder müste; hat der andere Schwedische Mediator, und nach ihm der von Schmettau das wort genommen, und negst vorzeigung des seither uns wider zu kommenden Num. I. gegen uns so lang geführet, bis ich Graf von Caunitz den selben gelesen (zu welchen ende dann, damit wir nicht aus dem umbkrais zu dem licht zu gehen hätten, einer von den enge seßenen Frembden Bottschaftern freyer stucken einen hölzernen leuchter mit dem darauf gestandnen licht in die mitte gestellt hat) annebns aber auch die dabey observirte eines Römischen Kaisers Bottschafft allerdings in anstündig geußerliche gestalt: für allem aber die uns zur ungefehrlichen handlung allein noch übrige nicht wochen, sondern wenige tage oder stunden, und endlich so vieler unter dem Foch seufzender Seelen schn-

1698.

schn-

1698. sehnliches verlangen nach dem ohnverweilten schluß betrachtet, den Num. 1. auf den leuchter geleyet, und mit dem widerhohltten vermieden davon- und in den Conferenz Saal gegangen, das da andere theils ihren Friedengemachet, theils sich darin einschließen lassen, wir nicht verdacht werden konten, das auch wir für Euer Kaiserliche Majestet und des Reichs-Frieden, unser angelegenheit nach, sorgten, noch umb solcher unzeitiger anhero nicht gehöriger sachen willen uns beflissentlich ab- und auf halten ließen. Nach einiger weile sind dahin beides die Mediatoren und die Frantzösische Gesandten kommen, und ist der anfang von der Pfälzischen Sache wider gemacht, insonderheit aber in dem Articulo separato ein und anders zu endern Frantzösischer seits begehret worden; die weilen aber solches bey anderwertigen gespräch nicht so geschwind geschehen können, sondern wir und die Frantzösische Gesandten erwehlet, das, damit ich von Seilern eher würde fertig werden, wan ich in des Mediatoris neben zimmer ginge; so haben unterdessen die Frantzösische Gesandte aus vorgegebenen Königlichen befehl bey dem 4. Articul die Religions clausul vorgebracht, und darauf desto ernstlicher gedungen, ie eifriger sich die Mediatore dagegen gesetzt, und ie besser ab derselben beispiel die Frantzösische Gesandten lernen konten, wie sehr auch sie umb ihre alte, ohngezweiflet die wahr glaubende oder wissende Religion, sich bekümmern solten. Es ist auch vergebens gewesen, was zu erhaltung guter einigkeit im Reich wir bey ihnen fürgekehret, auch wofern die clausul nicht aufgelassen, und die sache Euer Kaiserlichen Majestet mit denen Protestirenden zu allerseitigen vergnügung einzurichten übergeben werden wolte, noch der Protestirenden weiterm gesehnen nach des folgenden

den tages vorzutragen, daß selbige auf die von Frankreich erbaute Kirchen, und aus Frantzösischer Freygebigkeit gestiftete Pfarren eingeschrenket werden, oder letztlich so wohl in denen Frankreich verbleibenden, als denen zurückgehenden Reichs Landen beiderseitiger Religion halber alles im ietzigen stand bleiben möchte. Die Frantzösische Gesandtschaft hat vielmehrnegst vorgewanten widrigen Königlichen beselb, von deme sie nicht abweichen dürfte, der begehrten einschrenkung halber geandwortet, das dadurch der gemeine redenach ein haar, das ist ein vorhin kleines oder geringfügiges und sich obntheilbares ding in 4. theil verteiblet werden wolte. Nicht besser ist es denen Mediatoren ergangen, als sie für sich und im nahmen der Engländer und Holländer ihre vorige mühe widerhoblet, der gestalt das ihrer keiner sich darüber weiters mit der Frantzösischen Gesandtschaft zu reden getrauet hat. Endlichen jedoch hat selbige auf unseres nach der Mediatoren beweglichen ersuchen gethanes nochmablig inständiges anhalten, einen augenblick vor ablesung und unterschrift des Fridens Instruments verwilliget, das weiln die Protestirende Deputati den abgang herrschaftliches beselbs vorschützeten, sie entweder sub spe rati, und vorbehaltlich ihrer herschaften genehmhaltung, mit dem übrigen Fridens Instrument auch diese clausul unterschreiben: oder dissmahlen ihre unterschrift anstehen lassen, an deren Statt aber ihre Herrschaften albier und zu Regenspurg zu deren annehmung innerhalb der zur Ratification gesetzten zeit sich erklären, und biß dahin des Friedens genießten, im verweigerungsfall aber hernacher im Krieg bleiben mögen, da dann insonderheit der Chur Brandenburgische Articul aufgelöschet, und was davon im Englischen und

1697.

Holländischen Friden stünde , für obugültig erkläret werden sollte , oder vielmehr von nun an würde. So angenehm nun uns , und denen Reichs Ständischen Ministris hier von der erste theil gewesen , so bedencklich ist uns vorkommen mittels schriftlicher abfassung , und mit unterschreibung der gantzen erklärungs in den schluß zu willigen , und haben dabero mit selbiger Ministrorum gutfinden uns vergnüget , das die Mediation die sache in ihr Protocol bringen möchte , darauch auch erst die bis dahin bestrittene clausul in dem schon sauber abgeschriebenen Instrument dem 4. Articul beyrucken lassen , aber nicht verhindern können , da wir in der Frantzösischen Gesandten gegenwart denen Mediatoren das anständige erzelet , das die Frantzösische negst dessen bestetigung zugleich das unanständige widerbohlet haben. Das Fridens Instrument ist darauf neben uns , der Frantzösischen Gesandtschaft , aller Catholischer Deputirter Reichs Stände anwesenden Gesandten und Plenipotentiaariis , aus der Protestirenden anzahl allein von Württemberg , denen Wetterauischen Graffen , und der Statt Frankfurth unterschrieben , das wegen der Frantzösischen erklärungs von denen Mediatoren ertheilte Certificat , noch nicht aber auf die weise ab gefasset worden , wie der Num. 3 und 4. besagen. Ab dieser wahrhaften erzehlung einer vorhin albier kautbarer geschicht geruben Euer Kaiserliche Majestet ihrer allerhöchsten vernunft nach , zu urtheilen , wie gegründet und sicher der in dem mehrberührten voto Evangelicorum angezogene Haagische bericht gewesen , woran verschiedene Protestirende Reichs Deputirte keinen theil zu nehmen uns gezeiget. Wie obnegründet im gegentheile seye , das man der Protestirenden Religions angelegenheiten von denen Tractaten mit Frankreich ganz und gar abge-

abgewiesen, und die selbe zu keiner zeit hören wollen. Wie vielmehr man ursach hätte, die Euer Kaiserlichen Majestet in ihren Bottschaften erwiesene ungebühr zu empfinden, und anzuziehen. Wie wenig demnach der Kaiserlichen Gesandtschaft den 30. Octobris gethane bezeugung beygemessen werden konte, was auf so vielfeltige zunöthigung die Frantzösische vorhero lang getrohet: und wie leicht danenhero nach so langem wetterleuchten der endlich erfolgte donnerschlag vorgesehen werden können. Was aber auch diese zu Regenspurg von denen Protestirenden gethane, und von denen Catholischen, obngeachtet ihrer hiesigen Collegarum und Deputatorum andern verfahrens mit dem ersuchen, das Euer Kaiserliche Majestet darauf allernüdigst reflectiren mögen, mitübergebene in allen Holländischen zeitungen, nahmenlich der Harlemer, von wort zu wort gedruckte, und vor die hinausschickung ausländischen Protestirenden gewiesene, von ihnen aber allergewissten berichte nach, wiederrathene beschwehrung gefruchtet, giebet die fernerweite Frantzösische erklärung Num. 5. mit mehrern zu erkennen. Sogern wir schließlich dieser verdriesslichen an- und ausführung überhoben gewesen, so sorgfältig wir uns auch gehütet, einige nicht wohl lautende personalia, und andere vorgegangene dinge, obwohl dar aufs die alhier in Reichs Sachen gehabte beschaffenheit besser hätte hervorleuchten können, einlauffen zu lassen; so wenig können wir uns enthalten, noch den umstand anzubangen, das obnangesehen Euer Kaiserlichen Majestet in allernüdigstem andenken ruhen wird, wer vor fast anderthalb jahren den ersten vorschlag bey der Conferenz zu Wien gethan, das die bey den Frieden schluß ruckständige contributiones getilget werden mögen, wie es auch dar

316 *Mémoires & Négociations*
 1697. *auf in die uns ertheilte Instruction, und von uns
 in unserer andwort auf das Frantzösische Project
 gesetzt; auch hernacher so oft gesucht worden,
 einige dannoch uns beyzumessen sich nicht ge-
 scheüet, das in dem Instrumento die Fruntzösi-
 sche Gesandtschaft die zeit auf die Ratification ge-
 stelt habe. Inmassen auch in dem Spanischen Fri-
 den geschehen. Solche freude haben einige leüte an
 Euer Kaiserlichen Majestet diener sich zu machen,
 wie auch bey anderen gelegenheiten erfabren zu
 haben man sich ohnschwer entsinnen wird. Euer
 Kaiserlichen Majestet allergerechtfamsten Kaiser-
 lichen gemüths sowohl als ihrer beharrlichen aller-
 höchsten gnade halten wir dannoch uns allerdings
 versichert, empfehlen auch darzu uns hiemit fer-
 nerweit allerdemütbigst, &c.*

TRADUCTION.

D E C R E T

*De la Commission Impériale, dicté à Ratis-
 bonne le 11. Février 1698.*

Comme sa Majesté Impériale a été informée
 par son Altesse son Commissaire Princi-
 pal, non seulement de la conclusion & très-
 humble Adresse, que les Ministres Ambassa-
 deurs & Envoyez des Elekteurs, Princes, &
 Etats assemblez ici lui firent duëment commu-
 niquer le 6. de Novembre, au sujet du suffrage
 commun, que ceux de la Confession d'Ausbourg
 avoient proposé à la Diète sur la clause concer-
 nant la Religion & annexée à l'Article quatriè-
 me de la dernière Paix, afin que sa Majesté Im-
 périale

périale y pût réfléchir : mais aussi de leurs très-humbles instances, qu'ils repetèrent le 30. de Décembre, pour en obtenir une favorable Déclaration. Sa Majesté Impériale n'auroit pas differé jusqu'à présent de s'expliquer sur la première conclusion & Adresse de la Diète, si Elle n'eut pas apperçû dans le susdit suffrage des Protestans, plusieurs griefs & plaintes contre son Ambassade en Hollande, dont Elle jugea nécessaire d'avoir préalablement une exacte information, laquelle étant arrivée, & donnant également à connoître tout ce qui s'y passoit de conforme, ou de contraire à l'Instruction de l'Empire, aux Traitez de Paix, au libre suffrage de la Diète & des Etats, & généralement au stile observé dans l'Empire, & tout le fondement qu'on puisse avoir de dire, que l'Ambassade Impériale n'avoit pas voulu entendre les Protestans pendant la Négociation, ni traiter de leurs Intérêts, sa Majesté Impériale ordonna de communiquer à la Diète Copie de ladite Relation de son Ambassade, car Elle se persuade, que, si les Electeurs, Princes & Etats avoient eû auparavant cette information de l'affaire, ils n'auroient jamais permis, qu'on fit ces sortes d'imputations & de plaintes contre l'Ambassade Impériale, qui ne servoient ni pour rendre meilleures les conditions de la Paix, ni pour affermir la bonne intelligence, qui doit être entre le Chef & les Membres de l'Empire. Pour ce qui est de la Déclaration, qu'on demande, sa Majesté Impériale souffrira toujours volontiers, qu'un chacun jouisse librement des avantages, que la Paix de Westphalie lui donne tant à l'égard de l'Ecclésiastique, que du polirique, & auroit même souhaité, pour empêcher toute

1697. méfiance & soupçon, que cette Paix fût rétablie sans aucun changement ; aussi est il notoire, que son Ambassade s'étoit puissamment opposée non seulement à la clause dudit Article quatrième, & à toutes les autres conditions contraires à la susdite Paix de Westphalie, & préjudiciables à l'Empire, mais qu'Elle avoit plusieurs fois par ordre exprès de sa Majesté, déclaré aimer mieux continuer la Guerre, n'ayant enfin consenti à la Paix, qu'après que les Députés & les autres Ministres de l'Empire l'avoient jugée si nécessaire, que la continuation de la Guerre leur paroïssoit dangereuse & impossible selon les conjonctures du tems. Et d'autant qu'on n'en pouvoit demander davantage, vû qu'on ne s'est départi en quelque sorte des Traitez de Westphalie, que du consentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, en considération des conjonctures fâcheuses exprimées même dans la Relation des Députés de l'Empire, & pour éviter un plus grand mal, de sorte même, que ceux, dont les Plénipotentiaires avoient refusé auparavant de signer la susdite clause, ont enfin trouvé à propos & par lesdites raisons, que cette Paix fut ratifiée simplement & sans exception ; la Majesté Impériale donne à juger aux Electeurs, aux Princes & aux Etats, si les conjonctures avoient pour le présent changé de face, & Elles s'attendent à leur bon conseil, & à leur conclusion, pour savoir en tout cas, & après la remontrance faite à Ryswick par les Ambassadeurs de France & alleguée dans la Relation de l'Ambassade Impériale Num. 5. en quels termes telle Déclaration pourroit être couchée pour satisfaire d'un côté aux plaintes de quelques Etats, & pour empêcher de l'autre, que la France n'y trouve à di-

dire, ou bien une nouvelle occasion de différer l'exécution du Traité, de retenir les Places, qu'Elle doit rendre, & de rompre même la Paix conclüe. Du reste sa Majesté Impériale se tiendra toujours aux Traitez de Westphalie dans les choses de l'Eglise & de Police, y maintiendra puissamment un chacun, & fera administrer la justice conformément à iceux, & sans aucune distinction de Religion. C'est ce que sa Majesté Impériale promet cependant aux Electeurs, aux Princes, & aux Etats, en les exhortant encore très-benignement à hâter leurs conseils, & à les diriger à cette fin, que la bonne intelligence soit conservée & continuée dans l'Empire, en y ôtant toute méfiance qui n'est ni de saison, ni fondée, & que la jouissance de la dernière Paix puisse être au plutôt assurée & affermie par une garantie effective, & constitution commune de tout l'Empire. Voila tout ce, que son Altesse le Commissaire Principal se trouve obligé de communiquer aux Ministres Ambassadeurs Envoyez des Electeurs, Princes & Etats, & qui demeure leur bien affectionné. Signé à Ratisbonne le 11. Février 1698. 1697.

(L. S.) FERDINAND Duc de Sagon,
Prince de Lobcowitz.



1697.

TRADUCTION:

R E L A T I O N

*De l'Ambassade Impériale de la Haye.*TRE'S. AUGUSTE EMPEREUR, ROI,
ET SEIGNEUR,

EN rendant très-humbles graces à votre Majesté de ce qu'Elle a bien voulu nous envoyer les conclusions de la Diète de Ratisbonne de 26. de Novembre, & du 3. de Décembre, avec leurs Postscripts & annexes, pour en avoir notre éclaircissement, nous nous flatons, que nous y aurions réussi sans peine, si l'on avoit spécifié toutes les transgressions, qu'on nous impute, des Traitez de Westphalie; mais comme on y dit en général, & nommément dans la première conclusion, que tout ce qui pendant la Négociation de la Paix à la Haye, avoit été mal observé par l'Ambassade Impériale dans la manière de traiter & de communiquer avec les Députés, ne devoit pas tirer à conséquence, & à préjudice pour l'Empire, ni être approuvé par votre Majesté: dans la seconde, que du commencement à Ratisbonne, & ensuite à la Haye par l'Ambassade Impériale les Traitez de Westphalie avoient été violez en plusieurs occasions & principalement par la manière de traiter avec la Députation de l'Empire: & finalement dans l'annexe intitulée le suffrage commun des Protestans, & adressée de la part de la Diète Impériale à votre Majesté, pour y faire réflexion, que

que la maniere dont l'Ambaſſade Impériale 1697.
avoit Traité la Paix entre l'Empereur, l'Empire & la France à Ryſwick, tant au commencement, que dans la ſuite & la fin de la Négociation, ne ſe trouvoit pas conforme en beaucoup de choſes, ni à la liberté des ſuffrages, ni aux Droits des Etats; ni au ſtile pratiqué dans l'Empire, ni à la teneur de l'Inſtruction, qui avoit été donnée de la part de l'Empire à la Députation, & confirmée même par votre Maieſté Impériale. Nous laifſons très-humblement à la grande prudence de votre Maieſté de juger d'ailleurs ce qu'Elle pourroit demander ſur cela à la Diète Impériale; cependant nous ne comprenons pas, comment on oſe dire, que notre maniere de traiter & de communiquer avec la Députation n'étoit pas conforme à l'Inſtruction d'icelle, ni aux Traitez de Weſtphalie, où pourtant les Directeurs Députez de ſon Alteſſe Electorale de Mayence, ne ſe légitimèrent, ſelon la coutume, auprès de l'Ambaſſade Impériale, que le 20. d'Octobre, & que la Députation, ſelon ſa propre Relation envoyée à Ratiſbonne, ne commença que le 30. d'Octobre, dans la nuit, & ſeulement deux heures avant la ſignature du Traité, qui étoit déjà mis au net; & cela à cauſe, que les Ambaſſadeurs de Bavière, de Saxe & de Brandebourg ne ſe purent pas plutot accorder avec les Députez de Mayence pour la préſéance; les premiers trouvant étrange & incongru, que des Ambaſſadeurs formels duſſent céder à de ſimples Députez; & les derniers la prétendant en qualité de Directeurs, & parce que de la part de l'Empire on n'avoit donné qu'un même caractère à tous les Députez; & on vit après, que dans la Ratification de cette

1697.

Paix signée par le Roi de France à Meudon on a suivi aussi l'ordre de la Députation. Ce Directoire Electoral de Mayence fit même difficulté de reconnoître pour Députés les Ambassadeurs de Saxe & de Brandebourg, parce qu'ils ne s'étoient pas légitimés d'abord à l'ouverture de la Députation; mais suivant notre avis, il en usa plus honnêtement avec eux, & se contenta, après avoir différé la Députation, d'accepter encore le Plein-pouvoir de ceux de Brandebourg, & une simple promesse de celui de Saxe de communiquer le sien dans la suite. Et c'est pour cette raison, que ce Directoire n'envoya aucune Relation formelle à la Diète Impériale, comme aux Commettans de cette Députation avant le 1. de Novembre, car nous n'en eumes aucune connoissance par des Adresses accoutumées & ordonnées même par l'Instruction de l'Empire. Ainsi & d'autant que l'Ambassade Impériale n'avoit ordre, que de communiquer dans les affaires de l'Empire avec la Députation & suivant l'Instruction donnée à celle-ci, & non pas avec des Etats particuliers ou avec leurs Ministres, & qu'Elle savoit d'ailleurs par les Traitez de Westphalie, & remontroit plusieurs fois d'Elle même: que l'Empereur en traitant de la Paix ou de quelque Alliance le doit faire en conformité des suffrages libres, & du consentement des Etats, & par conséquent des Etats assemblez en Diète, ou Députés de la part d'icelle, l'Ambassade Impériale auroit pû attendre, jusqu'à ce que selon la coutume, & la teneur de l'Instruction même, la légitimation fut faite & la députation ouverte, en sorte que dans un même lieu, selon le stile de l'Empire, & dans un Collège on eut pris des deliberations, & des conclusions dans les
for-

formes , & on les eut communiquées par des Adresses à l'Ambassade Impériale, qui encore qu'Elle ne pût rien concerter avec une Députation avant l'ouverture d'icelle , n'a pas laissé pourtant d'entendre volontiers ceux des Ministres, qui jugeoient à propos de lui proposer quelque chose , & de coucher même de concert avec eux les mots , qui concernoient l'intérêt de leurs Principaux ; ainsi du commencement jusqu'à la fin de la Négociation & même alors , quand pour profiter du tems nous étions autorisez , par une conclusion écrite , à tout faire , nous ne proposâmes ni n'accordâmes rien , qui ne fût préalablement & dans toutes ses circonstances communiqué aux Ministres de l'Empire ou à leurs Députés & Sous-Députés , qui nous vinrent trouver , ou que nous fîmes appeller pour cette fin , & avec qui nous délibérâmes de tout , & n'arrêtâmes rien que de leur consentement commun , & bien souvent sur leur demande particulière. C'est ce qui se voit par leurs remontrances & conclusions , qu'ils nous delivrèrent sous le nom des Ministres Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Electeurs , Princes & Etats , présens dans cette Ville , & plus amplement dans leurs Protocoles publics, d'autant qu'ils sont plus amples , que nos très-humbles Relations, qui pour la plupart n'ont pû être faites qu'à la hâte ; il est vrai , que nous n'avons jamais pû condescendre , quand on voulut soutenir dès le commencement , avant même que la Députation fût arrêtée à Ratisbonne , & plus qu'aucune assemblée de l'Empire ne s'étoit jamais avisée de prétendre , que toutes nos Négociations à l'égard de la Paix devroient préalablement être proposées dans l'Assemblée des Alliez , & particulièrement aux

1697. Ministres des Etats de l'Empire, vû que leurs Principaux avoient leur voix décisive par double droit, savoir en qualité d'Etat de l'Empire, & de Confédéré : que leurs suffrages seroient comptez également avec les notres, & que la conclusion faite selon la pluralité des voix ne pourroit plus être changée : que nous ne pourrions rien faire que de leur consentement, ni même demander par avance la Déclaration de France faite tant en Suède, qu'ici, selon le Registre des Résolutions de l'Etat du 3. de Septembre 1696. d'un rétablissement plus clair & moins borné des Traitez de Westphalie, auxquels votre Majesté Impériale est particulièrement tenue par sa Capitulation Impériale, & sur le pié desquels Elle a accepté & fondé la Médiation de Suède : mais que nous devrions acquiescer aux Preliminaires dictez-le 11. de Février 1697. & accordez par Eux, encore qu'ils ne le fussent jamais par votre Majesté ; nous ne pouvions pas concevoir non plus la raison de ce que dans les Conférences tenues sur des affaires de l'Empire entre l'Ambassade Impériale, représentant le Chef, & entre les Ministres des Etats, qui sont proprement de la Députation, quelques Electoraux de ces derniers vouloient être Traitez comme Ambassadeurs. & avoir la préséance chez les Impériaux, ou faire venir ceux-ci en un lieu tiers, où pourtant le droit est si notoire, & qu'on leur a montré par des exemples modernes, que dans routes les Assemblées Capitulaires & autres, le Chef conserve toujours la place. Nonobstant cela, nous offrimes toujours, & hors ces sortes d'Assemblées, de donner à un chacun ce qui lui appartient, & nous ne manquâmes pas ni chez nous, ni à Ryswick avant notre Conférence avec

avec les François, durant icelle & par après, de leur communiquer tout, ſoit de bouche, ou par écrit, & d'en délibérer avec eux, quoi que le terme racourci par les François, & le délai de l'ouverture de la Députation empêçaſſent de tenir de ces longues consultations pratiquées dans une Diète ou Députation, de drefſer des Décrets formels de Commiſſion & d'attendre là-deſſus une acception par écrit, & que d'ailleurs l'aſſemblée de Ryſwick n'étoit pas fréquentée de tous avec une aſſiduité égale & irréprochable. De plus nous nous laiſſâmes, à la perſuaſion de quelques Miniſtres des Princes de l'Empire, induire pluſieurs fois d'expoſer à la cenſure de tous les Alliez devant que de porter à la Médiation de Suède, des choſes qui ne concernoient que votre Majeſté Impériale, & dont Elle nous avoit ordonné les termes, encore que pas un d'eux en uſât ainſi envers nous, ni même après leurs affaires faites; & c'eſt pour cela, que nous n'apprîmes la plûpart des choſes que par après & comme en paſſant, ou par le moyen des Conférences tenuës avec les François. L'on voit ceci plus clairement par pluſieurs circonſtances, particulièrement par l'incluſion de Brandebourg, & des Villes de Breme & d'Emden, faite dans les Traitez d'Angleterre & de Hollande, dans un tems où vòtre Majeſté Impériale & l'Empire ſe trouvoient encore enveloppez dans la Guerre, & par ce qui étoit en même tems diſputé à l'occaſion du Pays d'Arguyn en Afrique, poſſédé par l'Eleſteur de Brandebourg. Vòtre Majeſté même nous a déjà reproché, quoi que, ſelon ſa clémence ordinaire, avec beaucoup de douceur, & ordonné de reprocher à d'autres des choſes, qui ſe ſont paſſées ici, qui ſont également

1697. ment contraires à la teneur de l'Alliance, & à la dignité Impériale, & dont l'antiquité même ne fournit point d'exemple. Quant à la manière de traiter, nous avons crû n'y pouvoir manquer, quand, suivant la Lettre de l'Instruction de l'Empire. le stile qui y est pratiqué. & l'avis même de plusieurs Ministres des Etats de l'Empire, nous proposâmes toujours à l'Ambassade de France, par la Médiation ou autrement, tout ce que le Directoire de Mayence, ou les Sous-Députez nous avoient apporté à cette fin, nous en délibérâmes avec eux, nous ne résolûmes que de leur avis commun, à quoi on s'en tiendroit, & nous signâmes la Paix faite & conclûe de cette manière, conjointement avec la Députation, comme il se voit par la fin du Traité. Pour le reste nous avoûons, que par le présent Traité plusieurs choses de la Police Civile, ont été accordées autrement que par celui de Westphalie; & nous savons aussi, que quelques-uns ici, soit par malice ou par ignorance, nous ont imputé & même à vôtre Majesté Impériale, très-faussement & d'une manière rude & indécente, comme si nous étions présentement d'accord avec les François, & comme si ce n'étoit que supercherie, que tout ce que nous leur en avons dit & déclaré par des Récrets de vôtre Majesté, qu'Elle aime mieux continuer avec eux la Guerre, que de laisser Strasbourg aux François, & de consentir à de pareilles conditions désavantageuses; mais il est constant aussi, & l'effet le demontre, que les Ministres de l'Empire voyant qu'il n'y avoit plus rien à obtenir des François, nous ont obligé d'y acquiescer; de sorte que tout ce que nous avons Traité en général & en particulier, a été fait de leur sçu, & de leur

leur conſentement , & même ſur leurs grandes instances & empreſſemens , principalement 1697.
 quand ils virent L'Empire abandonné des autres Alliez : & quand , ſelon l'opinion de quelques uns, nous perſiſtames trop à demander une Déclaration des Préliminaires plus claire ſur le réta- bliſſement de la Paix de Weſtphalie , & quand enſuite nous fîmes un peu plus de difficulté qu'ils ne ſouhaitoient , de nous accommoder des points dictéz le 11. de Février , & dans la reſtitution de la Ville de Strasbourg , de nous con- tenter de l'état d'occupation d'icelle , pluſieurs Miniſtres de l'Empire & Etrangers prirent tout cela pour un prétexte recherché de nous tour ex- près pour en retarder la concluſion de la Paix , & pour faire continuer la Guerre , & ils nous le reprochèrent , & d'autres prétendues ſuperche- ries , avec des paroles aſſez dures , en nous me- naçant même , qu'en cas d'un plus grand retar- dement , ils ſ'afſiſteront eux-mêmes , & finale- ment , que ſuivant l'exemple de ceux , qui n'é- toient pas encore tant preſſez qu'eux , ils ſe fe- ront comprendre dans les Traitez d'Eſpagne , d'Angleterre , & de Hollande , comme on le leur avoit déjà offert. Quant aux plaintes par- ticulières des Miniſtres des Proteſtans à Ratis- bonne , où ils diſent , que ſelon de certains avis de la Haye , par la manière , dont l'Ambaſſade Impériale avoit Traité la Paix entre l'Empereur , l'Empire & la France , & qui tant au commen- cement , que dans la ſuite & la fin de la Négocia- tion n'avoit pas été conforme en beaucoup de choſes ni à la liberté des ſuffrages , ni aux Droits des Etats , ni au ſtile pratiqué dans l'Empire , ni à la teneur de l'Inſtruction , qui avoit été don- née à la Députation de la part de l'Empire , &

1697. confirmée par vôtre Majesté Impériale, les Etats - Protestans se trouvent principalement offensez de ce que bien loin de traiter de l'Intérêt de leur Religion, on n'a pas voulu seulement les y écouter, ni admettre leurs remontrances, ni en donner quelque Déclaration par écrit pour la Médiation, & qu'on s'est formalisé même de leurs si justes demandes, d'où il est arrivé, que la clause en question, de l'Article quatrième, & si préjudiciable à la Paix de Religion dans l'Empire, a été proposée par l'Ambassade de France dans un tems où les Protestans avoient à grand peine encore quelques heures de reste, pour se résoudre. C'est ce qui n'auroit pû arriver, si l'on avoit traité, dès le commencement, de l'Intérêt de leur Religion avec les François. Nous ne desavouons pas, que quand au mois de Mai on commençoit à former les prétensions de vôtre Majesté, & le mois suivant à conférer Article par Article, ce qui se discontinua pourtant avant qu'on sortit du premier, nous ne jugeâmes pas à propos d'insérer dans nôtre projet de l'Article 3. que nous communiquâmes aux Ministres de l'Empire, les mots : *in Sacris & Profanis*, pour la restitution que nous demandâmes de la Paix de Westphalie, parce que le rétablissement absolu & entier de ladite Paix s'étend également en toutes choses, pour tout tems, & surtout ce qui doit être rendu à l'Empire en conformité d'icelle, & qu'il seroit d'autant plus superflu d'en demander le consentement des François, qu'on leur donneroit plutôt occasion, d'y faire quelques exceptions. Il nous sembla même pour lors, que plus d'un Ministre des Protestans avoit approuvé nôtre proposition, & que quelques autres insistoient, plutôt à la per-
sua-

ſuaſion des Etrangers, qui ſont d'une même Religion avec eux, que de leur propre mouvement: La-Médiation de Suède même & ſon Plénipotentiaire pour le Duché de Brême ne trouvèrent pas après à propos d'alleguer d'autre raiſon que de dire que l'un valoit l'autre, quand au lieu des mots: *Reſtituatur Ducatus Bipontinus ad normam Inſtrumenti Pacis Weſtphalica tam in Politicis quàm in Eccleſiaſticis cum annexis*, qu'ils avoient mis auparavant dans l'article de Deux ponts, qu'ils nous donnèrent pour le porter aux François, ils ſouffrirent par après du changement ſans nôtre communication, & ſe contentèrent, de gré ou de force, de ces ſeuls mots *ad normam Pacis Weſtphalica*, qui ſe trouvent préſentement exprimez dans l'Article 9. du Traité de Ryſwick. Cependant après avoir lû l'Inſtruction de l'Empire, & que quelque Miniſtres Proteſtans ſe furent chargez de répondre du tout, nous ne manquâmes pas d'inſérer par deux fois les ſuſdits mots dans notre réponse aux Articles 3. 4 & 5. du Projet des François, que nous avions dreſſée en conformité des avis des Miniſtres de l'Empire, que nous leur renvoyâmes encore le 1. d'Août pour y délibérer, & que nous ne portâmes aux François que le 5. dudit mois d'Août: *In ſacris & profanis plenè executioni mandetur, &c. quæ nullâ ex cauſâ ſeu ratione in Eccleſiaſticis vel Politicis à Rege Chriſtianiſſimo mutata ſeu innovata ſunt, aboleantur ac redintegrentur, &c.* nous ajoutâmes auſſi conjointement avec les Miniſtres de l'Empire, & ſur leur demande, le mot *Catholica* aux Articles 15. & 16. & nous reperâmes enſuite l'un & l'autre dans notre premier Projet de Paix, que nous fumes contraints d'abrégér dans le commencement d'Octobre.

1697.

Il est vrai que les Ministres des Protestans proposèrent le 7. d'Octobre dans l'Assemblée commune de ceux de l'Empire, & que deux Plénipotentiaires des Princes nous demandèrent ensuite à Ryswick d'ajouter ceci à l'Article troisième : *ita ut jam dicta Pax Westphalica, una cum insectis postea recessibus executionum in suo robore firmiter permaneat, & contra perpetuam hanc Imperii legem fundamentalem, ac singulos ejus Articulos, in specie quo ad Ecclesiastica contra Articulos 4. 5. in iisque passim determinatum annum 1624. & respectivè statum, qui fuit immediatè ante motus Bohemicos, nulla exceptiones vel limitationes locum habeant, imò verò omnes, quæ durante hoc bello in Terris ad Romanum Imperium quocunque modo spectantibus, & eidem per hanc Pacem restituendis, irrepsérunt novitates, de quibus Articulus specialis restituendorum ad Protocollum Excellentissimi Domini Mediatoris exhibebitur, protinus removeantur, in Politicis verò ea tantummodò admittantur mutationes, de quibus in hoc Tractatu expressè conventum est : & à l'Article sixième touchant la restitution de Strasbourg : *concedit quoque sua Christianissima Majestas non tantum prædictæ Civitati Argentinenfi, sed omnium locorum ab Imperio sibi vindicatori incolis liberum Religionis exercitium cum annexis, quo ante sub Imperio gavisi sunt, liberrimamque fruitionem, reddituumque omnis generis, quocunque nomine veniant : Mais outre que nous avons grande raison de nous tenir, autant qu'il étoit possible, à la lettre de l'Instruction de l'Empire, & de ne retarder pas davantage une Négociation, dont le terme étoit si court, ni de la rendre plus difficile par des choses nouvelles & particulières, qui n'y appartiennent pas, ou qui.*
se*

se trouvent déjà suffisamment comprises dans le Projet général & que nous ne savions pas si l'on s'y pouvoit engager davantage, la Liste des restitutions à faire en matière de Religion n'étant pas encore prête, mais seulement promise par les Protestans, & si on en pouvoit demander quelque éclaircissement aux François, & embarasser ainsi encore la Négociation par une répétition de la restitution du recès d'exécution de Nuremberg, qu'ils avoient tant de fois refusée; nous ne pouvions que remettre tout ceci à la délibération des Ministres de l'Empire & à leur conclusion & formule, parce que dans les remontrances des Ministres Ambassadeurs & Plénipotentiaires Assembles ici de la part des Electeurs des Princes, & des Etats de l'Empire, que le Directoire de Mayence nous communiqua le 9. Octobre 1697. nous trouvâmes au nombre 3. ces mots : *adstribatur adhuc ab hoc Articulo, usque dum Status Catholici super monito Protestantium ad Directorium dato in deliberatione desuper habenda de certo quodam conclusio convenerint*; & à l'Article de Strasbourg les mots suivans : *In hoc articulo Status Evangelici omni meliori modo recomendarunt constitutionem Religionis suæ in civitate Argentoratensi, opemque Catholicorum impetrarunt qui resolutionem suam adhuc reservarunt, donec desuper consultationem instituendam habuerint* : mais bien loin de former & de nous donner une telle conclusion commune, quelques uns des Ministres Catholiques demandèrent tant en raillant que sérieusement aux Protestans, s'ils avoient bien assisté ci devant à Munster & à Osnabrugh les Catholiques, pour leur conserver l'exercice de la Religion Catholique observé depuis plusieurs siècles, & les biens

1697.

biens destinez à cèt usage, s'ils avoient pour lors mieux aimé continuer la guerre contre la France & la Suède, que de permettre que les Catholiques en fussent frustréz. Ils ajoutèrent seulement qu'on ne pretendoit pas ôter aux Protestans les Eglises bâties par eux ni les biens dont ils les avoient dotées : & quelques Ministres Catholiques en particulier nous donnerent à connoître qu'ils souffriroient, que nous demandassions la liberté de conscience pour ceux de Strasbourg, afin qu'on ne leur y fit aucune violence. Nous fûmes d'ailleurs fort touchés, aussi bien que quelques Protestans mêmes, de voir la demande faite des Catholiques & des Protestans pour tâcher après cèt Article arrêté, d'insérer encore dans le Traité un Article projeté en secret de la part des Protestans, & par où on pretendoit ne s'adresser ni à vôtre Majesté Impériale, comme au Souverain & unique Chef & Protecteur de l'Empire & Exécuteur de la Paix; ni à ceux dont il est parlé dans l'Article 5. *Conventibus. 50. & dans l'Article 16. §. imprimis quidem Imperator*, & dans les suivans du Traité d'Osnabrug : mais d'en autoriser d'autres, & de leur transférer tout pouvoir par ces mots : *omnes & singulos juxta Westphalicam & presentem Pacem restituendos protegendis, & intra spatium quatuor mensium à publicatione Instrumenti Pacis computandorum, sublati & rejectis omnibus exceptionibus, nudâ facti possessione inspectâ purè restituendi, & executionem peragendi*; en y ajoutant : *quod si quis restitutioni & executioni repugnaverit, eamque impediverit, aut restitutam de novo turbare, aut planè destituere tentaverit, sive Clericus, sive Laicus sit, penam fractæ Pacis ipsò jure & facto incurrat*, L'on y pou-

voit.

voit comprendre ſans peine , encore que les Catholiques en particulier n'y vouluffent pas paroître , que ſi on réuſſiſſoit une fois en ceci , on ne tarderoit guères de pourſuivre cet exemple , & de renverſer l'autorité Impériale , & enſemble toute la conſtitution intérieure dans l'Empire , ſans parler ici d'autres conſéquences qu'on pourroit tirer de cette affaire. Toutefois quand la Médiation de Suède en examinant le 10. & 11. d'Octobre , nôtre Projet de Paix , déclara publiquement & par deux fois , que les deux parties pourroient trouver de la difficulté ſur l'Article troiſième , puisqu'Elle avoit encore à faire une remonſtrance de la part des Proteſtans , qui n'étoit pas achevée : car les Proteſtans mêmes n'en étoient pas d'accord entr'eux : mais qu'elle attendoit en peu de tems , les Ambaſſadeurs de France lui dirent qu'encore qu'ils ne puſſent répondre à une choſe avant qu'elle fut propoſée , ils conſeilleroient cependant aux Proteſtans , de n'en rien faire , pour ne pas donner occaſion de leur faire en échange des déclarations & des conditions peu favorables. L'Ambaſſade de France ne ſouffrit non plus dans le Projet de Paix aucune claufe au ſujet de la Ville de Strasbourg & des autres places demeurant à la France , n'y accorda que la liberté de retraite que nous avions demandée , & une promeſſe de bouche qu'on n'y feroit aucune violence dans les affaires de Religion , & rejeta généralement tout ce qui ſembloit faire la moindre reſtriſtion. Cette Ambaſſade de France dit poſitivement le 15 d'Octobre & repeta par après quand nous lui lûmes en préſence des Médiateurs , & donnâmes par écrit le nom , qui nous avoit été conſigné par le Plénipotentiaire du Duc de Wolfenbutel , touchant
les

1697.

les Canonicats à Strasbourg réservez aux Protestans par le Traité de la Paix de Westphalie : qu'un Chanoine Luthérien paroîtroit un Monstre en France, & par conséquent aussi à Strasbourg ; & elle s'expliqua une autre fois au sujet de l'Article 16. que Son Roi ne savoit pas, non plus qu'Elle, qu'aucun bénéfice Ecclésiastique pût être donné à d'autres qu'à des Catholiques, & qu'ainsi le mot *Catholica* étoit par tout inutile, & en effet on fut contraint de l'effacer malgré toute opposition. Elle prétendit ensuite le 22. d'Octobre, lors que nous examinâmes derechef avec Elle nôtre Projet de Paix, effacer pareillement les mots : *in Sacris & Profanis*, qui se trouvoient encore dans l'Article troisiéme, mais Elle les y laissa enfin sur nos instances, & se contenta de dire, en présence des Mediateurs, pour raison de cette condescendance, que ces mots-là étant suivis de ceux cy, *nisi quatenus nunc aliter expresse conventum fuerit*, ne pourroient aucunement préjudicier à la clause, qu'Elle méditoit de faire en matière de Religion, & qu'Elle s'étoit réservée expressément plus d'une fois. Tout ceci se fit de la manière, que nous venons de dire, en présence des Mediateurs, qui sont de la Confession d'Ausbourg, ou par eux-mêmes, & nous ne manquâmes jamais, soit après, soit pendant nos conférences, où quelqu'un de nous se levoit tout exprès pour aller trouver les Ministres de l'Empire dans leur appartement, de communiquer exactement tout ce qui s'y passa, & lesdits Ministres de l'Empire le marquèrent d'abord & l'écrivirent si ponctuellement que nous ne fîmes pas difficulté, de le tirer par après de leurs Protocoles & de leurs relations pour nôtre

tre

tre usage , & de prendre des Copies de ce que le Directoire Electoral de Mayence leur avoit dicté, & qui pour la plupart étoit beaucoup plus circonstancié , que nos très humbles rapports que nous fîmes à votre Majesté dans l'embarras de nos autres occupations , & où toutes choses n'étoient pas toujours bien comprises de nous tous. L'affaire de la Déclaration que nous refusâmes de faire au Protocole des Médiateurs & de notre emportement , comme on dit , dans le suffrage commun des Protestans , se réduit proprement à ceci : quand l'après midi du 29. d'Octobre sur nos instances & sur celles des Ministres de l'Empire , les Ambassadeurs d'Espagne , d'Angleterre , & de Hollande comparurent avec nous à Ryswick , pour tâcher d'obtenir davantage en ces choses qui avoient été déjà plusieurs fois proposées , mais pas encore ajustées & que ceux des deux dernières Ambassades avec quelques Ministres Protestans de l'Empire passerent tout le tems jusqu'à 7. ou 8. heures du soir à aller & venir de la Chambre des Médiateurs , nous pressâmes également tant ceux-là que les Médiateurs de passer dans ce peu de tems qui restoit encore , leurs offices promis ou de nous donner ce tems pour continuer notre conférence , & pour y achever l'Article difficile du Palatinat : & qu'au paravant les Alliez demanderent d'en conférer avec nous , les Ambassadeurs d'Angleterre , & de Hollande entrèrent dans la Chambre des Médiateurs & en y demeurant debout , hormis le Comte de Pembroke , qui restoit auprès du feu & le second Médiateur qui s'appuyoit sur un siège , ils commencerent à parler des choses en question, & avant que nous y répondissions, celui de Saxe le Sieur de Bose , ceux de Brandebourg

1697.

bourg le Sieur de Schmetau & le Baron de Dankelman, le Sieur Kulpis de Wirtemberg, & quelques autres Ministres y vinrent aussi, & se postèrent vis à vis de Nous. Le Comte de Bonde premier Médiateur & Ambassadeur de Suède nous dit d'abord au nom de tous les autres, que les Protestans ayant trouvé la clause comprise dans le Nouveau Traité, demandoient pour leur sûreté, & tranquillité une Déclaration de nous, portant que touchant leur Religion, votre Majesté feroit toujours observer & executer rigoureusement les Traitez de la Paix de Westphalie, la Capitulation de son Election, les recès d'exécution de Nuremberg & toutes les autres loix de l'Empire; & comme nous marquâmes notre étonnement sur des demandes si extraordinaires & faites par des paroles si dures, vû principalement que l'observation de la Capitulation & des loix continuées exactement par votre Majesté étoit notoire dans l'Empire, & que d'ailleurs ce n'étoit pas ici le lieu ni le tems de nous en demander de nouvelles assurances & Déclarations, le second Médiateur Suédois, & après lui le Sieur de Schmetau prit la parole & en présentant le nombre 1. n'en desista point jusqu'à ce que Monfr. le Comte de Caunitz l'eusse lu, un Ambassadeur étranger se leva de son chef & apporta au milieu de notre cercle un guéridon avec la chandelle; mais comme je remarquai leur maniere d'agir si peu conforme à ce qu'ils doivent au caractère d'une Ambassade Impériale & que je considérai d'ailleurs le peu de tems & d'heures, qui nous restoit pour notre négociation, & principalement les soupirs que tant d'ames pouissoient instantment au Ciel pour une prompte conclusion, je mis ledit nombre 1. sur le guéridon, & après leur
avoir

avoir dit & repeté que dans le tems où les autres
avoient déjà leur Paix faite, ou leur inclusion
dans celle des autres, personne ne pourroit trou- 1697.
ver mauvais, que nous songions aussi à la con-
clusion de celle de votre Majesté Impériale & de
tout l'Empire, sans nous laisser amuser ou em-
pêcher par des choses qui ne sont ni de saison,
ni de ce lieu ci, je m'en allai dans la Chambre
des Conférences, où un moment après, les
Médiateurs & les Ambassadeurs de France se
rendirent aussi : on y recommença l'affaire du
Palatinat, & les François demandèrent quel-
ques changemens dans l'Article séparé; conve-
nant avec nous, que moi le Baron de Seillern
pour y travailler plus à mon aise & plus promp-
tement que dans cet embarras d'autres discours,
je me retirasse dans un des appartemens des
Médiateurs qui étoit le plus proche. Cepen-
dant les Ambassadeurs de France exposèrent
l'ordre de leur Roi pour ajouter à l'Article qua-
trième la clause qui concerne la Religion, &
plus les Médiateurs s'y opposèrent plus les
Francois y insistèrent, voulant ainsi à l'exem-
ple des autres montrer leur zèle pour leur an-
cienne & véritable Religion. Tout ce que nous
opposâmes aux François, dans le dessein de con-
server l'union dans l'Empire, ne servit de rien :
nous demandâmes ou qu'on voulût omettre cet-
te clause, & renvoyer cette affaire à votre Ma-
jesté Impériale, pour être accommodée par
Elle & par les Protestans à la satisfaction des
deux parties : ou qu'on se contentât de proposer
selon les ultérieures instances des Protestans,
cette clause le lendemain & d'en faire la res-
triction aux Eglises seulement qui étoient bâties
& fondées par les bienfaits & les largesses du

1697.

Roi de France, ou finalement qu'on voulût également accorder que la Religion demeurât dans l'état où elle se trouve présentement tant dans les places de l'Empire, qui resteroient à la France, que dans celles qui seroient rendues par cette Paix, à l'Empire. L'Ambassade de France répondit simplement qu'elle avoit des ordres contraires du Roi, dont Elle n'oseroit pas s'éloigner. & que par la restriction de ladite clause, il sembleroit qu'on voulût séparer un cheveu en quatre parties, voulant dire que la chose étoit si petite de soi même, & de si peu de conséquence. Les Médiateurs n'y réussirent pas mieux, quand ils repetérent leurs premières instances & offices, tant de leur chef qu'au nom des Anglois & des Hollandois; de sorte que pas un d'eux n'en voulut plus parler à l'Ambassade de France, laquelle défera pourtant aux instances que nous lui fîmes à la pressante sollicitation des Médiateurs, & consentit un moment devant la lecture & la signature du Traité de Paix, que les Deputez Protestans n'ayant pas des ordres de leurs Principaux pourroient ou signer présentement la Paix avec la clause, & réserver aux Principaux le droit d'acceptation d'icelle: ou différer entièrement la signature, & jouir pourtant des effets de la Paix, pourvû que leurs Maîtres l'acceptassent ensuite par une déclaration à faire ou ici, ou à Ratisbonne & dans le tems marqué pour la ratification: & qu'en refusant de l'accepter dans ledit tems ils demeureroient dans la guerre, & qu'en ce cas là on effaceroit l'Article de Brandebourg dans les Traitez d'Angleterre & de Hollande, & on le déclareroit nul & de nulle force, ou plutôt qu'il le seroit dès à présent. Nous conjointement
avec

avec les Ministres de l'Empire, contents que nous étions de la première partie, trouvant de la difficulté à coucher par écrit & à signer cette déclaration pour n'en pas approuver la fin; ainsi nous nous contentâmes du consentement desdits Ministres que les Médiateurs en fissent l'insertion dans leur Protocole; & ce fut alors seulement que nous consentîmes que ladite clause de Religion, que nous combatîmes jusques-là, fut ajoutée à l'Article quatrième du Traité qui étoit déjà écrit au net; & comme nous rapportâmes aux Ministres de l'Empire tout ce qui en étoit convenable à notre commun intérêt, nous ne pûmes pas empêcher les François, qui étoient présents, de dire en confirmant notre discours encore ce qu'il y a de contraire à notre intérêt. Le Traité de Paix fut ensuite signé de nous, de l'Ambassade de France, de tous les Députés Catholiques de l'Empire, & entre les Protestans, seulement de ceux de Wirtemberg, des Comtes de Wetteravie, & de la Ville de Francfort; mais le Certificat des Médiateurs sur la susdite déclaration des François ne fut pas encore formé & couché selon la teneur des incluses suivantes. &c. Sur ce récit véritable des choses, qui sont connues ici à tout le monde, votre Majesté Impériale aura la bonté de juger, selon sa grande prudence, si la relation venue de la Haye, & alléguée dans le suffrage commun des Protestans, n'est si certaine, & comme on l'a voit bien voulu débiter, & à laquelle pourtant plusieurs Ministres Protestans de l'Empire nous assent ici ne prendre aucune part. Et votre Majesté trouvera d'un côté mal fondé ce qu'on nous a voulu imputer, comme si on avoit refusé d'écouter les Protestans, pendant toute la négocia-

1697.

tion & de traiter de l'Intérêt de leur Religion avec les Ambassadeurs de France, & de l'autre côté qu'on auroit plutôt sujet de faire une déduction, & de se ressentir de toutes les irrévérences commises ici contre votre Majesté Impériale en la personne de ses Ambassadeurs; & comme on ne nous peut nullement accuser de ce qui se passa le 30. d'Octobre en exécution des menaces que par plusieurs importunités on s'étoit attirées des François; ainsi auroit-on pu aisément prévoir par les bruits & par les éclairs continuels de leurs paroles la foudre qu'ils lancerent en effet. On voit d'ailleurs & par une Déclaration ultérieure des François jointe ici sub n. 5. le peu de fruit qu'on a produit par toutes les plaintes & par tous les griefs que les Protestans ont fait à Ratisbonne, & que les Catholiques, nonobstant que leurs Collègues & Députés ici en aient usé autrement, ne laissèrent pas d'adresser conjointement avec lesdits Protestans à votre Majesté Impériale pour y pouvoir faire réflexion, & dont on a fait l'insertion de mot à mot dans toutes les Gazettes de Hollande, & notamment dans celle de Harlem; c'est ce qu'on avoit montré même à des Ministres Etrangers, qui sont de la Religion; & qui selon nos avis certains, ne conseillèrent pas qu'on en fit plus de bruit. Nous aurions bien souhaité d'être dispensés de faire une déduction si fâcheuse, de même que nous n'avons garde d'insérer aucune chose qui pût choquer personne, encore que la conduite qu'on a tenue dans la négociation des affaires de l'Empire, en eut été mieux expliquée; toutefois ne saurions-nous nous empêcher de dire encore cette circonstance, que bien qu'il soit constant & que votre Majesté Impé-

riale

riale même s'en souviendra sans peine par qui, dans la conférence de Vienne la première proposition fut faite, il y a environ un an & demi, d'abolir dans la conclusion de la Paix toutes les contributions, & les arrérages d'icelles, qu'il fut ainsi ordonné dans l'Instruction, qu'on nous avoit donnée, que nous l'insérâmes expressément dans nôtre Réponse faite au Project des François, & que nous en fîmes des instances tant de fois, il y en a pourtant quelques uns d'assez téméraires, que de nous imputer uniquement ce que les Ambassadeurs de France avoient par leur Traité étendu le tems de lever les contributions jusqu'à la Ratification de la Paix, de la même manière, qu'ils ont fait dans leur Traité de Paix avec l'Espagne. C'est ainsi, que quelques uns se font un plaisir, d'en vouloir aux Serviteurs de vôtre Majesté Impériale, comme on l'a vu aussi en d'autres rencontres, & qu'on s'en souviendrait aisément. Sur quoi nous assurant de la justice des sentimens Souverains de vôtre Majesté, & de la continuation de ses grâces Impériales; nous nous y soumettons très humblement, &c.



1697.

M E M O I R E

De Monsieur le Baron de Heeckeren,
 Envoyé de leurs Hautes Puissances,
 & du Sr. Resident Rumpf: présentée à
 Sa Majesté le Roi de Suede, au sujet
 des Troupes Suedoises que les Sci-
 gneurs Etats Generaux vouloient con-
 gedier. A Stockholm le 2. Octobre 1697.

S E R E N I S S I M E, &c.

QUandoquidem Articulis 5. & 7. Conven-
 tionis Holmensis anno 1688. de numero
 sexies mille quaddraginta octo hominum, a
 Regia Serenissima Majestatis defuncto Parente
 Gloriosissima Memoria, Celsis ac Præpotentibus
 Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii
 coucesso, cautum est, ut, quando Celsitudines
 Eorum hoc milite amplius opus non haberent,
 eum Regia Serenissima Majestati vicissim offerre
 tenerentur, & si eum recipere nollent Regia Se-
 renissima Majestas, Dominis Ordinibus Gene-
 ralibus liberum foret, eum Sacramento absolue-
 re, & dimittere, modo Regiam Serenissimam
 Majestatem eâ de re, tres menses, antequam
 ad dimissionem procedant, certiorum faciant, &
 Domini Ordines Generales, bello jam confecto &
 Pace cum Gallia Coronâ restaurata, has &
 alias copias missas facere statuerunt; Idcirco
 Nobis Infrascriptis, Plenipotentiaro & Resi-
 denti expresse demandatum est, ut Regia Se-
 renissima Majestati hanc Dominorum Nostrorum
 Principalium intentionem de demittendis dictis
 copiis,

copiis, perofficose, & eâ, quâ par est, animi
observantiâ significavimus & infimul petere-
mas, velit Regia Sôrenissima Majestas quan-
tocius fieri potest, declarare, utrum supradictas
copias recipere. Ei placeat, an verò Dominis
Ordinibus Generalibus eas dimittere integrum
erit; quoniam hyberno instante tempore, neces-
sarie præparaciones adhibenda, & mandata
danda erunt, ut omnia debito, Pactisque con-
gruo modo exequantur. De Cætero Serenissi-
me &c. Dabuntur Holmiæ d. ⁶/₁₆ Octobris 1697.
Signatum erat

W. Baro de Heckeren.

C. C. Rumpf.

TRADUCTION.

*Memoire de Monsieur le Baron de Heckeren,
Envoyé de leurs Hautes Puissances & du
Sr. Resident Rumpf: présentée à Sa Majesté
le Roi de Suede, au sujet des Troupes Sue-
doises que les Seigneurs Etats Generaux
vouloient congédier. A Stockholm le ⁶/₁₆
Octob. 1697.*

SIRE,

Comme dans le traité de Stockholm en
1688. article 5. & 7. au sujet des six
mille quarante huit hommes que feu Sa Ma-
jesté le Roi Votre Pere de glorieuse Memoire
donna à leurs Hautes Puissances les Etats Ge-
neraux des Provinces Unies, il a été conve-
nu, que lorsque leurs Hautes Puissances n'au-

1697. roient plus besoin de ces Troupes, Elles seroient tenuës de les représenter à Votre Majesté, & que si Vôtre Majesté ne vouloit pas les reprendre, il seroit libre à Leurs Hautes Puissances de les decharger de leur serment & de les congédier, pourveu qu'Elles le fissent savoir à Votre Majesté trois mois avant de leur donner congé: Comme donc la paix avec la France vient d'être retablie, Leurs Hautes Puissances ayant resolu de congédier les susdites Troupes avec encore d'autres, ont expressement ordonné à Nous sousignez Plenipotentiaire & Resident, d'insinuer à Votre Majesté avec toute la veneration qui lui est deuë, l'intention de Nos Seigneurs & Maîtres au sujet du congé desdites Troupes, & de supplier en même tems très humblement Votre Majesté d'avoir la bonté de s'expliquer le plutôt qu'il se puisse, s'il lui plait de reprendre les susdites Troupes, ou bien si Leurs Hautes Puissances pourront les congédier; Puisqu'il sera besoin à cause de l'hyver qui approche, de faire des preparatifs necessaires & de donner des ordres pour que tout se puisse executer au gré du Traité. Fait à Stockholm le 1^{er} Octobre 1697.

Signé,

W. Baron de Heeckeren.

C. C. Rumpf.



RE.

R E P O N S E

De Sa Majesté le Roi de Suède au Me-
mire de Monsieur le Baron de Hecke-
ren Plenipotentiaire, & du Sr. Constan-
tin Rumpf Resident des Seigneurs
Etats Generaux des Provinces-Unies.
Faite à Carlsberg le 12 Octobre 1697.

PErcepit Sacra Regia Majestas e libello me-
moriali, die 7. hujus mensis sibi exhibito;
celsos ac Prapotentes Dominos Ordines Generales
non amplius opus habere copiis militaribus, quas
a sua Majestate anno 1688. acceperant, ideo-
que expetere, ut eadem quantocius mentem suam
declaret, utrum eas restituere an dimittere velit;
Ad ea Regia Majestas amice respondendum
duxit, cum cautum sit pactis, quod Domini Or-
dines Generales hunc militem ita habitum &
munitum, qualem acceperant, restituere, nu-
merum deficientem 18. imperialibus, in singula
capita numeratis, supplere, plenaque stipendia
antequam dimittatur Eidem solvere teneantur,
se proinde non posse, nisi prius accepta de harum
Copiarum presenti statu pleniore Notitia, suam
sententiam de earum retentione vel exauctoratio-
ne explicare, effecturam tamen, ut Domini Or-
dines Generales intra prefinitum trium mensium
terminum de eadem reddantur certiores. Interca
sperat Regia Majestas Dominos Ordines Ge-
nerales condignam habituros esse rationem diu-
turna & laboriosa ab his copiis militaribus sub
eorum signis exacta militia, nec dubitat, quin

1697. *Dominus Plenipotentarius & Dominus Residen-
id ipsius Enim Consuetudinis, ubi in hac Majesta-
tis commendare velint, quæ Illis vicissim Regiam
suam benevolentiam declaratum cupit,*

(L. S.) Ad mandatum Regiæ
Majestatis proprium.

T. Palus.

TRADUCTION.

*Reponse de Sa Majesté le Roi de Suede au
Memoire de Monsieur le Baron de Hee-
keren Plenipotentiaire, & de Sr. Con-
samin Rumpf Resident des Seigneurs Etats
Generaux des Provinces Unies. Faite à
Carlsberg le 2. Octobre 1697.*

SA Majesté a veu par le Memoire présenté
le 7. de ce mois, que Leurs Hautes Puif-
sances les Seigneurs Etats Generaux n'ont plus
besoin des Troupes qu'elles receurent de Sa
Majesté en 1688, & qu'Elles souhaitent que
Sa Majesté s'explique promptement, si Elle les
veut reprendre ou bien qu'on les congedie,
A quoi Sa Majesté Repond, qu'étant con-
venu dans le traité, que les Seigneurs Etats
Generaux seroient tenus de rendre lesdites
Troupes habillées & armées de même qu'ils
les avoient reçues, de supplier le nombre
defectueux à raison de 18. Ecus par tête, & de
leur payer leurs gages entiers avant de les con-
gedier, Sa Majesté ne peut s'expliquer sur leur
restitution ou sur leur congé qu'elle n'ait au-
para-

paravant reçu une notice exacte de l'état présent desdites Troupes ; Mais Elle tachera de le faire savoir aux Seigneurs Etats Generaux avant l'expiration du terme de trois mois. Sa Majesté espere cependant que les Seigneurs Etats Generaux auront un égard proportionné aux longues & facheuses fatigues que lesdites Troupes ont essuyées pendant qu'elles ont été en leur service ; & elle ne doute point que les Srs. Plenipotentiaire & Resident ne le veuillent recommander à Leurs Hautes Puissances ; assurant au reste les Sieurs Ministres de sa Royale bienveillance.

(L. S.) Par ordre exprès de
Sa Majesté.

T. Polus.

M E M O I R E

De Monsieur le Baron de Heckeren, Plenipotentiaire de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies ; présenté au Roi de Suède, le 4 Mars 1698.

SERENISSIME ET POTENTISSIME REX,
CLEMENTISSIME REX AC DOMINE.

*C*elsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Infra-scriptus Plenipotentarius concessa sibi ab altedictis Dominis suis Principalibus ad Laves Patrios

1697. redeundi veniâ , & edoctus Sacram Regiam Majestatem Vestram , brevi , hac urbe per tempus aliquod , excessuram , non potest non ferre permolestè , quod nonnullo jam incommodo impediatur Sacram Regiam Majestatem Vestram coram venerari & ab eâ oretenus abeundi potestatem , debitâ submissione , petere , sed per Memoriale apud Sacram Regiam Vestram Majestatem isthoc officii genere defungi , eique altēmemoratorum D. Dominorum suorum Principalium mandata , scripto exponere cogatur , quibus sibi expressè injunctum est Sacram Regiam Majestatem Vestram securam reddere eximia venerationis , & cultus , quo Celsi ac Præpotentes D. Domini Ordines Generales Sacram Regiam Majestatem Vestram prosequantur singularisque eorum propensionis , & studii , pro conservandâ , & magis magisque promerenda Sacra Regia Majestatis Vestre amicitia , & benevolentia.

Non dubitat infrascriptus Plenipotentarius quin Sacra Regia Majestas Vestra de testificationis hujus sinceritate omnino persuasa sit , si apud animum suum expendere velit quam ardenti , & candido desiderio , altēdicti D. Domini sui Principales primi omnium Sacra Regia Majestatis Vestre Fæderatorum contenderunt , ut cum ipsa mutua defensionis & necessitudinis fœdera renovarent & corroborarent ; quod magni ponderis negotium , cum infrascriptus , una cum Sacra Regia Majestatis Vestre Dominis Commissariis ad finem optatum perduxerit , spem certam concipit , eo se fundamentum perpetuæ amicitie & vinculo indissolubili , Suecia Coronam inter , & Belgii Fæderati Rempublicam , utriusque partis subditorum & incolarum utilitati substravisse.

Et quandoquidem Sacra Regia Majestas Vestra.

Re

Regni sui gubernacula ipsamet suscepit regenda, 1697.
 ipsisque sub Regiminis auspiciis immortalē Pa-
 cati Orbis Christiani gloriā adeptā sit, multa
 Deum veneratur infrascriptus Plenipotentiaris,
 uti tam præclaris & latis initiis velit, jubeat om-
 nium Sacra Regiæ Majestatis Vestra conatum suc-
 cessus respondere, & sælicitatem hanc in provec-
 tum senium, tam publico quam privato commo-
 do, constantem & diuturnam esse, Glorissimum
 Sacra Regiæ Majestatis Vestra nomen, cum Au-
 gustissimis divorum ejus prædecessorum Regum no-
 minibus, donec erunt homines, in recenti maneat
 memoriā, atque a seris posteris gratissimo cele-
 bretur animo. Cæterum infrascriptus Clementissi-
 ma Sacra Regiæ Majestatis Vestra favorem &
 gratiam, quam per plures annos expertus est, hu-
 millimis suis officiis demereri indefesse studebit,
 permanens, Holmiæ die 4 Martii 1698.

Signatum,

WALRAYEN BARO DE HEECKEREN.



1697.

TRADUCTION.

M E M O I R E

De Monsieur le Baron de Heeckeren, Plénipotentiaire de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies; présenté au Roi de Suède, le 4 Mars 1698.

SÉRÉNISSIME ET TRES-PUISSANT ROI,
ET SEIGNEUR TRES BENIN,

LE soussigné Plénipotentiaire de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, ayant obtenu de seldits Seigneurs & Maîtres la permission de retourner en sa Patrie; & sachant que vôtre Majesté Royale partira bien-tôt de cette Ville pour faire son séjour ailleurs pendant quelque tems, a un déplaisir sensible de se voir maintenant empêché par quelque indisposition, d'assurer en personne vôtre Majesté de ses très humbles respects, & de lui demander lui même de vive voix avec la soumission qui lui est dûë, la permission de prendre congé d'elle; & d'être contraint de s'aquiter de ce devoir auprès de vôtre Majesté par ce Mémoire, en lui exposant par écrit les ordres de ses Maîtres, par lesquels il lui est enjoint expressément d'assurer vôtre Majesté du respect & de la vénération que leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux ont pour elle, & de leur attachement inviolable à cultiver & à mériter

riter de plus en plus l'amitié & la bienveillance
de votre Majesté. 1697.

Le soussigné Plénipotentiaire ne doute point
que votre Majesté ne soit pleinement persuadée
de la sincérité de cette protestation , pour peu
qu'elle veuille se souvenir avec combien de Zèle
& de candeur , lesdits Seigneurs ses Maîtres, ont
été les premiers de tous les Alliez de votre Ma-
jesté à solliciter le renouvellement & la confir-
mation de la Ligue défensive avec elle. Et com-
me le soussigné Plénipotentiaire a mis la derniè-
re main à cette affaire importante avec les Com-
missaires de votre Majesté , il se persuade forte-
ment que par l'accomplissement de cette Négocia-
tion il a posé la base & le fondement de l'a-
mitié perpétuelle, & de l'union indissoluble, qui
doit régner entre la Couronne de Suède, & la
République des Provinces Unies, pour le bien
& l'utilité réciproque des Sujets des deux par-
ties.

Et comme votre Majesté a pris elle-même le
soin des affaires de son Etat, & qu'elle s'est
acquis dès le commencement de son règne, la
gloire immortelle d'avoir rendu la Paix à la
Chrétienté, le soussigné Plénipotentiaire supplie
la bonté Divine de donner à votre Majesté une
suite de prospéritez qui répondent à de si heureux
commencemens, & qui l'accompagne toujours
jusqu'à un âge avancé, tant pour le bien public
que pour le sien particulier, & il souhaite que le
glorieux nom de votre Majesté règne à jamais
dans le souvenir de la postérité avec ceux de ses
Augustes Prédécesseurs. Au reste le soussigné
Plénipotentiaire proteste à votre Majesté qu'il
s'appliquera sans relâche par ses très-humbles ser-
vices, à se rendre digne des bontez que votre
Ma-

1697.

Majesté lui a témoigné pendant plusieurs années & il demeure, &c. A Stockholm le 4 de Mars 1698.

Signé

WALRAVEN BARON DE HEECKEREN.

Extrait du Registre des Resolutions, des
Seigneurs les Etats Generaux
des Provinces-Unies.

Luna 16 de Decembre 1697.

L Es Sieurs Comte de Crécy & Gallieres Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de S. M. le Roi de France aux Traitez de Paix, ayant été pris de leur Logement par les Sieurs van Essen & de Lier Deputez de leurs Hautes Puissances avec le premier Carrosse de l'Etat, & un grand nombre d'autres tirés de 6, de 4, & de 2, Chevaux, étant introduits dans l'Assemblée, & assis sur des fauteuils de Velours, ont fait & livré par écrit leur proposition en François inserée cy bas, à laquelle étant repondu en la même langue par le Sieur Wichers Président de l'Assemblée, lesdits Sieurs Ambassadeurs ont présenté à leurs Hautes Puissances la personne du Sieur la Claufure, pour avoir soin des affaires de Sa Majesté après leur depart, & jusqu'à l'arrivée de Monsieur de Bonrepaux désigné Ambassadeur de Sa Majesté à cet Etat; surquoi lesdits Sieurs Ambassadeurs sont derechef sortis, & reconduits jusqu'à leurs logemens par lesdits Deputez; & de plus est trou-

trouvé bon & résolu qu'aux Sieurs de Harlay, 1697.
de Crecy, & Callieres Ambassadeurs Extra-
ordinaires & Plenipotentiaires de sadite Majesté
le Roi de France, comme ayant ensemble con-
clu & signé les Traitez de Paix & de Commer-
ce entre sadite Majesté & leurs Hautes Puif-
sances sera fait present d'une medaille d'or avec
sa chaine de 6000 florins pour chacun, & à
chacun de leurs Secretaires d'une de 600 florins,
que l'Orfevre vander Hoeke aura à faire in-
cessamment.

H A R A N G U E

*De Messieurs les Ambassadeurs de Sa Ma-
jesté Très-Chrétienne, faite à Messieurs
les Etats Generaux des Provinces-Unies
en prenant congé de leurs Hautes Puif-
sances.*

MESSIEURS,

Nous avons reçu ordre du Roi nôtre
Maître de ne point partir d'ici sans pren-
dre une Audience Expresse de vos Seigneu-
ries, pour les assurer que la dernière guerre
ne lui a point fait perdre son ancienne amitié
pour elles, & que la paix qui a été depuis peu
heureusement conclue, l'a encore nouvelle-
ment augmentée. Comme vos Seigneuries ont
recû des marques des premiers sentimens de Sa
Majesté par les avantages qu'elle a d'abord con-
senti de leur accorder, lorsqu'elle a proposé
les premières conditions d'un Traité, elles
pourront aussi voir dans toutes les occasions
qui

1697.

qui se presenteront à l'avenir, la bonne volonté que S. M. a pour leur Republique, & combien elle desire de maintenir la paix, dont l'Europe jouit presentement. Cet Etat en recueillira les Principaux fruits par l'abondance d'un florissant Commerce, auquel Sa Majesté apportera toutes les facilitez qui dependront d'Elle. Vos Seigneuries ne peuvent avoir des preuves plus certaines de ses favorables intentions, pour ce qui les regarde, que les conditions mêmes de ce traité, ny raisonnablement rien souhaitter de plus que ce que l'inclination même du Roi le portera toujours à faire pour le bien de ces Provinces; c'est ce qu'elles pourront reconnoître toujours de plus en plus, dans la suite par de frequentes & agréables experiences d'une affection aussi sincere, aussi effective & aussi avantageuse du côté du Roi pour cet Etat, que celle dont vos Peres ont fait gloire de publier leur reconnoissance envers les Roys Predecesseurs de Sa Majesté. Nous avons tenu à grand bonheur, Messieurs, après avoir achevé le grand ouvrage de la paix, qui étoit si generalement desirée de tout le Monde, d'avoir à vous donner ces assurances favorables de la part de Sa Majesté, & de trouver par là en même tems une occasion d'asseurer vos Seigneuries de nos services, & de nôtre zèle pour leur satisfaction.

Les Sieurs Heinsius, Dykvelt & van Haren Ambassadeurs Extraordinaires de Leurs Hautes Puissances & leurs Plenipotentiaires aux Traitez de Paix ont rapporté à l'Assemblée que passé peu de jours ils avoient été de-rechef en conference avec les Sieurs Ambassa-
deurs

deurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de France , & leur avoient recommandé 1697.
diverſes affaires, comprises dans la Liſte inſerée cy-après , & que leſdits Sieurs Ambaſſadeurs de ſadite Maieſté avoient répondu là-deſſus en ſubſtance , comme eſt marqué à la marge de chaque article , & que reciproquement ils avoient recommandé auſdits Ambaſſadeurs de leurs H. P. quelques affaires , comprises auſſi en la Liſte de cy-après.

Réponſe

Des Sieurs Ambaſſadeurs de Sa Maieſté T. C. ſur les points joints.

Liſte

Des affaires particulières recommandées par les Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leurs H. P. aux Traitez de la Paix, aux Sieurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de France.

I.

Qu'ils ont écrit cy-deſſus à Dunkerque ; que ce Vaiſſeau ſera relâché, ſi tôt que ſera relâché l'Armateur qui l'a pris & qui a été depuis conduit en Angleterre, & qu'ils demandent encore les offices des Ambaſſadeurs de leurs H. P. afin qu'il ſoit auſſi relâché.

La reſtitution du Vaiſſeau de St. Jean & ſa charge, pris vers Oſtende le 25. d'Octobre dernier par l'Armateur de Meter, & conduit à Dunkerque.

Qu'ils

1697. Qu'ils ont écrit cy-dessus sur une antérieure demande, & qu'ils écriront encore une fois.

Que ces Prisonniers sont déjà relachez.

Qu'ils ont demandé cy-devant de voir l'acte de naturalisation qui fait l'affaire, mais ne l'ont pas encore reçu; que leur étant mis es mains alors ils écriront là-dessus.

Qu'ils ont écrit là-dessus ci devant & qu'ils le feront encore.

I I.

Le relachement de Jan Nole & encore de 7 autres personnes pris l'année 1696. avec les Vaisseaux des 17. Provinces dans la Mer mediterrannée, & contraint de prendre service dans le Regiment du Collonel Emanuel.

I I I.

La relaxation des personnes de la Mayerie de Bolduc prises pour les contributions

I V.

La restitution de l'Heritage de Cornelia l'Heemstée confisqué dans la Martinique, encore bien que née de parens naturalisez.

V.

Le relachement de la rançon du Hoekersboot de Philippe Poth pris, le 8. d'Octobre par un Armateur de Dunkerque, comme aussi la restitution de quelque Harang & poisson pris du même.

Ut

Ut supra.

La restitution de la Smacke la Charité , Commandeur Gerbrand Janse van Mac-kum pris le 8. d'Oc-tobre par le Capitaine de Meter vers Ame-land & conduit à Dün-kerque.

V I I.

Qu'ils ont écrit cy-
devant là-dessus mais
n'ont pas encore receu
réponse.

Le relachement de
Lyn de Springer , &
Thomas Prant , Ca-
pitaine & Pilote de la
fregatte le Paon blanc
pris le 19. de Fevrier.

V I I I.

Qu'il faudroit se re-
gler selon les edicts du
Roi à l'égard de tous
ses sujets sortis de
France , soit avec ou
sans permission , par
lesquels on leur a or-
donné de retourner en
certain tems dans le
Royaume sous peine
de perdre leurs biens ,
lequel tems étant passé
on ne devoit attendre
ou esperer aucun chan-
gement.

Restitution des biens
de Paul Baudry Pro-
fesseur en Theologie
à Utrecht parti de
France par permission
du Roi.

I X.

Qu'ils avoient écrit
là-dessus & écriroient
encore.

La restitution de
deux enfans de Jean
Ribaut pris l'année
1697.

1697.

1697. du sein de la Mer,
re, & mis dans le Cloi-
tre la Providence.

X.

Qu'ils avoient écrit là-dessus & reçu pour réponse qu'on vouloit bien restituer le Vaisseau mais pas la charge, parce qu'elle appartientroit aux sujets du Roi d'Espagne, qu'étant répliqué qu'encore que cela fut vrai, néanmoins la charge devoit être restituée, vu que le traité de Paix avec l'Espagne faisoit cesser les hostilités par Mer aux mêmes termes que les traités avec l'Etat, qu'ils avoient promis d'écrire encore là-dessus.

Qu'ils étoient surpris des plaintes qu'on faisoit sur ce sujet, parce que sa Majesté avoit donné des ordres positifs dans tous les ports de son Royaume de se régler selon le tarif de 1667, pour ce qui touche les droits que les Vaisseaux du Pais Bas devoient

La restitution du Vaisseau St. Jacob de Carelskroon & sa charge, pris le 8. d'Octobre vers Ameland & conduit à Dunckerque.

L'observation exacte du tarif de l'année 1667. si long-temps qu'il sera en usage, & redres de ce qui se com-

payer

payer venant dans les mêmes ports , ainſi que ſa Majeſté leur avoit écrit, qu'elle ne pouvoit croire qu'on eut demandé quelque choſe de plus auſdits Vaiſſeaux , que le droit réglé par ledit tarif , avec promeſſe que ſi-tôt que l'on auroit donné les preuves qu'on auroit pris d'avantage Sa Majeſté feroit rendre exacte juſtice à celui qui auroit payé au deſſus dudit tarif contre l'intention de Sa Majeſté.

Qu'il étoit bien vrai que ledit Tribault avoit eu paſſeport , mais qu'étant en France ou à Tournay après le tems limité par le paſſeport on l'avoit retenu juſtement , comme étant un ſujet du Roi , cy-devant retiré de France , qu'étant repliqué là-deſſus que cet homme y étant allé avec paſſeport , il étoit reſté en France après le tems limité , parce que depuis la

XII.

La relaxation de Nicolas Tribault Drappier & bourgeois à Leyde retenu à Tournay quand il y eſt venu avec Paſſeport du Roi.

1697.

Paix étant conclue, il avoit crû de bonne foi de le pouvoir faire, & que peut-être plusieurs autres personnes seroient allées en France de bonne foi, & qu'il seroit dur, que pour cela elles vinssent à tomber en quelque embarras. Là-dessus étoit répondu que Sa Majesté ne souffriroit nullement, sous quelque prétexte que ce pût être, qu'un réfugié François retournât derechef en son Royaume, à moins qu'il ne fit auparavant abjuration de sa religion, & y voulut vivre comme un bon Catholique.

Qu'ils écrivoient là-dessus.

XIII.

La relaxation de Pierre Morel d'Aernhem pris prisonnier à la Bataille de Fleury, & condamné à la Galere la Patrone Royale avec Henri Cornelis de Rotterdam, Pierre & Renard le Cock, Severin Uylenborgh, pris Prisonniers proche de Dixmude, Jan Pieterse Dyon de & Joseph van Aalst.

Ut

Ut supra,

La relaxation de Sipke Cornelis tenu Prisonnier à Dunkerque pour rançon, & d'Orte Pieters tenu Prisonnier à Nantes, nonobstant que l'Amirauté de Frise avoit mis en liberté un François pour lui.

XV.

Ut supra

La restitution des biens de N. Caron donnez à sa Mere & Sœurs.

XVI.

Ut supra,

La restitution des biens de Jean de Laar natif de Leyde, pour autant qu'ils sont venus de son Pere, qu'ils sont retenus en vertu du droit d'Aubaine & donnez au marquis de St. Mars, nonobstant que ledit Pere Pierre de Laar a demeuré en France comme un sujet de l'Etat & étoit exempt de ce droit par les traitez.

1697.

LISTE

*De quelques affaires
recommandées par
les Sieurs Ambassa-
deurs Plenipotentii-
aires de Sa Majesté
de France, à ceux
de Leurs Hautes
Puissances.*

I.

Que ceci étant une
affaire concernant
le plus les maîtres des
postes dans la Province
d'Hollande, qui étoit
prise par les Deputez
de ladite Province pour
s'informer là-dessus,

LA pretension des
maîtres des postes
en France, sur ceux
ici au Pais,

Qu'il est relaxé.

II.

La relaxation de
certain Mahon.

III.

Qu'ils demandoient
eux-mêmes plus ample
information de cecy
pour en pouvoir faire
recherche, & qu'on
avoit donné ordre de
restituer les deux gar-
çons.

La restitution des
Flybustiers negres pris
dans l'expédition de
Carthagena, & ven-
dus là aux environs,
ou du moins informa-
tion où qu'ils sont re-
stés pour sçavoir à qui
on

on devroit s'adreſſer
là-deſſus , item la re-^{1697.}
ſtitution de deux gar-
çons negres donnez
au Comte de Ben-
them.

I V.

Qu'on avoit écrit
cy-deſſus à l'amirau-
té de Zelande pour
avoir information fai-
ſant entretems ſur-
ſeoir les procédures.

La reſtitution du
Vaiſſeau la parfaite de
Diepe priſe le 23. d'O-
ctobre & conduit à
Fleſſingue.

V.

Que ceci n'étant pas
une vieille cauſe elle
étoit miſe entre les
mains des Commiſſai-
res pour l'examiner.

Qu'on termineroit
l'affaire de Jacob Lie-
vens cum ſociis pour
des cautions , pour
leſquelles ils ſont exe-
cutez.

V I.

Qu'on a écrit cy-
deſſus aux Directeurs
de la Compagnie des
Indes Orientales en
ces Païs , & qu'on en
attend tous les jours
réponſe.

La cauſe de la Com-
pagnie des Indes O-
rientales en France
pour accorder avec la
Compagnie des In-
des Orientales de ces
Païs ſur des terres &
effets reſortans ſous
Pondechery.

1697.

VII.

Qu'ils feroient rap-
port de ceci.

La relaxation de
certain Pincelaer &
autres Païsans Fran-
çois prisonniers à Ma-
stricht , & detenus
pour les contributions
& rançons.

Surquoi étant delibéré , Leurs Hautes
Puissances ont remercié lesdits Sieurs Am-
bassadeurs & Plenipotentiaires de l'Etat pour
leurs peines prises , comme elles les remer-
cient par cet ; & outre est trouvé bon & re-
solu que Copie dudit rapport sur l'article 12.
de la premiere Liste sera mise és mains des
Sieurs van Essen & autres Deputez de leurs
Hautes Puissances aux affaires Etrangères
pour la visiter , examiner & faire rapport de
tout à l'Assemblée , & que pour ce qui
touche le dernier article de la seconde Liste on
écrira au receveur vanden Heuvel qu'il aura à
relâcher les François detenus Prisonniers pour
les contributions.

M E M O I R E

De Monsieur Norff, touchant la démolition des Ouvrages de Dinant, des pièces de Canon emmenées, des Otages, &c. Du 15. Mars 1698.

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE
BARON DE LILLIERGOT, AMBAS-
SADÉUR EXTRAORDINAIRE DE SA
MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE.

LE soussigné Conseiller & Résident de sa Sérénité Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège, s'étoit entièrement persuadé par les soins, que vôtre Excellence a emploiez ; & par la Réponse que son Excellence Monsieur de Bonrepeaux, Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Très Chrétienne, lui a donné au sujet de la démolition & l'évacuation de la Ville & du Château de Dinant, que toutes les plaintes faites sur ce sujet viendroient à cesser, & qu'il ne seroit plus obligé de réitérer ses instances auprès de vôtre Excellence, pour demander son entremise, & ses bons offices auprès de sa Majesté Très Chrétienne, afin de faire avoir au Prince son Maître un entier accomplissement de la Paix, nouvellement conclue à Ryswick, sous les glorieux auspices & la Médiation de sa Majesté Suédoise.

Mais recevant tout fraîchement de nouvelles informations, que les pièces d'Artillerie qui ont été emmenées de cette Forteresse à Givet, &

1697. qui appartiennent incontestablement à l'Evêché de Liège, ne sont pas rendus & que la démolition du Château ne se fait pas conformément audit Traité de Paix, l'état auquel on le va mettre étant non seulement tout-à-fait différent de celui, où il a été du tems de l'occupation; mais le mettant aussi hors de défense & d'utilité, le Souverain se trouve obligé par ordre exprès de sa dite Sérénité Electorale de requérir votre Excellence très-instamment de sa part, qu'il lui plaise de renouveler son interposition à ce que l'un & l'autre point soit remédié promptement, & que sa Sérénité Electorale aye en ceci comme dans tous les autres points dont elle s'est plainte ci-devant, & particulièrement en ce qui régarde le relâchement des otages qui ont été emmenez pour des arrérages de contributions & de fourrages directement contre l'Article 51. de la Paix, un entier accomplissement de ce dont on est convenu si solennellement, qu'aussi la démolition des Ouvrages, & ce qui en dépend se fasse aux fraix de sa Majesté Très Chrétienne, suivant l'Article 50. du même Traité, & que par conséquent Monsieur le Comte de Guiscard, Gouverneur de ladite Place ne fasse plus insister au fournissement des douze mille Chariots, par les sujets de sa dite Sérénité Electorale pour voiturier les Palissades & autres choses dépendantes des dites démolitions & l'évacuation à Givet, ou aux autres Places de la domination de sa Majesté Très Chrétienne: votre Excellence réussira d'autant plus facilement en ce que sa Sérénité Electorale se promet de son interposition, que par la Réponse qu'il a plu à son Excellence Monsieur de Bonrepeaux de communiquer
au

au souffigné sur ce sujet, sa Majesté Très-Chrétienne paroît disposée à dédommager entièrement sa Sérénité Electorale & son Evêché, & à lui donner par conséquent la satisfaction qu'Elle demande en vertu & conformément audit Traité de Paix. Fait à la Haye ce 15. Mars 1698. 1697,

N O R F F.

A C T E

D'Inclusion du Roi de France, pour l'Angleterre, dont Monsieur de Williamfon fut content, datée à Versailles le 17. Mars 1698.

C O m m e par l'Article 16. du Traité, conclu à Ryswick le vintième Septembre 1697. par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grand' Bretagne, sa Majesté s'est reservé la liberté de comprendre dans ledit Traité, ceux qui dans l'espace de six mois après l'échange de ses Ratifications seroient nommez de part & d'autre d'un commun consentement; Elle a déclaré & déclare, par la présente signée de sa main, au Roi de la Grand' Breragne qu'Elle nomme tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal, & ses Etats, les treize Cantons de Lignes Suisses & leurs Coalliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, le Prince & Etat de Neuf-Châtel, la Ville de Genève & ses dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Lignes des Grisons pour être

1697.

tous compris dans ledit Traité de Paix, & jolla par eux du bénéfice qui en peut revenir, aux conditions & avantages qui y sont spécifiés tant pour eux que pour leurs Terres, Pays & Etats, comme s'ils y étoient expressement nommez. En foi de quoi sa Majesté a signé la présente, qui a été multipliée pour être distribuée tant au Roi d'Angleterre qu'à toute les parties qui y sont dénommées pour leur sureté. Fait à Versailles le 17. jour de Mars 1698.

(L. S.) LOUIS.

COLBERT.

L E T T R E

De Monsieur l'Abbé de St. Hubert, à Monsieur l'Ambassadeur de Lillieroor, par laquelle il se plaint de ce que la Jurisdiction de son Abbaye lui étoit disputée par diverses autres Puissances; du 17. Mars 1698.

MONSIEUR,

PENDANT qu'un chacun ressent les douceurs de la Paix dûe à la sagesse de votre Excellence, nôtre Abbaye de Saint Hubert avec la petite Terre en dépendante, souffre une Guerre affligeante par les prétensions de l'Espagne, de Liège & de Bouillon, sur la Souveraineté de ce pauvre lieu, laquelle Souveraineté ayant été le sujet d'un débat formé, il y a plus de 150. ans entre les

les Ducs de Luxembourg d'une part, & les Evêques & Princes de Liège pour lors, aussi Ducs de Bouillon d'autre part, ils ont fait toutes les informations qu'ils ont pû & produit tout ce qu'ils ont crû pouvoir éclaircir & fonder leurs prétensions par devant des Commissaires choisis des deux Parties pour vuider ce différent, lesquels après avoir tout considéré ne trouvant pas de raisons suffisantes, pour adjuger la Souveraineté à aucune desdites parties, en voyant que les Abbé & Religieux étoient en possession immémoriale de gouverner cette petite Terre avec les Droits Regaux, d'y faire des Loix & Ordonnances, de commander les Armes, d'y rendre justice en dernier ressort quant au Criminel, & donner remission lorsqu'ils le jugeoient convenable, de porter leurs appels en matière civile à quelque autre Cour plus éclairée (ce qu'ils faisoient ordinairement vers Liège) avec une jouissance paisible, franchise & immunité de toutes charges, quelles qu'elles puissent être de la part d'aucune autre Puissance, lesdits Commissaires reconnurent qu'il étoit de justice de laisser ladite Abbaye & Religieux dans leur ancienne possession, & se contentèrent de porter un Récès, par lequel ils réglèrent, que le Gouvernement de ladite Terre demeureroit près lefdit Abbé & Religieux, ainsi que votre Excellence pourra voir dans la Copie d'une Lettre ci jointe, ce qui a été observé jusqu'à ce que le Roi Très-Chrétien a enveloppé ladite Terre dans les Réunions, lesquelles étant anéanties par le Traité de Paix, un chacun doit rentrer dans l'état où il étoit à la Paix de Nimégue : cependant le Duc possédant maintenant Bouillon a envoyé au commence-

1697.

ment de cette année son Gouverneur, avec commission de prendre possession de ladite Terre, & s'y faire reconnoître Souverain, à quoi lesdits Abbé & Religieux n'ont pû consentir, & s'y sont opposés, comme ils ont pû, après quoi ce Gouverneur a fait agir le Procureur Général par devant la Cour de Bouillon, laquelle a porté une sentence par défaut, nonobstant toutes les protestations de non compétence, par laquelle elle déclare tous les biens situez dans ledit Duché appartenans à Saint Hubert, confisquez & réunis au Domaine du Prince, & l'en a mis en possession par voye de fait, qui surprend toute personne tant soit peu éclairée & desintéressée. Les Officiers d'Espagne d'ailleurs veulent aussi faire valoir leurs prétensions, qu'ils appuyent de nouveau sur ce que la Terre de Saint Hubert se trouve dans la Liste produite au Traité de Ryswick, comme si cela leur donnoit plus de droit contre nous, qu'ils n'en avoient à la Paix de Nimégue & avant les Réunions, contre le sens commun assez nettement expliqué dans les Articles 5. & 11. du Traité entre la France & l'Espagne. Enfin Liège prétend aussi renouveler ses prétensions; ce qui va désoler ce petit lieu, si votre Excellence ne lui fait ressentir les effets de ses bontez, employant les moyens, qu'elle jugera convenables, pour que ces Puissances laissent toutes choses sur le pié qu'elles ont été de tout tems avant lesdites Réunions, du moins jusqu'à ce que la Souveraineté prétendue soit adjugée à quelque autre que lesdits Abbé & Religieux, par une décision légitime sous la Protection des Puissances voisines, qui leur ont accordé de toute Ancienneté leurs Lettres de Sauvegarde, que l'on

l'on ne joint pas ici pour ne point ennuyer votre Excellence, de laquelle je suis avec profond respect. 1697.

MONSIEUR,

Le très-humble & très obéissant Serviteur,

Saint Hubert le 17.

Mars 1698.

CLEMENT Abbé de Saint Hubert.

Copie d'une Lettre du Sérénissime Prince de Liège, à la Sérénissime Infante, du 26. Mars 1624.

MADAME MA COUSINE.

LEs doléances que l'Abbé & Convent de Saint Hubert m'ont fait, tant au regard des logemens continuels de la Soldatesque de sa Majesté que de l'Usurpation que prétend faire le Comte de Berlaymont, Gouverneur de Luxembourg au fait de la Souveraineté, sont de telle importance que je ne puis manquer de vous en faire part, car, combien qu'il soit notoire que par recès des Commissaires de sa Majesté & de mes Prédécesseurs, Deputez pour la détermination du debat mû entre eux respectivement sur le point de Souveraineté de cette Terre, il ait été decreté que ni l'un ni l'autre ne la pourroit exercer avant la decision finale d'icelui, ains que ladite Terre demeureroit neutre sous le Gouvernement des Remontrans, comme en effet il a

1697. été sincèrement observé de ma part, néanmoins depuis les Trêves dernières, ledit Gouverneur & autres Officiers de sa Majesté non contents de les avoir demesurement foulés & outragés par logemens & entretenemens continuels des Gens de Guerre, prétendroient encore d'usurper ladite Souveraineté, & par commandement précis, & comme en ce fait il n'y va pas seulement de la ruine & desolation des Remontrants, mais aussi du préjudice notable à une conséquence dangereuse, pour le Droit que j'ai à la Souveraineté de ladite Terre. Je vous ai bien voulu prier & requérir fort instamment d'y vouloir faire réflexion & donner ordre qu'il n'y ait occasion de plainte ni de mon côté, ni du côté des affligés; priant le Créateur, Madame ma Cousine, vous octroyer santé longue & généreuse. De Liège le 26. Mars 1624. Etoit signé, votre très-affectionné Cousin & Serviteur Ferdinand, & la superscription, étoit à Madame ma Cousine, Madame la Sérénissime Infante.

Pour Copie collationnée & conforme.

F. DANDROY Notaire.



H A R A N G U E 1697.

De Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi de Danemarck, faite à leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en prenant congé d'eux. Le .. Mars 1698.

CELSI ET PRÆPOTENTES DOMINI.

CUm Serenissimus ac Potentissimus Daniae & Norvegiæ Rex, Dominus noster Clementissimus, non zelo minus pio ac Christiano ductus, quam desiderio complurium Sacræ Regiæ Majestatis Fœderatorum, qui finito haud ita diu bello impliciti fuere, invitatus, ad congressum bis in oris de Pace restabilienda institutum nos ablegaverit, quo unâ ad opus tam salutare, omnibus, quantum per se quidem staret, viribus concurreret, eoque, Divinâ aspirante gratiâ, res adducta sit, ut tranquillitate tot votis suspiriisque expetita, Christiana jam denuò gens fruatur; Serenissima Regiæ Majestas, quæ omnes quidem, quibus Celsis ac Præpotentibus D. D. Vestris benevolentiam affectumque verè sincerum probare potest occasiones quàm lubentissimè amplectitur, id potissimum in mandatis nobis dedit, ne in salutatis vobis hinc discederemus. Ea quippè Sacræ Regiæ Majestatis mens est, ea constans & præcipua intentio, ut amicitia illa mutique Fœderis Sanctitas, cujus inter Sacram Regiam Majestatem & Celsas ac Præpotentes D. D. Vestras renovanda confirmandaque gloria nobis relicta fuerit, non solum intermerata conservetur, sed & altiores in dies radices

QJ.

agat.

agat, & ad seros utrinque posteros in vigore suo propagetur.

Quod ut fiat, nullam unquam Sacra Regia Majestas elabi occasionem finet, quâ constare Celsis ac Præpotentibus D. Vestris possit, quantum sibi Reipublicæ hujus salus curæ cordique sit, nulum tempus prætermittet, quo non elucescat, quod ne sua quidem vestris apud eam præponderent: neque dubitat etiam Sacra Regia Majestas fore ut Celsæ ac Præpotentes Dominationes Vestræ tam sincero ipsius affectui parî ardore, fide, animorumque harmonia respondeant. Quantum verò exinde bonum in publica commoda, in totius Europæ salutem & in Danorum maximè & Batavorum gentem redundaturum sit, augurari in proclivi est: certè hic scopus est, ad quem Rex noster ac Dominus Clementissimus seriò collimat; hac animi propeusio qua in vos, Celsi ac Præpotentes Domini & in Rempublicam Vestram fertur. Experientiam facietis Vosmetipsi haud ingratam hujus veritatis, in illis quæ cum Sacra Regia Majestate Dominationibus Vestris intervenient negotiis, omnibusque aliis ejus actionibus, quæ non aliò magis tendent, quàm ut vinculum hoc arctiori ita nexu firmetur, ne ulla unquam dies illud solvat. Nostrarum interim partium est, ut auctoritate Regiarum Litterarum, quas in manus Dominationum Vestrarum tradimus, nixi, omnimodam hujus rei fidem demus, & gaudio certè effestimur haud vulgari, de injuncto nobis hoc munere, tam exoptatos cum tempore fructus producturo. Quod ad nos autem attinet, Celsi ac Præpotentes Domini, magnas nos utique vobis refundimus gratias de summo quo nos hîc commorantes favore prosecuti estis. Primum sanè erit, ut in reditu debitis id ipsum apud Regem nostrum extollamus laudibus, alte-

alterum ut nullo non tempore grata animi memoria recolamus. Ita ad quacunque officiorum genera quavis semper occasione paratissimi, Celsis ac Prapotentibus Dominationibus Vestris valedicimus, & felicitatem perennem prosperosque rerum successus animatus appracamur. 1697.

P L E S S E N , L E N T H E .

TRADUCTION.

H A R A N G U E

De Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi de Danemarck, faite à leurs Hautes Puissances Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en prenant congé d'eux. Le.. Mars 1658.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LE Sérénissime & très-puissant Roi de Danemarck & de Norvègue, notre Seigneur très-benin, également animé d'un Zèle pieux & Chrétien, & du désir de satisfaire aux empressements de ses Alliez, qui ont été engagez dans la Guerre qui vient d'être heureusement terminée; nous ayant envoyé au Congrès qui a été assemblé dans ce Pays pour le rétablissement de la Paix, afin de concourir autant qu'il lui seroit possible à l'accomplissement d'un ouvrage si salutaire. Et les choses étant arrivées à ce point, avec le secours de la Bonté Divine, que la Chrétienté goûte maintenant les douceurs de cette tranquillité,

1697.

lité, après laquelle elle soupiroit depuis si longtemps : sa Sérénissime Majesté Royale, qui a toujours embrassé avec chaleur toutes les occasions qui se sont présentées de donner à vos Hautes Puissances des marques de sa bienveillance & de l'amitié sincère qu'elle leur porte, nous a enjoint sur toutes choses de ne point partir de ce lieu sans prendre congé de vos Hautes Puissances. En effet l'intention de sa Sacrée Majesté Royale a toujours été, non seulement de conserver inviolablement cette correspondance & cette alliance mutuelle qui est entre sa Majesté Royale & vos Hautes Puissances, & dont le renouvellement & la confirmation est un honneur qui nous étoit réservé : mais aussi de faire en sorte que cette Alliance jette des racines si profondes, qu'elle puisse durer à jamais. Pour y parvenir, sa Majesté Royale assure vos Hautes Puissances qu'elle ne laissera échapper aucune occasion, de leur faire connoître combien la conservation & la gloire de cette République lui est chère ; & qu'elle ne perdra pas le moindre moment favorable pour lui témoigner que les intérêts de vos Hautes Puissances lui sont aussi chers que les siens propres. Sa Majesté Royale s'assure de même que vos Hautes Puissances répondront à son affection avec une ardeur égale, & une intelligence mutuelle. Il est aisé d'imaginer les avantages que toute l'Europe en recevra en général, & en particulier le Danemarck & les Provinces-Unies des Pays-Bas. C'est là sans doute le véritable motif que nôtre Roi & Seigneur très-benin se propose : telle est, Hauts & Puissans Seigneurs, son inclination envers vous & envers votre République. Vous en ferez vous mêmes une expérience qui sans doute ne vous sera pas désagréable ;

ble, dans les affaires qui interviendront entre ſa Majeſté & vos Seigneuries, & dans toutes ſes autres démarches, qui n'auront point de motif plus preſſant que celui de ferrer de plus en plus les nœuds de cette Alliance, afin de la rendre indiſſoluble. Cependant puſque nous ſommes autorifés par les Lettres de ſa Majeſté, que nous vous preſentons maintenant, nous avons crû qu'il étoit de notre devoir de vous donner par là des preuves de cette vérité; & c'eſt pour nous un grand ſujet de joye d'exécuter près de vos Hautes Puiffances un ordre, qui produira en tems & lieu de ſi bon effets. Pour ce qui nous regarde en particulier, Hauts & Puiffans Seigneurs, nous vous remercions avec tous les ſentimens imaginables de reconnoiſſance, de tous les honneurs que vous nous avez faits pendant notre ſejour en ce lieu. Lorſque nous ſerons de retour auprès de notre Roi, la première choſe que nous ferons, ce ſera d'en faire le recit à ſa Majeſté avec toutes les loüanges que mérite un traitement ſi favorable, dont nous conſerverons le ſouvenir à jamais. C'eſt ainſi, Hauts & Puiffans Seigneurs, que nous prenons congé de vos Hautes Puiffances, que nous ſerons toujours prêts de ſervir en toutes ſortes d'occasions, & à qui nous ſouhaitons du plus profond de nôtre cœur toutes les proſpérité imaginables.

P L E S S E N , L E N T H E .

1697.

E X T R A I T

Du Regître des Résolutions de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, sur ce que les Ambassadeurs du Roi de Danemarck ayant leur Audience de congé avoient été Traitez d'Excellence contre l'Ancienne coutume, cela étant arrivé par inadvertance : du 25. Mars 1698.

DE Heer van de Lier ter Vergaderinge Presiderende, heeft aen haar Hoog Moogende voorgedragen dat de Heer Baron van Lillieroot Extraordinaris Ambassadeur van den Koning van Sueden by hem was geweest, ende aan hem Heere vande Lier hadde bekend gemaakt, dat by sijn afscheyt van baare Hoog Mogende sullende nemen, by zoo volgens de ordres van syne Majesteit als volgens sijne eygene genegentheyt, sulcx van meyninge was geweest te doen in de Vergaderinge by eene publique Audientie, maar dat een incident was voorgekomen, waarom by voor als noch geen Audientie in baare Hoog Mogende Vergaderinge konde versoeken, namentlyk dat geremarqueert was, dat wanneer in de voorlede week, de Heeren van Pleffen ende van Lenthe Extraordinaris Ambassadeurs van den Koning van Denemarken, audientie hadden gebadt in baare Hoog Moogende Vergaderinge den Heer. doormaals presiderende in sijne antwoordt aan haar bad-

badde gegeven den Titul van Excellentie , ende dat by geerne soude verseeckert wesen , dat aen hem Heere Baron van Lillieroot als Extraordinaris Ambassadeur van sijne Koninglyke Majesteit van Sweeden , insgelyck dien Titul van Excellentie soude werden gegeven , vertrouwen- de dat haare Hoog Mogende hem ten respecte van sijne Majesteit van Sweeden , niet minder soude willen tracteeren , als geschiet was aen de Heeren Ambassadeurs van Denemarken : Waar- op gedelibereert , ende in achtinge genomen syn- de , dat haare Hoog Mogende niet gewoon syn in haare Vergaderinge zelfs spreekende , te ge- ven den Titul van Excellentie aen eenig Ambas- sadeur , ende dat zulcx te vooren nooyt is ge- schiet , nochte by yemant gepretendeert , ende dat het geene voorgevalle is , ten tyden van de Audientie van de gemelde Heeren Ambassadeurs van syne Koninklyke Majesteit van Denemar- ken , is geschiet by pure inadvertentie sonder dat haare Hoog Mogende daar van te vooren eenige kennisse hebben gehad , veel min daar over deliberatie gehouden , ofte daar toe Resolu- tie genomen soude syn geweest , en dat een woort by inadvertentie ontvallen zynde , aan de Heer. . . . in haer Hoog Mogende Præ- fiderende , ende nooyt te vooren in gelyke gele- gentheyt gepræsificeert hebbeude , tegen de intentie van haer Hoog Mogende , tot geen consequentie behoort te werden getrocken : Is goetgevonden ende verstaan , dat in desen gebleven sal werden by het oude gebruik , ende het geene tot noch toe constantelyk is gepractiseert , ende dat by gevolge aen geen Ambassadeurs in haare Hoog Mogende Vergaderinge van wegen haer Hoog Mogende den Titul van Excellentie sal werden ge- ge-

1697. gegeven, dat Extract van dese haer Hoog Mogende Resolutie door den Agent Rosenboom sal werden gestelt in handen van den gemelten Heer Baron van Lillieroot, met verseeckeringe, dat haer Hoog Mogende voor hem als Ambassadeur van sijne Koninklyke Majesteyt van Sweeden ende voor alle andere Ambassadeurs van Hoogstgedachte sijne Majesteyt hebben ende altoos sullen behouden alle de consideratien die sy hebben voor die Ambassadeurs van andere Koningen, ende aen haer niet minder sullen geven als aen dese.

T. Baron Reede,

Accordeert met 't voorschreve Register.

F. Fagel.

TRADUCTION.

Extrait du Registre des Resolutions de Leurs Hautes Puissances Messseigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, sur ce que les Ambassadeurs du Roi de Danemarc ayant leur audience de congé avoient été traités d'Excellence contre l'Ancienne coutume, cela étant arrivé par inadvertance: du 25. Mars 1698.

MR. de Lier President dans l'Assemblée de Leurs Hautes Puissances leur a rapporté, que Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Sue-
doise

doise l'étoit venu trouver , & lui avoit dit ,
qu'il avoit resolu tant par l'ordre de Sa Maje- 1697,
sté , que de son propre mouvement , de prendre
son Audience publique de congé dans Assem-
blée de Leurs Hautes ; mais qu'il étoit survenu
un incident , qui l'a obligé de ne pas leur de-
mander d'Audience pour ce sujet ; sçavoir que
l'on s'étoit aperçu que la semaine passée le jour
que leurs Hautes Puissances donnerent Audien-
ce à Messieurs Plessen & Lenthe Ambassa-
deurs Extraordinaires de Sa Majesté Danoise ,
Monsieur. qui étoit pour lors President
leur avoit donné le Titre d'Excellence dans la
réponse qu'il leur fit ; Et que par consequent il
souhaitoit , d'être assuré avant que d'avoir son
Audience qu'à lui Monsieur le Baron de Lillie-
root , en qualité d'Ambassadeur de Sa Majesté
Suedoise seroit aussi donné le Titre d'Excellen-
ce , se confiant que Leurs Hautes Puissances
en useroient de même à son égard en consi-
deration de sadite Majesté. L'affaire ayant
été mise en deliberation , après avoir consi-
déré que quand Leurs Hautes Puissances
portoient la parole dans leur Assemblée , ils
n'avoient pas accoutumé de donner à un Am-
bassadeur le Titre d'Excellence , & que cela
n'avoit jamais été pratiqué , ni même jamais
demandé par qui que ce fût ; Et que si cela étoit
arrivé , en faisant réponse à Messieurs les Am-
bassadeurs du Roi de Danemarck , ç'avoit été
par une pure inadvertance , sans la Participa-
tion de Leurs Hautes Puissances , & sans
qu'on leur en ait parlé auparavant. Que bien
loin d'avoir deliberé on resolu que l'on se
servit

1697. servit d'un semblable terme , ni qu'il soit permis de tirer à conséquence une parole que Monsieur qui presidoit & qui n'avoit jamais porté la Parole dans une semblable occasion a laissé échaper par inadvertance , contre l'intention de L. H. P. il a été conclu & ordonné que l'ancienne coutume qui a été observée jusqu'à présent à cet égard sera toujours suivie à l'avenir , & que par conséquent L. H. P. ne donneront plus désormais dans leur Assemblée le Titre d'Excellence à quelqu'Ambassadeur que ce puisse être. L'Agent Rosenboom donnera Extrait de la présente Résolution , à Mr. le Baron de Lillieroot , & l'assurera en même tems que Leurs Hautes Puissances ont toujours eu & qu'ils auront toujours pour lui comme Ambassadeur de Sa Majesté Suedoise , & pour les autres Ambassadeurs du même Roi , les mêmes égards qu'ils ont pour les Ambassadeurs des autres Rois , & que leur intention n'est pas d'attribuer plus de Titres aux uns qu'aux autres.

T. Baron Reede ,

Accorde avec ledit Registre

F. Fagel.

H A R A N G U E

1697.

De Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Médiateur par laquelle il prend congé de leurs Hautes Puissances les Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies. En datte du 3. Avril 1698.

CELSI ET PRÆPOTENTES DOMINI.

CUm Negotia illa quæ à Sacra Regia Majestate Suecia, Rege & Domino meo Clementissimo ex munere mediatorio mihi clementer commissa fuerunt, maximam in partem jam absoluta sint, restitutâ nimirum sub auspiciis divinis almâ Pace, atque terminis quos partes paciscentes ejusdem executioni aliorumque inclusionibus adscripserant, ad finem vergentibus; aded ut mea hîc loci præsentia non amplius necessaria esse videatur, sua Regia Majestas, cum ob recensitas rationes, tum devotissimis meis desideriis mota, me hinc avocare clementer dignata est, prout ex præsentibus Sacræ Regiæ Majestatis litteris Avocatoriis Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris pluribus percipere libebit.

Sacra Regia Majestas simul mihi in mandatis dedit, ut ante discessum meum asseverationes de integerrima sua atque intemerata amicitia firmoque sua Majestatis proposito eandem continuandi, jam antea sapius à me factas renovarem, nec non hujus Reipublicæ salutem & Emolumenta quavis ratione sedulo promovendi testarer. Quam sanè Provinciam eò securiùs libentiùsque suscipio; quod affectus Sacræ Regiæ Majestatis in Celsas ac Præ-

po-

1697. *potentes Dominationes Vestras probè mihi perspe-
ctus, mihi que persuasissimum sit, mutuum inter Re-
gem meum Clementissimum & Celsas ac Præpoten-
tes Dominationes Vestras Fiduciam, mutuum quo-
que perficere utriusque subditorum securitatem. Cu-
jus rei præcipua argumenta in præsens recensere
insuper habeo, cum Celsis ac Præpotentibus Domi-
nationibus Vestris perquisitissimum sit, quicquid
commodis earundem conducat, easque minimè
fugiant omnia illa, quæ veram hujus Reipublicæ
felicitatem conficiunt, ita ut id saltem monuisse
sufficiat, communicata invicem Consilia, quæ tam
validis nituntur fundamentis, non posse non uber-
rimos progressus inducere, nec Celsis ac Præpo-
tentibus Dominationibus Vestris, rebus sic con-
stitutis, ullam amplius de benevolentia & integri-
tate suæ Regiæ Majestatis ambigendi ansam relin-
qui. In hunc finem cum ante sex circiter annos
ad obeunda pœnes Celsas ac Præpotentes Dominationes
Vestras mandata Sacræ Regiæ Majestatis huc
ablegarer, duo mihi imprimis momenta injun-
gebantur probè observanda; unum ut Celsas ac
Præpotentes Dominationes Vestras de sincero & in-
corrupto Sacræ Regiæ Majestatis studio certiores
redderem, animorum conjunctionem utrique parti
non modo utilem, sed & necessariam esse demon-
strarem, nec non omnia illa, quæ eidem pernicio-
sa esse possent, suspensiones præcipuè, habitationes
& simultates è medio tollere allaborarem: al-
terum, ut restabiliendæ bonestæ Paci incumberem,
Scopoque tam salutari attingendo tantò minùs in-
tentatum quid relinquerem, quòd gravissimum ac-
cidebat Regi verò pio & religiosissimo tantam in-
noxii sanguinis effusionem, tantarum Provincia-
rum Urbiumque devastationem atque excidia, tot
denique hominum oppressionem ac misérias absque*

commiseratione adspicere, quin potius deploranda
mutua internecionis imagine tactus, nihil magis
exoptaret, quàm ad sopiendam luctuosissimi belli
flammam, & redintegrandam pristinam Cbris-
tiani Orbis tranquillitatem, Regias curas sollicitè
impendere.

His itaque mandatis condignè adimplendis toto
ministerii mei cursu, omni sanè conatu incubui,
inque singulis negotiis, quibus me pertractandis
admovent evenit, saluberrimam Clementissimi Re-
gis mei intentionem, quantum in me quidem fuit,
debita diligentia & fidelitate assequi adnixus sum:
& licet successus, qui inde provenerunt, qualem-
cumque operam meam illustrasse minimè predica-
re possim, accidit tamen, divinà favente clemen-
tiâ, atque indefesso labore eorum, qui huic telæ
pertexendæ manus accommodarunt, ut bello tan-
dem extincto desiderata Pax refulserit, non qui-
dem talis, quæ meliori rerum facie, ad explenda
omnium, quorum intererat, desideria, expecta-
ri poterit, sed qualem partes belligerantes præ-
senti temporis habitu commodis suis conducere exi-
stimarunt. Antiqua itidem inter Sacram Regiam
Majestatem & Celsas ac Præpotentes Dominatio-
nes Vestras fœderum necessitudo subindè non pa-
rum jactata, sibi nihilominus constitit atque in-
concussa permansit. In quo tamen respectu exi-
gua fateor fuisse merita mea, quæ cum accura-
tum postulassent in re gravissima sollicitudinem,
levior tamen illa extitit ob insignem & paratissi-
mam Celsarum ac Præpotentium Dominationum
Vestrarum voluntatem, tam in promovendis iis,
quæ fœderum nexui magis magisque adstringendo
inserviebant, quàm in reliqua quavis occasione,
ita ut mandata Clementissimi Regis mei cum gau-
dio exequi, officioque meo non absque voluptate de-

1698. *fungi mihi contigerit : & hac quidem ratione præmittere nequeo, quin debitis laudibus efferam expeditissimam omnino in adminiculis quibuscunque facilitatem, quam ab illo Ministro expertus sum, qui Celsarum ac Præpotentium Dominationum Vestrarum nomine, rebus gerendis quotidie mecum interfuit, quique singulari sua moderatione, sagacitate; experientia atque dexteritate id effecit, ut semper, licet in arduis, facile tamen & nullo negotio convenimus.*

Cam autem id acciderit consciis & jubentibus Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris, mearum partium erit iisdem pro illa & quavis alia benevolentia & humanitate, quâ me cateroquin prosequi dignata fuerunt, debitas referre gratias: quæ admodum & de his omnibus ad Sacram Regiam Majestatem amplissimè retuli, eoque ipso stabilienda Consiliorum harmonia non parum me consulisse autumo. Et cum non alio pacto tanti favoris memoriam comprobare queam, saltem Celsis & Præpotentibus Dominationibus Vestris cultum eodem condignum, & calida in perennem inclyte hujus Reipublicæ salutem vota spondeo.

Denique Celsis & Præpotentibus Dominationibus Vestris hisce valedicturus, me qua par est reverentia commendo, idque ex animo voveo, ut sæpius laudata inter Sacram Regiam Majestatem, Regem & Dominum meum Clementissimum ac Celsas & Præpotentes Dominationes Vestras amicitia in dies accrescat & inviolata perduret, ut Pax jam redintegrata constans sit & perpetua; Regimen verò Celsarum & Præpotentium Dominationum Vestrarum continuis rerum successibus inclarescat, Status & Ditiones earundem vigeant, ipsique unâ cum subditis suis longâ concordie, securitatis & opulentie serie incolumes vivant & floreat.

T R A-

T R A D U C T I O N .

1698.

H A R A N G U E

De Monsieur le Baron de Lillieroot , Ambassadeur Médiateur , par laquelle il prend congé de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies. En date du 3. Avril 1698.

H A U T S E T P U I S S A N S S E I G N E U R S .

LES affaires par rapport à la Médiation qui m'ont été confiées par sa Majesté Suédoise, mon Roi & mon Seigneur très-benin , étant achevées pour la plus grande partie , par le rétablissement de cette Paix si long tems désirée , & le terme que les parties intéressées dans cet accord ont fixé pour l'exécution du Traité & pour l'Inclusion de ceux qui y doivent être compris, étant sur le point d'expirer, de sorte que ma présence n'est plus désormais nécessaire en ce lieu ; sa Majesté Royale a daigné me rappeler de ce lieu , tant pour les raisons que je viens de dire, que pour satisfaire à mes desirs pressans ; ainsi que vos Hautes Puissances pourront en être informées plus particulièrement par les Lettres de rappel que sa Sacrée Majesté m'a envoyées.

Sa Majesté m'a ordonné en même tems de vous renouveler avant mon départ les assurances que je vous ai déjà faites plusieurs fois de la sincérité & de la fermeté de son affection , & de la ferme résolution qu'elle a formée de la continuer , & de témoigner à vos Hautes Puissan-

1698.

ces le désir sincère qu'elle a de procurer de toutes ses forces la conservation & les avantages de cette République. Je m'aquite maintenant de cet ordre avec d'autant plus de confiance & de zèle, que je connois à fond les sentimens de sa Sacrée Majesté Royale à l'égard de vos Hautes Puissances, & que je suis pleinement persuadé que cette confiance mutuelle qui régné entre Sa Majesté mon Roi très-bénin & V. H. P. fait naître la sécurité réciproque des Sujets de l'un & de l'autre. Il est maintenant inutile d'entrer dans le détail des principales preuves de cette vérité, puisque vos Hautes Puissances sont trop éclairées en ce qui régarde leurs véritables intérêts, & qu'elles ont une parfaite connoissance de tout ce qui peut contribuer à rendre leur République florissante: ainsi il me suffit de leur faire reconnoître, que la correspondance mutuelle des deux Puissances, étant appuyée sur des fondemens si solides, ne peut manquer de produire des effets très-avantageux à l'une & à l'autre; & qu'il ne reste maintenant à vos Hautes Puissances aucun sujet de douter de la sincérité des intentions, & de la bienveillance de sa Majesté Royale envers Elles. C'est dans cette vûe qu'ayant été envoyé il y a six ans en ce lieu, pour exécuter les ordres de sadite Majesté auprès de vos Hautes Puissances, Elle m'ordonna sur tout de prendre bien garde à deux choses; la première, d'assurer vos Hautes Puissances de son amitié sincère & inviolable envers elles, de leur remontrer que la correspondance mutuelle des deux parties leur étoit non seulement avantageuse, mais même absolument nécessaire, & de faire tous mes efforts pour écarter tous les obstacles qui pourroient Naître à cet égard,

&

& surtout de couper racine à tous les sujets de soupçon, de défiance, & d'inimitié qui pourroient arriver. La seconde; d'employer tous mes soins pour le rétablissement d'une Paix honorable, & de m'attacher d'autant plus fortement à parvenir à une fin si salutaire & si désirable, qu'un Roi si pieux & si Chrétien ne pouvoit voir sans être pénétré d'une vive douleur, l'effusion de tant de sang innocent, la désolation de tant de Provinces, la ruine de tant de Villes, & enfin l'oppression de tant de malheureux; ne désirant rien avec tant d'ardeur que d'éteindre l'embrasement d'une Guerre si funeste; & d'employer sa sollicitude Royale à rendre la Paix à la Chrétienté.

C'est à quoi je me suis uniquement appliqué durant tout le cours de mon ministère; & dans toutes les affaires de la Négociation auxquelles il m'est arrivé d'avoir part, j'ai tâché autant qu'il m'a été possible de me conformer aux très-salutaires intentions de sa Majesté mon Roi très-benign, & de m'aquiter de cet emploi avec toute l'exactitude & la fidélité que demandoit de moi une fonction si relevée; & bien que je ne doive pas attribuer à mes soins, tels quels, l'heureux succès dont ils ont été suivis, il est néanmoins arrivé par le secours de la bonté divine & par les travaux continuels de ceux qui ont mis la main à ce grand chef d'œuvre, que le flambeau de la Guerre a été éteint, & qu'elle a fait place à une Paix qui étoit depuis long-tems l'objet des vœux de tant de Nations. Elle n'est pas à la vérité telle qu'on la pouvoit attendre & qu'elle eût été dans une conjoncture de tems plus favorable, pour contenter tous ceux qui y étoient intéressés: mais telle que les parties qui étoient en Guerre ont jugée la plus conforme à leurs intérêts, par

raport à la situation des affaires. D'ailleurs l'ancienne Alliance qui est entre sa Majesté Royale, & vos Hautes Puissances ayant reçu de tems en tems quelques atteintes, n'a pas néanmoins laissé de persévérer dans sa fermeté : j'avoue ingénument que je n'y ai pas beaucoup contribué, & bien que cette Négociation demandât beaucoup d'application, j'y ai pourtant trouvé beaucoup de facilité par raport aux dispositions favorables que vos Hautes Puissances y ont apportées, tant pour ce qui regardoit l'affermissement de cette Alliance, qu'en toute autre occasion ; de manière que ce n'a pas été sans beaucoup de satisfaction, que je me suis acquitté de ma fonction & que j'ai exécuté les ordres de sa Majesté mon Roi très-benin. C'est en cela que je ne puis m'empêcher de louer la très grande facilité & l'habileté que j'ai éprouvée dans le Ministre, qui a assisté tous les jours avec moi aux Négociations, de la part de vos Hautes Puissances ; & qui par sa modération singulière, par sa prévoyance, & par son expérience & son adresse au maniment des affaires importantes, a fait en sorte que nous sommes aisément tombez d'accord, mêmes sur les points les plus difficiles. ...

Mais comme ces choses ont été faites de l'aveu & par l'ordre même de vos Hautes Puissances, il est de mon devoir de les remercier dignement de cette marque de leur bienveillance, ainsi que de toutes les autres que j'en ai reçues, comme aussi de toutes les bontés qu'elles m'ont témoignées : & comme j'en ai fait un détail fort ample à sa Majesté, je crois en cela n'avoir pas peu contribué à entretenir une parfaite union entre les deux Puissances. Au reste ne pouvant marquer autrement ma reconnoissance envers

vos Hautes Puissances, je tâche du moins de répondre à leurs bontez en leur donnant des marques d'un profond respect, & des vœux ardens que je fais sans cesse pour la conservation de cette Illustre République. 1698.

Enfin, en prenant congé de vos Hautes Puissances, je me recommande à leur souvenir avec tout le respect qui leur est dû, & je souhaite avec passion que l'union & la parfaite correspondance qui est entre sa Majesté Royale mon Roi & mon Seigneur très-benin, & vos Hautes Puissances s'augmente de jour en jour, & qu'elle persévère dans toute sa force; que la Paix qui vient d'être rétablie dure à jamais, & que le Gouvernement de vos Hautes Puissances soit accompagné d'une suite continuelle de prospérité, que leurs Etats & Provinces fleurissent à jamais, & qu'ils jouissent avec tous leurs sujets d'une longue Paix, dans une entière sûreté, & parmi l'affluence de routes sortes de biens.

F I N.





T A B L E
ALPHABETIQUE
D E S
M A T I E R E S
D U T O M E I V.

A.

A cte de Réserve de la part de la Médiation, touchant la Paix en général, & la clause de Religion en particulier.	8, 9.
— d'Inclusion de la part de l'Angleterre pour l'Espagne, la Hollande, &c.	176. 177.
— De consentement des Ministres des Electeurs & Princes de l'Empire, à ce que M. Norff fasse l'échange des Ratifications.	228, 229.
— De ceux que la France veut comprendre dans la Paix,	238, 239. Autre. 240
— De la part de l'Empereur.	243
Actes (quatre) d'Inclusion pour la France.	257.
Acte (cinquième) de la même Couronne pour l'Empire.	258.
— d'Inclusion pour le Roi de France dans le Traité d'Angleterre.	289.
Adresse présentée au Roi d'Angleterre par l'Université d'Oxford, pour le remercier de la Paix qu'il a procurée.	248.
	Adres-

TABLE DES MATIERES.

Adresse du Comté de Dorset pour le même sujet.

250

De la Chambre Basse, 253. De la Chambre Haute, 255

Angleterre (le Roi d') son Inclusion dans le Traité de Paix, ou Etats qui y sont compris de sa part, 176, 177.

Arrêt du Conseil Souverain d'Alsace portant restitution de la moitié du Village de Lampertsheim en faveur du Chapitre de Strasbourg. 130

Article IV. du Traité entre l'Empire, l'Empereur & la France pourquoi rejeté par les Princes Protestans, 143, 149. Certificat de la Médiation touchant cet Ecrit, 156, 157. Les Ambassadeurs de France déclarent qu'ils n'y peuvent rien changer, 186. Offices des Ambassadeurs des Provinces-Unies à cet égard, 187, 189. Expédient proposé par les Protestans à ce sujet, 204. Suite, 214. Les Plénipotentiaires de l'Empereur se sont opposés à la clause de cet Article. 319

Article d'Inclusion par les Impériaux, &c. 158. 159.

Article séparé, ratifié par l'Empereur, 216, 220. Par le Roi Très-Chrétien. 223

B.

Bade (la Maison de) rétablie dans tous ses biens par le Traité de Ryswick. 22, 69

Bagliani (le Comte) Envoyé du Duc de Mantoue sa Protestation sur ce que les Etats du Duc ont souffert & ses différens avec le Duc de Savoie, 122 123. Certificat touchant cette Protestation. 125

Baldenheim (Village) cédé par le Duc de Wirtemberg à la France, moyennant un équivalent. 21, 68.

T A B L E

Bénéfices , règlement à cet égard dans le Traité de Ryſwick.	35, 83, 85
Bitſch , rendu au Duc de Lorraine par le Traité de Ryſwick & à quelles conditions.	29, 77
Bodmar (Ambaſſadeur de Hanover) Certificat de la Médiation au ſujet de ſon Pleinpouvoir.	246, 247.
Bonde (le Comte de) ſon Pleinpouvoir , 2, 4. Remercié par les Provinces-Unies, 232, 234. Sa Harangue aux Etats Généraux en prenant congé d'eux.	269
Bouillon (le Duché de) Déclaration de M. Norſſ à ce ſujet, 110, 111. Proteſtation des Miniſtres de Liège à ce ſujet, 112. Certificat pour cette Proteſtation, 115. Certificat du Directoire de Mayence au ſujet de cette Proteſtation, 161, 162. Ratifiée par l'Electeur de Cologne, 193. Ratification du Chapitre de Liège, 194.	
Brandebourg (l'Electeur de) ſon Traité avec la France de 1679. entièrement rétabli par celui de Ryſwick.	18, 65
Brifac , rendu à l'Empereur par le Traité de Ryſwick.	25, 73
Brouderhoff (Maïſon) Arrêt qui ordonne de la rendre au Chapitre de Strasbourg.	130

C.

Canonicat en Alſace ; Proteſtation du Duc de Wolfenbuttel , à l'égard de deux Canonicats en Alſace.	126, 128
Certificat pour la Proteſtation de Bouillon, ou Extraits du Protocole, &c.	115
— Touchant la Proteſtation de Mantoue , ou Extrait du Protocole, &c.	115
— Touchant la Proteſtation de Wolfenbuttel au ſujet de deux Canonicats ſituez dans l'Evêché	

DES MATIERES.

- ché de Strasbourg, ou Extrait du Protocole de la Médiation, &c.* 133, 134
- Certificat** *touchant la reception de la Protestation d'Ostfrise, ou Extrait du Protocole, &c.* 139, 140.
- *Touchant l'Ecrit des Ministres Protestans, qui n'avoient pas pû signer la Paix, ou Extrait du Protocole de la Médiation, &c.* 156, 157.
- *Des Ambassadeurs de l'Empereur & de France, que la Ratification du Traité s'est faite.* 224
- *ou Extrait du Protocole de la Médiation, touchant le Pleinpouvoir de M. de Bodmar,* 246, 247.
- *Sur la Contre-Protestation de la Province de Gueldre.* 278
- Chambre-Basse**, *du Parlement d'Angleterre, son Adresse au Roi, pour le remercier d'avoir procuré la Paix.* 253
- Chambre-Haute** *du Parlement d'Angleterre, son Adresse au Roi, pour le remercier d'avoir procuré la Paix.* 255
- Charles XII.** *(Roi de Suède) sa Réponse à la Lettre des Etats Généraux pour le remercier de sa Médiation,* 285, 287. *Voyez aussi Suède.*
- Chanoine** *(Luthérien) la France n'en veut point admettre dans le Chapitre de Strasbourg.* 334
- Chanoines** *de Cologne, du Parti du Cardinal de Furstemberg, entièrement rétablis par le Traité de Ryswick.* 32, 82
- Closure** *(de la) sa Lettre à M. Norff, touchant l'échange des Ratifications.* 237
- Cologne** *(les Chanoines de) du Parti du Cardinal de Furstemberg, entièrement rétablis par le Traité de Ryswick.* 32, 82

T A B L E

- Cologne (l'Archevêque de) rétabli dans tout ce qui lui appartient par le Traité de Ryswick, 21, 68.
 Ratifie la Protestation faite touchant Bouillon 193.
 Commissaire de l'Empereur, demande une Ratification simple à la Diète de Ratisbonne, 205, 207.
 Commission Impériale, son Décret au sujet des Plaintes portées contre les Ambassadeurs de l'Empereur. 290, 316.
 Confession d'Ausbourg, les Etats de cette Confession se plaignent, qu'on a négligé les intérêts de leur Religion dans le Traité, 203. Suite. 214.
 Contre-Protestation de la Province de Gueldre, contre celle du Comte d'Egmont, 276. Acte exhibé à ce sujet. 278.
 Crécy (de) sa Harangue aux Provinces-Unies avant son départ. 256.

D.

- D**Anemarc (les Ambassadeurs de) leur Harangue aux Etats des Provinces-Unies en prenant congé. 345, 347.
 Déclaration de M. Norff, en qualité de Plénipotentiaire de Liège, au sujet de Bouillon, 110, 111. Certificat du Directoire de Mayence au sujet de cette Protestation, 161, 162.
 — Des Ambassadeurs de l'Empereur, touchant l'Abbé de S. Gal. 283, 284.
 Décret de la Commission Impériale au sujet des Plaintes portées contre les Ambassadeurs de l'Empereur. 299, 316.
 Demandes faites par les Protestans de l'Empire à l'Empereur pour leur sûreté. 336.
 Deux-Ponts (Duché) doit être rendu au Roi de Suède par le Traité de Ryswick. 19, 66.
 Dié-

DES MATIERES.

- Diète de l'Empire, prie l'Empereur de ratifier la Paix à certaines Conditions, [195](#), [200](#). On demande une résolution sans condition, [205](#), [207](#). Accordée, [211](#), [212](#). Ses Additions aux Délibérations de l'Empire touchant l'inclusion du Roi de Pologne, &c. [214](#).
- Dinant, rendu à l'Evêque de Liège par le Traité de Ryswick, [20](#), [68](#). Mémoire de M. Norff, touchant quelques Ouvrages de cette Place. [282](#)
- Autre du même, touchant la Démolition des Ouvrages de cette Place, &c. [342](#).
- Dorset (le Comté de) son Adresse au Roi d'Angleterre pour la Paix, qu'il a procurée. [250](#).

E.

- E** Bernburg, les Nouvelles Fortifications en doivent être démolies, & le Fort rendu aux Barons de Sickinguen. [28](#), [76](#)
- Ecrit des Ministres du Duc de Wirtemberg, portant les raisons pourquoi ils ont signé la Paix avec réserve des Droits de leur Maître. [107](#), [108](#).
- Des Ministres des Comtes de Wetteravie, contenant les raisons pour lesquelles ils avoient signé la Paix. [141](#), [142](#).
- Des Ministres Protestans de l'Empire en général portant les Raisons, pourquoi ils n'avoient pu signer la Paix, [143](#), [149](#). Certificat de la Médiation touchant cet Ecrit. [156](#), [157](#).
- Du Secrétaire de l'Ambassade Impériale, touchant ce que les Ambassadeurs de l'Empereur avoient proposé aux Ministres Catholiques, pour concourir avec les Protestans en l'affaire de la Religion. [164](#), [165](#).
- Des Ambassadeurs de l'Empereur, contenant la liste des lieux destinez au Payement des

T A B L E

cent mille Florins accordez à la Duchesse d'Orléans. 209, 210

Egmont (le Comte d') Protestation de la Province de Gueldre contre celle de ce Comte, 275, 276. Acte exhibé à ce sujet. 278

Embsden, Protestation du Prince d'Ostfrise, sur ce que cette Ville s'est fait comprendre en particulier dans le Traité de Paix, &c. 135, 137. Certificat à ce sujet. 139, 140

Empereur, son Traité de Paix avec la France, 13, 59. Promet de faire observer le Traité de Westphalie tant au spirituel, qu'au temporel, 319. Voyez aussi Leopold.

— (ses Ambassadeurs) réservation des Ministres de l'Empire, touchant leur manière de traiter, 181, 183.

— (les Plénipotentiaires de l') la Diète de Ratisbonne se plaint de leur manière de proceder, 201. Les Etats Protestans en particulier, 203. Leur Ecrit contenant la liste des lieux destinés au Payement des 100000. Florins de la Duchesse d'Orléans, 209, 210. Extrait de leur Lettre touchant la Séquestration de Vel-dents, 279, 280. Leur Déclaration touchant l'Abbé de S. Gal, 283, 284. Leur Relation, pour justifier leur conduite dans les Négociations, 294. Se sont opposez à la Clause du 4. Article du Traité, 319. Se justifient des plaintes formées contr'eux, 321. Accusés de s'entendre avec les François. 326

Empire son Traité de Paix avec la France, 13, 59. Relation de ses Députés envoyée à la Diète, de ce qui s'est passé à Ryswick, 116, 119. Obligé malgré lui de faire la Paix, 119. Ses Ministres font une réservation sur la manière de traiter des Ministres Impériaux, 181, 183. Prie l'Em-
percur

DES MATIERES.

pereur de ratifier la Paix à certaines Conditions, 195 200. Se plaint de la manière de procéder de l'Ambassade Impériale, 201. On demande une Ratification simple, 205, 207. Accordée, 211, 212.

Empire (la Ratification de l') Lettre de M. Norff, qui porte qu'elle est authentique, 225. Acte par lequel il consent, que M. Norff en fasse l'échange des Ratifications. 228, 229.

Etats de l'Empire de la Confession d'Ausbourg, se plaignent qu'on a négligé les intérêts de leur Religion dans le Traité, 203. Suite. 214.

Etoile (le Fort de l') rendu à l'Empereur par le Traité de Ryswick. 24, 72.

Extrait du Protocole de la Médiation, où les François accordent le tems de six semaines à ceux qui ne signoient pas le Traité de Paix. II.

— Du Directoire du Protocole de Mayence, touchant la Protestation de Liège au sujet de Bouillon. 161, 162.

— Du Protocole de la Médiation, portant que les Ministres de France ont déclaré, que les Protestans, qui ne signoient pas jouïroient néanmoins de la Paix, &c. 166.

— Du Protocole de la Médiation, portant comment les Ambassadeurs de France ont été requis par les Ambassadeurs Médiateurs de changer la Clause de Religion. 186.

— Du Régître des Résolutions des Etats Généraux, touchant le rapport que leurs Ambassadeurs leur ont fait concernant l'Article de la Religion. 187, 189.

— Du Protocole au sujet de la Protestation générale de France. 228.

— Des Régîtres des Résolutions des Etats Généraux pour remercier le Roi de Suède des soins

T A B L E

<i>soins de la Médiation.</i>	232, 233
Extrait du Protocole de la Médiation, touchant la <i>réserve faite par le Baron de Gortz, pour</i> <i>la Noblesse de l'Empire.</i>	244, 245
— Du Protocole de la Médiation touchant la <i>Transposition des Noms dans la signature du</i> <i>Traité.</i>	259
— Du Protocole de la Médiation sur ce qu'on <i>avoit été obligé de collationner le Traité inséré</i> <i>dans la Ratification avec un Exemplaire imprimé.</i>	260
— Des Registres des Etats Généraux, par <i>lequel ils déclarent, qu'ils ne peuvent recevoir</i> <i>l'inclusion du Pape dans le Traité, que comme</i> <i>d'un Prince temporel.</i>	262
— Des Registres des Résolutions de la Chambre <i>des Comptes du Duché de Gueldres & Comté de</i> <i>Zutphen, pour être insérée dans le Protocole de</i> <i>la Médiation, avec la Protestation de la Pro-</i> <i>vince de Gueldre, contre celle du Comte d'Eg-</i> <i>mont, 275. Protestation, 276. Acte exhibé</i> <i>à ce sujet.</i>	278
— De la Lettre des Ambassadeurs de l'Em- <i>pereur à l'Electeur Palatin, touchant la seques-</i> <i>tration de Veldents.</i>	279, 280
— Du Registre des Résolutions des Seigneurs <i>les Etats Généraux des Provinces-Unies, tou-</i> <i>chant l'Audience de congé des Ambassadeurs de</i> <i>France.</i>	352

F.

F erdinand (Prince de Liége) <i>sa Lettre à l'In-</i> <i>fante d'Espagne au sujet de l'Abbaye de Saint</i> <i>Hubert.</i>	371
Fort-Louis, cédé à la France, mais la partie, <i>qui est à la droite du Rhin doit être démolie.</i> 27, 75.	

Fran-

DES MATIERES.

- France, son *Traité de Paix avec l'Empereur & l'Empire*, [13](#), [59](#). *Acte de ceux qu'elle veut comprendre dans la Paix*, [238](#), [239](#). *Autre*, [240](#), [241](#). *Quatre Actes d'inclusion de cette Couronne*, [257](#). *Cinquième Acte d'Inclusion pour l'Empire*. [258](#);
- France (les *Ambassadeurs de*) accordent le tems de six semaines à ceux, qui ne signent pas, [11](#). Déclarent que les Protestans, qui ne signent pas jouiront néanmoins de la Paix, [166](#). Sont requis par les Médiateurs de changer la clause de Religion, [186](#). Font une Protestation générale contre toutes celles, qui pourroient avoir été faites durant la Négociation, [226](#). Extrait du Protocole portant qu'elle a été insérée. [228](#);
- Fribourg, avec ses dépendances rendu à l'Empereur par le *Traité de Ryswick*. [24](#), [72](#);
- Furstemberg, (le Cardinal de) & ses Adherens entièrement rétablis par le *Traité de Ryswick*. [32](#), [81](#).

G.

- S. GAL (l'Abbe de) *Déclaration des Ambassadeurs de l'Empereur à son égard*. [283](#), [284](#);
- George (Duc de Wirtemberg) rétabli dans tous ses droits par le *Traité de Ryswick*. [21](#), [68](#);
- Germersheim (Préfecture) renduë avec ses dépendances à l'Electeur Palatin par le *Traité de Ryswick*. [18](#), [64](#);
- Gortz (le Baron de) Extrait du Protocole de la Médiation, touchant la réserve qu'il a faite pour la Noblesse de l'Empire. [244](#), [245](#);
- Gueldre, Extrait du Protocole touchant la Protestation de cette Province contre celle du Comte d'Egmont, [275](#). Protestation, [276](#). Acte exhibé à ce sujet. [278](#).
- Guil:

T A B L E

Guillaume III. (Roi d'Angleterre) remercié par l'Université d'Oxford pour avoir procuré la Paix, 248. Par le Comté de Dorset pour le même sujet, 250. Sa Harangue au Parlement sur ce sujet. 251

H.

- H**Anover (l'Electeur de) sa réservation sur ce qui a été stipulé entre l'Electeur Palatin & la Duchesse d'Orleans. 170, 173
- Harangue de Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, faite à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies en prenant congé de leurs Hautes Puissances. 353
- De M. Schonborn, Ambassadeur de Mayence, aux Etats Généraux en prenant son Audience de congé. 167
- Du Roi d'Angleterre au Parlement, dans laquelle il les avertit que la Paix est faite. 251
- De M. Lillieroot pour notifier aux Etats Généraux l'avénement du Roi son Maître à la Couronne. 266, 267
- Du Comte de Bonde Ambassadeur de Suede aux mêmes. 269
- Des Ambassadeurs de Danemarck, aux Etats en prenant congé d'eux. 373
- De M. Lillieroot aux Etats Généraux, en prenant congé d'eux. 383
- Heeckeren (le Baron de) Plenipotentiaire des Provinces-Unies, son Mémoire au Roi de Suède pour prendre congé de lui. 350 352
- Hesse-Rhynfels (les Landgraves de) rétablis dans tous leurs biens par le Traité de Ryf-wick. 33, 83
- Hom-

DES MATIERES.

Hombourg , rendu au Duc de Lorraine par le
Traité de Ryſwick , & à quelles conditions. 29

77.

S. Hubert , Mémoire de M. Norſſ au ſujet de la
miſe en poſſeſſion de cette Terre par les François.

270.

S. Hubert (l'Abbé de) ſa Lettre par laquelle il ſe
plaint au Médiateur , que la Souveraineté de
cette Abbaye lui eſt diſputée , 368. Lettre de
l'Evêque de Liège à ce ſujet.

Huningue , le Fort à la droite du Rhin & le Pont
doivent être démolis. 27, 75

I.

Incluſion , Article d'Incluſion par les Impé-
riaux , &c. 158. De la part de l'Angleterre
dans le Traité de Paix , 176, 177. De la part
du Roi de France dans le Traité d'Angleterre.
344.

K.

Kehl , Fort , rendu à l'Empereur par le Trai-
té de Ryſwick. 24, 72

Kirn , doit être rendu aux Princes de Salm.
27, 76.

Kirnburg , les Fortifications , que la France y a
faites doivent être démolis. 27, 76

L.

Lampertsheim , Arrêt portant reſtitution de
ce Village en faveur du Chapitre de Stras-
bourg. 130

Lautrec , (Principauté) rendue par le Traité de
Ryſwick. 20, 67

Leo-

T A B L E

Leopold (Empereur) son Traité de Paix avec la France, 13, 59. Sa Ratification du Traité de Paix, 215, 217. De l'Article séparé, 216, 220. Acte d'Inclusion au Traité de Paix fourni de sa part, 243. Voyez aussi Empereur.	
Lettre du Roi de France à l'Archevêque de Paris sur la Paix.	168
----- De M. Norff à M. de Lillieroot, sur le Certificat signé par le Secrétaire de l'Ambassade de Suède, 191. Réponse à cette Lettre.	192
----- De M. de Lillieroot pour Réponse à M. Norff sur un Certificat par lui demandé.	192
----- De M. Norff au Secrétaire de la Médiation portant que la Ratification de l'Empire est authentique.	225
----- autre du même au même touchant la manière de l'échange de la Ratification.	230
----- Des Etats Généraux au Roi de Suède pour le remercier des soins de sa Médiation.	234, 235
----- De M. de la Closure à M. Norff, touchant l'échange des Ratifications.	237
----- Du Roi de France à l'Archevêque de Paris sur la Paix avec l'Empire.	261
----- De l'Abbé de S. Hubert au Médiateur, pour se plaindre que la Souveraineté de cette Abbaye lui est disputée.	368
----- De Ferdinand Prince de Liège à l'Infante d'Espagne, au sujet de l'Abbaye de S. Hubert.	371
Liège (le Chapitre de) ratifie la Protestation faite touchant Bouillon.	194
Liège (l'Evêque de) la Ville de Dinant lui doit être rendue avec toutes les réunions faites à son préjudice.	20, 68
Liège (les Ministres de) leur Protestation au sujet de	de

DES MATIERES.

de Boüillon , 112. Certificat pour cette Pro-
testation. 115

Lillieroot , sa Réponse à M. Norff sur un Certifi-
cat demandé , 192. Remercié par les Provin-
ces-Unies , 232. 234. Sa Harangue pour noti-
fier l'avènement du Roi son Maître à la Couron-
ne , 266, 267. Sa Harangue aux Etats Géné-
raux en prenant congé d'eux. 359

Liste des lieux destinez au Payement des 100000.
Florins de la Duchesse d'Orleans. 209, 210

----- Des affaires particulières recommandées par
les Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires &
Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances aux
Traitez de Paix , aux Sieurs Ambassadeurs
Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de
France. 355

----- De quelques affaires recommandées par les
Sieurs Ambassadeurs Plénipotentiaires du
Roi de France , à ceux de leurs Hautes Pui-
sances. 362

Longwi , la France se le reserve par le Traité de
Ryswick & à quelles conditions. 29, 78

Lorraine , la France se reserve un passage par cet-
te Province & à quelles conditions. 30, 78

--- (le Duc de) rétabli dans ses Etats par le
Traité de Ryswick & à quelles conditions.
28, 76.

Louis XIV. (Roi de France) sa Lettre à l'Ar-
chevêque de Paris sur la Paix , 168. Ratifie le
Traité de Paix , 221. L'Article séparé , 223.
Actes contenant ceux qu'il veut être compris
dans la Paix , 257. Cinquième Acte d'Inclu-
sion pour l'Empire , 258. Sa Lettre à l'Ar-
chevêque de Paris , sur la Paix avec l'Empire ,
261. Son Acte d'Inclusion dans le Traité d'An-
gleterre. 367

M.

T A B L E

M.

MAntoüe (le Duc de) ses Protestations pour les pertes que ses Etats ont souffertes & pour ses différens avec le Duc de Savoye , [122, 123.](#)

Certificat touchant cette Protestation. [125](#)

Mayence (l'Electeur de) Pleinpouvoir qu'il donne à M. Norff , pour échanger les Ratifications de l'Empire. [179, 180](#)

Mémoire de M. Norff au sujet de la mise en possession de la Terre de S. Hubert & autres. [270](#)

Autre du même pour d'autres contraventions. [272](#)

Autre du même , touchant quelques Ouvrages à Dinant. [282](#)

Autre du même , touchant la démolition des Ouvrages de Dinant , &c. [365](#)

De M. le Baron de Heeckeren , Plenipotentiaire des Provinces-Unies au Roi de Suède , pour prendre congé de lui. [350, 352](#)

De Monsieur le Baron de Heeckeren Envoyé de leurs Hautes Puissances , & du Sr. Resident Rumph : présenté à Sa Majesté le Roi de Suede au sujet des troupes Suedoises que les Seigneurs Etats Generaux vouloient congédier. [242](#)

De Monsieur le Baron de Heeckeren Plenipotentiaire de Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies ; prenant congé du Roi de Suede. [347](#)

Monbeliard (Principauté) rendu au Duc de Wirtemberg par le Traité de Ryswick. [21, 68](#)

Montroyal, doit être démolir par le Traité de Ryswick. [27, 66](#)

N.

NAnci , rendu au Duc de Lorraine par le Traité de Ryswick , & à quelles conditions. [28, 77.](#)

Né-

DES MATIERES.

Négociations de Ryſwick, abrégé de ce qui s'y eſt paſſé contenu dans la Relation des Miniſtres Imperiaux. 294, 320

Nimègue (la Paix de) eſt le fondement de celle de Ryſwick. 17, 64

Noblesſe de l'Empire, réſervation du Baron de Gortz à ſon ſujet. 244, 245

Noms, tranſpoſez dans la ſignature du Traité, Acte à ce ſujet. 252

Norſſ (Plénipotentiaire de Liège) ſa Déclaration au ſujet de Bouillon, 110, 111. Certificat du Directoire de Mayence au ſujet de cette Proteſtation, 161, 162. Son Pleinpouvoir de la part de l'Electeur de Mayence, pour échanger les Ratifications de l'Empire, 179, 180. Sa Lettre à M. de Lillieroot ſur le Certificat, &c. 191. Réponſe à cette Lettre, 192. Sa Lettre au Secrétaire de la Médiation portant, que la Ratification de l'Empire eſt authentique, 225. Acte de conſentement à ce qu'il en faſſe l'échange, 228, 229. Sa Lettre touchant la manière de l'échange des Ratifications, 230. Lettre qui lui eſt écrite par M. de la Cloſure, touchant l'échange des Ratifications, 237. Son Mémoire au ſujet de la miſe en poſſeſſion par les François de la Terre de S. Hubert & autres, 270. Autre du même pour d'autres contraventions, 272. Son Mémoire touchant quelques Ouvrages à Dinant, 282. Son Mémoire touchant la Démolition des Ouvrages de Dinant, &c. 365

Nouveau Reichs-Gutachten, qui fait ſimple-
ment mention de la Ratification de la Paix.

211, 212.

O.

Ordre Teutonique, & le Grand Maître du-
dit Ordre, rétablis dans tous leurs biens par
le Traité de Ryſwick. 20, 67

Or-

T A B L E

- O**rleans (la Duchesse d') ses prétentions renvoyées à un Compromis par le Traité de Ryswick, 19, 65 Article séparé sur ce sujet, 53, 100. Réserve de l'Electeur de Hanover au sujet de ce qui a été stipulé entre cette Duchesse & l'Electeur Palatin, 170, 173. Liste des lieux destinés au payement des 100000. Florins à elle accordez, &c. 209, 210
- O**stfrise (le Prince de) sa Protestation sur ce que la Ville d'Embden s'est fait comprendre en particulier dans le Traité de Paix, &c. 135, 137 Certificat à ce sujet. 139, 140
- O**xfort (l'Université d') son Adresse au Roi d'Angleterre pour la Paix qu'il a procurée. 248

P.

- P**alatin (l'Electeur de) rétabli dans tous ses biens par le Traité de Ryswick, 18, 65 Article séparé sur ce sujet. 53, 100
- P**alatinat, Réserve sur ce qui a été stipulé entre l'Electeur Palatin & la Duchesse d'Orleans, au sujet de la succession du Palatinat, 170, 173. Article concernant le Palatinat, ratifié par l'Empire avec restriction. 201
- P**ape (le) les Provinces-Unies ne veulent recevoir son inclusion dans la Paix, que comme d'un Prince temporel. 262
- P**arlement (d'Angleterre) voyez Chambre Haute & Basse.
- P**assage pour les Troupes Françoises par la Lorrainer réservé par le Traité de Ryswick & à quelles conditions. 30, 78
- P**hilisbourg, rendu à l'Empereur par le Traité de Ryswick. 26, 75
- S.** Pierre, (Fort) rendu à l'Empereur par le Traité de Ryswick. 24, 72
- L**a Pile, Fort, rasé par le Traité de Ryswick 24 72
Plein-

DES MATIERES.

Pleinpouvoir du Roi de Suède pour son premier
Ambassadeur le Comte de Bonde. 2, 4

----- De l'Empereur. 44

----- General de l'Empire pour les Princes Depu-
tez de la part d'icelui. 47, 49

----- De l'Electeur de Mayence pour M. Norff
pour échanger la Ratification de l'Empire con-
tre celle de France. 179, 180

Pologne (le Roi de) la Diète de l'Empire conclut,
qu'il doit être compris dans la Paix, 202. Post-
scripta aux Délibérations de l'Empire à ce su-
jet. 214

Postscripta joints aux Délibérations de l'Empire,
touchant l'Inclusion du Roi de Pologne, &c. 214

Protestans de l'Empire (les Ministres) Ecrit con-
tenant les raisons pour lesquelles ils n'ont pu si-
gner la Paix, 143, 149. Certificat de la Mé-
diation touchant cet Ecrit, 156, 157. Qui ne
signent pas jouiront néanmoins de la Paix, 166.
Se plaignent qu'on a négligé les intérêts de leur
Religion dans le Traité, 203. Suite, 214.
Menaces qui leur sont faites de la part des Plé-
nipotentiaires de France pour les faire désister
de leurs prétensions, 333. Demandes qu'ils
font à l'Empereur pour leur sûreté. 336

Protestation des Ministres de Liège, touchant
Boüillon, 112. Certificat pour cette Protesta-
tion. 115

----- Du Comte Bagliani Envoyé du Duc de
Mantouë, sur les pertes que ses Etats ont sou-
fertes & ses différens avec le Duc de Savoye,
122, 123. Certificat touchant cette Protesta-
tion. 125

Protestation de la part du Duc de Wolfenbuttel,
touchant deux Canoncats en Alsace, 126, 128
Certificat touchant cette Protestation. 133, 134

S

Faite

T A B L E

----- Faite au nom du Prince d'Ostfrise, contre l'Article par lequel la Ville d'Emden s'est fait comprendre en particulier dans le Traité de Paix, &c. 135, 137. Certificat à ce sujet, 139, 140.

----- Touchant Boüillon ratifiée par l'Electeur de Cologne, 193. Ratification du Chapitre de Liège. 194

----- Générale des Ambassadeurs de France contre toutes celles, qui pourroient avoir été faites durant la Négociation, 226. Extrait du Protocole portant qu'elle a été insérée. 228

Provinces-Unies, Rapport que leurs Ambassadeurs leur font, touchant l'Article du Traité de Paix concernant la Religion, 187, 189. Remercient le Roi de Suède des soins de sa Médiation, 232, 233. Leur Lettre à ce sujet, 234, 235. Déclarent qu'elles ne peuvent recevoir l'Inclusion du Pape dans le Traité, que comme d'un Prince temporel. 262

R.

Ratification faite par l'Empereur, du Traité de Paix avec la France, 215, 217. Du Roi Très-Chrétien. 221

----- De l'Article séparé, 216, 220. Par le Roi Très-Chrétien. 223

----- Du Traité entre l'Empereur, &c. Certificat, qu'elle a été faite. 224

----- De l'Empire, Lettre de M. Norff, qui soutient qu'elle est authentique. 225

Ratisbonne (la Diète de) voyez Diète.

Reichs-Gutachten ou Résultat de la Diète de l'Empire à Ratisbonne, par lequel l'Empereur est prié de ratifier la Paix à certaines conditions, 195, 200. On le demande simple, 205. 207.

DES MATIERES.

207. Accordé, 211, 212. Lettre de M. Norff, qui porte qu'il est authentique. 225
- Rélation, que la Députation de l'Empire envoya de la Haye à la Diète de l'Empire. 116, 119
- De l'Ambassade Impériale de la Haye. 294, 320.
- Religion, Acte de Réserve des Ministres Médiateurs à ce sujet. 8, 9
- Catholique Romaine, sera laissée dans l'Empire à l'égard des lieux rendus par la France, dans l'Etat qu'elle est lors du Traité de Ryswick. 17, 64
- Ecrit touchant ce qui a été proposé par les Ministres de l'Empereur, pour concourir avec les Protestans à ce sujet, 164, 165. Les Ambassadeurs de France sont requis par les Médiateurs de changer la clause concernant ce point, 186. Rapport que les Ambassadeurs de Hollande, ont fait aux Etats au sujet de cet Article, 187. Religion Catholique, le Roi de France se glorifie surtout de l'avoir autorisée par la Paix chez des Peuples d'une Religion différente. 261
- Reponse du Roi de Suède à la Lettre des Etats Généraux pour le remercier de sa Médiation, 285, 287.
- Reponse de Sa Majesté le Roi de Suede au Memoire de Monsieur le Baron de Heeckeren Plenipotentiaire, & du Sr. Constant Rumpf Resident des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies. Faite à Carlsberg. 345
- Rescrit du premier Commissaire de l'Empereur à la Diète de Ratisbonne, par lequel on demande une Ratification simple. 205, 207
- Reservation de l'Ambassadeur de Hanover, sur ce qui a été stipulé par la Paix entre l'Electeur Palatin & la Duchesse d'Orleans. 170, 173

T A B L E

- R**éservation des Ministres de l'Empire, touchant la manière de traiter des Impériaux pendant la Négociation. 181, 183
- R**ésultat de la Diète de l'Empire, par lequel l'Empereur est prié de ratifier la Paix à certaines Conditions, 195, 200. On le demande simple, 205, 207. Accordé. 211, 212
- R**étunions, faites par la France dans l'Empire, abolies. 17, 64
- R**hynsfelds, doit être rendu aux Landgraves de Hesse-Rhynsfelds par le Traité de Ryswick. 33, 83

S.

- S**aar-Louïs, la France se le réserve par le Traité de Ryswick & à quelles conditions. 29, 78
- S**avoie (le Duc de) son Traité avec la France, confirmé par celui de Ryswick entre l'Empereur, l'Empire, & cette Couronne. 36, 86
- S**axe (l'Électeur de) la Diète de l'Empire conclut qu'il doit être compris dans la Paix, 202. Postscripta aux Délibérations de l'Empire à ce sujet. 214
- S**chonborn (l'Ambassadeur de Mayence) sa Harangue aux Etats Généraux en prenant son Audience de congé. 167
- S**pire (l'Evêque de) rétabli par le Traité de Ryswick généralement dans tout ce qui lui a été pris. 18, 65
- S**trasbourg, avec toutes les appartenances à la Droite du Rhin, cedées à la France par le Traité de Ryswick. 22, 70
- S**uède (le Roi de) le Duché des deux Ponts lui doit être rendu par le Traité de Ryswick, 19, 66. Remercié des soins de sa Médiation par les Provinces-Unies, 232, 233. La Lettre écrite à ce sujet, 234, 235. Voyez aussi Charles XII. Sué-

DES MATIERES.

Suède (les Ambassadeurs de) donnent un Acte de Réservation, touchant la Paix en général & la clause de la Religion en particulier. 8,9

T.

Traité, entre l'Empereur, l'Empire & la France, six semaines accordées à ceux qui ne l'ont pas signé. II

Traité de Paix entre l'Empereur & l'Empire, d'une part, & la France d'autre, 13, 59. La Diète de Ratisbonne resout de prier l'Empereur de le ratifier à certaines conditions, 195, 200. On demande une Ratification simple, 205, 207, Accordée, 211, 212. La France. Ratifié par l'Empereur, 215, 217. Par le Roi Très-Christien, 221. Dans la Ratification, collationné avec un Exemplaire imprimé, Extrait du Protocole à ce sujet. 260

Trarbach, les Fortifications, que la France y a faites, doivent être démolies. 27, 75

Trêves (l'Archevêque de) rétabli par le Traité de Ryswick généralement dans tout ce qui lui a été pris. 18, 65

Turin, le Traité de Turin avec le Duc de Savoye, confirmé par celui de Ryswick entre l'Empereur, l'Empire & la France. 36, 86

V.

Veldents, (Principauté de) rendue par le Traité de Ryswick, 20, 67. Lettre des Ambassadeurs de l'Empereur, touchant sa sequestration. 279, 280.

T A B L E

W.

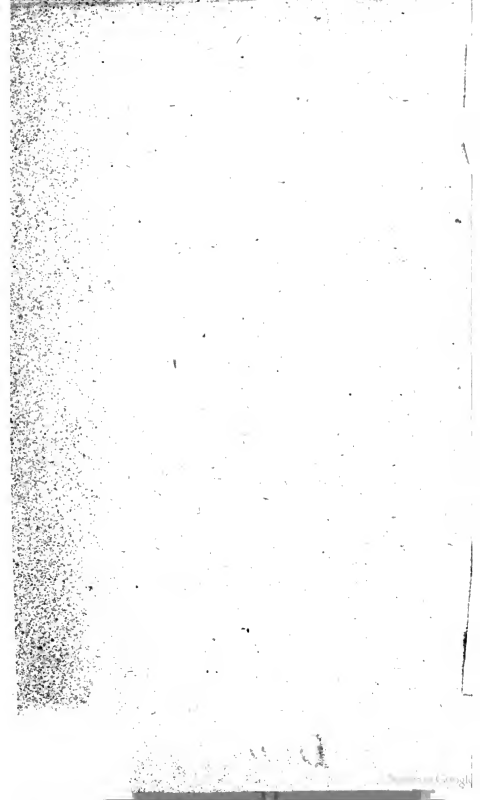
- W**estphalie (*la Paix de*) est le fondement de celle de Ryswick. 17, 64
- Wetteravie** (*les Comtes de*) *Ecrit des Ministres des Comtes de Wetteravie , contenant les raisons pour lesquelles ils ont signé la Paix.* 141, 142
- Wirtemberg** (*les Ducs de*) rétablis dans tous leurs Droits , par le Traité de Ryswick. 21, 68
- Wirtemberg** (*les Ministres du Duc de*) leur *Ecrit portant les raisons pourquoi ils ont signé la Paix, avec réserve des droits de leur Maître.* 107, 108.
- Wolfenbüttel** (*le Duc de*) sa *Protestation touchant deux Canoncats en Alsace ,* 126, 128. *Certificat touchant cette Protestation.* 133, 134
- Wormes** (*l'Evêque de*) rétabli dans tous ses biens par le Traité de Ryswick. 20, 67

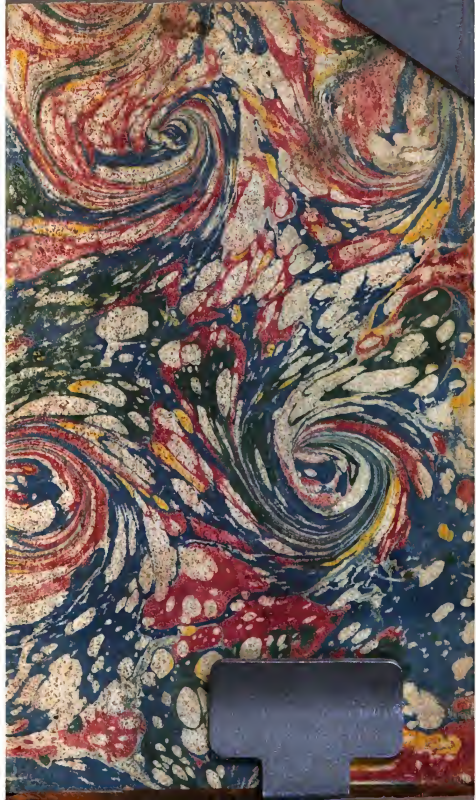
Fin du Tome IV. & dernier.



MS. 1514.623

D. 71.





XVII
C4.